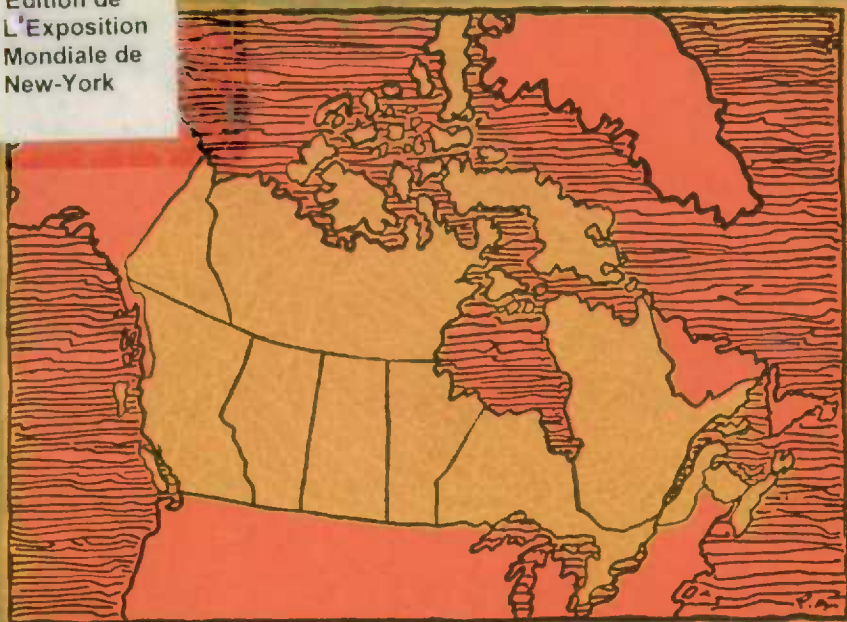


11-203F

1939

c. 2

Édition de  
L'Exposition  
Mondiale de  
New-York



# CANADA 1939

Édition de l'Exposition Mondiale de New-York

Manuel Officiel

des conditions présentes et des  
progrès récents



PONTS INTERNATIONAUX  
D'AMITIE  
ET  
D'ENTENTE  
ENTRE "BONS VOISINS"  
OUVERTS  
EN  
1938

PROPERTY OF THE  
LIBRARY.

LES ÉDIFICES  
DU PARLEMENT  
Ottawa, Ont.



LE CAPITOLE  
Washington, D.C.



NOUVEAUX PONTS D'AMITIÉ ET D'ENTENTE ENTRE  
"BONS VOISINS"

Le pont des Mille Îles, reliant Ivy Lea, Ontario, et Collins Landing, Etat de New-York, a été officiellement ouvert le 18 août 1938. À cette occasion, le Président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt, a rendu visite au Canada et rencontré le premier ministre, le Très Hon. W. L. Mackenzie King, aux cérémonies d'ouverture. C'est en cette circonstance que, parlant de Kingston, Ontario, immédiatement avant les cérémonies, il fit la retentissante déclaration: "Le peuple américain ne restera pas les bras croisés si la domination du Canada est menacée par tout empire (autre que l'Empire Britannique)."

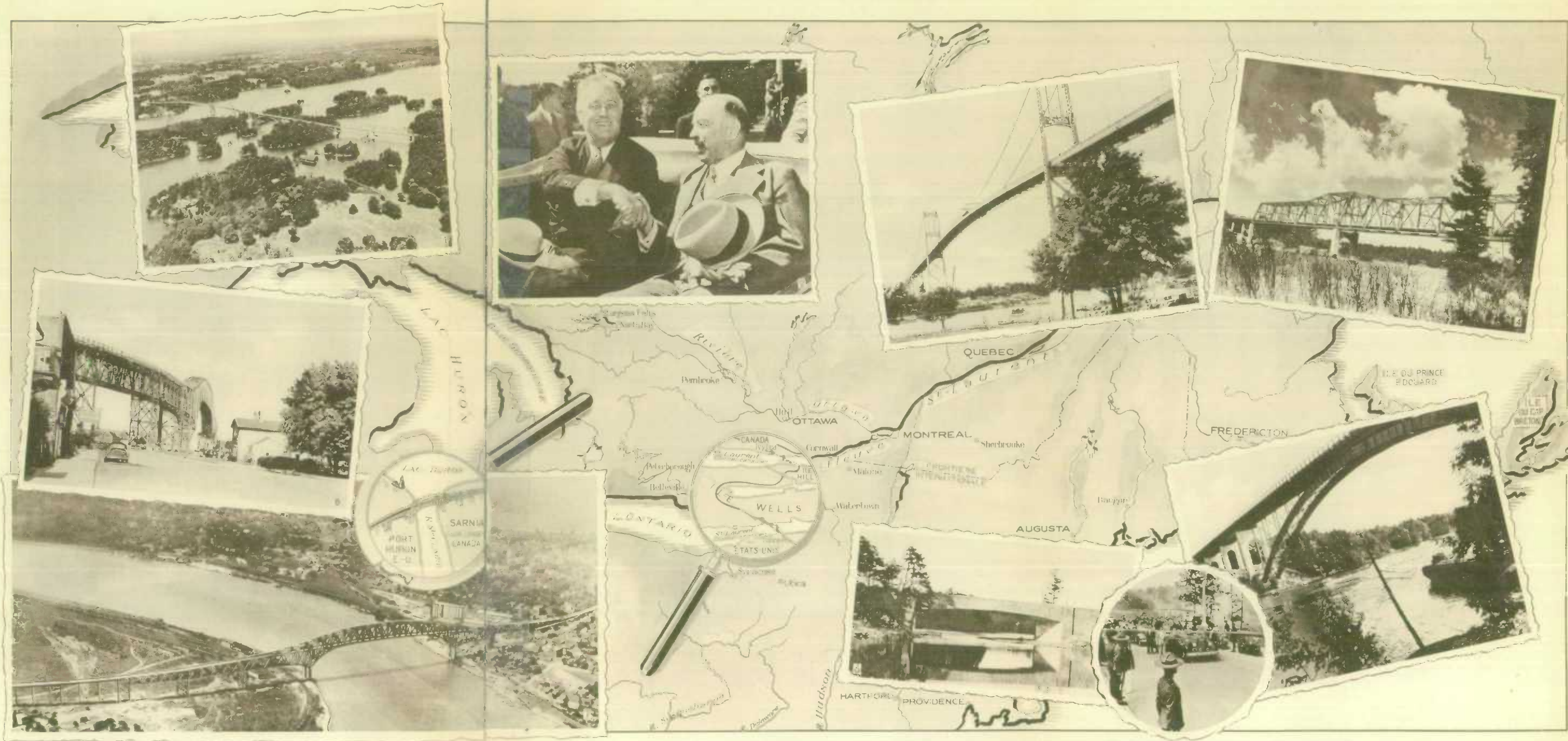
Le pont des Mille Îles est une série de cinq travées séparées et de routes interliées surplombant la belle section des Mille Îles du majestueux St-Laurent. Deux îles du parc national des Îles du St-Laurent, l'île Georgina et l'île Constance, servent de marchepieds alors que le pont, de la rive canadienne, s'élance au-dessus d'une vaste, majestueuse nappe d'eau. Une nouvelle route pittoresque, conduisant de Brockville ou Gananoque à la tête du pont, est en voie de construction; une fois terminée, elle fera partie de la route très fréquentée de Windsor à Montréal et à la cité de Québec. Sur le côté américain, le pont émerge à environ quatre milles à l'ouest d'Alexandria Bay, à relativement peu de distance de Watertown, point focal pour Syracuse et autres grands centres du nord de l'Etat de New-York.

On voit sur les illustrations: (1) Les trois travées canadiennes de la série, avec le merveilleux pays qu'elles dominent. Le terminus canadien, à Ivy Lea, est à gauche. (2) Le président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt, et le premier ministre du Canada, W. L. Mackenzie King, aux cérémonies d'ouverture. (3) La travée américaine, traversant le principal chenal américain entre Collins Landing, New-York, et l'île Wellesley. (4 et 5) Vues agrandies de la travée en console et de la travée en arc de la section canadienne des ponts montrés dans (1). (6) La travée internationale sur laquelle la frontière et les bureaux de douanes sont situés. **En médaillon:** Le président des Etats-Unis et le premier ministre du Canada sont prêts à couper le ruban et à déclarer les ponts officiellement ouverts.

Les deux portraits (7 et 8), en bas à gauche, montrent le pont Blue Water, reliant Sarnia, Ontario, à Port Huron, Michigan, E.-U. La structure entière passant par dessus la rivière Ste-Claire paraît dans (7) et le terminus canadien (actuellement à Point Edward) se voit dans (8). Ce pont a été ouvert par l'hon. Mitchell F. Hepburn, premier ministre d'Ontario, et Frank Murphy, gouverneur de l'Etat de Michigan, le 8 oct. 1938.

*Photos: autorités du pont des Mille Îles, Alexandria Bay, New-York; Le CANADIAN OBSERVER, Sarnia, et Le TORONTO STAR, Toronto.*

PONTS INTERNATIONAUX D'AMITIE ET D'ENTENTE ENTRE "BONS VOISINS" OUVERTS EN 1938

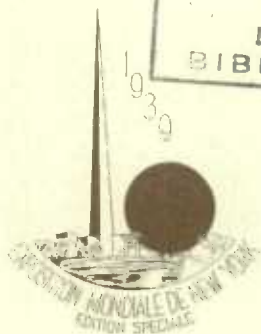


# Canada 1939



**M**anuel **O**fficiel  
des conditions présentes et des  
progrès récents

STATISTIQUE  
CANADA  
JAN 4 2001  
LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE



Publié par ordre de l'hon. W. D. Euler, M.P.,  
Ministre du Commerce

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
OTTAWA, CANADA



## AVANT-PROPOS



Le manuel est dédié à la cause de la bonne volonté et de la meilleure entente. Son but n'est pas la distribution à tout venant. Au contraire, il est espéré qu'il tombera entre les mains des personnes de discernement susceptibles d'analyser et d'assimiler les faits et les renseignements qu'il présente et d'en tirer profit.

Le Pavillon Canadien à l'Exposition Mondiale de New-York n'est pas, à strictement parler, un étalage commercial. Son but principal est de montrer un portrait des ressources naturelles du Dominion et de mettre en relief les charmes du voyage et les avantages du commerce qu'offre le Canada, non seulement à son voisin immédiat du sud, mais aussi aux gens des autres pays entre les mains desquels ce petit livre pourrait tomber au cours de leur visite à l'Exposition Mondiale.

Les premières pages de ce manuel mettent en vedette les attractions touristiques canadiennes dont la variété est aussi grande que le pays est vaste. Les pages suivantes traitent des nombreuses phases des activités du Dominion, et si elles sont lues avec attention, elles montrent que le Canada n'est pas seulement le paradis du touriste — l'été comme l'hiver — mais un pays offrant à l'homme d'affaires des vacances délicieuses tout aussi bien que d'excellentes occasions de placement et de commerce.

C'est un axiome que le voyage et le commerce vont de pair. Les contacts à longue distance ne sont pas les plus effectifs en matière de commerce. Ce sont les contacts personnels qui font surgir la bonne entente et beaucoup d'entreprises prospères sont les fruits d'une visite au pays avec lequel un homme désirait commercer. L'Accord Commercial récemment négocié entre le Canada et les Etats-Unis profitera davantage aux deux nations si les hommes d'affaires des deux côtés de la frontière se comprennent mutuellement et travaillent ensemble. L'échange des idées qu'engendrent les contacts personnels est le meilleur moyen de se mieux entendre et ceux qui viendront au Canada, par affaires ou par plaisir, y rencontreront un accueil aussi large que ses frontières.

Depuis au delà de cent ans le Canada et les Etats-Unis ont donné à l'univers un exemple de "bon voisinage". C'est notre espoir que la participation du Canada à l'Exposition Mondiale cimentera davantage cette vieille amitié d'un siècle qui s'épanouira en des relations encore plus cordiales.

OTTAWA, 29 avril 1939.

*Ministre du Commerce.*

## NOTE PRÉFACE

*Ce manuel a été préparé au Bureau Fédéral de la Statistique, ministère du Commerce, avec les matériaux obtenus en majeure partie des différentes branches du Bureau. Dans certains domaines particuliers, les informations ont été gracieusement fournies par d'autres Services du Gouvernement.*

*Les dix-huit chapitres du manuel analysent la situation économique de l'heure en fonction, d'une année à l'autre, de l'importance attribuée aux faits qui s'imposent le plus à l'attention, puisqu'il est impossible de tous les étudier ici adéquatement. L'article spécial de cette édition traite du Canada au point de vue de ses facilités de récréation et de profit. Cet article a été conçu et rédigé au Bureau Fédéral de la Statistique à même les matériaux fournis en partie par le Bureau Canadien du Tourisme, ministère des Transports, et le Bureau des Parcs Nationaux, ministère des Mines et Ressources.*

R. H. COATS,  
*Statisticien du Dominion.*



## TABLE DES MATIÈRES

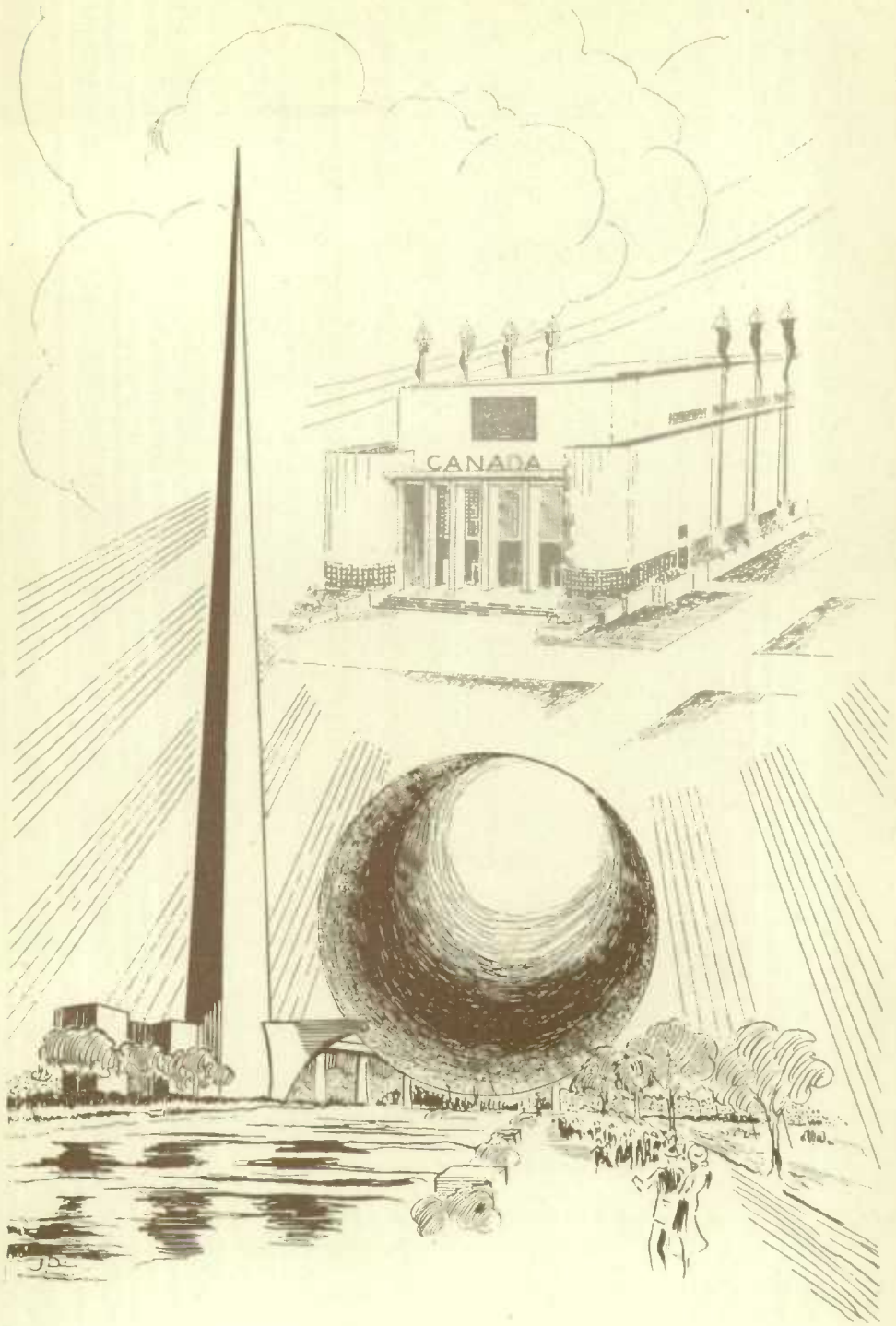
	PAGE
AVANT-PROPOS.....	III
NOTE PRÉFACE.....	IV
INTRODUCTION—Le Canada—Facilités de récréation et de bénéfice....	IX
CHAPITRE I—Richesse, production et revenu—Immobilisations de capitaux.....	1
CHAPITRE II—Population—Naissances, décès et mariages.....	9
CHAPITRE III—Agriculture.....	19
CHAPITRE IV—Richesse forestière du Canada—Bois—Pulpe et papier	40
CHAPITRE V—Mines et minéraux.....	49
CHAPITRE VI—Les pêcheries au Canada.....	59
CHAPITRE VII—Commerce des fourrures.....	65
CHAPITRE VIII—Forces hydrauliques du Canada.....	71
CHAPITRE IX—Construction.....	79
CHAPITRE X—Commerce extérieur du Canada—Echanges invisibles..	87
CHAPITRE XI—Commerce intérieur—Commerce de gros et de détail— Mouvement des marchandises—Prix des valeurs mobilières—Prix des denrées—Coût de la vie.....	101
CHAPITRE XII—Transports et communications.....	109
CHAPITRE XIII—Manufactures du Canada.....	126
CHAPITRE XIV—Finances publiques.....	138
CHAPITRE XV—Régime monétaire et système bancaire—Assurances— Compagnies de prêt et de fiducie—Divers.....	147
CHAPITRE XVI—Travail—Secours au chômage—Pensions de vieillesse.	157
CHAPITRE XVII—Instruction.....	170
CHAPITRE XVIII—Statistiques diverses.....	177
INDEX.....	190

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

	PAGE		PAGE
Nouveaux ponts d'amitié.....	<i>frontispice</i>	Empilage du bois de construction.....	79
Vue de l'Exposition Mondiale de New-York.....	vii	L'annonce des produits canadiens dans la région du Grand-Londres.....	87
Parc National des Lacs Waterton, Alta.....	viii	Déchargement de bandages d'automobiles canadiens à Auckland, N.-Zélande.....	89
Hors-texte en couleur.....	<i>entre viii et ix</i>	Déchargement de barils de ciment réfractaire canadien à Calcutta, Inde Britannique.....	92
La promenade des lupins, N.-E.....	i	Pavillon canadien à l'exposition mondiale de New-York, 1939.....	93
La tête de Lion, cap Cavendish, I. du P.-E.....	xiii	Pesage de l'avoine canadienne déchargée d'un vapeur à Bristol, Angleterre.....	94
Le phare, Pointe-à-Phare, Qué.....	xiv	Coal-Harbour, Vancouver, C.B.....	97
Grande route, Haliburton, Ont.....	xvi	Conserves canadiennes chargées sur des chars à bœufs, Inde Britannique.....	99
Coucher de soleil sur le lac Clear, Man.....	xviii	Le parquet de la Bourse de Toronto.....	105
Lac Wasquesiu, Sask.....	xix	La remorqueuse à gazoline dans les gares	109
Lac Louise, Alta.....	xx	Hébergement de fournitures vers les mines du nord d'Hudson, Ont.....	111
Lac Émeraude, C.B.....	xxi	Ouverture des routes l'hiver.....	112
Vieille église, Lac Bennett, Yukon.....	xxii	Construction d'une route à travers une forêt dense.....	113
Côte 70, St-Sauveur, Qué.....	xxiii	Patrouille motorisée pour l'entretien des routes en gravier.....	112
Le "Chaudron", terrain de golf, Banff, Alta.....	xxv	Port-Colborne, vu du Lac Érié.....	115
Le Pas du Géant, vallée du Paradis, Alta.....	xxvi	Le splendide système de voies fluviales intérieures du Canada.....	117
Mont Burgess, Parc National Yoho, C.B.....	xxviii	West St. John, N.-B., port.....	118
Parc de campement, Lac Wasquesiu, Sask.....	xxix	Victoria, port intérieur, C.B.....	118
Bassin Annapolis, N.-E.....	xxx	Transport et ravitaillement dans le Canada septentrional.....	120
Un artisan préparant le noyau d'un tambour à pulpage.....	1	Transmetteur moderne, édifices et pylônes, Radio-Canada.....	121
Hardis pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse.....	3	Radiodiffusion—un transmetteur de 50,000 watts.....	122
Produits primaires et secondaires de l'industrie laitière.....	4	Type d'avion moderne pour éprouver la portée des rayons de direction.....	124
L'entrée du Canada par le Pacifique.....	9	La fabrication des chaussures en caoutchouc.....	126
La naissance d'un centre industriel à Baie Comeau.....	10	Une usine canadienne de locomotive.....	127
Célébrations du deuxième centenaire de Winnipeg.....	12	La construction d'une moissonneuse-lieuse.....	128
Scène champêtre à Ste-Ursule, Qué.....	19	Carcasses de porc avant leur dépeçage en wiltshire à une salaison canadienne.....	130
La fenaison dans l'est du Canada.....	21	L'ensachement dans une grande minoterie canadienne.....	131
Grandes cultures en Alberta.....	23	La fabrication des enveloppes et tubes de pneumatique.....	134
Un champ de pommes de terre à Victoria, I.P.-E.....	24	La nouvelle affinerie de la Monnaie Royale Canadienne.....	138
Le gouvernement et l'élevage du mouton la culture des bulbes à tulipe à Salmon Arm, C.B.....	25	Usine de purification de l'aqueduc, Ottawa.....	144
Regasborne Alice Alcartra, record mondial de Holstein.....	30	Le pesage automatique à la Monnaie Royale Canadienne.....	147
Le discaze d'un verger à Beamsville, Ont.....	33	La rue St-Jacques, Montréal.....	150
Belles futaies de pin, Parc Algonquin, Ont.....	40	L'artisanerie dans une manufacture d'instruments agricoles.....	57
Equarrissage d'une pièce de pin blanc dans l'Est du Canada.....	41	Les conditions de travail dans les fabriques canadiennes.....	166
Le sciage au Canada.....	43	Entrée principale de Macdonald Hall, collège Macdonald.....	170
Billes de bois dans l'étang d'une pulperie Une pulperie type de l'Est canadien.....	45	Une classe de lycée junior dans la bibliothèque d'un lycée de Winnipeg.....	172
Bâches de cèdre rouge, C.B.....	48	Enseignement des métiers.....	173
Le puits McLeod N° 2, Turner Valley, Alta.....	54	Enseignement agricole.....	174
Trains de wazonnets de minerai, mine d'or Hollinger, Timmins, Ont.....	58	Une installation de rayons X de 600,000 volts.....	177
Partie de la flotte de pêche de Vancouver, C.B.....	59	L'hôpital Royal Victoria, Montréal.....	180
Séchage du poisson sur la grève, Rivière-au-Renard, péninsule de Gaspé, Qué.....	61	Lancement des croiseurs "Macdonald" et "Laurier", à Québec.....	183
Chargement de balles de fourrures à un magasin du Canada septentrional.....	65	Batterie de canons, casernes de la Marine Royale Canadienne.....	186
Transformation de la fourrure.....	69	Un nouveau type de canon anti-aérien.....	187
Une grande ferme à fourrure de l'Ontario Intérieur d'une usine génératrice à Queenstown.....	71	Hôtel Banff Springs, Banff, Alta.....	189
Queenstown—Chippewa, développement hydraulique.....	71		
Upper-Bonnington-Falls, C.B., installation hydroélectrique.....	73		
Chelsea, rivière Gatineau, développement hydroélectrique.....	75		
Une fournaise électrique dans une aciérie de la N.-E.....	76		

## CARTES ET GRAPHIQUES

	PAGE		PAGE
Carte animée du Canada.....	xxxii	Fluctuations de l'emploiement.....	167
Production minière, par classe, Canada, 1907-37.....	50		





Vue de la ville dans le parc national des lacs Waterton, Alta., de l'épaule du Mont Crandell et, au loin, les monts Vimy et Boswell.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*



La vallée de l'Athabaska vue de la promenade Cavell,  
Alberta

*Scène du Canadien National*



*Ci-dessus.*—Aperçu de la côte rugueuse du parc national des hautes terres de Cap-Breton, Nouvelle-Écosse.

*En haut, à droite.*—Route typique à travers l'Ontario rural.

*En bas, à droite.*—La plage au lac Waskesiu, parc national de Prince-Albert, Saskatchewan.

*Photos du Bureau de voyages, Canada, Ottawa*





Lac de l'Anse Pleureuse  
Province de Québec

*Photo du Bureau provincial du Tourisme,  
Québec, Qué.*



## INTRODUCTION

### LE CANADA—FACILITÉS DE RÉCRÉATION ET DE BÉNÉFICE

Bien que l'objet de cet article soit de mettre en lumière les attractions touristiques du pays, il faut se rappeler que le Canada fascine non seulement les touristes mais aussi le capital. A cause du développement rapide de sa structure économique le Canada offre des occasions avantageuses et un champ très fertile au placement de tous genres. La grandeur des placements britanniques et américains (voir p. 8) est une preuve tangible de la confiance qu'ont déjà dans le Canada les capitalistes étrangers. Les valeurs canadiennes se rencontrent non seulement dans le portefeuille des institutions de placement des pays exportateurs de capitaux, comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, mais aussi dans les coffres-forts d'innombrables individus de ces pays, qu'il s'agisse de placement sur grande ou petite échelle. Les obligations des gouvernements et corporations du Canada constituent une grande partie de ces placements, mais plusieurs portefeuillistes des Iles Britanniques et des Etats-Unis ont aussi acquis des actions de compagnies canadiennes et, de cette façon, ont saisi l'occasion de profiter de la croissance des industries canadiennes. L'expansion dans bien des domaines de production au Canada est extraordinairement rapide, comme l'illustre le développement des mines ces dernières années.

Un autre genre de placements de l'étranger dans l'industrie canadienne avec ses caractéristiques propres est devenu de plus en plus important. Les placements directs de compagnies étrangères sous forme de branches et filiales au Canada ont pris de grandes proportions. De cette façon, de nouvelles industries se sont développées au Canada et en conséquence la diversification plus grande de la production et de l'emploiement a affermi l'économie canadienne. Les compagnies qui font de tels placements au Canada assurent des débouchés à leurs produits sur les marchés canadiens et souvent sur les marchés des pays d'outre-mer qui ont des accords commerciaux avec le Canada. Les nombreuses avenues offrant au capital une utilisation profitable sont indiquées au chapitre de ce manuel où les principales branches du développement économique sont passées en revue une à une.

---

Comme terre de loisirs et de délassement, le Canada offre le champ le plus vaste et le plus varié qui soit au Nouveau-Monde. Son charme le plus grand consiste en la diversité de ses attractions, toutes différentes de l'ordinaire. Bien que le Canada n'ait pas l'arrière-plan historique qui a fait de l'Europe et de l'Asie les dépositaires des annales de la civilisation des siècles avant la découverte de l'Amérique, les 400 ans écoulés depuis que Jacques Cartier débarqua pour la première fois sur ses bords ont été très mouvementés, comme en font foi la vie de l'habitant du Québec, les vieilles fortifications, les monuments et les édifices disséminés d'un littoral à l'autre.

L'étendue immense du Canada, ses caractères physiques très divers, sa population relativement éparse, l'accès facile et rapide à la plupart de ses parties en font le terrain de délassement le plus vaste et le moins encombré au monde. Les visiteurs des Etats-Unis peuvent y pénétrer par une multitude de points le long de la frontière internationale par route, rail, air ou eau. Même les régions de chasse et de pêche les plus reculées peuvent, avec l'aide d'un guide, être atteintes sans trop de fatigue.

Une randonnée imaginaire à travers le pays d'un littoral à l'autre est peut-être la meilleure façon d'illustrer la diversité des attractions offertes, c'est ce à quoi cet article est consacré. De cette esquisse, le touriste peut choisir un local suivant ses goûts car il n'a qu'à pénétrer au Canada à l'un quelconque des plus importants ports d'entrée pour être impressionné.

**Nouvelle-Ecosse.** — Le visiteur qui arrive au Canada par bateau et débarque à Yarmouth, Halifax, ou autre port de la Nouvelle-Ecosse, pénètre dans une province de 381 milles de long par 50 à 105 milles de large, entièrement entourée par la mer à l'exception de l'isthme de Chi-



La promenade des lupins. Pointe-Cheboque, Yarmouth, N.-E.

gnecto — trait de liaison entre la terre ferme qui sert de passage aux lignes de chemin de fer et aux routes entre la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Ici la mer et l'amour des aventures maritimes sont incrustés dans la moelle même des habitants et donnent naturellement une saveur maritime aux randonnées de vacances dans cette province. Le long du littoral, des phares blancs comme la neige couronnent

les falaises qui dominent la mer, au loin flotte le panache de fumée d'un vapeur dont la coque disparaît sous l'horizon et plus près encore des goélettes de pêche à voiles blanches fendent les vagues. Les coquets cottages des pêcheurs, alignés le long des rues qui gravissent irrégulièrement les pentes débouchant de la mer, évoquent l'idée des hardis marins qu'ils abritent. Les vergers, les lacs et les ruisseaux qui ornent l'intérieur de la contrée, la truite des rivières et la pêche en eau salée sur la côte, les forêts giboyeuses, les routes excellentes pour l'auto, enfin tout dans cette province enchantée induit le touriste à y prolonger son séjour.

Une randonnée en Nouvelle-Ecosse révèle une région de paix, de caractère typique, d'histoire et de beauté. Chaque district semble présenter quelque trait particulier. Halifax, la capitale, est toujours intéressant avec la vieille citadelle et ses anciens canons—souvenir des batailles d'autrefois. Le Bras Nord-Ouest et les lacs Dartmouth respirent la paix et la sérénité, le port pittoresque est affairé de vaisseaux de tous les pays; il y a aussi Peggy's Cove (la Baie de Peggy), l'un des nombreux endroits qui n'attirent pas seulement l'artiste du pinceau et de la palette. Lunenburg avec sa flotte de pêche, Picton avec ses homardières, Grand-Pré et le souvenir d'Evangeline, Kentville et le pageant du festival annuel de la floraison des pommes, et Cap-Breton avec les merveilleux lacs Bras-d'Or et l'île Madame qui est si particulièrement acadienne ne sont que quelques-uns des nombreux endroits à explorer à savourer.

**Nouveau-Brunswick.** — De l'autre côté de la baie de Fundy, les côtes blêmes du Nouveau-Brunswick vous appellent. La plus grande cité est Saint-



Les chutes Lepreau, comté de Charlotte, N.-E.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

John et son port, comme celui d'Halifax, est ouvert l'année durant. D'après l'activité que le visiteur voit de tous côtés, il est très évident que la navigation est l'industrie importante de cette partie du pays. La rivière St-John se décharge dans la baie de Fundy à cet endroit et les forces naturelles donnent lieu en haut de la cité à un phénomène qu'il ne faut pas manquer de voir — les uniques chutes réversibles, où deux fois par jour le flot normal de la rivière fait volte-face. Suivant la rivière St-John, le cours va au nord et à l'ouest jusqu'à la frontière du Maine en passant par Fredericton, la capitale. Dans cette vallée, sur les deux rives, l'agriculture est florissante. L'abatage et le sciage du bois paraissent également au tableau plus on remonte la rivière. Le vaste lacis de rivières avec leurs innombrables tributaires serpentant entre des pentes bien boisées est d'un grand avantage pour cette industrie. A deux cents milles en haut de Saint-John se trouvent les magnifiques Grand Falls où les forces de la nature ont été harnachées et transformées en houille blanche, mais comme source de force motrice ces chutes n'ont rien de comparable en magnitude et en importance à celles qui ont été développées sur une échelle géante dans le Canada central et qui sont les leviers de commande du développement industriel dans le Dominion. Le centre du Nouveau-Brunswick et le littoral est ont un intérêt plus que passager parce qu'il y a de grandes régions de chasse et de pêche dont la réputation est universelle. Dans cette partie les vastes forêts sont la base de la grande industrie de la pulpe et du papier; les établissements manufacturiers, comme ceux de Bathurst et de Campbellton, sont construits principalement sur le bord de la mer. La baie de Miramichi et la Baie des Chaleurs, populaires stations estivales, sont situées sur la côte est. Le pêcheur est ici porté à se détourner et essayer quelques-uns des fameux bassins de saumon de la rivière Restigouche ou à faire de la pêche et du canotage sur les rivières Tobique et Nepisiquit. La rive nord de la Baie des Chaleurs offre des falaises escarpées de grès rouge brique, si élevées qu'elles semblent jeter leur ombre sur la moitié de la baie, et percées de crevasses à travers lesquelles des torrents impétueux se précipitent vers la mer. Derrière ces falaises s'élèvent des collines à lente ondulation; c'est par là que l'on pénètre dans la province de Québec en débouchant par la pittoresque vallée de la Matapédia et la péninsule de Gaspé.

**Ile du Prince-Edouard.** — Avant de quitter cette partie du Canada, cependant, il faut faire une excursion fascinante dans la plus petite province, l'Ile du Prince-Edouard, qui n'a que 120 milles de long et 21 milles de large. Le climat, tempéré par les eaux environnantes du golfe, est idéal; la couleur rouge d'un sol riche fait un contraste charmant avec la végétation vert émeraude; nulle part ailleurs les plaisirs de la mer et de la vie champêtre sont plus intimement liés. L'agriculture est la principale industrie et 85 p.c. de toute la surface est cultivable. On aperçoit de tous côtés des champs propres et bien entretenus de pommes de terre et d'avoine et il vaut la peine de visiter la station expérimentale de Charlottetown. L'île est le berceau de la vulpiculture, les premières tentatives d'élever le renard en captivité datant des débuts du 19<sup>ième</sup> siècle. A Summerside, le gouvernement fédéral a une renardière expérimentale. Les homar-

dières de cette province sont très connus et la mer y est très généreuse en nourriture et engrais. Les bains de mer sont ici excellents, les plages de sables fins étant particulièrement attrayantes. Les cours d'eau et lacs intérieurs sont très favorables au pêcheur à la ligne et les eaux côtières abondent en truite, maquereau et autre poisson. Les côtes sont aussi très propices au yachting. D'excellentes routes carrossables mènent à tous les points de la province et offrent d'agréables promenades à travers le terrain merveilleux et légèrement ondulé.



La Tête de Lion, Cap Cavendish, I. P.-E.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

**Québec.** — La péninsule de Gaspé qui se projette dans le golfe Saint-Laurent est historique, charmante et pittoresque. Elle est adossée aux montagnes Shickshock — partie de la chaîne des Appalaches qui baisse rapidement vers le nord mais descend en pentes plus longues et plus rapides vers le sud. La masse isolée de pierre calcaire presque verticale — le rocher Percé — avec son tunnel; l'île de Bonaventure, sanctuaire des oiseaux; la baie de Gaspé, où Jacques Cartier débarqua à l'été de 1534; les forêts vierges, les torrents des montagnes et la côte échancrée — lieux fréquentés par les pêcheurs à la recherche du saumon et de la truite; une contrée où les habitants vivent beaucoup comme leurs ancêtres il y a des centaines d'années; tout ceci fait partie de la Gaspésie, mais ce n'est là qu'une très faible partie de son charme et de sa fascination véritables. Le gouvernement provincial a construit un excellent réseau routier autour de la péninsule qui livre aux touristes des bandes magnifiques de scènes côtières; cette randonnée est une des attractions touristiques les plus vives de la province.

Au loin la rive nord du fleuve St-Laurent s'élève en un gris pourpre, couverte de noires forêts et de hauts rochers d'où des torrents impétueux se précipitent le long des pentes rocailleuses pour alimenter les rivières qui méandrent à travers la vallée dans leur course vers la mer. Si l'on remonte le majestueux St-Laurent, qui avec les Grands Lacs assure une excellente route fluviale jusqu'au cœur même du continent, on voit qu'il est sillonné partout d'océaniques allant dans les deux directions et de voiliers de toutes descriptions. Le fleuve est alimenté par les criques, torrents, rivières qui drainent les hautes terres laurentiennes au nord et les fertiles terres arables des Cantons de l'Est au sud, en amont de la cité de Québec. Mais dans la section inférieure, en bas de la cité de Québec, ce n'est pas sur un fleuve ordinaire que l'on vogue mais bien sur un estuaire sujet aux



Le Phare, Pointe-à-Phare, près de Mont-Louis, Péninsule de Gaspé, Qué.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

marées dont les profondeurs immenses fournissent une route maritime calme de proportions magnifiques sur une distance de quatre cents milles du Golfe à la cité de Québec. L'un des plus remarquables tributaires en aval de Québec est le merveilleux Saguenay, dont l'embouchure sur la rive nord se trouve à Tadoussac. Ici le fier cap Trinité veille sur la beauté pittoresque de ce fleuve semblable à un fiord. En été, des bateaux à vapeur luxueux font le trajet de Montréal, Québec, Rivière-du-Loup et autres points à Chicoutimi, sur le Saguenay. Quand le temps est clair la grandeur du voyage sur le Saguenay est des plus inspiratrices. En remontant le fleuve, on passe, sur la côte nord, à La Malbaie et autres places estivales importantes. Sur la côte sud défilent Métis, Bic l'enchanteur, Cacouna, Rivière-du-Loup et de nombreux villages canadiens-français, tout coquets, où l'on voit de nombreuses marques de leur association avec l'abatage du bois et autres industries du sol.

Le touriste qui a fait le voyage du St-Laurent n'oubliera pas vite le tressaillement que donne la cité de Québec vue du fleuve. Cette cité est la capitale de la province et rappelle les hauts faits qui ont illustré la lutte épique pour la possession de l'Amérique Britannique du Nord au dix-huitième siècle. Des ruelles irrégulières, des rues en escalier tortueux, de vieilles maisons et d'anciennes fortifications se combinent au moderne à Québec. A quelque distance en bas de la cité sont situées les fameuses chutes de la rivière Montmorency; à quelques milles en haut de la cité se trouve l'un des triomphes du génie humain — le Pont de Québec, dont la travée centrale est suspendue à 170 pieds au-dessus de l'eau. Le fleuve se rétrécit de façon appréciable après Québec mais il a encore de nobles proportions. Les travaux de l'homme et ceux de la nature attirent l'attention du voyageur à mesure qu'il remonte le fleuve en passant devant les vieilles seigneuries et les fermes transmises de père en fils durant des générations. Ici et là on voit de grands centres de pulpe et papier comme Trois-Rivières (le plus grand centre de la pulpe et du papier dans l'univers) et Donnacona qui doivent leur existence à l'immense richesse forestière des terres intérieures à l'arrière de la rive nord. Les clochers de cathédrales et les églises surmontées de croix font preuve du sentiment religieux qui inspire la vie quotidienne des habitants. Par un regard au nord, l'imagination peut se représenter d'immenses forêts parsemées de lacs et sillonnées de rivières que le gouvernement provincial a préservées comme Parc des Laurentides et, encore plus au delà, les eaux du lac Mistassini dans leur berceau rocailleux. Dans les Cantons de l'Est vers le sud, et près de la frontière américaine dans la section du lac Memphrémagog, on a récemment fait un Parc Provincial d'une région extraordinairement enchantée à l'entour du mont Orford.

Montréal, la plus grande cité du Canada, se trouve à environ cent cinquante milles en haut de Québec. C'est une cité cosmopolite qui est intéressante tant au point de vue historique que commercial. Le Mont Royal lui donne un arrière-plan de solidité et son mélange de coutumes françaises et anglaises, ses rues, ses marchés et ses longs quais lui donnent beaucoup de curiosité et d'originalité. Les eaux de la rivière Ottawa et du fleuve St-Laurent se réunissent non loin de Montréal et, dans les flots des rapides de Lachine ou du Long-Sault, en haut du fleuve, le voyageur attentif peut percevoir l'écho de la vie française et indienne dans le nom des nombreuses localités et dans des fragments de chansons encore vivantes qui ont été léguées par les *couveurs des bois* et les *voyageurs*. Le visiteur avec encore plus d'imagination peut évoquer en esprit les canots des explorateurs et des traiteurs de fourrures alors qu'autrefois ils s'enfonçaient à travers les vastes régions du pays de l'ouest alors inconnue.

**Ontario.** — La rivière Ottawa, dont l'embouchure est au nord de Montréal, sépare l'Ontario du Québec. C'est une route fluviale historique à travers une vallée riche en souvenirs de l'industrie du bois. De grands trains de bois équarri y flottèrent autrefois et encore des millions de billots à l'écorce brune descendent le courant car aujourd'hui la richesse des forêts est loin d'être épuisée, comme l'indique l'activité des chantiers répartis à travers les forêts, où la rivière prend sa source, de chaque côté

dans le Québec et l'Ontario. Les farouches 'chevaux blancs' qui, suivant la légende des Indiens se cabraient dans les rapides des rivières tumultueuses tributaires de l'Ottawa, ont dans bien des cas été convertis par le Blanc en 'houille blanche', mais il y en a encore un grand nombre qui attendent d'être aménagés. La tranquille beauté de cette grande rivière, les collines habillées de verdure qui gardent ses rives, ses grandes nappes, ses agglomérations d'îlots, et les lacs, les forêts et les régions de pêche des environs font de la vallée de l'Ottawa un endroit idéal pour les loisirs et le délassement.

A cent vingt milles de Montréal, sur le cap de la rive ontarienne de l'Ottawa, s'élèvent les tours et les tourelles du Parlement, dans la cité d'Ottawa, siège du gouvernement fédéral. Au nord s'élèvent les Laurentides bleues du Québec; au sud, s'étend le canal Rideau qui, par le cours de la rivière et des lacs Rideau, relie l'Ottawa au Saint-Laurent près de Kingston, à cent et quelques milles de distance. Ottawa est une cité merveilleusement située et, avec ses édifices gouvernementaux, ses légations et résidences, son splendide réseau de promenades et ses parcs et boulevards, commande l'attention du visiteur.



Grande route pittoresque à travers les hauteurs de Haliburton, Ont.

*Photo du Bureau de voyages et de publicité de Toronto.*

La section ontarienne de la vallée du St-Laurent, c'est-à-dire après Montréal, est entièrement différente de celle de l'Ottawa. Si l'on remonte le courant à partir de Montréal (le long de la section internationale), on rencontre de nombreux sites historiques et plusieurs villes modernes. De gros bateaux lacustres et fluviaux chargés de cargaisons précieuses vont aux Grands Lacs ou en reviennent par les canaux qui évitent les rapides du fleuve. Dans les nappes supérieures du St-Laurent, la pittoresque section des Mille-Iles se présente avant que l'on ait atteint Kingston, à



# ENDROITS PITTORESQUES DU CENTRE ET DE L'OUEST DU CANADA



*Colonne de gauche, de haut en bas:* 1) La magnifique vallée de la rivière Cadomin, Alta. 2) Le mont Ishbel, parc national de Banff, Alta. 3) Sur la rivière aux Castors, près de Barne's Ferry, Sask. *En médaillon:* En canot sur le Loch Leven, parc provincial des Cypress Hills, Sask. *Colonne du centre, de haut en bas:* Scène d'automne dans les bois d'Ontario aux environs de Drummond Lake, comté de Haliburton, Ont. 2) La pêche à Virgin Falls, Lac Nipigon, Ont. 3) Vue aérienne des Chutes Niagara, sections canadienne et américaine. *En médaillon:* Une vue de près des chutes du Fer à Cheval. 4) Plage Victoria, lac Winnipeg, Man. 5) Un bateau de plaisance sur la rivière Rouge près de Winnipeg, Man. *Colonne de droite, de haut en bas:* 1) Canyon Goldstream, à l'entrée de la promenade pittoresque de Malahat, près de Victoria, C.B. 2) Yachting près de Cadboro's Bay, Île Victoria, Victoria est le port d'attache du Royal Victoria Yacht Club. 3) Une haute futaie typique des forêts du littoral de la Colombie Britannique. *En médaillon:* Le pittoresque lac Emerald, parc national Yoho, C.B.

*Photos: Département du Commerce et de l'Industrie, Alta.; Bureau des Publications, Régina, Sask.; Bureau de Voyage et Publicité, Toronto, Ont.; Ministère de la Défense Nationale, Ottawa; Bureau du Tourisme et des Conventions de Winnipeg et Manitoba; Bureau de Publicité de Victoria et de l'île Vancouver; Bureau cinématographique du gouvernement canadien; et Parcs Nationaux du Canada.*

# SCENES PITTORESQUES DE L'EST DU CANADA



De gauche à droite : *En haut*. — Cap des Rosiers, un village de la péninsule de Gaspé, Qué.; Percé et le Rocher bien connu avec, à l'arrière plan, l'île Bonaventure, Qué.; et les caps Kildare, comté de Prince, I. du P.-E. *Au milieu*. — Un coin de Baddeck, sur les lacs Bras d'Or, île du Cap-Breton; Parc d'Évangéline, Grand-Pré, N.-E.; et le phare à Peggy's Point, près du village pittoresque de Peggy's Cove, N.-E. *En bas*. — L'estuaire de la rivière Darmouth, Qué.; le crépuscule à Pictou Harbour, N.-E.; Brackley Beach, près de Charlottetown, I. du P.-E.; et essaims d'oiseaux sur les bords du rocher de l'île Bonaventure, péninsule de Gaspé, Qué.

*Clichés du Bureau of Information, Halifax, N.-E.  
et du Bureau cinématographique du Gouvernement canadien*

l'entrée du lac Ontario. Cette partie de l'Ontario entre le lac Ontario et le lac Huron est ordinairement désignée comme le sud de l'Ontario et est la partie la plus peuplée de la province. Des villes et des villages prospères, qui sont tous des villégiatures touristiques potentielles — car c'est bien le 'jardin de l'Ontario' — sont disséminés à travers la riche campagne; en fait, le touriste peut à son goût passer ses vacances en tout endroit quelconque de cette région parce que, s'il désire un environnement encore plus près de la nature que ces villes et villages, cette région contient les stations estivales des lacs Rideau ou de la chaîne très allongée des lacs Kawartha.

Cette section de la province avec ses excellentes communications par eau, ses splendides facilités de chemin de fer, et ses bonnes routes est favorablement située pour le développement commercial aussi bien qu'agricole. Toronto, sur la rive nord du lac Ontario, est la capitale provinciale et la deuxième plus grande cité du Dominion. La cité a plusieurs beaux édifices consacrés au commerce, à la finance et à l'éducation, sans compter ceux du parlement provincial. En septembre de chaque année, c'est le siège de la plus grande exposition annuelle du monde, l'Exposition Nationale du Canada. La randonnée à l'entour de la tête du lac Ontario jusqu'à Hamilton mène le voyageur à travers une région agricole riche et variée jusqu'à la péninsule de Niagara renommée à cause de ses vergers et vignobles et des grandes Chutes de Niagara. Par la voie du canal Welland d'énormes cargos et de plus petits bateaux qui parcourent les Grands Lacs passent entre les lacs Ontario et Erié. On voit vers l'ouest des villes, cités, champs de tabac alternant avec des scènes agricoles et industrielles de tous genres, avant d'arriver à l'extrémité sud de l'Ontario. Quant à la latitude, cette extrémité est plus au sud que la frontière nord de la Californie. Tout près, se trouve Kingsville, où il y a un sanctuaire d'oiseaux très intéressant.

Au nord d'une ligne tracée d'Ottawa au sud de la baie Georgienne et suivant la rive nord des Grands Lacs s'étend une région qui n'a pas besoin d'être dévoilée aux fervents de la vie et des sports au grand air. La contrée de la Baie Georgienne, les lacs Muskoka et le lac des Baies, Parry-Sound et le Parc Algonquin (pare du gouvernement de l'Ontario) et les districts de la rivière des Français et de la rivière Pickerel sont bien connus des canotiers, pêcheurs et campeurs et ne peuvent manquer de faire les délices de tous ceux qui aiment à passer une vacance au pays des lacs, rivières et forêts vierges. Ce qui est connu maintenant comme le Nouvel-Ontario se trouve au nord de la rivière des Français. La partie sud est l'endroit des grands développements miniers et le nickel de Sudbury, l'argent de Cobalt et l'or de Porcupine et de Kirkland-Lake jouent tous un grand rôle dans le spectaculaire progrès minier de l'Ontario. En poussant vers le nord, à travers de cette région de forêts sauvages, le chemin de fer du *Temiskaming and Northern Ontario* étend ses deux rubans d'acier bien au loin jusqu'au seul port de mer de l'Ontario, Moosonee, sur la baie James. Ce Nouvel-Ontario a de vastes ressources en forces hydrauliques dont quelques sites ont déjà été aménagés. Cette région est aussi riche en poisson et gibier et c'est ici que se trouvent les lacs Timagami

semblables à des émeraudes, les rivières Algoma et Nipigon dont la truite est si renommée, le lac des Bois et des centaines de milles de lacs et forêts à l'état vierge. Le parc provincial Quetico, adjacent à la frontière internationale, à environ 90 milles à l'ouest de Port-Arthur, conserve dans sa beauté naturelle une section typique de cette contrée. En poursuivant à l'ouest à travers une myriade de lacs aux environs de Kenora et Minaki, on atteint la frontière occidentale de la province tandis que le voyageur se trouve encore dans un pays de lacs et rivières, de forêts, de muskeg et de rochers.

**Manitoba.** — En arrivant dans la province de Manitoba, la transition aux vastes prairies de l'Ouest est effectuée. Dans cette province où les lacs et les rivières abondent, on a développé quelques-uns des sites les



Coucher de soleil sur le lac Clear, Man.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

plus propices à des centrales électriques. Le Manitoba vient immédiatement après les provinces de Québec et d'Ontario en ressources hydrauliques. Au nord, la prairie donne sur le terrain bien caractéristique du Bouclier Canadien. C'est ici que passaient autrefois les traiteurs dans leurs longs

voyages en canots. De nos jours, on y a fait de prometteuses découvertes d'or, de cuivre et d'autres minéraux. Cette partie de la province est traversée par le chemin de fer de la Baie d'Hudson. La voie longe la rivière Nelson sur une distance de plusieurs milles; ensuite, elle s'incline et file vers le nord pour atteindre le port de Churchill, qui baigne dans la mer intérieure de la baie d'Hudson.

Winnipeg, qui n'était autrefois qu'un petit village éloigné de toute civilisation, est devenu une grande ville moderne, possédant de belles rues larges et de magnifiques édifices. C'est le centre du transport et du commerce des Provinces des Prairies. Sa fondation est étroitement liée à la traite des pelleteries de jadis, mais c'est aux immenses champs de blé de l'Ouest qu'il doit sa croissance. On peut dire la même chose, dans une moindre mesure peut-être, de Regina et de Saskatoon dans la Saskatchewan, de Calgary et d'Edmonton dans l'Alberta, ainsi que de plusieurs autres villes dispersées un peu partout à travers les prairies. A quelques milles au nord de Winnipeg est le lac Winnipeg, long de quelque 300 milles. A l'extrémité sud se trouvent plusieurs superbes plages et de nombreux endroits charmants pour passer les vacances. Un vapeur fait une tournée d'une semaine autour du lac, et les visiteurs qui y participent voient des endroits très intéressants, tels que, par exemple, de bizarres colonies de pêcheurs, Norway House, à l'extrémité nord, un poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson où, après deux cents ans, on continue à faire la traite avec les trappeurs de ce district. En plus, toutes les villes de la province ne manquent pas d'offrir un grand intérêt aux visiteurs. Les parcs naturels (y compris le parc national de Riding-Mountain), les splendides cours d'eau, le bon état des routes, les forêts majestueuses et l'hospitalité proverbiale des manitobains, tout contribue à assurer au visiteur un séjour des plus agréables.

**Saskatchewan.** — La Saskatchewan est une province qui, en étendue, dépasse à peu près tous les pays de l'Europe, à l'exception de la Russie. C'est une région d'une variété infinie. Dans la partie sud, on trouve des cités prospères et des fermes modernes; dans le nord se dressent des sommets rocheux et s'étendent de vastes forêts primitives que la main de l'homme n'a pas encore dévastées. Le voyageur peut ou jouir de toutes les commodités des grandes villes et des districts ruraux modernes ou visiter les huttes des trappeurs, Indiens et Blancs, dans le nord, avironner avec eux dans leurs canots sur les rivières au courant rapide ou sur les grands lacs intérieurs, se mêler à leur vie primitive si intéressante, dans leurs cabanes ou au poste de traite le plus voisin.

Il y a plusieurs années, la Saskatchewan devint célèbre pour son blé dur n° 1; aujourd'hui, elle conserve encore sa renommée bien méritée. En traversant la province, soit en automobile, soit dans le confort d'un wagon d'observation, l'œil est frappé par les bosquets de peupliers, les coulées remplies de neige argentée et les coquettes petites villes caractérisées par les élévateurs à grain qui se dressent comme des tours. Regina, la capitale, est une ville affairée et attrayante, embellie de beaux théâtres, de magasins très modernes, de belles résidences et de magnifiques édifices publics, de même que par de jolis parcs et des boulevards bordés

d'arbres très bien entretenus. Saskatoon, situé sur la large rivière Saskatchewan, Moose-Jaw et Prince-Albert sont d'autres villes relativement importantes. La dernière donne accès à l'un des fameux parcs nationaux du Canada et à un vaste territoire giboyeux et poissonneux, s'étendant au delà de la rivière Churchill jusqu'au lac Athabaska.



Route, lac Waskesiu, parc national Prince-Albert, Saskatchewan.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

**Alberta.** — L'Alberta couvre une grande superficie dépassant 700 milles du nord au sud et 400 milles à sa largeur maximum. A partir de la frontière américaine jusqu'à cent milles au nord de Calgary s'étend la zone de la prairie, territoire très favorable à l'exploitation en ranchs. Calgary lui-même, situé à l'entrée des Montagnes Rocheuses, est une des villes les plus considérables de l'Alberta et sa proximité des champs pétrolifères de la vallée de la Turner en a fait un grand centre manufacturier. Edmonton, à environ deux cents milles au nord de Calgary, est la capitale de la province et le centre commercial d'un territoire de 50.000 milles carrés de terrains très propices à l'exploitation agricole et de parcs naturels d'une grande beauté. C'est aussi le passage débouchant sur les nouvelles colonies agricoles du district de la rivière de la Paix et la grande vallée du fleuve Mackenzie. Les récents développements de l'industrie minière dans cette région ont attiré beaucoup d'attention. Graduellement, de l'est à l'ouest, on passe à travers les prairies, puis les contreforts des Rocheuses, et enfin les Montagnes Rocheuses elles-mêmes dans lesquelles Banff, Jasper et autres merveilleux parcs nationaux sont situés. Dès que le touriste franchit la frontière du Manitoba, les Montagnes Rocheuses semblent l'attirer vers l'ouest. C'est dans l'Alberta qu'on peut contempler pour la première fois leurs pics majestueux. Les immenses

plaines ont graduellement conduit le voyageur aux contreforts qui les précèdent, mais depuis longtemps il les a vues et déjà elles se sont emparées de son imagination. Beaucoup de choses ont été écrites pour chanter la gloire de cette chaîne de montagnes; mais, comme tous les spectacles prodigieux, il faut les voir pour les apprécier à leur juste valeur. Dans ces régions, on peut admirer quelques-uns des plus beaux paysages du genre dans le monde entier, des montagnes capuchonnées de neige, des



Lac Louise, parc national de Banff, Alta.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

glaciers étincelants, des chutes resplendissantes, des lacs de cristal, des vallées charmantes, des sources naturelles d'eau chaude et autres merveilles de la nature. Les montagnes et les prairies de l'Alberta offrent des endroits appropriés à tous les genres de vacances: le choix entre les foules et la sérénité de la solitude. La pêche, la chasse, le canotage, le camping ou le golfe, de même que tout autre sport trouvent de nombreux fervents qui s'y adonnent à cœur joie, au milieu des paysages les plus captivants.

**Colombie Britannique.** — Le versant oriental des Montagnes Rocheuses est en plus grande partie dans la province d'Alberta. De l'autre côté, la Colombie Britannique se déploie jusqu'à la mer, enjambant les chaînes des Selkirks et du littoral avant de se baigner dans le Pacifique. La province de Colombie Britannique offre tout le charme pittoresque de Cariboo-Trail, l'incomparable beauté de Kicking-Horse-Trail et autres grandes routes pittoresques. Les villages indiens, avec leurs totems si caractéristiques, les

grands sapins de Douglas, les cèdres géants, les torrents qui dégringolent de rocher en rocher, la myriade de lacs aux nappes cristallines et les pics coiffés de neige sont autant de sources de délices ineffables mises à la disposition des voyageurs. Les lacs, les rivières et les baies offrent une excellente pêche; les forêts et les montagnes sont peuplées d'ours gris, de chevreuils, d'orignaux, de mouflons, de chèvres des montagnes et de toutes sortes de gibier d'une variété infinie. A l'intérieur, d'innombrables cours d'eau permettent d'entreprendre les plus intéressantes excursions en canot.



Lac Émeraude, parc national Yoho, C.B.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

La beauté saisissante de la côte dentelée invite le voyageur à faire une croisière le long du Passage Intérieur protégé, où il peut admirer des spectacles grandioses. Au visiteur la province donne l'impression d'un vaste terrain de jeux, mais en vérité ses forêts denses, ses nombreuses mines, ses grandes usines hydrauliques et son sol fertile sont les bases d'industries très importantes. Certes, le pratique et le pittoresque s'unissent de façon avantageuse dans la Colombie Britannique.

Si les régions montagneuses de la Colombie Britannique offrent le spectacle le plus imposant, les larges plateaux à travers la province sont aussi attrayants et servent de contraste. La province possède aussi ses régions lacustres telles que celle confinée dans le parc Tweedsmuir, auquel le lac Ootsa donne accès. Vancouver, sur la baie Burrard, à l'embouchure du fleuve Fraser, est la porte d'entrée du Canada sur le Pacifique. Il vient au second rang, après Montréal, comme port océanique; c'est une



métropole douée de charmes naturels remarquables. L'île de Vancouver et le territoire du littoral sont favorisés d'un climat que tempère le courant du Japon qui frappe la côte, au nord-ouest, puis incline vers le sud, longeant la côte jusqu'à ce qu'il rejoigne le courant équatorial. Victoria, capitale de la province, est situé à l'extrémité sud de l'île de Vancouver. Le charme de cette ville enveloppée d'une atmosphère de calme rappelle celui de l'Angleterre. Dans cette magnifique cité, les fleurs s'épanouissent en tout temps de l'année. Toutefois, tandis que le climat de cette région de la Colombie Britannique peut être comparé à celui du sud de l'Angleterre, en d'autres sections il ressemble plutôt à celui de la côte occidentale de l'Ecosse ou au climat continental du Canada central.

**Yukon.** — A l'extrémité nord-ouest du Dominion est situé le Yukon, terre de contrastes, d'extrêmes en climat, en aspect physique, en flore et faune, ainsi qu'en intérêt humain. C'est un pays de montagnes et de collines, que les champs aurifères du Klondike, qui jouissaient jadis d'une



Vieille église au lac Bennett, Yukon.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

si grande renommée, ont revêtu d'un cachet d'aventure et de légende. Durant l'été, le soleil peut briller jusqu'à près de dix-huit heures par jour, dans le voisinage de Whitehorse, et tout à fait au nord, de vingt-trois à vingt-quatre heures. Sur la carte géographique, ce territoire semble éloigné, voire isolé; en réalité, on y parvient avec assez de facilité en suivant un parcours des plus intéressants. On peut partir de Skagway, Alaska, après avoir voyagé en navire de Prince-Rupert ou Vancouver. De Skagway, le chemin de fer de White-Pass et Yukon conduit à Whitehorse, Yukon, distance de cent dix milles. De juin à octobre, des vapeurs font le

trajet entre Whitehorse et Dawson, quatre cent soixante milles, en passant par le lac Laberge, la rivière Lewes et le fleuve Yukon.

Le paysage le long du Passage Intérieur, de Vancouver à Dawson, est magnifique. Ce trajet est l'un des plus imposants que l'on puisse accomplir par eau dans le monde entier. Le voyage par la voie ferrée, de Skagway à Whitehorse, est aussi d'une beauté exceptionnelle. Les montagnes, les glaciers et les cañons offrent un spectacle enchanteur. Le voyage en bateau le long du Yukon est à la fois intéressant et émouvant. A l'exception de ses splendides paysages, la plus grande attraction du Yukon est le nombre et la variété de son gibier et l'excellence de son poisson.

### Les sports d'hiver au Canada

Le Canada offre des avantages particuliers aux touristes des pays plus chauds qui viennent, l'hiver comme l'été, y passer leurs vacances. La grande majorité des touristes de l'étranger, particulièrement ceux dont les moyens sont modérés, ne jugent pas bon de prendre leurs vacances annuelles durant les jours abrégés de l'hiver. Toutefois, au visiteur qui a l'occasion et le désir de prendre ses vacances en cette saison de glace et de neige, le Canada offre des attractions incomparables. La saison d'hiver dure de décembre à mars. Durant ces mois, les Canadiens de toutes les classes trouvent le temps de s'adonner aux sports de tous genres pratiqués au grand air. Dans les banlieues de la plupart des cités et villes, les personnes de tous les âges se livrent avec enthousiasme à leur récréation favorite.



Sports d'hiver à la côte 70, St-Sauveur, Québec.

*Photo du chemin de fer Canadien National.*

Les tournois entre clubs de municipalités et de provinces différentes maintiennent un esprit d'émulation toujours profitable et stimulent le développement du véritable esprit sportif. On organise assez fréquemment des carnivals, des concours de ski et des bonspiels où les fervents des sports individuels peuvent mesurer leurs prouesses. Ceux de l'Est du Canada se déroulent à Québec, Montréal, Ottawa et Toronto; les conventions annuelles des clubs de raquettes canadiens-français, si gaies, si attrayantes par la grande variété des costumes pittoresques et des vibrantes chansons des 'habitants', ont un caractère qui leur est propre. Le bonspiel de curling de Winnipeg est un événement annuel qui attire un grand nombre de visiteurs de toutes les parties du Canada et des États-Unis. Les derbys de chiens organisés à Le Pas, dans le nord du Manitoba, et autres centres, reçoivent un appui général. L'importance de Banff et de Jasper, dans les Rocheuses canadiennes, comme centres de sports d'hiver est reconnue sur tout le continent. Un intérêt spécial se concentre chaque année sur le tournoi de ski de Revelstoke, dans la Colombie Britannique.

Toutes les sections du Canada jouissent de conditions idéales pour les sports d'hiver, y compris le patin, le ski, le hockey, la raquette, les glissades, le toboggan, le curling, le yachting sur glace et les derbys de chiens. Tous ces passe-temps ont acquis une grande popularité au cours des dernières années. L'air sec et vivifiant, les forêts de conifères, les pentes recouvertes de neige étincelante se découpant sur un firmament bleu clair s'unissent pour rendre délicieuses et profitables les vacances hivernales au Canada.

Plusieurs des parcs nationaux et provinciaux organisent des programmes de sports d'hiver pour les visiteurs. En plus de Banff et de Jasper, dont on a déjà fait mention, il y a le Mont Tremblant, dans les Laurentides au nord de Montréal, et Huntsville (à l'entrée du parc Algonquin en Ontario) qui est en train de devenir un centre de sports d'hiver des plus importants en Ontario.

### Les Parcs Nationaux du Canada\*

Parmi les plus grandes attractions touristiques du Canada figurent sans contredit ses parcs nationaux — des territoires mis de côté, selon les lois adoptées par le Parlement, pour servir et récréer le public. Les parcs nationaux sont d'abord une institution de l'Amérique du Nord et l'idée des parcs nationaux — la conservation pour l'usage public de vastes territoires dans les régions les plus réputées du pays comme possessions communes et perpétuelles du peuple — a été l'un des développements sociaux les plus importants du dernier siècle. Inauguré par l'établissement du parc Yellowstone, aux États-Unis, en 1872, ce mouvement s'est propagé rapidement. Depuis lors, il a été adopté par les nations les plus en vue de l'univers. Au

\* En plus de ces Parcs Nationaux administrés par le gouvernement fédéral, il y a, dans plusieurs provinces, de grandes régions de parcs sous l'administration des gouvernements provinciaux respectifs. Les plus importants d'entre eux sont les parcs des Laurentides et du Mont Tremblant dans le Québec, les parcs Algonquin et Quetico en Ontario, les parcs de Duck-Mountain et de Nipawin dans la Saskatchewan, et les parcs Tweedsmuir, Garibaldi, Strathcona et du Mont Robson dans la Colombie Britannique. Les parcs provinciaux de même que les parcs nationaux sont indiqués sur la carte géographique animée, vis-à-vis la page xxxii.

Canada, la première réserve pour un parc national a été faite il y a plus de cinquante ans, lorsqu'en 1885 la première partie du parc de Banff actuel, en Alberta, fut, de façon définitive, mise à part pour la postérité.



Le Chaudron, un des trous du champ de golf de Banff-Springs, parc national de Banff, Alta.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

En 1911, le gouvernement canadien créa un bureau spécial, la division des Parcs Nationaux, pour assumer l'administration des parcs. Une politique de développement très énergique fut inaugurée. Ceci comprenait la construction de chemins et de pistes, d'emplacements pour les villes et pour le campement, l'agencement de facilités additionnelles pour les exercices récréatifs et l'établissement d'un service convenable pour la préservation des forêts et du gibier. En 1911, le nombre des parcs nationaux au Canada était de huit, ayant une superficie globale de 4.020 milles carrés, tandis qu'aujourd'hui on en compte dix-neuf ayant une superficie combinée de 12.403 milles carrés.

Pour fins de comparaison, on peut diviser les Parcs Nationaux en trois classes distinctes: les parcs pittoresques et récréatifs des Rocheuses, des Selkirks, des Prairies et de l'Est du Canada; ceux qu'on appelle les parcs d'animaux, sortes d'enclos destinés à protéger certains mammifères qui pendant un temps furent menacés d'extinction; les parcs historiques, de superficie relativement faible, qui entourent quelques-uns des sites les plus intéressants au pays. Actuellement, le nombre de réserves comprises dans les Parcs Nationaux est de dix-neuf. Leur superficie est indiquée ci-dessous: —

Superficies des Parcs Nationaux du Canada

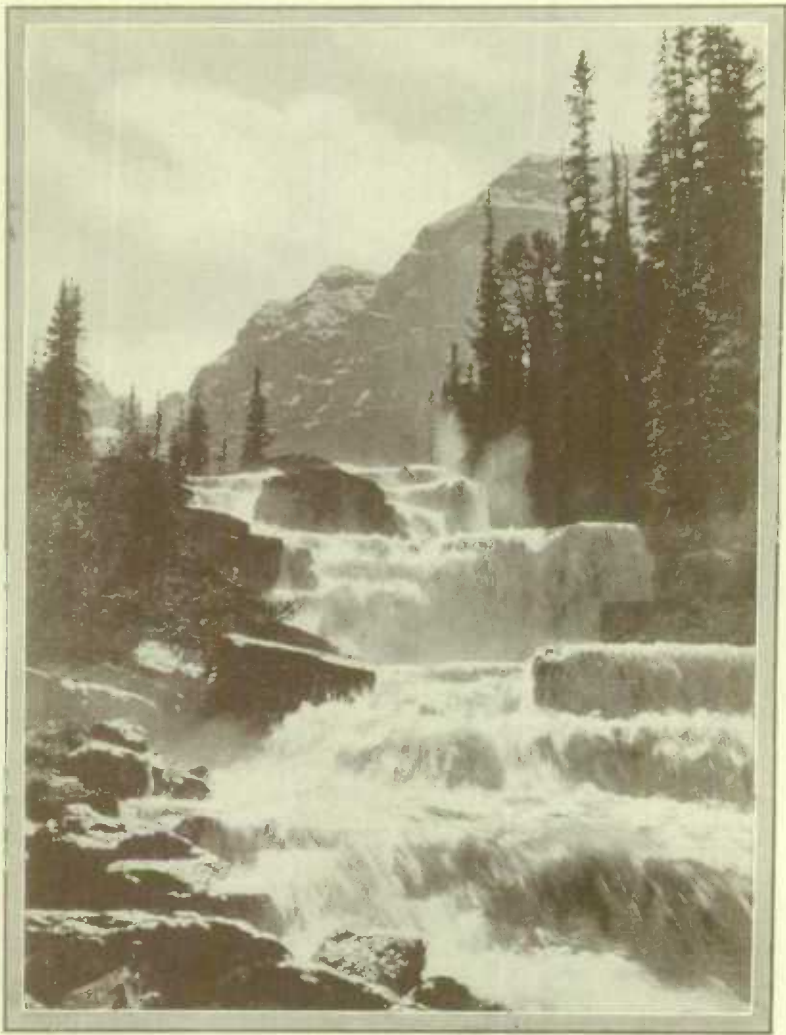
Parc National	Superficie	Parc National	Superficie
	milles carrés		milles carrés
<b>Parcs pittoresques et récréatifs—</b>		Pointe-Pelée, Ont.....	6-04
Banff, Alta.....	2,585-00	Cape Breton Highlands, N.-E.....	390-00
Jasper, Alta.....	4,200-00	Ile-du-Prince-Edouard.....	7-00
Lacs Waterton, Alta.....	220-00	<b>Parcs d'animaux—</b>	
Yoho, C.B.....	507-00	Buffalo, Alta.....	197-50
Glacier, C.B.....	521-00	Elk Island, Alta.....	51-20
Kootenay, C.B.....	587-00	Nemiskam, Alta.....	8-50
Mt. Revelstoke, C.B.....	100-00	<b>Parcs historiques—</b>	
Prince-Albert, Sask.....	1,869-00	Fort-Anne, N.-E.....	31-00
Riding-Mountain, Man.....	1,148-04		(acres)
Iles de la baie Georgienne, Ont.....	5-37	Fort-Beauséjour, N.-B.....	59-00
Iles du St-Laurent, Ont.....	185-60		(acres)
	(acres)		

Parmi les parcs pittoresques, les grandes réserves montagneuses des Rocheuses et des Selkirks sont probablement les mieux connues. Elles comprennent les parcs nationaux de Banff, Jasper, et des lacs Waterton en Alberta, ainsi que ceux de Kootenay, de Yoho, de Glacier et du Mont Revelstoke dans la Colombie Britannique. Des routes pour automobiles conduisent à chacun de ces parcs, sauf celui de Glacier. Les parcs nationaux de Banff, Kootenay et Yoho sont géographiquement reliés d'une telle façon que souvent on les appelle "l'Unité de trois Parcs". Un réseau de routes unique permet de faire une tournée circulaire qui embrasse plusieurs de leurs attractions.

Le parc national de Banff, situé sur le versant oriental des Rocheuses, n'est qu'une suite ininterrompue de superbes paysages. Dans ce parc sont enchâssés les villégiatures de réputation mondiale, Banff et le lac Louise. La ville de Banff, où sont établis les quartiers généraux du Parc, forme le point de départ de plusieurs voyages intéressants en automobile. C'est aussi le centre de ravitaillement et d'équipement pour excursions à cheval dans les Rocheuses centrales. Le bain dans les étangs d'eau chaude soufrée, le yachting, la pêche, l'équitation, l'alpinisme, le golf, toutes ces récréations sont à la disposition des visiteurs.

A quarante milles à l'ouest de Banff est situé le lac Louise, considéré par plusieurs artistes comme l'un des plus beaux paysages au monde. Entouré d'un vaste amphithéâtre formé de cimes neigeuses, le lac scintille comme un bijou iridescent. A l'extrémité ouest, comme un gigantesque rideau à l'arrière-plan, s'élève le glacier Victoria. Des facilités de logement à la portée de toutes les bourses peuvent être obtenues à Banff et au lac Louise, à partir du petit bungalow jusqu'à l'hôtel somptueux. Parmi les autres principaux points d'intérêt compris dans le parc national de Banff qu'on peut atteindre en voiture ou à cheval, il faut mentionner le lac Moraine dans la Vallée des Dix Sommets, et le mont Assiniboine, le "Mont Cervin des Rocheuses". On est en train de rendre la section du nord plus accessible au public en construisant une nouvelle route pour automobiles qui, une fois terminée, reliera cette région au Parc Jasper et révélera un domaine d'une beauté insurpassable.

A six milles à l'ouest du lac Louise, le chemin de fer du Pacifique Canadien et la route montagnaise connue sous le nom de Kicking-Horse-

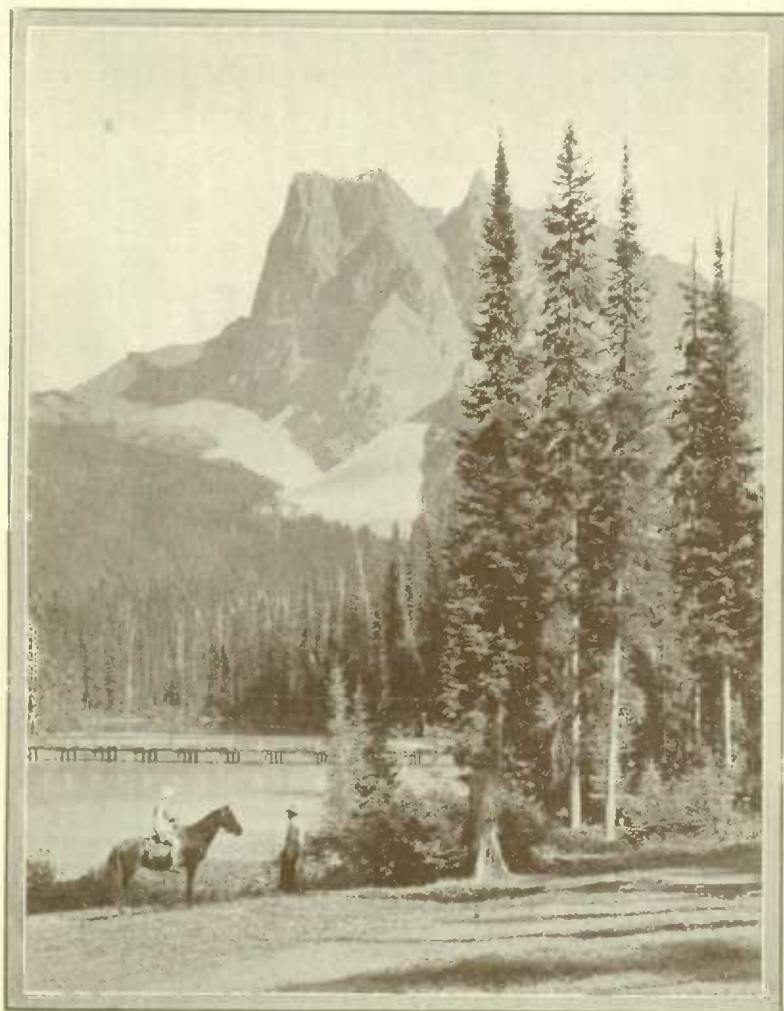


Les Pas du Géant dans la Vallée du Paradis, parc national de Banff, Alta.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

Trail franchissent les Rocheuses et conduisent le voyageur au parc national Yoho. De la ville de Field, où sont établis les quartiers généraux du Parc, partent plusieurs routes et pistes intéressantes. Le chemin le plus captivant se perd dans la vallée de Yoho, célèbre pour ses chutes innombrables qui cascaded des hauteurs vertigineuses, le long du flanc rocheux des montagnes. D'autres endroits magnifiques dans le Parc Yoho sont le lac Émeraude et le lac O'Hara. Une route pour automobiles donne accès au premier; pour se rendre au deuxième, il faut aller à pied ou à cheval.

On peut pénétrer dans le parc Kootenay, contigu aux parcs Yoho et Banff, en automobile en suivant la route Banff-Windermere ou en partant de Field via Golden et le chemin qui longe la rivière Columbia. A Radium-Hot-Springs, quartiers généraux du parc, se trouve une grande piscine administrée par le gouvernement. L'eau provient d'une des sources minérales les plus chaudes au Canada.



Mont Burgess, parc national Yoho, C.B.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

Le parc national de Jasper, auquel on peut parvenir par le chemin de fer du Canadian National ou en suivant un réseau de routes en très bon état, est situé sur le versant oriental des Rocheuses, mais au nord-ouest

du parc Banff. C'est le plus vaste des parcs nationaux canadiens. Il contient de magnifiques chaînes de montagnes, des pics recouverts de neige éclatante, des glaciers étincelants, des chutes bondissantes et des cañons d'une sauvage beauté très impressionnante. Des lacs aux nappes nacrées offrent une excellente pêche. Pour l'alpiniste, c'est peut-être le meilleur endroit qu'il puisse trouver. La ville de Jasper, où on a établi les quartiers généraux du parc, est aussi le centre touristique d'où on peut parvenir à plusieurs des principaux points d'intérêt. Parmi ces derniers, il ne faudrait pas manquer de mentionner le mont Edith et le glacier, les sources d'eau chaude de Miette et le champ de glace de Columbia, que l'on peut visiter en automobile, ainsi que le lac Maligne et la vallée de Tonquin, où il faut se rendre en suivant une piste. Le Parc Jasper est aussi l'un des plus grands sanctuaires d'animaux sauvages sur le continent américain. Il est peuplé de superbes spécimens d'animaux tels que le mouton et la chèvre des Montagnes Rocheuses, le caribou, l'orignal, l'élan, le chevreuil et l'ours.

Le parc national des lacs Waterton, dans le sud de l'Alberta, est contigu au parc national Glacier des Etats-Unis, avec lequel il forme le Parc International de la Paix, de Waterton-Glacier. Renommé pour la couleur exceptionnellement belle de ses montagnes, le parc des Lacs Waterton possède plusieurs autres attractions qui l'ont placé parmi les réserves les plus populaires de l'Ouest canadien. Ses lacs et cours d'eau regorgent de poisson. Toute cette région est très accessible, à cheval, par un excellent réseau de pistes. Le parc Waterton a été pourvu de plusieurs facilités additionnelles: les quartiers généraux comprennent un magnifique terrain de golf et un champ de campement pour les automobilistes.

Les parcs nationaux du Canada le plus à l'ouest sont le parc Glacier, qui enfourche les montagnes Selkirks, en Colombie Britannique, et celui du Mont Revelstoke, qui se déploie sur leur versant occidental. Le parc Glacier, que l'on peut seulement atteindre par la ligne principale du chemin de fer Pacifique Canadien, est réputé pour ses pics élevés, ses vallées profondes revêtues de denses forêts de cèdres géants et de sapins de Douglas, ses énormes glaciers dont le plus gros est celui d'Illecillewaet. Le parc du Mont Revelstoke, qui est probablement le plus élevé des parcs nationaux du monde entier, est situé sur le plateau ondulé qui domine le Mont Revelstoke. On y arrive par un chemin long de dix-neuf milles qui serpente sur le flanc à partir de la ville de Revelstoke.

En plus de ces parcs montagneux, des territoires d'une grande beauté ont été mis de côté dans les provinces des Prairies pour en faire des parcs. Le parc national de Prince-Albert en Saskatchewan est un exemple typique des régions lacustres du nord-ouest canadien. Ses cours d'eau merveilleusement reliés offrent des occasions idéales pour les excursions en canot, dans les lacs innombrables la pêche est toujours excellente. Dans cette région plusieurs améliorations ont été apportées au confort et à l'accommodation des visiteurs, y compris un terrain de campement pour touristes, un champ de golf, des courts de tennis, de même que plusieurs autres facilités additionnelles de récréation.

Le parc national de Riding-Mountain dans le Manitoba, à une hauteur de 2,200 pieds au-dessus du niveau de la mer, sur le sommet du mont



Riding, offre un contraste charmant au territoire de la prairie environnante. Recouvert d'arbres touffus et rempli de nombreux petits lacs, ce parc constitue un sanctuaire qui abrite plusieurs espèces d'animaux sauvages, y compris l'un des troupeaux d'élan sauvages les plus considérables au Canada. Sur la rive sud du lac Clear est situé Wasagaming, quartiers généraux du parc où de nombreux moyens de récréation sont mis à la disposition des visiteurs. Les touristes peuvent aussi se servir d'un endroit excellent pour campement. Le parc est accessible par de bonnes routes qui sont reliées au réseau de la voirie provinciale et communiquent avec les chemins de fer adjacents.



Entrée du champ de campement des automobilistes, lac Wasquesiu, parc national Prince-Albert, Sask.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

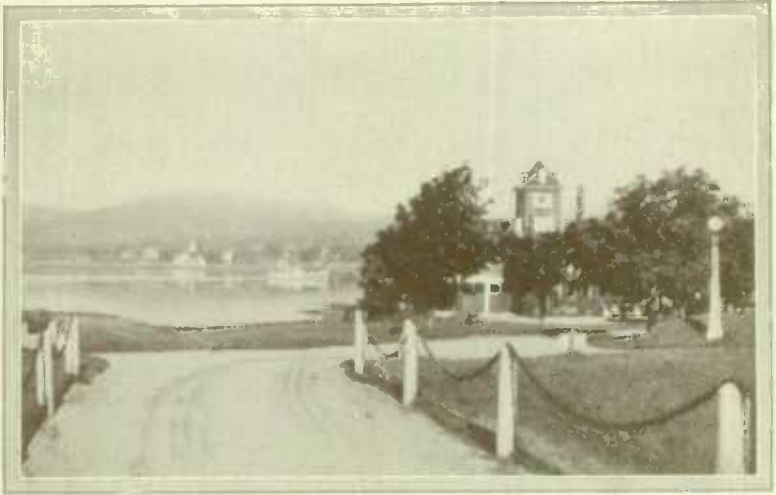
Dans la province d'Ontario, on rencontre trois parcs magnifiques qui font partie du système des parcs nationaux canadiens: les parcs nationaux de Pointe-Pelée, des Iles du St-Laurent et des Iles de la Baie Georgienne — territoires récréatifs choisis en raison de leur paysages attrayants. Le parc de Pointe-Pelée, qui forme la partie de terre ferme la plus au sud du Canada, possède d'excellentes facilités balnéaires et de campement. Il sert aussi de sanctuaire à plusieurs espèces d'oiseaux migrateurs. Le parc des Iles du St-Laurent, composé d'un nombre de parcs insulaires parmi les "Mille Iles" et le parc des Iles de la Baie Georgienne, y compris Beau-soleil et d'autres îles de la baie Georgienne, fournissent aux visiteurs, l'été, des endroits propices et charmants pour les piques-niques et le campement. La pêche, le canotage et la natation sont parmi les autres formes de récréation auxquelles les visiteurs peuvent s'adonner.

Le parc des Plateaux du Cap-Breton fut formé en 1936 dans la partie nord de l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Ecosse. Il a une superficie de 390

milles carrés. Ses principales attractions sont les exemples frappants de littoral inégal, raboteux, embelli par les montagnes qui se profilent à l'arrière-plan. Ce charme particulier caractérise cette partie du Canada. A plusieurs endroits dans le parc on peut avoir de splendides vues de l'océan Atlantique ou du golfe St-Laurent. En plus, on y a ajouté plusieurs moyens de récréation qui facilitent le divertissement des visiteurs.

Le parc de l'Île du Prince-Edouard ne couvre qu'une surface d'environ sept milles carrés. Comme le précédent, il fut aussi formé en 1936. C'est une lisière d'environ 25 milles de long sur la côte nord de l'île. On y trouve quelques-unes des plus belles plages au Canada.

Les parcs spéciaux d'animaux, créés pour la protection des espèces telles que le bison, l'élan et l'antilope à cornes fourchues, comprennent les parcs Buffalo, Elk-Island et Nemiskam, tous dans l'Alberta. Le parc d'Elk-Island est aussi très populaire comme villégiature; au cours des dernières années, les moyens de récréations y ont été augmentés.



Le Bassin d'Annapolis vu du Fort-Anne, N.-E.

*Photo du Bureau des Parcs Nationaux du Canada.*

L'accessibilité des parcs nationaux a été l'un des principaux facteurs de leur popularité toujours croissante. En plus des chemins de fer du Canadien Pacifique et du Canadien National, les parcs sont traversés par les principales avenues d'automobiles ou reliés à elles. Grâce aux excellentes facilités de campement, les touristes peuvent maintenant visiter les parcs sans que ce voyage ne leur occasionne des dépenses trop élevées; il s'ensuit que chaque année un plus grand nombre fréquentent ces vastes terrains de jeux nationaux.



**CARTE TOURISTIQUE ANIMÉE**  
 du  
**CANADA MÉRIDIONAL**  
 et connexions routières avec les  
**ÉTATS-UNIS**  
 Chaque province a des Attractions Uniques de Vacances

PACIFIQUE

OCEAN ATLANTIQUE

Dessiné par le Bureau Fédéral de la Statistique, Ottawa.

(Voir au verso la clef des ports d'entrée et des Parcs nationaux et provinciaux)



### Sites et monuments historiques au Canada

La tâche de restaurer et de préserver les sites d'intérêt national historique commença il y a environ dix-huit ans. On en confia la direction au Bureau des Parcs Nationaux. Dans cet important travail que constitue l'étude des souvenirs historiques se rattachant aux sites et aux monuments commémoratifs, le Bureau reçoit l'aide de la Commission des Sites et des Monuments Historiques du Canada, corps honoraire dont les membres, résidant en différentes parties du pays, sont des historiens de réputation établie.

La commission a pesé et étudié les circonstances qui entourent plus d'un millier de sites; elle a décidé que plus de trois cents d'entre eux revêtent une importance nationale suffisante, méritant d'être soulignée et maintenue. Parmi ceux-ci on compte: les terrassements, les forts et les villages des Indiens; les forts des Français, les postes de traite, les établissements des missionnaires; les sites liés à l'exploration britannique et aux opérations navales et militaires qui firent partie du long conflit pour la possession du Canada; les postes de la Compagnie de la Baie d'Hudson; et les sites qui sont étroitement unis au développement économique et industriel du Dominion. A quelques-uns des sites les plus importants de prudents travaux d'excavation ont été accomplis, les restes ont été préservés et les ruines ont été restaurées. Aux sites les plus importants on a établi des musées; des gardiens sont prêts à expliquer aux touristes les événements historiques commémorés et leur signification.

Le Bureau des Parcs Nationaux a publié des brochures illustrées et des livrets sur les choses d'intérêt historique; le visiteur intéressé peut se les procurer aux divers sites.

### Sources d'informations touristiques concernant le Canada\*

*Le Bureau Canadien du Tourisme.* — Le Bureau Canadien du Tourisme, ministère des Transports, Ottawa, a été organisé par le gouvernement fédéral à la suite des recommandations faites au Parlement par un comité spécial nommé en 1934 pour mener une enquête sur le commerce touristique au Canada. Un des principaux buts de sa formation fut la coordination des activités des différentes agences touristiques au Canada. Depuis lors, le Bureau a établi une coopération étroite avec les organisations touristiques des provinces, de plusieurs municipalités et des principales compagnies de transport.

A travers tout le Dominion on prend plusieurs moyens pour promouvoir les voyages des touristes au Canada. Comme l'on doit s'y attendre, une grande partie de ce travail est entre les mains d'organisations commerciales privées, d'un genre ou d'un autre, qui bénéficient directement de l'affluence des visiteurs, par exemple, les hôtels et les compagnies de transport. Dans le champ des activités locales, une grande variété d'excellent travail touristique est accompli par les Chambres de Commerce, les Clubs d'Automobilistes et les Bureaux Touristiques Municipaux. Dans

\* Pour les statistiques des dépenses des touristes, voir p. 97.

le champ d'activité provinciale, le travail touristique des différents gouvernements provinciaux s'effectue naturellement en suivant une ligne qui tombe dans la sphère provinciale, par exemple, la construction et le maintien des routes, l'application des règlements de chasse et de pêche, et la publication de littérature touristique provinciale.

Les publications du Bureau Canadien du Tourisme sont nécessairement d'un caractère plus ou moins général, c'est-à-dire qu'elles attirent l'attention sur les ressources récréatives du Canada en général, tandis que celles des bureaux touristiques provinciaux ne sont consacrées qu'aux attractions de chaque province en particulier. Les publications du Bureau Canadien du Tourisme comprennent des cartes routières interprovinciales et internationales, des manuels d'information destinés aux touristes et aux sportsmen, des dépliants, des livrets tels que "Un voyage trans-Canada en automobile", des brochures telles que "Comment entrer au Canada", donnant d'une façon claire et facilement comprise la procédure à suivre en entrant au Dominion ou en le quittant. En général, les publications du Bureau Canadien du Tourisme sont destinées à familiariser les visiteurs possibles avec l'abondance des attractions du Canada capables de divertir les touristes de tout genre, et avec l'accessibilité du Dominion et l'équipement général pour l'aisance et le confort du voyage. On laisse aux bureaux provinciaux locaux le soin de fournir l'information détaillée nécessaire qui pourrait être demandée au sujet de leurs territoires respectifs.

Une information détaillée au sujet des Parcs Nationaux et des sites historiques peut être obtenue directement du Bureau des Parcs Nationaux, ministère des Mines et Ressources, à Ottawa. Ce Bureau publie une grande variété de brochures et de manuels attrayants sur ces sujets; tous sont à la disposition des touristes.

*Sources d'informations provinciales et autres.* — Au sujet des informations concernant des provinces spécifiées ou des endroits particuliers, on suggère au touriste qui visite le Canada de s'adresser au bureau d'information des provinces respectives ou aux agences de chemin de fer dont la ligne traverse la localité. En agissant de cette façon, il obtiendra les renseignements les plus complets de la manière la plus directe. D'un autre côté, si de telles demandes sont soumises au Bureau Canadien du Tourisme, elles seront transmises aux bureaux locaux ou provinciaux qui seront à même d'y répondre. Afin que toute personne puisse recevoir les renseignements voulus, on les conseille fortement de spécifier les demandes d'une façon définie et détaillée. Les bureaux provinciaux suivants sont au service des touristes: —

Ile du Prince-Edouard. — Prince Edward Island Travel Bureau, Charlottetown.

Nouvelle-Ecosse. — Bureau of Information, Halifax.

Nouveau-Brunswick. — Bureau of Provincial Information and Tourist Travel, Fredericton.

Québec. — Bureau du Tourisme Provincial, Québec.

Ontario. — Travel and Publicity Bureau, Parliament Buildings, Toronto.

Manitoba. — Tourist and Convention Bureau of Winnipeg and Manitoba, Winnipeg.

Saskatchewan. — Saskatchewan Tourist Bureau, Regina.

Alberta. — Provincial Tourist and Publicity Bureau, Edmonton.

Colombie Britannique. — Bureau of Tourist Development, Victoria.

Territoires du Nord-Ouest et Yukon. — Ministère des Mines et Ressources, Ottawa.

Les compagnies de chemin de fer prêtes à fournir des informations concernant les territoires qu'elles traversent respectivement sont :

Le Chemin de Fer Canadien National, Montréal, Qué.

Le Chemin de Fer Canadien Pacifique, Montréal, Qué.

The Dominion Atlantic Railway, Halifax, N.-E.

The Temiskaming and Northern Ontario Railway, North-Bay, Ont.

The Algoma Central Railway, Sault-Ste-Marie, Ont.

Lorsqu'il aura atteint sa destination, le touriste constatera que chaque endroit de quelque importance possède son propre bureau local de tourisme. En plus, les Chambres de Commerce et les bureaux d'information des services d'autobus et de transport local sont toujours à la disposition du visiteur pour toute information fiable sur les choses d'intérêt local.



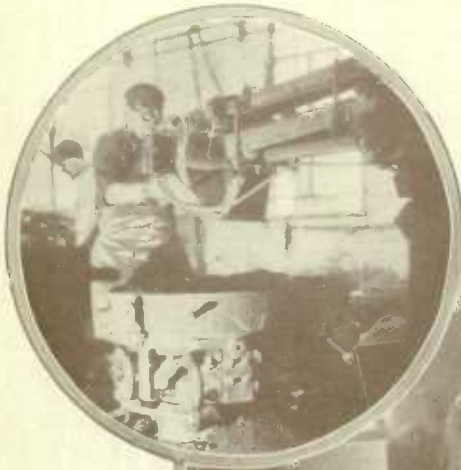


## CHAPITRE I

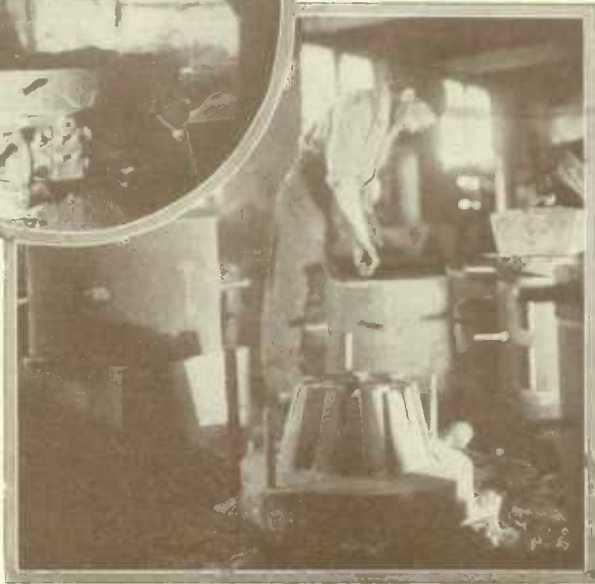
### **RICHESSE, PRODUCTION ET REVENU—IMMOBILISATIONS DE CAPITAUX**

#### **Richesse nationale**

Le concept économique de richesse nationale est concret, attendu que l'économie ne saurait prendre connaissance du vaste champ de richesses intangibles créées par les églises, les écoles et autres institutions, ni des facteurs comme le climat, la localité, la santé, etc., souvent regardés comme richesses mais dans une acception différente. La définition comprend ici les fermes, les usines, l'aménagement, les marchandises disponibles, les immeubles, les chemins, les routes, les ressources exploitées, et les mille et une choses tangibles que le Canada possède comme nation.



Un mouleur au travail sur une roue de faucouage.



Un artisan préparant le noyau d'un tambour à pulpage.—Il servira ensuite à mouler des parties de machines utilisées au coupage des betteraves, navets, etc.

*Photos de Massey-Harris Company, Limited.*

Il est très difficile de réduire à un commun dénominateur, pour fins de statistiques, les divers éléments qui composent la richesse nationale qui doit toujours s'exprimer en termes de devise nationale. Par ailleurs le pouvoir d'achat de l'unité monétaire fluctue constamment, et depuis 1929 il a une fois monté de plus de 50 p.c. (février 1933 — le point le plus bas de la dépression) en termes de prix de gros, bien qu'il y ait eu amélioration bien définie depuis.

L'effet de si violentes baisses des prix se fait d'abord sentir sur les denrées de production courante. Un déclin prolongé finit par atteindre les valeurs placées dans l'immeuble, la construction, la machinerie, etc., et par diminuer d'autant la valeur en argent de la richesse nationale.

La première estimation officielle, publiée par le Bureau Fédéral de la Statistique et basée sur les données de l'année de recensement, porte sur 1921. La richesse nationale est estimée à \$22,195,000,000. Des estimations subséquentes l'établissent à \$25,673,000,000 en 1925, \$27,668,000,000 en 1927, \$31,276,000,000 en 1929 et \$25,768,000,000 en 1933. La première estimation présente le portrait du plus haut point de la prospérité domestique; celle de 1933 reflète la dépréciation des valeurs sous le coup de la dépression. Il faudra attendre la stabilisation des valeurs sur une base d'après-dépression pour risquer une nouvelle estimation.

#### Estimation de la richesse nationale du Canada en 1933

Énumération	Estimation globale	Proportion du total	Moyenne par tête
	\$	p.c.	\$
Immeubles urbains (évaluation des répartiteurs, propriétés exemptes de taxes, plus estimation de la sous-évaluation par les répartiteurs et valeur des voies publiques, égouts, etc.).....	6,913,530,000	26.83	647.27
Richesse agricole (valeur foncière et produits disponibles).....	5,563,790,000	21.59	520.90
Chemins de fer (immobilisations en voies et matériel).....	3,365,464,000	13.06	315.09
Forêts (valeur estimative du bois accessible, bois de pulpe et capitaux investis dans les chantiers à bois).....	2,090,821,000	8.11	195.75
Usines centrales électriques (immobilisation en outillage, matériaux, etc.).....	1,309,801,000	5.08	122.63
Manufactures (machinerie et outils, et capitaux estimatifs en terrains et bâtiments suraux) <sup>1</sup> .....	949,721,000	3.69	88.92
Meubles de ménage, vêtements, etc. (valeur estimée d'après les statistiques de la production et du commerce).....	913,397,000	3.54	85.52
Mines (capitaux immobilisés).....	800,292,000	3.10	74.93
Etablissements de commerce (estimation des meubles, garnitures, outillage de distribution et stocks en mains).....	708,043,000	2.75	66.29
Routes, etc.....	689,333,000	2.68	64.54
Tous autres (principalement ports, automobiles enregistrés, matériel de manufacturiers, téléphones, canaux et tramways).....	2,464,044,000	9.57	230.69
<b>Totaux</b> .....	<b>25,768,236,000</b>	<b>100.00</b>	<b>2,412.63</b>

<sup>1</sup> Sans double emploi.

**Richesse collective et per capita, par province, en 1933.**—La distribution par province de la richesse en 1933 donne l'ordre suivant: 1<sup>o</sup> l'Ontario, avec un total d'environ \$8,796,000,000 ou 34.14 p.c.; 2<sup>o</sup> le Québec, avec \$6,738,000,000 ou 26.15 p.c.; 3<sup>o</sup> la Saskatchewan, avec \$2,527,000,000 ou 9.81 p.c.; 4<sup>o</sup> la Colombie Britannique, avec \$2,431,000,000 ou 9.43 p.c. Si l'Ontario et le Québec viennent en tête par la richesse absolue, ce sont les provinces de l'Ouest qui arrivent les premières par la richesse par habitant: la Colombie Britannique au premier rang (\$3,414), l'Alberta au deuxième (\$2,689) et la Saskatchewan au troisième (\$2,657).

## PRODUCTION

Le terme "production" désigne en général la richesse nouvelle créée par toutes les activités dans les domaines suivants: agriculture, pêcheries, mines, forêts, piégeage, énergie électrique, manufactures et construction, mais sans entendre que certains autres domaines, comme le transport, le commerce, les services personnels ou professionnels, et autres, ne sont pas "productifs" au sens économique large. Il est cependant convenu de réserver au terme "production" le sens spécial de création ou de transformation de matériaux et c'est sous cet aspect qu'est donné au tableau de la page 5 un sommaire général de la valeur brute et de la valeur nette de la production pour chacune des divisions industrielles énumérées ci-dessus. Un deuxième tableau (page 6) donne par province un sommaire de la valeur de la production globale du Canada.



Hardis pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse, Hubbards, N.-E.

*Photo des Canadian Industries Limited.*

La valeur *brute* se distingue de la valeur *nette*. La production nette signifie la valeur laissée au producteur, soustraction faite des matières premières, du combustible et de l'électricité achetés pour la consommation dans les phases de la production. Le chiffre net est bien meilleur critère de la valeur d'une industrie que la valeur brute.

Après cinq ans de déclin successifs, la valeur nette de la production s'est relevée en 1934 et enregistre une avance substantielle sur 1933. L'avance s'est continuée en 1935 et 1936. La valeur nette des denrées

produites en 1936, estimée par le Bureau Fédéral de la Statistique d'après les données compilées par ses diverses branches, est de \$2,665,862,000 contre \$2,369,064,000 en 1935 (estimation révisée), gain de 12.5 p.c. qui représente une amélioration marquée sur l'année précédente dans les



Produits primaires et secondaires de l'industrie laitière.—On voit de haut en bas: (1) Un groupe d'Ayrshires sur une ferme à Sardis, district de Chilliwack, C.B. (2) Une fabrique de lait évaporé, Abbotsford, vallée du Fraser, C.B. (3) Un coin de laboratoire à Vancouver où le lait expédié au marché du lait fluide est analysé chaque jour.

*Photo de la Fraser Valley Milk Producers' Association.*

opérations de production. Chacune des neuf principales branches de production prend part à l'avance de 1935 et 1936. L'industrie manufacturière et l'agriculture enregistrent les gains absolus les plus considérables, mais les augmentations proportionnelles les plus fortes sont celles des mines et des forêts. La production primaire accuse un gain proportionnel supérieur à celui de la production secondaire, indice d'une reprise décisive de la production de matières premières.

L'industrie minière reste la plus prospère et la première hausse de 1933 se continue chaque année depuis.

Bien que certains changements de méthode nuisent à l'exactitude des comparaisons avec les années antérieures la production nette de l'agriculture l'emporte en 1936 sur celle de toute autre année depuis 1930. L'augmentation sur 1935 est de \$72,512,000 ou de 11·7 p.c., le total étant de \$690,379,000.

Le gain proportionnel dans la valeur de l'industrie manufacturière marche de pair avec celui de l'agriculture; le total net augmente de \$138,693,000 (12·1 p.c.) sur le chiffre correspondant de 1935. L'industrie manufacturière demeure le facteur dominant de la production canadienne; depuis 1925 elle occupe en valeur nette un rang manifestement supérieur à celui de l'agriculture. En 1936 la production agricole représente 26 p.c. de la production nette de toutes les branches de l'industrie, tandis que le chiffre correspondant de l'industrie manufacturière, élimination faite du double emploi, est de 39 p.c.

**Résumé de la valeur de la production au Canada, par industrie, 1935 et 1936**

Industrie	1935		1936	
	Brute	Nette	Brute	Nette
	\$	\$	\$	\$
Agriculture.....	952,431,000	617,867,000	1,079,571,000	690,379,000
Forêts.....	341,432,372	198,545,244	400,292,122	231,937,561
Pêcheries.....	45,386,749	30,269,056	51,081,135	34,234,063
Piégeage.....	8,877,331	8,877,331	9,214,325	9,214,325
Mines.....	411,094,583	238,581,268	497,332,721	291,972,359
Energie électrique.....	127,177,954	125,123,078	135,865,173	133,561,387
<b>Totaux, production primaire.....</b>	<b>1,886,399,989</b>	<b>1,219,262,977</b>	<b>2,173,356,476</b>	<b>1,391,298,695</b>
Construction.....	215,548,873	120,815,289	258,040,400	135,851,102
Façonnage et réparations.....	149,948,104	91,711,442	158,202,576	97,333,712
Manufactures.....	2,651,325,388	1,150,899,293	3,002,403,814	1,289,592,672
<b>Totaux, production secondaire.....</b>	<b>3,016,822,365</b>	<b>1,363,426,014</b>	<b>3,418,646,790</b>	<b>1,522,777,546</b>
<b>Grands totaux<sup>1</sup>.....</b>	<b>4,346,117,217</b>	<b>2,369,064,383</b>	<b>4,933,384,625</b>	<b>2,665,861,689</b>

<sup>1</sup> Moins le double emploi dans les "Manufactures" d'item compris dans la production primaire.

Les indices de prix et de volume indiquent un autre gain sensible dans la production nette de 1937. La moyenne de l'indice des prix de gros est de 13·4 p.c. supérieure à celle de l'année précédente, tandis que l'avance dans l'indice de la production industrielle s'établit à 11·1 p.c. Pour la même période, l'indice de l'emploiement général enregistre une avance de 10 p.c. Les augmentations des indices montrent une amélioration d'au moins 15 p.c. sur 1936.

**Production relative par province.**—En 1936, l'Ontario est encore à la tête des neuf provinces dans la création de richesse nouvelle avec 44·4 p.c. de la production globale du Canada contre 44·2 en 1935. Le Québec vient ensuite avec 24·6 p.c. (base révisée) contre 25·4 p.c. l'année précédente. La Colombie Britannique et l'Alberta sont en troisième et quatrième places avec 8·1 p.c. et 6·2 p.c. respectivement. La Saskatchewan a monté légèrement de 5·7 p.c. à 5·8 p.c. Le Manitoba, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Edouard suivent par ordre.

La production nette per capita de marchandises en Ontario vaut près de \$321 en 1936 contre \$285 en 1935. En Colombie Britannique, elle vaut environ \$283 par habitant; l'Alberta est au troisième rang avec \$213. Le Québec a une moyenne de \$212; le Manitoba, de \$173; la Nouvelle-Ecosse, de \$167; la Saskatchewan, de \$167; le Nouveau-Brunswick, de \$146; et l'Île du Prince-Edouard, de \$136.

**Résumé de la valeur de la production du Canada, par province,  
1935 et 1936**

Province	1935		1936	
	Brute	Nette <sup>1</sup>	Brute	Nette <sup>1</sup>
	\$	\$	\$	\$
Île du Prince-Edouard.....	19,269,535	11,031,987	21,685,424	12,495,760
Nouvelle-Ecosse.....	145,284,538	82,577,156	156,653,932	89,823,005
Nouveau-Brunswick.....	107,542,475	58,946,355	118,176,103	63,573,236
Québec.....	1,126,333,296	600,775,158	1,263,428,385	656,952,315
Ontario.....	1,962,942,914	1,048,129,100	2,234,703,431	1,183,844,782
Manitoba.....	201,426,835	101,253,414	234,807,096	122,874,879
Saskatchewan.....	218,126,039	134,000,749	256,461,584	155,439,051
Alberta.....	246,617,139	153,271,341	233,239,084	164,409,521
Colombie Britannique <sup>2</sup> .....	318,574,446	179,079,123	384,229,586	216,449,140
<b>Totaux.....</b>	<b>4,346,117,217</b>	<b>2,369,064,383</b>	<b>4,933,384,625</b>	<b>2,665,861,688</b>

<sup>1</sup> Valeur brute moins valeur des matières premières, du combustible et de l'électricité achetée, consommés par la production.

<sup>2</sup> Y compris le Yukon.

## Revenu national

Mesurer le revenu national par la statistique est un problème hérisé de grandes difficultés et les recherches les plus poussées dans les données existantes ne laissent pas d'offrir une marge appréciable d'erreur. Il n'est certes pas facile pour un homme d'établir exactement la valeur en argent de son revenu total, surtout s'il y doit inclure, en plus de son revenu en espèces, la valeur locative de sa maison (s'il est propriétaire) et de ses effets mobiliers, de même que celle des différentes denrées produites ou consommées par la famille (tel que les œufs de sa basse-cour et les produits de son jardin) et des services ordinairement achetés et vendus, mais donnés gratuitement dans le cercle familial. C'est pourtant l'unique façon logique d'établir le revenu global de la famille. Bien que ce revenu, non touché directement en argent mais plutôt en denrées produites et en services rendus, ne soit pas, sauf pour le logement et l'usage du mobilier, une partie importante du revenu d'une famille dans la plupart des ménages urbains, il constitue une part très importante du revenu de la plupart des familles rurales, qui, plus que les autres, consomment les denrées qu'elles

produisent elles-mêmes. C'est pour cette raison, à la vérité, que les comparaisons entre les revenus des familles urbaines et ceux des familles rurales sont souvent trompeuses, parce qu'elles ne tiennent pas compte du revenu en nature de ces dernières. La plupart des gens ne voient assurément jamais de revenu dans ce qu'ils ne touchent pas en argent et ne songeraient jamais à incorporer la valeur locative de la maison dont ils sont les propriétaires au rapport qu'ils dressent pour l'impôt sur le revenu. Sans compter que les percepteurs de cet impôt ne le leur demandent pas.

La branche de la statistique générale du Bureau poursuit en ce moment une étude approfondie sur le revenu national s'étendant à quelque trente groupes industriels. Les groupes sont étudiés à la lumière de leurs recettes brutes desquelles ont été soustraits les paiements à d'autres industries pour matières premières, combustible, électricité, le taux de dépréciation et autres dépenses diverses. Une deuxième méthode d'aborder la question consiste à additionner les paiements aux particuliers en salaires et gages et autre rémunération ouvrière, les retraits des entrepreneurs, les dividendes, les intérêts et le loyer. Après ajustement pour profits et pertes, le résultat de l'opération constitue une estimation du revenu national.

Dans l'analyse de certains groupes, il est possible d'utiliser les deux méthodes et de voir en détail la répartition des recettes.

**Estimation des revenus payant l'impôt au Canada.** — Dans les pays où l'impôt sur le revenu existe depuis longtemps déjà, les chiffres des revenus assujettis à l'impôt sont généralement acceptés comme fournissant une indication du montant et de la répartition par classe du revenu national. Ainsi, des estimations du revenu national, basées sur les statistiques de l'impôt sur le revenu, ont été publiées dans le Royaume-Uni et aux États-Unis.

Au Canada, l'impôt sur le revenu est une innovation encore plus récente que dans aucun des deux autres pays mentionnés plus haut; sans compter que dans un pays plus jeune, une grande partie des revenus sont touchés en nature. Néanmoins, les données recueillies par la branche de l'Impôt sur le Revenu du ministère du Revenu National ont leur signification tant au point de vue du revenu total assujetti à l'impôt qu'à la distribution de ce revenu parmi les différentes classes de la population.

Au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1937, les particuliers et les corporations ont payé l'impôt sur leurs revenus de 1935 qui formaient la somme globale de \$1,080,890,070, de sorte que pour cette année un peu moins d'un tiers du revenu national (estimé à \$3,622,954,000 en 1935) semble avoir été frappé d'impôt par les autorités du pays.

Quant à la somme versée par divers groupes de revenus, il est intéressant de noter qu'en 1937, 33 p.c. environ de la somme perçue de particuliers ayant des revenus classifiés (\$35,500,961) viennent de ceux ayant des revenus de \$50,000 ou plus (ces particuliers sont considérés comme des millionnaires et sont au nombre de 300 seulement sur un total de 217,049 particuliers payant l'impôt). La proportion de recettes brutes

versée par cette classe en 1936 est à peu près la même. D'autre part, les particuliers ayant un revenu de moins de \$10,000 et qui sont au nombre de 210,115 ou 97 p.c. de tous les particuliers imposables en 1937 ont versé 26 p.c. du total pour cette année-là, soit la même proportion qu'en 1936. Dans le cas des corporations, celles ayant des revenus de \$50,000 ou plus ont versé de beaucoup la plus grande part (plus de 85 p.c.) des recettes nettes tirées de toutes les corporations (\$58,690,403), mais le nombre de ces compagnies constitue une proportion beaucoup plus élevée du total que dans le cas des particuliers.

### Capitaux britanniques et étrangers engagés au Canada

Dans les premières décades du siècle, la grande expansion du Canada a été en majeure partie basée sur le capital importé du Royaume-Uni, soit au moins \$1,500,000,000 de 1900 à 1912. Durant la guerre les ressources latentes du Canada en capitaux furent exploitées pour la première fois sur une vaste échelle, le gouvernement ayant prélevé tout près de \$2,000,000,000. Après la guerre, le point important fut l'augmentation des placements des Etats-Unis au Canada. Cette affluence de capitaux ne s'est pas limitée aux capitaux prélevés par la vente d'obligations canadiennes à New-York. Une partie considérable vient des capitaux placés directement au Canada par les compagnies américaines, dont une partie a servi au lancement de nouvelles entreprises industrielles et une autre, à l'exploitation des placements directs déjà existants. Il est estimé que ces placements américains au Canada avaient augmenté de \$4,298,000,000 en 1930. Depuis lors, leur valeur a diminué à la suite du rachat d'obligations détenues aux Etats-Unis, du changement de la valeur qui reste la propriété des Canadiens, etc., etc. En comparaison, les changements de valeur des placements britanniques au Canada sont moins marqués depuis 1919.

### Capitaux placés au Canada par d'autres pays

Pays	1914 <sup>1</sup>	1919 <sup>1</sup>	1926 <sup>2</sup>	1930 <sup>2</sup>	1935 <sup>2</sup>	1936 <sup>2</sup>	1937 <sup>2</sup>
	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000
Etats-Unis.....	2,712	2,607	2,598	2,766	2,729	2,725	2,721
Grande-Bretagne.....	904	1,800	3,161	4,298	4,045	3,985	3,996
Autres pays.....	178	173	132	132	124	124	131
<b>Totaux.....</b>	<b>3,794</b>	<b>4,580</b>	<b>5,891</b>	<b>7,196</b>	<b>6,898</b>	<b>6,834</b>	<b>6,848</b>

<sup>1</sup> Estimations de diverses sources.  
<sup>2</sup> Chiffres provisoires.

<sup>2</sup> Estimation du Bureau Fédéral de la Statistique.

Malgré cette lourde dette extérieure, le capital canadien contrôle une forte proportion du capital d'affaires d'entreprises opérant au Canada.

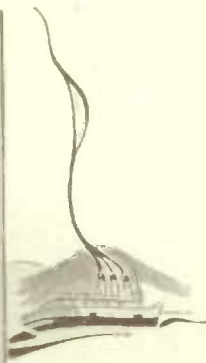
Dans l'étude de ces statistiques du capital étranger placé au Canada, il importe de noter que le Canada a de gros placements dans les autres pays. Le Bureau estime qu'ils s'élèvent à \$1,694,000 à la fin de 1937, dont \$1,017,000,000 aux Etats-Unis, \$53,000,000 au Royaume-Uni et \$624,000,000 dans d'autres pays. Ces chiffres ne comprennent pas l'actif des compagnies d'assurance canadiennes détenu à l'étranger, parce qu'il y a aussi du passif à l'étranger dont il faut tenir compte en marge de l'actif.



## CHAPITRE II

### POPULATION—NAISSANCES, DÉCÈS ET MARIAGES Population

La population de la terre est estimée à 2,000,000,000.\* L'Empire Britannique, qui couvre un peu moins d'un quart de la surface terrienne du globe, a légèrement moins d'un quart de la population mondiale. Le Canada, qui occupe plus du quart de la superficie de l'Empire Britannique, ne compte qu'environ un quarante-huitième de sa population. Bien qu'il n'y ait aucun étalon pour mesurer la densité de la population, parce qu'elle dépend beaucoup des ressources locales, du taux d'augmentation de productivité de la terre comme résultat des inventions, etc., une certaine limite est désirable.



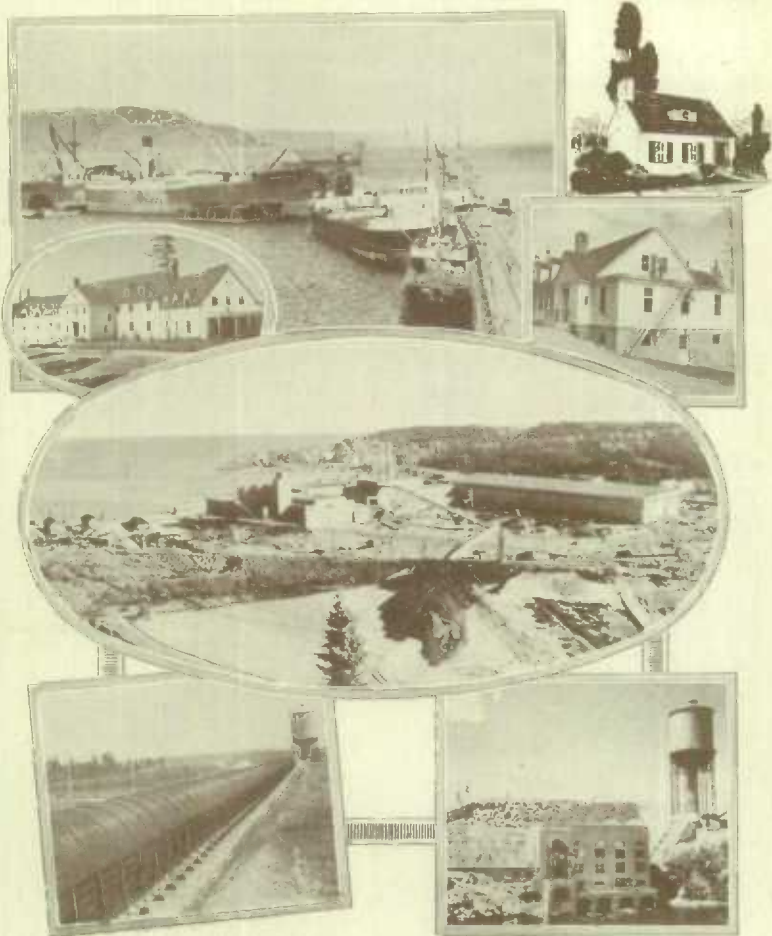
L'entrée du Canada par le Pacifique. Le portrait du haut est une vue du bord de mer de Vancouver prise de Lost Lagoon. Celui du bas en

est une de la rive sud de Victoria. Ces deux portraits montrent comme ces deux cités sont bâties sur la mer.

*Photos du Victoria and Island Publicity Bureau.*

\* L'Annuaire de la Société des Nations, 1937-38, donne la population de l'univers à 2,115,800,000, ce qui ne comprend pas certaines populations estimatives, principalement en Asie, où les recensements sont incomplets ou inexistant.

## LA NAISSANCE D'UN CENTRE INDUSTRIEL À BAIE COMEAU



Comme par magie, un nouveau centre industriel naît à la vie au milieu des vastes forêts du Québec.—Le 11 juin 1938, la localité de Baie Comeau, à 200 milles en bas de Québec et sur la rive nord du St-Laurent, était inaugurée par l'hon. Maurice Duplessis, premier ministre du Québec. Le gouvernement fédéral était représenté officiellement aux cérémonies. Moins de deux ans auparavant, le site était une forêt vierge éloignée de la civilisation, et le projet de développement était purement un rêve. Il y a maintenant une moderne papeterie d'une capacité quotidienne de 350 tonnes; une localité munie d'un système d'égout et d'un aqueduc moderne, d'un hôpital, d'une maison pour des quartiers-généraux (le Manoir Comeau), de plus de 200 maisons d'habitation, de chemins et de rues, de magasins, d'écoles, d'églises, d'un cinéma, et toutes les améliorations qu'exige la vie moderne en commun ont trouvé place dans le plan économique. L'usine qui fournit l'énergie électrique de Baie Comeau est située aux Chutes aux Outardes, à 13 milles de distance. La construction de cette usine reliée par une conduite forcée en douves de bois de 6,000 pieds de long et de 17 pieds de diamètre, un système de transmission du pouvoir, et une route entre les Outardes et la Baie Comeau sont des accessoires du développement.

*Photos de la Foundation Company of Canada, Montréal.*

## Superficie et population de l'Empire Britannique

Pays	Superficie (milles carrés)	Population, aux environs de 1931	Population estimative officielle de 1937 <sup>1</sup>
Empire Britannique.....	13,318,000	492,621,046	498,370,000 <sup>2</sup>
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.....	93,991	46,042,000	47,258,000
Etat libre d'Irlande.....	26,601	2,957,000	2,944,000
Canada.....	3,694,900	10,376,786	11,120,000
Union Sud-Africaine.....	471,917	8,152,600	9,797,000
Australie.....	2,974,581	6,629,839	6,881,848 <sup>3</sup>
Nouvelle-Zélande.....	103,415	1,442,746	1,587,000
Terre-Neuve et Labrador.....	275,134	281,549	294,000
Inde.....	1,805,252	351,399,880	374,200,000 <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Estimations officielles de diverses sources.  
manach Whitaker.      <sup>2</sup> Estimation officielle de 1938.

<sup>3</sup> Estimation de 1938 extraite de l'Al-  
Estimation officielle au 31  
déc. 1936.

**Croissance de la population canadienne, 1871-1931.**—Le premier recensement après la Confédération (1871) a révélé que le Dominion débutait avec une population de 3,689,257. Après 1873 jusqu'à la fin du siècle, les conditions économiques à l'intérieur du Dominion n'ont eu rien de prospère. Les recensements de 1881, 1891 et 1901 reflètent cet état de choses. Celui de 1881 a montré un gain de 635,553 ou 17.23 p.c., mais dans aucune des deux décades suivantes, ce gain n'a été égalé, l'augmentation de chacune n'étant que de 550,000 ou 12 p.c. A la fin du siècle, la population du Canada avait atteint les 5½ millions, bien qu'un chiffre beaucoup plus élevé eût été prévu.

Statistiques de la population du Canada, années de recensement  
1871 à 1931

Province ou territoire	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931
Ile du P.-Edouard.....	94,021	108,891	109,078	103,259	93,728	88,615	88,038
Nouvelle-Ecosse.....	387,800	440,572	450,396	459,574	492,338	523,837	512,846
Nouv.-Brunswick.....	285,594	321,233	321,263	331,120	351,889	387,876	408,219
Québec.....	1,191,516	1,359,027	1,488,535	1,648,598	2,005,776	2,360,665 <sup>2</sup>	2,874,255
Ontario.....	1,620,851	1,926,922	2,114,321	2,182,947	2,527,292	2,933,662	3,431,683
Manitoba.....	25,228	62,260	152,506	255,211	461,394	610,118	700,139
Saskatchewan.....	—	—	—	91,279	492,432	757,510	921,785
Alberta.....	—	—	—	73,022	374,295	588,454	731,605
Col. Britannique.....	36,247	49,459	98,173	178,657	392,480	624,552	694,263
Yukon.....	—	—	—	27,219	8,512	4,157	4,230
T. du Nord-Ouest <sup>1</sup>	48,000	56,446	98,967	20,129	6,507	7,988	9,723
<b>Total.....</b>	<b>3,689,257</b>	<b>4,324,810</b>	<b>4,833,239</b>	<b>5,371,315</b>	<b>7,206,643</b>	<b>8,787,949<sup>3</sup></b>	<b>10,376,786</b>

<sup>1</sup> Les diminutions de population des Territoires du Nord-Ouest proviennent de ce qu'on en a détaché de vastes étendues pour former l'Alberta, la Saskatchewan et le Yukon et pour reculer les frontières du Québec, de l'Ontario et du Manitoba.      <sup>2</sup> Révisé conformément au jugement du Conseil Privé, du 1er mars 1927.      <sup>3</sup> Comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne.

Le taux général d'augmentation de la population au Canada la première décade du siècle actuel est de 34 p.c., le plus élevé de cette décade pour tous les pays. La deuxième décade, ce taux est de 22 p.c., encore le plus grand de l'univers, avec la seule exception de l'Australie dont le taux de croissance était d'une fraction d'un p.c. plus élevé. Au siècle précédent la population des Etats-Unis avait grandi de 35 p.c. de décade en décade, jusqu'à 1860, mais en dehors de cette exception, il n'y a au vingtième siècle

aucun exemple d'une population se développant plus rapidement que celle du Canada. En 1871, seulement 2·97 p.c. de la population vivait à l'ouest du lac des Bois, en 1921 cette proportion était de 28·37 p.c., et en 1931, de 29·50 p.c.—3,061,745 comparativement à 110,000 à la Confédération.



Les célébrations du deuxième centenaire de la découverte du site où se trouvent maintenant Winnipeg et St-Boniface.—C'est le 24 sept. 1738 que La Vérendrye, le découvreur du Nord-Ouest canadien, atteignit l'embouchure de la rivière Assiniboine, où se trouvent maintenant Winnipeg et St-Boniface, après avoir descendu la rivière Rouge. Les commerçants de fourrures et les coupeurs de bois marchèrent dans le sentier ainsi tracé par l'héroïque explorateur. On voit ci-dessus, de haut en bas: (1) Vue du défilé en canot sur la rivière Rouge alors que la scène de l'arrivée de La Vérendrye a été revécue. (2) La Vérendrye (représenté par John Koenigsjeu) prenant pied sur le bord de la rivière avec son guide métis à sa gauche, et un compagnon. (3) Comme le montre cette illustration les danseurs indiennes figurèrent au pageant. A droite, se voit le monument dévoilé à la mémoire de l'intrépide explorateur.

*Photos, Rév. A. D'Eschambault, Comité du bi-centenaire de La Vérendrye, St-Boniface, Man.*

**Population rurale et urbaine.**—Bien que le Canada soit encore un pays largement agricole, le recensement de 1931 montre pour la première fois que le nombre de citoyens dépasse celui des ruraux (5,572,058 citoyens et 4,804,728 ruraux). Il y a soixante ans, les cités et villes du Canada comptaient seulement 19.58 p.c. de la population (722,343 citoyens et 2,966,914 ruraux) et au commencement du siècle actuel cette proportion n'était que de 37 p.c. En 1871, le Dominion avait 14 cités, 49 villes et 134 villages; en 1921 il y avait 101 cités, 461 villes et 881 villages incor-

### Population rurale et urbaine, par province, 1921 et 1931

Province ou territoire	1921		1931		Augmentation numérique de 1921 à 1931	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du Prince-Edouard.....	69,522	19,093	67,653	20,385	- 1,869	1,292
Nouvelle-Ecosse.....	296,799	227,038	281,192	231,654	-15,607	4,616
Nouveau-Brunswick.....	263,432	124,444	279,279	128,940	15,847	4,496
Québec.....	1,038,096	1,322,569	1,060,649	1,813,606	22,553	491,037
Ontario.....	1,277,030	1,706,632	1,335,691	2,095,992	108,661	38,360
Manitoba.....	348,502	261,616	384,170	315,969	35,668	54,353
Saskatchewan.....	538,552	218,958	630,880	290,905	92,328	71,947
Alberta.....	365,550	232,904	453,097	278,508	87,547	55,604
Colombie Britannique.....	277,020	247,562	299,524	394,739 <sup>1</sup>	22,504	147,177
Yukon.....	2,851	1,360	2,870	1,360	19	54
Territoires du Nord-Ouest.....	7,985	-	9,723	8	1,735	-
Marine Royale Canadienne.....	485	-	2	-	-	-
<b>Canada.....</b>	<b>4,435,827</b>	<b>4,352,122</b>	<b>4,804,728</b>	<b>5,572,058</b>	<b>368,901</b>	<b>1,219,936</b>

<sup>1</sup> Comprend Vancouver-Sud et Point Grey, ayant respectivement en 1921, 32,267 et 13,736 habitants classés comme ruraux en 1921. <sup>2</sup> Les membres de la Marine Royale ont été dénombrés à leur domicile en 1931.

### Population des cités et villes de plus de 25,000 habitants

NOTA.—Dans tous les cas les populations des recensements antérieurs sont remaniées de façon à les rendre comparables à celles des mêmes limites de 1931.

Cités ou villes	Provinces	Population				
		1891	1901	1911	1921	1931
Montréal.....	Québec.....	256,723	328,172	490,504	618,506	818,577
Toronto.....	Ontario.....	181,215	209,892	381,833	521,893	631,207
Vancouver.....	Colombie Britannique.....	13,709	29,432	120,847	163,220	246,593
Winnipeg.....	Manitoba.....	25,639	42,340	136,035	179,087	215,785
Hamilton.....	Ontario.....	48,959	52,634	81,969	114,151	158,540
Québec.....	Québec.....	63,090	68,840	78,710	95,193	130,594
Ottawa.....	Ontario.....	44,154	59,928	87,062	107,843	126,872
Calgary.....	Alberta.....	3,876	4,392	43,704	63,305	83,761
Edmonton.....	Alberta.....	-	4,176	31,064	58,821	79,197
London.....	Ontario.....	37,977	37,976	46,300	60,959	71,148
Windsor.....	Ontario.....	10,322	12,153	17,829	38,591	63,108
Verdun.....	Québec.....	296	1,898	11,629	25,001	60,745
Halifax.....	Nouvelle-Ecosse.....	38,437	40,832	46,619	58,372	59,275
Regina.....	Saskatchewan.....	-	2,249	30,213	34,432	53,209
Saint-John.....	Nouveau-Brunswick.....	39,179	40,711	42,511	57,166	47,514
Saskatoon.....	Saskatchewan.....	-	113	12,004	25,739	43,291
Victoria.....	Colombie Britannique.....	16,841	20,919	31,660	38,727	39,082
Trois-Rivières.....	Québec.....	8,334	9,981	13,691	22,367	35,450
Kitchener.....	Ontario.....	7,425	9,747	15,196	21,763	30,793
Brantford.....	Ontario.....	12,753	16,619	23,132	29,440	30,107
Hull.....	Québec.....	11,264	13,993	18,222	24,171	29,433
Sherbrooke.....	Québec.....	10,097	11,765	16,405	23,515	28,933
Outremont.....	Québec.....	795	1,148	4,820	13,249	28,641
Fort-William.....	Ontario.....	2,176	3,633	16,499	20,541	26,277

porés; et en 1931, 112 cités, 476 villes et 1,017 villages incorporés. Ce sont les plus grandes villes qui ont grandi le plus rapidement. Les chiffres définitifs du recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936, présentés à la page 15, indiquent que plusieurs des cités et villes de ces provinces ont perdu des milliers d'habitants et qu'il en est de même dans les régions frappées par la sécheresse. D'autre part, les régions rurales en général, et plus spécialement celles des sections plus au nord, montrent des augmentations. Sur chaque 1,000 personnes dans le pays, 463 habitaient des régions rurales le 1er juin 1931 et 537, des communautés urbaines, comparativement à 505 et 495 respectivement le 1er juin 1921.

**Lieux de naissance.**—Le tableau qui suit donne les lieux de naissance de la population tels que montrés par les quatre derniers recensements décennaux.

**Lieux de naissance de la population du Canada, 1901, 1911, 1921 et 1931**

Année	Nés en Canada	Nés en pays britanniques <sup>1</sup>	Nés à l'étranger		Population totale	Pourcentage total de la population			
			Aux Etats-Unis	En autres pays étrangers		Née en Canada	Née en pays britanniques	Née à l'étranger	
								Aux Etats-Unis	En autres pays étrangers
Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	P.c.	P.c.	P.c.	P.c.	
1901.....	4,671,815	421,051	127,899	150,550	5,371,315	86.98	7.84	2.38	2.80
1911.....	5,619,682	834,229	303,680	449,052	7,206,643	77.98	11.68	4.21	6.23
1921.....	6,832,224	1,065,448	374,022	516,255	8,787,949	77.75	12.12	4.26	5.87
1931.....	8,069,261	1,184,830	344,574	778,121	10,376,786	77.76	11.42	3.32	7.50

<sup>1</sup> Comprend quelques centaines de personnes nées en mer.

**Distribution par sexe.**—La population du Canada en 1931 se composait de 5,374,541 hommes et 5,002,245 femmes. Ainsi, il y avait 518 hommes et 482 femmes par millier. La masculinité de la population a augmenté dans les Provinces de l'Est et diminué dans celles de l'Ouest où elle était autrefois la plus grande. Une prépondérance des hommes est commune à tous les pays nouveaux où l'immigration joue un rôle important dans la création d'une population.

**Races aborigènes.**—Les chiffres de la population de 1931 donnés ci-dessus comprennent des petits nombres de races aborigènes qui en tout donnent un peu moins de 1 p.c. de la population totale. Pour informations sur l'administration des races aborigènes voir chapitre XVIII.

**Indiens.**—D'après le recensement du Dominion de 1931, le nombre d'Indiens était de 122,911 (62,943 hommes et 59,968 femmes) répartis comme suit par province: I. P.-E., 233; N.-E., 2,191; N.-B., 1,685; Qué., 12,312; Ont., 30,368; Man., 15,417; Sask., 15,268; Alta, 15,249; C.B., 24,599; Yukon, 1,543; T. N.-O., 4,046. Le département des Affaires Indiennes a fait un plus récent dénombrement des Indiens en 1934 qui a donné à cette date 112,510 âmes, réparties comme suit par province: I. P.-E., 224; N.-E., 2,093; N.-B., 1,734; Qué., 13,281; Ont., 30,631; Man., 12,958; Sask., 11,878; Alta, 10,900; C.B., 23,598; Yukon 1,359; T. N.-O., 3,854.

**Esquimaux.**—D'après le recensement du Dominion de 1931, il y avait au Canada 5,979 Esquimaux, dont près de 80 p.c., dans les Territoires du Nord-Ouest. La décomposition par province était la suivante: T. N.-O., 4,670; Qué., 1,159; Yukon, 85; Man., 62; et Alta, 3.

**Recensement quinquennal des Provinces des Prairies, 1936.**—Au cours de la période quinquennale 1931-36, l'agriculture, industrie basique des Provinces des Prairies, a été en état de dépression et de larges régions du sud-ouest du Manitoba, du sud de la Saskatchewan et du sud-est de l'Alberta ont été gravement affectées par la sécheresse. Cette situation a déclenché un mouvement de la population rurale du sud de la Saskatchewan vers la partie nord de la zone arable de cette province et un déplacement prononcé vers les régions agricoles septentrionales de l'Alberta. Dans chacune des trois provinces, la proportion de population urbaine a décliné et la population rurale a augmenté malgré les conditions de misère et de privation.

**Population des Provinces des Prairies, années de recensement 1911-36**

Item	1911	1916	1921	1926	1931	1936
Manitoba.....	461,394	553,860	610,118	639,056	700,139	711,216
Saskatchewan.....	492,432	647,835	757,510	820,738	921,785	930,593
Alberta.....	374,295	496,442	588,454	607,599	731,605	772,782
<b>Totaux.....</b>	<b>1,328,121</b>	<b>1,698,137</b>	<b>1,956,082</b>	<b>2,067,393</b>	<b>2,353,529</b>	<b>2,414,891</b>
Totale, rurale.....	858,609	1,092,077	1,252,604	1,312,155	1,468,147	1,537,146
Totale, urbaine.....	469,422	606,060	703,478	755,238	885,382	877,745

Comme nous l'avons déjà noté, la population urbaine des Provinces des Prairies a diminué en général au cours de la période de 1931-36. Dans les dix cités figurant au tableau ci-dessous il n'y a que quatre cas montrant des augmentations et seulement dans les cas d'Edmonton et Prince-Albert celles-ci ont-elles quelque importance.

**Population de dix cités des Provinces des Prairies, 1931 et 1936**

Cité	1931	1936	Cité	1931	1936
Brandon.....	17,082	16,461	Prince-Albert.....	9,905	11,049
Calgary.....	83,761	83,407	Regina.....	53,209	53,354
Edmonton.....	79,197	85,774	St-Poniface.....	16,305	16,275
Lethbridge.....	13,489	13,523	Saskatoon.....	43,291	41,734
Moose-Jaw.....	21,299	19,805	Winnipeg.....	218,785	215,814

**Populations estimatives.**—Des estimations annuelles de la population sont nécessaires pour plusieurs fins, telles que le calcul des taux de natalité, de mortalité et de nuptialité, ou encore les chiffres per capita de la production, du commerce et de la finance. Le Bureau Fédéral de la Statistique fait des estimations de la population des années entre les recensements et le tableau suivant les montre pour les années écoulées depuis 1931.

## Population estimative du Canada, chaque année depuis 1931

Province	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
	'000	'000	'000	'000	'000	'000	'000
Ile du Prince-Edouard.....	89	80	80	80	92	93	94
Nouvelle-Ecosse.....	519	522	525	527	537	542	548
Nouveau-Brunswick.....	413	420	425	429	435	440	445
Québec.....	2,910	2,970	3,018	3,062	3,096	3,135	3,172
Ontario.....	3,475	3,564	3,629	3,673	3,689	3,711	3,731
Manitoba.....	709	710	711	711	711	717	720
Saskatchewan.....	933	932	932	931	931	939	941
Alberta.....	740	748	756	764	773	778	783
Colombie Britannique.....	704	712	725	735	750	751	761
Yukon.....	4	4	4	4	4	4	4
Territoires du Nord-Ouest.....	10	10	10	10	10	10	10
<b>Canada.....</b>	<b>10,506</b>	<b>10,681</b>	<b>10,824</b>	<b>10,935</b>	<b>11,028</b>	<b>11,120</b>	<b>11,209</b>

**Immigration.**—Au cours de l'année fiscale 1938, il est entré au Canada 15,645 immigrés comparativement à 12,023 en 1937 et 11,103 en 1936.

Les Anglais, Ecosseis, Irlandais et Gallois d'outre-mer y étaient au nombre de 2,972 comparativement à 2,264 et 2,049 en 1937 et 1936, respectivement; les immigrés venant des Etats-Unis se chiffraient à 5,643 en 1938 comparativement à 5,113 et 5,121, respectivement, les deux années précédentes; les autres pays en ont contribué 7,030 comparativement à 4,646 et 3,933.

Les Canadiens rapatriés, qui constituent un mouvement considérable, ne sont pas compris dans les statistiques de l'immigration. On a commencé à dresser, au cours de l'année fiscale 1924-25 une compilation des citoyens canadiens partis du Canada pour habiter les Etats-Unis et revenus ensuite au Canada avec l'intention bien déclarée de reprendre dans le Dominion leur domicile permanent. Ces citoyens canadiens se divisent en trois groupes: (a) nés canadiens; (b) nés britanniques (en dehors du Canada); et (c) naturalisés canadiens. Le total de ces rapatriés en 1937-38 est de 5,209 comparativement à 5,064 en 1936-37.

Bien que les touristes entrant au Canada ne soient pas des immigrants, leur admission exige un examen d'immigration à la frontière internationale et aux ports océaniques. Le nombre d'entrées de ces migrants a augmenté de 20,898,000 en 1933-34 à 31,227,000 en 1937-38—un total qui dépasse de deux fois la population de tout le Dominion.

### Statistiques vitales

Le Canada a un système national de statistiques vitales, organisé sous le Bureau Fédéral de la Statistique et les registraires généraux des provinces, datant de 1920. Les chiffres des naissances, décès et mariages de 1937 avec taux pour 1926 et 1937 sont donnés, par province, au tableau suivant.

**Naissances.**—Les statistiques vitales pour l'ensemble du Canada sur une base uniforme sont en existence depuis seulement 1926 alors que la province de Québec a donné son adhésion au territoire d'enregistrement. De 1926 à 1930, le nombre de naissances, mais non pas le taux, a montré une tendance ascendante, montant de 232,750 la première année à 243,495 la dernière.



## Naissances, décès et mariages au Canada, par province

Province	Naissances			Décès			Mariages		
	1937 <sup>1</sup>		1926	1937 <sup>1</sup>		1926	1937 <sup>1</sup>		1926
	Nom- bre	Taux p. 1,000	Taux p. 1,000	Nom- bre	Taux p. 1,000	Taux p. 1,000	Nom- bre	Taux p. 1,000	Taux p. 1,000
Ile du Prince- Edouard.....	2,085	22.4	20.1	1,143	12.3	10.3	584	6.3	5.3
Nouvelle-Ecosse..	11,524	21.3	21.3	6,049	11.2	12.4	4,330	8.0	5.6
Nouv.-Brunswick..	10,566	24.0	26.1	5,400	12.3	12.6	3,663	8.3	7.4
Québec.....	75,635	24.1	31.6	35,456	11.3	14.3	24,876	7.9	6.8
Ontario.....	61,596	16.6	21.4	38,465	10.4	11.3	29,592	8.1	7.5
Manitoba.....	12,888	18.0	22.0	6,070	8.5	8.3	6,113	8.5	7.1
Saskatchewan.....	18,614	19.8	25.2	6,891	7.3	7.4	5,781	8.2	6.7
Alberta.....	15,847	20.4	23.8	6,258	8.0	8.5	6,345	8.2	7.4
Col. Britannique..	11,233	15.0	16.6	7,962	10.6	9.0	6,190	8.2	7.3
<b>Canada<sup>2</sup>.....</b>	<b>219,988</b>	<b>19.8</b>	<b>24.7</b>	<b>113,694</b>	<b>10.2</b>	<b>11.4</b>	<b>87,774</b>	<b>7.9</b>	<b>7.1</b>

<sup>1</sup> Chiffres préliminaires.<sup>2</sup> Sans compter le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Toutefois, depuis 1930 cette tendance est renversée. Le nombre de naissances a décliné à 219,988 en 1937 et vu la croissance de la population, le taux montre une réduction encore plus prononcée, tombant de 23.9 à 19.8 par mille âmes en 1937. L'accélération de la dépopulation rurale, par les effets qu'elle a sur le taux de natalité, a créé une situation inquiétante. Le déclin des naissances au cours de la dépression a cependant été partiellement compensé par une diminution de la mortalité.

**Décès.**—Le nombre de décès en 1937 et les taux de mortalité en 1926 et 1937 paraissent dans le tableau ci-dessus.

**Principales causes de décès.**—Les six principales causes de décès relevées en 1937 couvrent plus de la moitié de la mortalité au Canada. Les maladies du cœur prises comme groupe ont été la cause la plus importante de l'année. Le cancer vient en deuxième—incidence le taux de mortalité par cette cause a avancé chaque année depuis 1926 jusqu'à 1937, mais ce mouvement est expliqué dans une mesure considérable par l'âge plus avancé de la population canadienne. La troisième cause en importance est le groupe "des maladies des artères" qui montre aussi une augmentation depuis 1926. La pneumonie vient en quatrième bien que, jusqu'à 1932 inclusivement, cette maladie ait fait plus de victimes que les maladies artérielles. La tuberculose vient ensuite, suivie des maladies du jeune âge, de la néphrite et des morts accidentelles, qui sont les sixième, septième et huitième principales causes, respectivement.

**Mortalité infantile.**—La mortalité infantile est une bonne indication de l'efficacité des services sanitaires d'un pays. Au Canada, en ces dernières années ce taux de mortalité a été grandement réduit, tombant de 102 par mille naissances vivantes en 1926 à 76 en 1937. Toutefois, le taux canadien est passablement élevé comparativement à celui d'autres pays et il y a encore place pour de grandes améliorations, surtout en ce qui concerne les maladies gastro-intestinales et celles des organes respiratoires.

## Mortalité infantile et taux de mortalité infantile au Canada

Province	Décès, moins d'un an				Taux par 1,000 naissances vivantes			
	1926	1935	1936	1937 <sup>1</sup>	1926	1935	1936	1937 <sup>1</sup>
Ile du Prince-Edouard.....	123	145	137	152	70	72	69	73
Nouvelle-Ecosse.....	882	838	781	811	80	72	66	70
Nouveau-Brunswick.....	1,095	866	806	1,072	106	83	77	101
Québec.....	11,666	6,939	6,220	7,580	142	92	83	100
Ontario.....	5,302	3,515	3,416	3,378	78	56	55	55
Manitoba.....	1,122	837	779	826	77	63	61	64
Saskatchewan.....	1,681	1,194	1,030	1,234	81	61	54	66
Alberta.....	1,233	936	940	993	85	58	60	63
Colombie Britannique.....	588	460	465	629	53	46	44	56
<b>Canada<sup>2</sup>.....</b>	<b>23,692</b>	<b>15,730</b>	<b>14,574</b>	<b>16,675</b>	<b>102</b>	<b>71</b>	<b>66</b>	<b>76</b>

<sup>1</sup> Chiffres préliminaires.<sup>2</sup> A l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

**Accroissement naturel.**—L'accroissement naturel se mesure par la différence entre le nombre de naissances et de décès. Le taux de natalité (tel qu'indiqué au tableau de la page 17) décline généralement au Canada. Le taux de mortalité toutefois décline aussi, bien que moins rapidement. Comme résultat, le taux d'augmentation naturelle est en diminution depuis 1930. Le taux de 1926 était de 13·3 par mille âmes; en 1929, 12·2; en 1933, 11·3; et en 1937, 9·6.

**Mariages.**—La récente dépression a exercé une influence marquée sur les mariages et le taux de nuptialité au Canada. Toutefois de 1926 à 1937, il y eut reprise marquée. En 1929, il y avait 77,288 mariages au Canada. Ils ont décliné à 71,657 en 1930; 66,591 en 1931; et 62,531 en 1932. Les taux correspondants sont de 7·7 par mille en 1929, 7·0 en 1930, 6·4 en 1931 et 6·0 en 1932. En 1933, il y eut une légère amélioration dans le nombre de mariages, soit 63,865, bien que le taux restât inchangé à 6·0 par mille. En 1934, les mariages ont augmenté de plus de 9,000, atteignant un total de 73,092, avec un taux de 6·8; en 1935, leur nombre était de 76,893 et le taux de 7·0; en 1936, le nombre était de 80,904 et le taux de 7·3, tandis qu'en 1937 le nombre augmente à 87,774 et le taux, à 7·9.

### CHAPITRE III

### AGRICULTURE

Le sol et le climat du Canada se prêtent à une très grande diversité d'exploitations agricoles. C'est ce que montre une brève revue des principaux types d'agriculture du Dominion.

Les Provinces Maritimes ont une grande différence régionale dans leur production agricole. Dans certaines régions, spécialement aptes à ces cultures, les pommes de terre et les pommes sont d'importantes récoltes pour le marché. Le foin et trèfle occupe la plus grande superficie en grandes cultures, tandis que de larges étendues de terres endiguées voisines des eaux de marée sont consacrées plus spécialement au foin. La production du lait contribue à une large proportion du revenu de la ferme.



Scène champêtre, Ste-Ursule, Qué.

*Photo du Chemin de fer Canadian National.*

La province de Québec est essentiellement propre à la culture mixte, avec de vastes régions spécialisées dans la production laitière. Les cultures fourragères et de grains secondaires absorbent plus de 90 p.c., de toutes les grandes cultures, tandis que les pommes de terre occupent la plus grande superficie de toutes les cultures strictement pour le marché. Cette province fournit le gros des produits de l'érable, sucre ou sirop, du Canada et elle produit beaucoup de miel. Les cultures maraîchères fournissent un revenu substantiel et certains types de tabac poussent très bien dans la province.

Bien que la culture mixte prédomine dans l'Ontario, on y accorde aussi une attention considérable aux cultures spécialisées telles que les cultures fruitières et maraîchères et le tabac. Comme dans le Québec, la plus

grande partie des labours sont en cultures fourragères et grains secondaires, mais la superficie en céréales y est beaucoup plus grande que dans le Québec. Dans certains comtés, la récolte de blé d'automne fournit une bonne proportion du revenu direct en argent. Les betteraves sucrières sont une importante récolte dans le sud-ouest de la province. On trouve dans toutes les parties de la province des fermes laitières qui sont une spécialisation considérable dans les régions entourant les plus grands centres de population et dans les comtés d'Oxford et l'est de l'Ontario. Les fruits et les légumes sont cultivés sur une grande échelle dans la péninsule de Niagara et autres districts bordant les Grands Lacs et la baie Georgienne, tandis que le tabac est une récolte importante dans les comtés d'Essex, Elgin et Norfolk.

Plus des deux tiers en superficie de toutes les grandes cultures du Canada se trouvent dans les trois provinces des prairies et la plus grande partie de cette étendue est semée en céréales, et principalement en blé. Généralement parlant, la zone spécialisée du blé couvre une lisière à herbe courte des plaines du sud, partant de la vallée de la rivière Rouge au Manitoba jusqu'aux contreforts des Rocheuses en Alberta, et atteint sa plus grande largeur dans la Saskatchewan centrale. Dans la zone des paires, presque en entier au nord de cette région, se pratique la culture mixte, avec de grandes étendues en grains fourragers et en foin naturel pour l'alimentation des bestiaux. Dans le sud-ouest de la Saskatchewan et le sud de l'Alberta, l'élevage des bovins et des ovins sur les ranchs est une industrie importante.

En Colombie Britannique, l'agriculture montre une plus grande diversité que dans toutes les autres provinces, allant de la culture hautement spécialisée des fruits et légumes jusqu'aux ranchs de l'intérieur. Les cultures fruitières et maraîchères sont les plus importantes dans les vallées de l'Okanagan et du Kootenay. L'industrie laitière et l'aviculture sont des spécialités dans l'île de Vancouver et la vallée du Fraser.

### Capital et production agricoles

La valeur courante du capital immobilisé dans les fermes au Canada en 1937 est estimée \$4,722,583,000 comparativement à \$4,626,161,000 en 1936 et \$4,712,391,000 en 1935. L'augmentation de ce capital des fermes en 1937 est attribuable en plus grande partie à une hausse en valeur des terres. En 1937, l'Ontario avait 29 p.c., de tout le capital des fermes, la Saskatchewan 21 p.c. et le Québec 19 p.c.

La valeur brute de la production agricole comprend la valeur de toutes les récoltes, du cheptel vif et des produits animaux sur les fermes du Canada. En 1937, cette valeur brute est estimée à \$1,051,698,000, une augmentation de \$284,904,000 sur le creux de la dépression en 1932. Le Manitoba et l'Alberta montrent des gains importants dans la valeur brute de la production agricole en 1937.

La sécheresse dans la Saskatchewan et l'est de l'Alberta en 1937 a eu pour résultat la plus petite récolte de blé depuis 1914. Ceci a abaissé le volume global des récoltes de 1937, bien que les grains secondaires aient donné de bons rendements. Le revenu argent des récoltes de céréales de

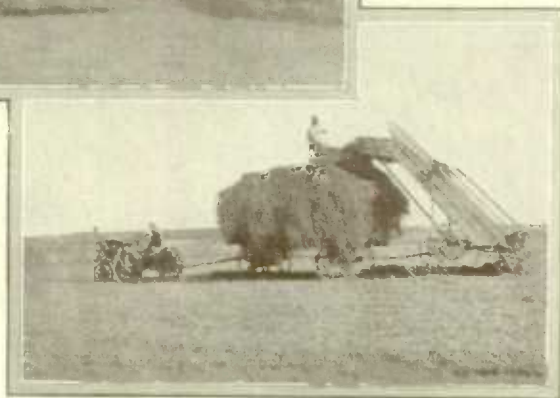
Valeur courante du capital agricole, par province, 1937

Province	Terres et bâtiments	Outillage	Bestiaux	Total
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000
Ile du Prince-Edouard.....	42.920	6.142	8.285	57.347
Nouvelle-Ecosse.....	91.084	7.990	15.453	114.527
Nouveau-Brunswick.....	77.061	10.030	16.363	103.454
Québec.....	684.131	73.489	117.025	874.645
Ontario.....	1,072.847	118.501	200.677	1,392.025
Manitoba.....	238.901	39.967	52.436	331.304
Saskatchewan.....	797.795	125.382	91.579	1,014.756
Alberta.....	517.003	86.284	85.072	688.359
Colombie Britannique.....	113.239	10.669	22.258	146.166
<b>Totaux.....</b>	<b>1937 3,634,981</b>	<b>478,454</b>	<b>609,148</b>	<b>4,722,583</b>
	<b>1936 3,551,474</b>	<b>494,197</b>	<b>577,490</b>	<b>4,626,161</b>
	<b>1935 3,662,234</b>	<b>511,163</b>	<b>538,994</b>	<b>4,712,391</b>



Meules de foin dans l'I. du P.-E.

Une chargeuse de foin en action à Mount Herbert, I. du P.-E.



La fenaison dans l'Est du Canada.—On ignore généralement que le foin est la deuxième plus importante grande culture canadienne. Durant la décade 1928-37, la valeur annuelle moyenne de la récolte de foin au Canada est de \$126,539,000 contre \$212,132,000 pour le blé et \$114,313,000 pour l'avoine.

*Photos du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

1937 a été beaucoup plus bas qu'en 1936. La baisse des prix des grains fourragers a contre-balancé une plus forte production en 1937. Le revenu argent de la vente d'animaux de boucherie et de volailles a été plus grand en 1937 tant à cause des prix plus élevés qu'à un plus fort volume de

ventes. La récolte de fruits a été substantiellement meilleure que les années précédentes et comme ils étaient aussi de qualité supérieure, les prix se sont maintenus en face de plus lourds approvisionnements.

L'Ontario et le Manitoba ont eu une année très favorable en 1937. Les récoltes des Provinces Maritimes et du Québec n'ont pas été aussi bonnes qu'en 1936. L'Alberta a été en une position un peu meilleure qu'en 1937. Exception faite de la Saskatchewan, l'agriculture canadienne a fait des progrès considérables vers un retour à la normale en 1937.

### Valeur brute de la production agricole au Canada, 1933-37

Item	1933	1934	1935	1936	1937
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000
Grandes cultures.....	453,598	549,080	511,873	612,300	553,823
Animaux de ferme.....	89,063	99,438	120,078	130,979	140,989
Laine.....	2,005	1,899	2,232	2,782	2,972
Produits laitiers.....	170,829	183,791	193,487	211,422	228,403
Fruits et légumes.....	34,588	43,424	49,964	43,845	41,900
Volaille et œufs.....	38,060	45,515	50,434	53,244	51,766
Animaux à fourrure.....	4,062	4,534	5,516	6,532	7,642
Produits de l'érable.....	2,059	3,040	3,522	3,714	2,245
Tabac.....	6,533	7,231	10,763	9,420	17,056
Fibre de lin.....	161	250	321	298	332
Graine de trèfle et d'herbe.....	1,362	2,010	1,818	2,096	2,298
Miel et cire.....	2,290	2,625	2,423	2,939	2,272
<b>Totaux.....</b>	<b>801,610</b>	<b>942,837</b>	<b>952,431</b>	<b>1,079,571</b>	<b>1,051,698</b>

### Grandes cultures

**Acréages.**—Au cours du demi-siècle dernier, il y a eu une énorme augmentation dans la superficie tournée en emblavures. L'ouverture des Provinces des Prairies et le stimulant à la production injecté par la Grande Guerre ont été les principaux facteurs d'une augmentation de près de 300 p.c. dans l'étendue mise en grande culture entre 1890 et 1938.

**Blé.**—Le tableau ci-dessous montre la production et le commerce de blé pour les années 1928 à 1938.

### Production, importations et exportations de blé au Canada, 1928-38

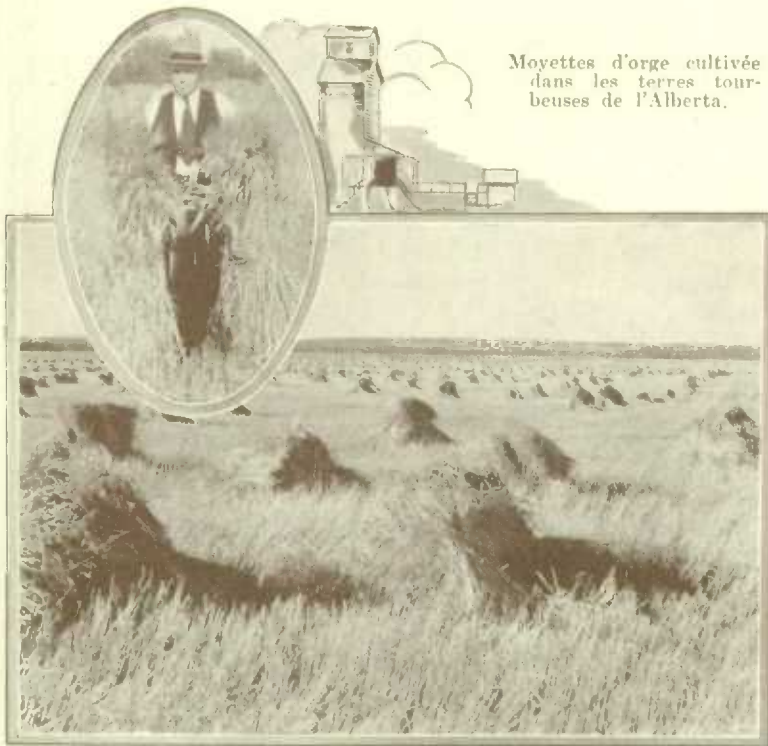
NOTE.—1 La farine de blé est convertie en boisseaux de blé à une moyenne uniforme de 4½ boisseaux par baril de 196 livres de farine.

Année	Production	Importations, blé et farine <sup>1</sup>	Exportations, blé et farine <sup>1</sup>	Année	Production	Importations, blé et farine <sup>1</sup>	Exportations, blé et farine <sup>1</sup>
	000 boiss.	boiss.	boiss.		000 boiss.	boiss.	boiss.
1928.....	566,726	1,345,881	407,564,186	1934.....	275,849	896,674	165,751,305
1929.....	304,520	1,374,726	186,267,210	1935.....	281,935	291,510	254,424,775
1930.....	420,672	244,220	258,637,886	1936.....	219,218	403,396	195,223,653
1931.....	321,325	216,328	207,029,555	1937.....	182,410	6,138,819	92,957,047
1932.....	443,061	173,014	264,304,327	1938.....	346,100 <sup>2</sup>	—	—
1933.....	281,892	413,165	194,779,875				

<sup>1</sup> Les importations et les exportations couvrent les années terminées le 31 juillet 1929 à 1938.  
<sup>2</sup> Sujet à révision.

Avant 1905, la production canadienne de blé n'atteignait pas 100,000,000 de boisseaux. Pendant six ans, elle se maintint régulièrement au-dessus de ce chiffre jusqu'à ce qu'en 1911 elle eût atteint 231,000,000 de boisseaux.

Dans trois seulement des vingt années suivantes la récolte de blé a été inférieure à 200,000,000 de boisseaux, en 1914, 1918 et 1919. La récolte anormalement forte de 1915 (393,000,000 de boisseaux) établit un record pour un nombre d'années, qui ne fut dépassé qu'en 1922 par une récolte de 400,000,000 de boisseaux. De nouveaux records ont été atteints en 1923 (474,000,000 de boisseaux), en 1927 (480,000,000 de boisseaux), et en 1928 (567,000,000 de boisseaux). Excepté en 1930 et 1932, quand la production a dépassé 400,000,000 de boisseaux, les années de 1929 à 1937 ont été affectées par des conditions climatiques défavorables et le rendement a baissé en proportion.



Moyettes d'orge cultivée dans les terres tourbeuses de l'Alberta.

Grandes cultures en Alberta.—Moissonnant une splendide récolte de blé près de Spruce Grove, Alberta.

*Photo du département du Commerce et de l'Industrie, Alberta.*

En 1935, la rouille a causé des dommages sérieux et en 1937 une sécheresse sans précédent a réduit la récolte de blé à 182,400,000 boisseaux, la plus faible depuis 1914. Des pluies plus abondantes dans les Provinces des Prairies en 1938 ont eu pour résultat la meilleure récolte de blé depuis 1932, bien que la rouille et les sauterelles aient fait de grands dommages pendant la saison de 1938.

**Autres grains.**—Ces grains sont l'avoine, l'orge, la graine de lin, le seigle, le sarrasin, les pois, les grains mélangés et le maïs. Les deux premiers ont pris une grande importance dans les grandes cultures du Canada. La production d'avoine au Canada a atteint un volume très



Un champ de pommes de terre à Victoria, Île du Prince-Edouard.

*Photo du Chemin de fer Canadien National.*

considérable, donnant 564,000,000 de boisseaux en 1923. La superficie en avoine s'est étendue de 3,961,356 acres en 1890 à 13,048,500 en 1937, alors que la production a été estimée à 268,442,000 boisseaux. L'orge, avec une

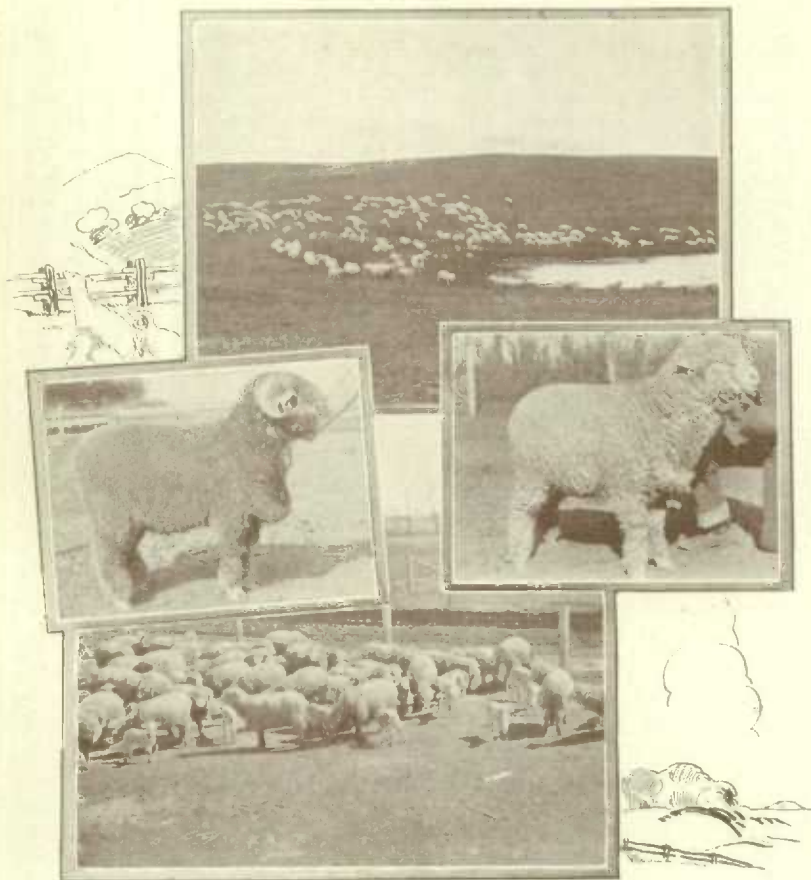
### Grandes cultures du Canada, 1937

Grandes cultures	Etendue	Production totale <sup>1</sup>	Valeur totale	Grandes cultures	Etendue	Production totale <sup>1</sup>	Valeur totale
	acres	boiss.	\$		acres	qtx	\$
Blé .....	25,570,200	182,410,000	182,384,000	Pommes de terre.....	531,200	42,547,000	27,143,000
Avoine.....	13,048,500	268,442,000	114,665,000	Navets, betteraves fourragères, etc.	185,700	36,300,000 tonnes	11,799,000
Orge .....	4,331,400	83,124,000	41,984,000	Foin et trèfle.....	8,650,200	13,030,000	97,309,000
Seigle.....	893,700	5,771,000	4,235,000	Luzerne.....	848,900	2,107,000	16,947,000
Pois.....	84,000	1,199,600	2,012,000	Maïs fourrage.....	447,300	3,927,500	12,087,000
Haricots.....	67,600	1,295,500	1,595,600	Foin de grain.....	1,147,800	1,768,000	11,021,000
Sarrasin.....	395,500	7,745,000	5,494,000	Betteraves à sucre.....	46,500	418,000	2,505,000
Grains mélangés.....	1,128,200	36,129,000	18,296,000				
Graine de lin.....	241,300	697,600	1,053,500				
Maïs à grain.....	165,600	5,415,000	3,303,000				

<sup>1</sup> Les rendements des plus importantes récoltes, d'après les deuxièmes estimations de 1938 publiées le 10 nov. 1938, sont: blé, 348,100,000 boisseaux; avoine, 377,315,000 boisseaux; orge, 102,731,000 boisseaux; grains mélangés, 39,466,000 boisseaux; pommes de terre, 35,774,000 qtx; navets, betteraves fourragères, etc., 37,970,000 qtx; foin et trèfle, 13,959,000 tonnes.



## LE GOUVERNEMENT ET L'ÉLEVAGE DU MOUTON



Avec la réhabilitation des terres dans les régions de sécheresse de l'Ouest canadien, l'élevage du mouton sur ranch doit montrer de l'expansion. Le mouton est particulièrement adaptable aux herbes courtes où le fourrage est plutôt rare et les hivers, dans plusieurs cas, très rigoureux. Toutefois, ce n'est pas toutes les races ou types de mouton qui s'adaptent aux conditions d'environnement qui sont propres aux ranchs et des années d'expérience ont indiqué aux ranchers que leurs moutons doivent avoir une forte concentration de sang Rambouillet s'ils doivent survivre et produire d'une manière satisfaisante dans des conditions adverses.

La race Rambouillet a certaines caractéristiques qui la rendent spécialement désirable sur les ranchs. La première est son instinct grégaire qui permet aux ranchers ou aux bergers de garder facilement des troupeaux de 1.500 à 2.000 brebis. La capacité de survivre et de prospérer sur une pâture plutôt relativement éparse est un autre trait essentiel, et il est intéressant de noter que ces moutons vivent mieux sur l'herbe éparse et courte que sur des champs plus gras et d'herbe plus longue. La vigueur du Rambouillet est un autre trait caractéristique, et les extrémités climatiques de sécheresse, de chaleur et de froid exigent une race vigoureuse. La production de laine des Rambouillet de bonne souche est aussi excellente, spécialement en regard des conditions de pâture et d'environnement sur les ranchs.

Désirant aider à procurer un approvisionnement suffisant de béliers de bonne classe, le ministère de l'Agriculture a établi deux bergeries de Rambouillet au Canada. Les brebis et les béliers ont été importés des Etats-Unis parce que les éleveurs progressifs du Montana et de l'Utah Nord ont, depuis dix à quinze ans, appris à corriger certaines

production de 11,496,000 boisseaux en 1870, donnait une récolte record de 136,391,400 boisseaux en 1928, et de 83,124,000 boisseaux en 1937. La récolte de seigle, qui était de 1,064,358 boisseaux en 1870, avait augmenté à 32,373,400 boisseaux en 1922 et a reculé à 5,771,000 boisseaux en 1937.

Les prix des céréales ont été à un niveau plus élevé que d'ordinaire au cours de la guerre et jusqu'en 1919 pour ensuite fléchir subitement et tomber à très bas niveau en 1923. Il y eut reprise les années suivantes jusqu'à 1930, alors que commencèrent de nouveaux déclin, amenant les prix de plusieurs récoltes au plus bas niveau jamais connu. La valeur des grandes cultures au Canada, qui en 1910 était de \$384,514,000, avait augmenté en 1914 à \$638,580,000. Quand les effets de la guerre commencèrent à se faire sentir, le maximum fut atteint en 1919 avec un total de \$1,537,170,000. Cette valeur a reculé à \$899,266,200 en 1923, mais le relèvement des prix combiné avec d'excellentes récoltes a ramené cette valeur à \$1,173,133,600 en 1927 et \$1,125,003,000 en 1928. Elle est tombée depuis à \$948,981,000 en 1929; \$662,040,000 en 1930; et \$432,199,400 en 1931. A l'exception de 1935, il y a eu un gain graduel jusqu'à la saison de 1936 quand elle a atteint son plus haut niveau depuis 1930. Les chiffres comparatifs des six dernières années sont: 1932, \$452,526,900; 1933, \$453,958,000; 1934, \$549,079,600; 1935, \$511,872,000; 1936, \$612,300,400; et 1937, \$553,823,100. Vu la réduction en volume de plusieurs récoltes, la production de 1937 est évaluée à \$58,000,000 de moins que celle de 1936 pour les mêmes cultures.

**Industrie de la minoterie.**—C'est l'industrie manufacturière la plus importante en connexion avec les produits des champs et elle date du premier établissement des Français en Amérique, en 1605. La minoterie sur une grande échelle commerciale a commencé avec la compétition entre les deux procédés: la meule et le rouleau. Il y a environ 50 ans, le procédé à rouleau a obtenu le monopole virtuel de l'industrie et les petits moulins locaux firent place aux grandes minoteries desservies par les élévateurs à des points centraux. La haute qualité du blé canadien fut bientôt reconnue par tout l'univers et l'énorme commerce d'exportation de blé canadien et ses dérivés s'est développé rapidement. La statistique de la minoterie paraît au chapitre XIII—Manufactures.

déficiences du Rambouillet et ils ont développé un type supérieur tout en retenant toutes les caractéristiques désirables et essentielles du mouton de ranch. L'importation, faite au commencement du printemps de 1933, consiste en 150 brebis fécondées le même printemps, 250 jeunes brebis de l'année et 12 béliers. Ces moutons ont été distribués également en deux troupeaux, l'un à la Station Expérimentale de Lethbridge et l'autre à l'Université de Saskatchewan, Saskatoon. Les 150 brebis fécondées ont eu un agnelage satisfaisant, et environ 50 à 60 béliers devraient être disponibles pour la vente l'automne de 1939. Le but de ces troupeaux est de fournir des mâles de haute classe aux ranchers qui désirent améliorer leurs troupeaux. Quand les plans d'élevage commenceront à se mieux dessiner, environ 150 béliers de haute classe seront disponibles pour la vente chaque année et, dans relativement peu d'années, ceci devrait avoir un effet prononcé en améliorant les moutons de ranch dans les Provinces des Prairies.

En lisant de haut en bas: Scène typique d'un ranch de moutons dans le sud de l'Alberta. (2) Un bélier Rambouillet du type choisi pour usage avec les brebis importées. (3) Une brebis Rambouillet du type choisi pour les troupeaux de Lethbridge et Saskatoon. (4) Quelques-unes des brebis Rambouillet importées et leurs agneaux, avril 1938.

*Photo de la Ferme Centrale Expérimentale,  
ministère de l'Agriculture.*

## Bétail

L'élevage occupe une place importante dans l'agriculture de toutes les provinces du Dominion. L'industrie bovine est la branche la plus importante de cette activité, tant pour les troupeaux laitiers que pour les animaux de boucherie. Cette dernière spécialité est encore suivie dans les Provinces des Prairies où subsiste encore le mode des ranchs, tandis que dans les provinces d'Ontario et de Québec on fait plutôt le finissage des bœufs pour le marché, grâce à l'abondance de fourrage et de provende. Le nombre de bovins a successivement monté de 7,973,000 en 1931 à 8,951,900 en 1934, mais a décliné à 8,511,000 en 1938. L'Ontario est la principale province de l'élevage porcin, mais l'abondance des disponibilités d'orge dans la zone des parcs de l'Alberta et de la Saskatchewan a provoqué un rapide développement de cette spécialité dans ces régions. Le nombre de porcs a fluctué brusquement en sympathie avec les prix. D'un total de 4,699,800 en 1931 il a baissé à 3,549,200 en 1935, a avancé de nouveau à 4,138,600 en 1936 et a décliné à 3,486,900 en 1938. Le nombre de moutons est resté assez stable au cours des quelques dernières années et en 1938 il est estimé à 3,415,000. Le nombre de volailles sur les fermes a décliné de 65,152,600 en 1931 à 57,237,000 en 1938. L'élevage des chevaux occupe encore une place éminente dans l'industrie animale. Le nombre de chevaux sur les fermes a décliné rapidement après la guerre, mais en ces dernières années la diminution a été très peu prononcée. En 1938, il y avait 2,821,000 chevaux sur les fermes, faible diminution comparativement à l'année précédente.

**Abattoirs et salaisons.**—C'est le développement manufacturier le plus important en connexion avec l'industrie animale. Les statistiques des abattoirs et salaisons paraissent au chapitre XIII.

**Exportations.**—En 1937, les exportations de bêtes à cornes sur pied montraient une augmentation sur 1936. Le mouvement vers le Royaume-Uni a décliné brusquement de 38,495 têtes valant \$2,897,452 à 9,610 têtes valant \$853,347. En même temps, les Etats-Unis augmentaient leurs importations de bovins canadiens de 232,500 têtes valant \$3,606,149 en 1936 à 296,155 têtes valant \$13,553,064 en 1937. Les chiffres comparatifs des deux années sont 276,043 têtes valant \$11,686,683 en 1936 comparativement à 310,332 têtes valant \$14,958,800 en 1937.

Les exportations de bacon et jambon en 1937 montrent une augmentation de près de 25 p.c., sur 1936, les chiffres comparatifs des deux années étant 1,956,169 cwt contre 1,580,496 cwt. Les valeurs respectives des expéditions sont de \$33,405,935 et \$25,957,012. Le Royaume-Uni prend la plus grande partie de ces exportations, les chiffres des deux années étant 1,920,587 cwt valant \$32,467,161 en 1937 et 1,547,688 cwt valant \$25,138,490 en 1936. En 1937, les exportations de bœuf frais montrent une augmentation en volume de près de 40 p.c., sur l'année précédente. La quantité totale expédiée en 1937 est de 161,205 cwt comparativement à 114,508 cwt en 1936. Les valeurs respectives de ces expéditions sont de \$1,225,931 et \$759,580.

Les exportations totales de bétail sur pied et de produits animaux montrent une augmentation progressive au cours des quelques dernières années. En 1937, la valeur de ces exportations est de \$144,532,334 tandis qu'en 1936 elle était de \$124,694,815. En 1937, les exportations au Royaume-Uni se chiffraient à \$79,734,849 et celles aux Etats-Unis, à \$48,778,884.

### Cultures spéciales

L'agriculture canadienne est caractérisée par un nombre considérable de cultures spéciales dans des localités qui leur sont particulièrement propices. Parmi les plus importantes sont le tabac, la betterave sucrière, le seigle et le sirop d'érable et les jardins maraîchers.

La production commerciale de tabac est importante dans l'Ontario et le Québec, la Colombie Britannique n'y consacrant que quelques centaines d'acres. Des récoltes sans précédent en 1937 et 1938 ont augmenté la production de 46,100,000 livres sur 55,000 acres en 1936 à 72,100,000 livres sur 69,000 acres en 1937 et 95,800,000 livres sur 83,400 acres en 1938. L'Ontario produit surtout du tabac jaune dont le volume a passé de 6,200,000 livres en 1927 à 71,700,000 livres en 1938. La production de burley et autres types de tabac noir a relativement diminué au cours de la même période.



La culture des bulbes de tulipe à Salmon Arm, C.B.

*Photo du département de l'Agriculture,  
Colombie Britannique*

Le Québec est à la tête de toutes les provinces pour les produits de l'érable. La production de 1938, la plus élevée depuis 1929, a donné 3,300,700 gallons, en termes de sirop, et la valeur du sucre et du sirop produits dans tout le Canada est de \$3,849,000 comparativement à \$2,245,000 en 1937.

La production de betteraves sucrières se limite au sud-ouest de l'Ontario et au voisinage de Raymond, dans l'Alberta, bien qu'il y ait quelques champs de betteraves ailleurs dans le Québec et le Manitoba. En 1937, la dernière année dont les statistiques manufacturières sont connues, la production du sucre raffiné de betterave s'élève à 120,440,235 livres valant \$5,230,971, comparativement à 156,066,242 valant \$6,103,264 en 1936.

La culture maraîchère est une occupation importante dans plusieurs parties du Canada, principalement dans les régions suburbaines. Les fermes maraîchères situées dans des régions spécialisées favorables fournissent les matières premières à l'industrie des conserveries et approvisionnent aussi de légumes frais toute la population urbaine. Les autres cultures spéciales de moindre importance sont la graine de trèfle et d'herbe, le houblon, le lin et le chanvre pour la fibre.

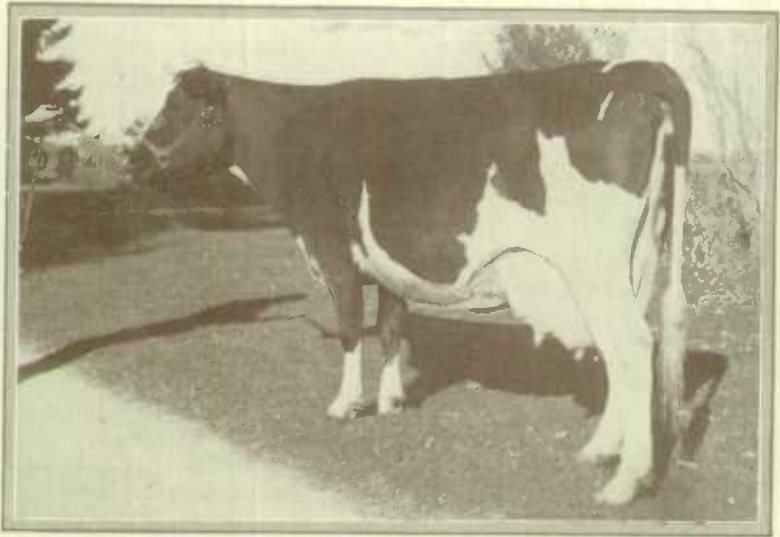
L'aviculture spécialisée a augmenté en popularité les derniers dix ans, particulièrement dans l'Ontario et la Colombie Britannique où il y a eu une grande expansion des basses-cours. Les effets de l'élevage sélectif se reflètent dans une meilleure qualité des œufs et de la volaille de table. La classification des produits pour le marché reçoit aussi plus d'attention.

Il y a des ruchers dans toutes les provinces du Dominion, mais principalement en Ontario, Manitoba et Québec. En 1937, la production canadienne de miel est de 21,733,250 livres comparativement à 28,233,800 en 1936. La récolte de miel et de cire de 1937 est évaluée à \$2,272,170.

### Industrie laitière

La laiterie est depuis longtemps considérée comme une industrie canadienne importante et en ces dernières années sa rapide expansion lui a acquis une position éminente dans les entreprises agricoles à revenus immédiats. Dès les premiers jours de la colonie, le beurre et le fromage étaient fabriqués sur la ferme par les colons eux-mêmes, qui troquaient les quantités qu'ils ne pouvaient consommer contre des vêtements, des épiceries et d'autres articles dans les villes et les villages voisins. A mesure que le pays se développait, la production de ces laitages s'est spécialisée, ce qui a donné naissance aux fromageries et crémeries. Actuellement il y a 1,312 crémeries, 1,023 fromageries et 264 établissements fabriquant à la fois le beurre et le fromage au Canada. La production de ces établissements en 1937 a donné 246,387,300 livres de beurre et 128,444,300 livres de fromage, valant \$63,217,300 et \$17,845,300 respectivement. Grâce à une hausse des prix, la production de fromage en 1937 a augmenté de 8 p.c. sur celle de 1936, tandis que celle de beurre déclinait de 1 p.c. En 1900, la production de fromage s'élevait à près de 221,000,000 livres comparativement à 36,000,000 de beurre de crémérie. Bien que la production de fromage eût dépassé celle de beurre de crémérie

en deux autres décades, il y a eu un déplacement graduel mais continu du fromage au beurre, et en 1922 la production de beurre de crèmerie était égale à celle de fromage pour la première fois. Elle est restée en tête jusqu'en 1925 alors que l'industrie fromagère a de nouveau repris la première place, mais ce succès n'a été que temporaire, car en 1926 la production de beurre était de nouveau en faveur, et de 1925 jusqu'en 1934 la production de fromage de fabrique a tombé de 177.000.000 à 99.000.000 de livres, tandis que le beurre a augmenté de 169.000.000 à 235.000.000 de livres. L'industrie fromagère a repris une partie du terrain perdu en 1928 et de nouveau en 1932, mais autrement le déclin a été continu pendant quatorze ans, ne contestant plus la victoire à son compétiteur. La production de beurre de ferme a augmenté approximativement de 18.000.000 de livres les derniers dix ans et en 1937 elle se chiffre à 113.000.000 de livres, soit 31.5 p.c. de toute la production de beurre. D'un autre côté, la production de fromage de ferme représente seulement 1 p.c. de la production fromagère.



Regasborne Alice Alcartra (302.376), record mondial de Holstein, élevée sur la ferme d'Osborne Sager, dans le comté de Wentworth, Ontario, établit, en novembre 1938, des records mondiaux pour la production du lait et du gras de beurre dans les divisions de 365 à 305 jours, à deux traites par jour. Son record en lait, de 22.227 livres, dépasse celui de Supreme Ruby Echo, la championne canadienne, qui était de 19.005 livres et la championne des Etats-Unis, Josika Ormsby Korndyke Lass, avec 18.463 livres. Commencant à l'âge de 3 ans et 253 jours, son record a été de: 365 jours—lait 25.460 livres; gras de beurre, 916 livres; épreuve moyenne, 3.60 p.c. 305 jours,—lait, 22,227 livres; gras de beurre, 816 livres; épreuve moyenne, 3.67 p.c.

*Photo de la Holstein-Friesian Association of Canada,  
Brantford, Ont.*

Le lait concentré (inclus sous " Divers autres produits des fabriques " dans les tableaux qui suivent) est une autre branche de l'industrie laitière qui s'est développée au détriment de la production fromagère. Au cours de la période 1932 à 1937, les produits de lait entier ont augmenté de 66.6 p.c., tandis que les sous-produits ont augmenté de 46.5 p.c. En 1937, 21.8 p.c. de la production globale de près de 138,000,000 de livres a été expédié aux marchés britanniques et de l'Empire. Un autre produit important de cette industrie est celui de la crème glacée. Au cours des cinq dernières années, la production du Dominion a augmenté de plus de 3,500,000 gallons.

Avec l'expansion des centres urbains, la consommation de lait fluide augmente continuellement, fait qui a une connexion significative avec la baisse de l'industrie fromagère. Bien que la laiterie souffre des bas prix entre 1930 et 1932, la réduction en valeur n'est pas aussi grande que celle des autres produits de la ferme. En 1930, les produits laitiers représentaient 19 p.c. de tout le revenu de la ferme et le blé, 14 p.c. Même avec de meilleurs prix pour le blé les années suivantes, la valeur des produits laitiers en 1937 dépassait de plus de \$46,000,000 celle du blé.

La consommation de fromage au Canada n'atteint pas 3½ livres par tête, mais la consommation de beurre est de près de 32½ livres. Ceci aide à expliquer pourquoi le gros de notre fromage cheddar rest écoulé sur les marchés d'outre-mer tandis que notre beurre est en plus grande partie consommé au pays. Quand le fromage est fabriqué en grande quantité, les exportations sont proportionnellement élevées, mais comme la production a décliné l'exportation a aussi reculé. En 1937, il a été exporté 88,955,300 livres de fromage, le plus fort volume depuis 1932. Au cours des neuf premiers mois de 1938, 48,713,600 livres seulement ont été exportées, diminution de 12.7 p.c., comparativement à la même période de 1937. Les exportations de cheddar canadien en 1937 représentent 24.6 p.c. de tout le fromage entrant sur le marché britannique.

**Production laitière au Canada, par province, 1937**

Province	Beurre		Fromage		Divers produits de fabrication	Lait autrement utilisé	Tous produits exprimés en lait
	De fabrique	De ferme	De fabrique	De ferme			
	lb	lb	lb	lb			
Pe du P.-E.....	2,114,700	1,732,000	456,000	300	628	56,664	152,454
N.-E.....	5,874,100	6,455,000	-	20,000	17,440	179,447	485,743
N.-B.....	3,623,800	6,260,000	597,200	5,000	4,284	176,707	419,095
Qué.....	74,083,500	14,494,000	29,785,200	256,000	25,102	2,108,932	4,544,095
Ont.....	81,227,400	31,365,000	95,255,800	132,000	287,160	2,812,454	6,770,145
Man.....	24,343,500	10,200,000	2,923,900	168,000	8,731	318,839	1,170,865
Sask.....	23,571,900	24,200,000	343,400	254,000	5,965	472,023	1,603,619
Alta.....	26,323,600	15,600,000	1,838,600	321,000	8,815	473,970	1,488,401
C.B.....	5,224,800	2,778,000	244,200	76,000	60,120	303,154	554,201
<b>Totaux, 1937</b>	<b>216,387,300</b>	<b>113,084,000</b>	<b>128,444,300</b>	<b>1,232,300</b>	<b>418,230</b>	<b>6,902,790</b>	<b>17,188,618</b>
<b>1936</b>	<b>250,931,777</b>	<b>114,026,000</b>	<b>119,123,483</b>	<b>1,229,300</b>	<b>316,772</b>	<b>6,790,025</b>	<b>16,998,416</b>

## Valeur des produits laitiers au Canada par province, 1937

Province	Beurre		Fromage		Divers produits de fabrication	Lait autrement utilisé	Tous produits <sup>1</sup>
	De fabrique	De ferme	De fabrique	De ferme			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ple du P.-E.....	568,400	398,000	64,700	27	52,000	604,000	1,825,127
N.-E.....	1,633,000	1,743,000	-	2,000	842,600	2,475,000	7,194,600
N.-B.....	951,300	1,627,000	86,600	1,000	344,700	2,095,000	5,505,600
Qué.....	19,261,700	3,189,000	4,110,400	36,000	2,637,000	26,595,000	58,019,100
Ont.....	21,444,000	6,900,000	12,823,600	17,000	14,650,000	41,014,000	99,631,600
Man.....	5,842,400	1,989,000	394,700	22,000	802,500	3,180,000	13,362,600
Sask.....	5,657,300	4,356,000	50,500	35,000	494,900	4,507,000	16,281,700
Alta.....	6,344,000	2,964,000	272,100	42,000	197,900	5,666,000	17,117,000
C.B.....	1,515,200	556,000	42,700	19,000	2,546,900	4,426,000	9,465,800
<b>Totaux, 1937</b>	<b>63,217,300</b>	<b>23,722,000</b>	<b>17,845,300</b>	<b>174,027</b>	<b>23,068,500</b>	<b>90,562,000</b>	<b>228,463,127</b>
<b>1936</b>	<b>57,662,160</b>	<b>20,296,000</b>	<b>15,565,813</b>	<b>162,028</b>	<b>18,070,763</b>	<b>89,431,000</b>	<b>211,421,764</b>

<sup>1</sup> Y compris la valeur du lait écrémé et du lait de beurre.

Pendant quelques années après la guerre les exportations de beurre ont été relativement fortes, s'élevant en 1925 à 24,000,000 de livres; mais, avec le développement du marché domestique, les exportations de beurre ont décliné et ont même été maintes fois réduites à des quantités insignifiantes. Aidées par le fonds d'égalisation du gouvernement qui protégeait les expéditeurs contre des pertes financières, les exportations de 1935 se sont élevées à 7,700,000 livres, dont la plus grande partie a été expédiée en octobre de cette année. En 1936, les exportations étaient seulement de 5,000,000 de livres, expédiées principalement entre juillet et novembre. En 1937, 4,096,600 livres ont été expédiées, le mouvement principal commençant à la fin de septembre. Des 2,092,800 livres exportées les premiers neuf mois de 1938, 1,571,200 livres ont été expédiées en septembre.

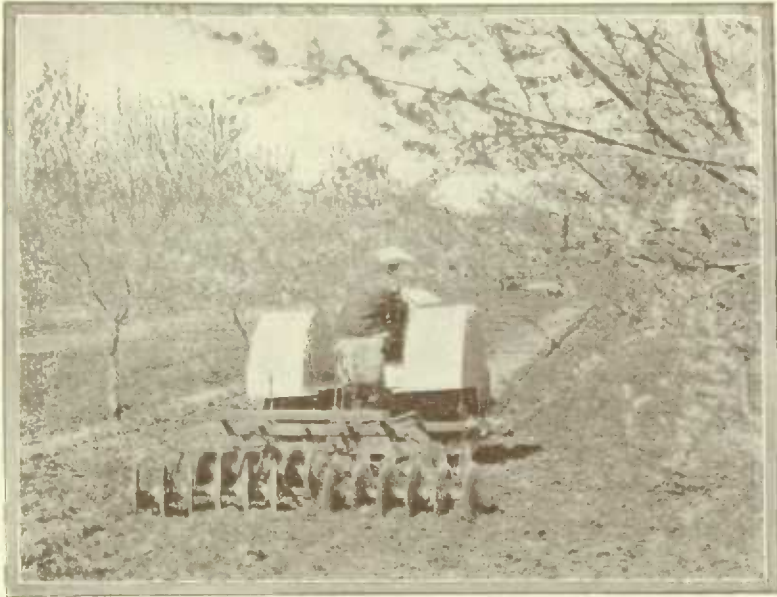
## Fructiculture

Certaines sections du Canada, vu leurs conditions favorables de sol et de climat, se prêtent particulièrement bien à la fructiculture. La vallée de l'Annapolis, en Nouvelle-Ecosse, la péninsule du Niagara, en Ontario, et la vallée de l'Okanagan, en Colombie Britannique, sont des centres fruitiers de réputation mondiale. Les expéditions expérimentales de pommes de la Nouvelle-Ecosse furent faites pour la première fois en 1861, mais ce n'est que 20 ans plus tard que ce commerce devint profitable. Jusqu'en 1890 la production annuelle de pommes en Nouvelle-Ecosse dépassait rarement 100,000 barils, mais après cette date il y eut une augmentation prononcée en acreage et la production atteignit 1,000,000 de barils en 1909 et 1,900,000 barils en 1911. La récolte de 1933 a créé un record de 2,438,000 barils. Le gros des pommes de la Nouvelle-Ecosse est expédié au Royaume-Uni.

En Ontario, où la production commerciale de toutes les variétés de fruits a atteint son plus haut développement, la pomiculture a débuté vers le milieu du dix-huitième siècle, mais les vergers commerciaux ne se sont développés que depuis les derniers soixante ou soixante-dix ans, à la suite des améliorations dans les transports. Outre les pommes, prati-



quement tous les autres fruits de la zone tempérée sont cultivés dans l'Ontario, mais les fraises, les pêches et les raisins en sont les plus importants au point de vue revenu. Une partie des fruits de l'Ontario est expédiée aux marchés britanniques et aux ports de l'Europe continentale, mais la plus grande partie est écoulee dans la province même et le reste du Canada.



Le disage d'un verger à Beausville, Ont.

*Photo de la International Harvester Company of Canada Limited.*

En Colombie Britannique, la fructiculture commerciale est comparativement récente, mais son développement a été particulièrement rapide depuis 1910. Une cime a été atteinte en 1937 avec une récolte de 5,798,300 caisses de pommes. Les autres gros fruits tels que les poires, les prunes et pruneaux, les cerises, les pêches et abricots y sont aussi cultivés sur une grande échelle. Les Provinces des Prairies et le Canada oriental absorbent une grande partie de cette production et de grandes quantités de pommes sont aussi expédiées aux marchés britanniques et étrangers.

Au Nouveau-Brunswick et au Québec la fructiculture, toujours grandissante, a atteint une certaine importance. Les pommes et les fraises sont les principales récoltes.

En 1937, la valeur globale de la production fruitière du Canada est de \$17,481,200, comprenant: pommes, \$10,645,000; poires \$538,900; prunes et pruneaux, 278,100; pêches, \$960,400; cerises, \$533,700; fraises, \$2,226,100; framboises, \$959,600; mûres de Logan, \$119,300; et raisins, \$1,085,900. La saison de 1938 a été favorable à la fructiculture en général; excepté les raisins et les fraises, tous les fruits ont donné de meilleures récoltes qu'en 1937.

## Écoulement des produits agricoles

**Le commerce du grain canadien.**—Les avantages naturels dont jouissent les Provinces des Prairies pour la production des céréales de haute qualité sont en quelque sorte contre-balancés par les longues distances qu'il faut couvrir pour amener ces produits jusqu'à un port maritime. Pour surmonter cet obstacle, il a fallu créer, au cours du dernier demi-siècle, un système élaboré mais économique pour la manutention, l'entreposage et le transport des grains. Dans ce système sont comprises des facilités extensives d'inspection et de classement qui assurent un haut degré d'uniformité dans la qualité des différentes classifications et perpétuent ainsi la réputation qu'ont acquise les grains canadiens.

Contrairement aux moyens de manutention de la plupart des autres pays, le blé canadien est manutentionné en vrac plutôt qu'en sac et il est vendu à l'étranger par classes pour l'exportation plutôt que sur échantillon. La manutention en vrac a été facilitée par un système d'élevateurs régionaux et terminaux qui a grandi avec la production de blé. En 1900-01, il y avait déjà en opération 518 élevateurs régionaux d'une capacité globale de 12,759,352 boisseaux. En 1937-38, on en comptait 5,695, d'une capacité de 189,251,300 boisseaux; mais quelques-uns de ces élevateurs n'ont pas été en opération au cours des récentes années de faible récolte.

De ces élevateurs régionaux le grain est transporté à l'intérieur jusqu'à un des nombreux centres d'inspection, tels que Winnipeg, Calgary ou Edmonton, puis aux élevateurs terminaux de Fort William-Port Arthur, ou à la côte du Pacifique. Le nombre d'élevateurs patentés à la tête des lacs a grandi de 5 en 1900-01, d'une capacité de 5,570,000 boisseaux, à 32 d'une capacité de 92,897,210 boisseaux en 1937-38. Sur la côte du Pacifique, il y a des élevateurs à Vancouver, Victoria, New-Westminster et Prince-Rupert. Leur capacité globale est de 22,109,110 boisseaux. Un nouveau débouché par le nord a été ouvert par Churchill, avec l'érection en 1931 d'un élévateur terminal d'une capacité de 2,500,000 boisseaux. Le mouvement du grain par la tête des lacs a toujours été le plus lourd. Les arrivages globaux de blé, avoine, orge, seigle et graine de lin à Fort William-Port Arthur en 1937-38 sont de 111,443,148 boisseaux, comparativement à 11,492,255 boisseaux aux élevateurs du Pacifique.

De la tête des lacs, le grain est expédié par eau aux élevateurs de l'Est, au bas des lacs et le long du Saint-Laurent. Les élevateurs du bas des lacs fournissent le grain pour la consommation du Canada oriental et pour réexpédition par les ports du Saint-Laurent. Le grain se déplace aussi de la tête des lacs aux ports des États-Unis, pour consommation aux États-Unis, pour minoterie en régie, ou pour expédition par canal ou par rail aux ports de l'Atlantique. Les mois d'hiver, de petites quantités de grain sont transportées par rail de la baie Georgienne et des élevateurs des lacs inférieurs aux ports de Saint John, West Saint John, N.-B., et Halifax, N.-E., qui sont ouverts à la navigation toute l'année. En ces deux dernières années, quelques petits océaniques ont remonté jusqu'à la tête des lacs pour y prendre des cargaisons de blé destinées à d'autres continents.

Les expéditions de blé canadien en 1937-38 des ports canadiens et des ports américains s'élèvent à 77,137,674 boisseaux. Les Etats-Unis en 1937-38 ont importé, pour consommation et mouture en régie, 2,204,546 boisseaux. Le mouvement global d'exportation du blé canadien en 1937-38 se chiffre à 92,957,047 boisseaux, y compris la farine de blé, exprimée en blé. Les exportations d'avoine et de produits de l'avoine en 1937-38 se chiffrent à 8,571,773 boisseaux. Les exportations d'orge donnent 14,744,288 boisseaux et les exportations de seigle, 648,302 boisseaux. Les exportations de graine de lin s'élèvent à 16,142 boisseaux, tandis que d'un autre côté le Canada a importé 1,116,374 boisseaux de graine de lin.

**Écoulement des bestiaux.**—L'écoulement du bétail canadien comporte la vente, le transport et l'emmagasinage des bestiaux et des viandes préparées. Pour faciliter le rassemblement et la vente du bétail sur pied, onze parcs à bestiaux publics sont en opération. Outre la vente par ces débouchés, le producteur peut aussi vendre directement aux abattoirs et bouchers locaux.

Les arrivages de bêtes à cornes en 1937 s'élèvent à 1,381,103 têtes, dont 1,002,859 têtes ont été vendues par l'intermédiaire des parcs à bestiaux; 272,575 têtes directement aux salaisons; et 105,669 têtes directement pour l'exportation. En 1936, le marché avait absorbé 1,282,552 bovins. Les plus grands parcs sont à Toronto et à Winnipeg et plus de 70 p.c. de toutes les bêtes à cornes mises sur le marché en 1937 ont été expédiées de ces deux points. Le transport des bêtes à cornes aux abattoirs et parcs par camion est devenu d'une grande importance. En 1937, plus de 31 p.c. des bêtes à cornes et plus de 43 p.c. des veaux sont arrivés aux parcs par ce moyen; les arrivages de veaux se chiffrent à 859,259 têtes, comparativement à 680,062 en 1936.

Les arrivages de porcs en 1937 se chiffrent à 3,926,310 têtes comparativement à 3,796,952 têtes en 1936. Il en est passé 1,125,668 dans les parcs publics. Il est intéressant de noter que dans les marchés du porc canadien, la tendance passe à la classification en carcasse. Les classifications de 1937 ont porté sur 1,002,541 carcasses comparativement à 447,493 en 1936.

Les arrivages de moutons et agneaux en 1937 s'élèvent à 798,498 en 1937 et à 812,175 têtes en 1936. La moitié des moutons et agneaux sont vendus par l'intermédiaire des parcs à bestiaux.

La plus grande partie des chevaux mis sur le marché sont transférés d'une ferme à l'autre et par conséquent ne paraissent pas dans les opérations des parcs à bestiaux. En ces dernières années, il y a eu une augmentation très considérable du nombre de chevaux de l'Ouest expédiés à l'Est par les parcs à bestiaux de St-Boniface, Manitoba.

**Écoulement des produits laitiers.**—Seulement 6.5 p.c. de toute la production domestique de produits laitiers sont écoulés à l'étranger. Toutefois, dans le cas du fromage, les exportations prennent plus de la moitié. Des quantités comparativement faibles de beurre et de lait condensé sont exportées de sorte que, le fromage excepté, l'écoulement des produits laitiers est en plus grande partie de caractère domestique.

Le lait et la crème fluides pour la consommation ménagère sont vendus par les producteurs à des distributeurs qui les traitent et les vendent au détail, généralement directement aux consommateurs. Dans le cas de certains produits comme la crème glacée, les distributeurs vendent aux détaillants. Dans les grands centres urbains, les distributeurs possèdent généralement leur propre établissement qui traite le lait et la crème, fabrique le beurre et les produits concentrés du lait. Les beurrieres des petits centres urbains se limitent le plus souvent à un seul produit. La crème pour la fabrication du beurre est vendue sur une base de gras de beurre.

Les cultivateurs vendent leur lait pour le fromage à de petits établissements dans les régions agricoles. Le fromage cheddar est vendu en Ontario à des enchères locales appelées Cheese Boards, par l'intermédiaire desquelles se font toutes les ventes primaires.

Tout le beurre de crèmerie et le fromage de fabrique exportés du Canada doivent être inspectés et classifiés par des officiers du ministère de l'Agriculture et des inspecteurs sont maintenus dans tous les principaux centres. Depuis quelques années le système de classification du beurre de crèmerie pour la consommation domestique a été introduit dans toutes les provinces, excepté deux.

**Ecoulement des fruits et légumes.**—*Fruits.*—Les pommes, qui sont la récolte fruitière la plus abondante au Canada, se cultivent principalement en Nouvelle-Ecosse, Ontario et Colombie Britannique, et sur une moindre échelle au Nouveau-Brunswick et au Québec. Bien que les marchés domestiques absorbent une grande quantité de ce fruit, la moyenne des exportations pour les années 1933-37 est de 49.3 p.c. de la récolte. Des 2,242,000 barils exportés au cours de la saison 1937-38, 2,064,000 barils sont allés au Royaume-Uni et 127,556 à l'Allemagne.

En plus de fortes exportations, les provinces productrices vendent des quantités considérables de pommes au Canada. Les fortes populations consommatrices du Québec et de l'Ontario absorbent une grande partie des récoltes de ces provinces par vente directe des fermiers sur le marché public ou aux marchands. Dans le cas de la Colombie Britannique, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, il est nécessaire cependant de trouver des débouchés dans les autres provinces. Pour cette raison, une bonne partie de la récolte est vendue par l'agence de coopératives ou d'expéditeurs individuels. Au cours de la saison 1937-38, la Nouvelle-Ecosse a expédié 535 wagons; le Nouveau-Brunswick, 25; l'Ontario, 165; et la Colombie Britannique, 804, aux centres consommateurs en dehors de la province productrice.

Bien que les poires, les pêches, les prunes, les cerises et les raisins soient cultivés en volumes substantiels en Colombie Britannique, le gros de cette production vient de l'Ontario. De fortes quantités de ces fruits sont expédiés aux autres provinces, mais un volume considérable est vendu sur la ferme même, aux négociants et aux marchands ambulants des centres commerciaux voisins ou aux établissements qui les transforment. Le gros de la récolte de la Colombie Britannique est vendu dans les Provinces des Prairies.

*Légumes.*—Les pommes de terre, les navets et les oignons sont d'importants légumes dans le commerce interprovincial aussi bien que d'exportation. Au cours de l'année fiscale 1937-38, 865,614 boisseaux de pommes de terre, 96,797 boisseaux d'oignons et 2,469,358 boisseaux de navets ont été expédiés en dehors du pays. L'Île du Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick sont les plus actives provinces dans l'exportation des pommes de terre. Elles approvisionnent aussi le Québec et l'Ontario. L'Ontario et l'Île du Prince-Edouard sont les principaux exportateurs de navets; la Colombie Britannique montre les plus grandes exportations d'oignons.

Les autres légumes, tels que les choux, les choux-fleurs, les carottes, les betteraves, les fèves, les épinards, les asperges et les pois sont cultivés généralement dans le voisinage des villes. Le gros de cette production est écoulé par le fermier soit sur les marchés de ville, soit par les négociants ambulants qui vont s'approvisionner sur les fermes. Il y a certaines régions spécialisées de l'Ontario et de la Colombie Britannique où ces légumes sont cultivés sur une grande échelle. Les producteurs de ces sections écoulent leurs récoltes par lots de wagon et font leurs ventes par l'intermédiaire des négociants des grandes villes.

**Écoulement du tabac.**—Dans l'Ontario, l'écoulement du tabac jaune est réglé par la *Flue Cured Tobacco Marketing Association* de l'Ontario qui a son siège à Simcoe. L'écoulement de la récolte de tabac burley est entre les mains de la *Barley Marketing Association* d'Ontario. Ces deux organisations ont introduit un degré marqué de stabilité dans le marché du tabac canadien en ces dernières années.

Le besoin de réglementation du tabac jaune a surgi de l'excessive-ment rapide expansion en production. La *Flue Cured Tobacco Marketing Association* a été formée en 1937. Cette organisation a un contrôle qui lui est accordé par la coopération volontaire des planteurs qui se soumettent à ses allocations de superficie fixées annuellement par des comités permanents de planteurs. Un des principaux objets de l'*Association*, soit le maintien d'un prix minimum pour les planteurs, est obtenu par un comité d'estimation qui consiste de six membres de l'*Association*, trois représentant les planteurs et trois représentant les compagnies de tabac. Aussitôt que le prix a été fixé approximativement pour toute la récolte, les prix des différentes classifications sont automatiquement établis au moyen d'une échelle marquant les valeurs des différentes classes. Le prix estimatif pour une récolte individuelle n'est pas une garantie que toute la récolte sera vendue à ce prix; il sert simplement de guide pour éclairer le planteur sur le prix qu'il devrait accepter. Les planteurs sont libres de profiter de toute occasion que pourrait leur offrir une offre compétitive.

L'écoulement de la récolte commerciale de tabac du Québec est en grande partie entre les mains de sociétés coopératives qui sont sur la base usuelle des pools. Les membres sont obligés de vendre leur tabac par l'intermédiaire de l'*Association* qui achète aussi du tabac de ceux qui ne sont pas membres. Les plus fortes de ces coopératives sont la Société Coopérative de Tabac de la Yamaska et la Société Coopérative Agricole de Tabac de l'arnham, dans le district du sud. Il se fait un

certain commerce de tabac non ouvré soit directement de fermier à fermier ou par l'intermédiaire de petits négociants. Ce commerce ne tombe pas sous les droits d'accise et il forme un débouché local pour le tabac à pipe.

Le marché domestique de tabac jaune en feuille a fait preuve de beaucoup d'expansion depuis quelques années. Environ 85 p.c. de la feuille brute entrant dans la consommation domestique en 1937 était de production locale comparativement à seulement 54 p.c. en 1930. Ce plus grand usage de la feuille domestique a coïncidé avec une baisse dans les importations de tabac étranger en feuille de 17,400,000 livres en 1930 à moins de 3,000,000 en 1937.

Les exportations en quantité commerciale ont commencé en 1920 pour atteindre une cime de 13,900,000 livres en 1933 et elles ont donné 10,000,000 de livres en 1936 et en 1937. Le Royaume-Uni, qui a toujours été le principal acheteur, prend environ 90 p.c. de toutes nos exportations de tabac en feuille, qui sont en plus grande partie du tabac jaune.

**Les coopératives de ventes.**—En 1937, il y avait 1,024 associations engagées dans l'écoulement des produits de la ferme et l'achat de fournitures pour les fermes, d'après la division de l'Economie Agricole du ministère fédéral de l'Agriculture. Ces associations avaient environ 4,000 places d'affaires, 451,000 patrons et un actif global de \$88,000,000. Les réserves et surplus se chiffraient à \$42,000,000 et le chiffre d'affaires, à \$178,000,000. Outre ces organisations, il y a un grand nombre d'assurances mutuelles de fermiers, caisses populaires, salles communes et autres entreprises. Les coopératives d'assurance portent des risques se montant à environ \$1,000,000,000.

### **Le gouvernement fédéral et l'agriculture**

Presque tous les départements du gouvernement fédéral ont un contact quelconque avec l'agriculture. Ainsi, le département des Finances a pris contact avec les fermiers comme résultat de son administration de la loi des prêts agricoles, adoptée en 1927.

**Le Prêt Agricole.**—En 1929, le Prêt Agricole a commencé à faire des prêts à long terme aux fermiers et en 1935 il prêtait dans toutes les provinces, excepté le Québec qui avait établi son propre plan de crédit agricole et qui a commencé ses opérations en mars 1937. Ses opérations ont montré beaucoup d'expansion en ces dernières années. Alors qu'en 1930, la première année de ses opérations, les prêts approuvés s'élevaient à \$3,981,050, entre 1933 et 1935 ils sont tombés à moins de \$1,000,000 et en 1934 ils n'étaient que de \$491,000; les années 1936 et 1937, les chiffres sont montés à \$10,958,000 et \$10,509,000 respectivement.

### **Le ministère fédéral de l'Agriculture**

Le ministère fédéral de l'Agriculture fut constitué en 1868. Ses fonctions dans le temps comprenaient telles autres activités comme l'immigration, la santé publique, les arts et manufactures, le recensement, la statistique, les brevets d'invention, droits d'auteur et les marques de commerce, en plus de l'administration des choses agricoles. Avec le

### **Manutention et livraison des produits agricoles**

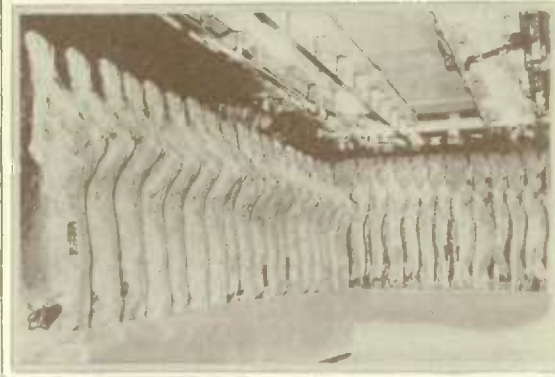
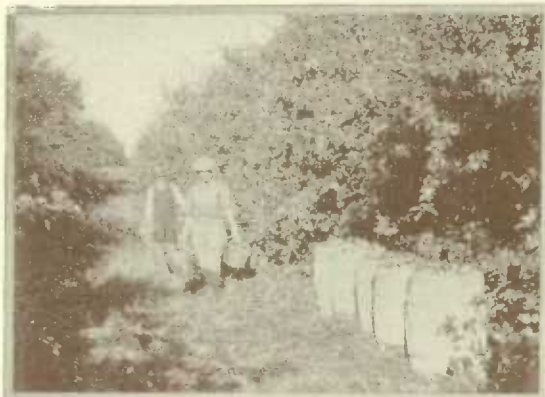
On voit au verso: *colonne de gauche, de haut en bas*— (1) Arrivée de paniers de tomates à une conserverie, Chatham, Ont. *En médaillon*: Cucillette des tomates dans le champ en Ontario; (2) Récolte des pommes dans un verger de Québec; (3) Pommes canadiennes, en barils et classées, dans un entrepôt à Liverpool, Angleterre.

*Colonne du centre* — (1) Tranchage du bacon dans une saisserie canadienne; (2) La salle d'expédition: on voit des viandes fumées prêtes à être emballées; (3) Chariots de bacon canadien mis en ballots pour l'exportation dirigés vers le bateau, à Montréal, Qué.

*Colonne du centre* — (1) Tranchage du bacon dans une saisserie pour le marché. *En médaillon*: Coupe d'agneau de choix classé par le gouvernement (à noter le grain de la viande maigre); (2) Bœuf de premier choix classé par le gouvernement prêt au commerce de gros; (3) Un champ de beau tabac cultivé en Ontario, et ballots de tabac en entrepôt.

*Photos du Bureau cinématographique du gouvernement canadien et du ministère de l'Agriculture, Ottawa.*

MANUTENTION ET LIVRAISON DES PRODUITS AGRICOLES





temps, l'importance grandissante de l'agriculture ayant exigé plus d'attention, les autres activités ont été transférées à divers autres départements. A présent, le ministère de l'Agriculture comprend cinq services: l'administration; les fermes expérimentales; les marchés; la production et la technique.

Au moyen de ces services, le ministère assiste le fermier directement et il coopère aussi avec les départements provinciaux de l'Agriculture et les collèges agricoles à pousser de l'avant les travaux de recherches et d'extension. Pour assurer une complète coopération, un comité consultatif de services agricoles, composé de représentants du Dominion et des provinces, se réunit tous les ans.

### Ministère du Commerce

**Bureau Fédéral de la Statistique.**—La branche agricole est chargée des rapports sur les superficies en culture, le nombre d'animaux sur les fermes, les stocks et les mouvements de denrées agricoles, les récoltes, l'élevage, les projets d'emblavures, les intentions d'écoulement, les prix reçus par les fermiers, la valeur de la terre, le coût de la main-d'œuvre agricole et le revenu de la ferme. La principale fonction de la branche agricole est de mettre à la disposition des fermiers des renseignements économiques courants qui peuvent les aider à préparer leurs projets d'exploitation agricole.

**Office des Renseignements Commerciaux.**—Cette branche du ministère du Commerce a pour mission de développer des marchés d'exportation pour les produits primaires et secondaires des fermes canadiennes, aussi bien que des autres denrées non agricoles. Avant la création de ce ministère en 1892, des agents commerciaux, sous la direction du ministère des Finances, avaient été placés aux Antilles britanniques pour faire des rapports périodiques sur les particularités du commerce. Plus tard a surgi une demande pour des efforts plus directs et plus continus pour trouver des marchés. Comme résultat, un nombre de commissaires de commerce qui consacrent tout leur temps à pousser le commerce sont stationnés à divers points stratégiques de l'univers où ils stimulent notre commerce d'exportation en tenant les exportateurs canadiens en contact avec les importateurs anglais et étrangers, et en étudiant et signalant les conditions des territoires où ils sont postés, et en faisant des rapports en conséquence.

### Assistance provinciale à l'agriculture

Chacune des neuf provinces, en vertu de la section 95 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, a son département de l'Agriculture, par lequel elle poursuit ses travaux d'éducation et d'extension pour aider les fermiers. Les collèges agricoles maintenus par les provinces sont: le Collège agricole de la Nouvelle-Ecosse, à Truro; les collèges agricoles de l'Ontario et de médecine vétérinaire de l'Ontario, à Guelph; et le collège agricole du Manitoba, à Winnipeg. Trois collèges agricoles dans le Québec reçoivent l'aide du gouvernement provincial, tandis que des départements de l'agriculture sont attachés aux universités provinciales de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie Britannique.

## CHAPITRE IV

### RICHESSE FORESTIÈRE DU CANADA— BOIS—PULPE ET PAPIER

D'après les plus récentes données en valeur de production, le bois occupe le troisième rang parmi les industries primaires du Canada, venant après l'agriculture et les mines. Les produits forestiers fournissent environ 17 p.c. de tout le trafic des chemins de fer canadiens. L'énorme excédent des exportations sur les importations que donne le groupe "bois, produits du bois et papier", s'élevant à \$219,213,679 l'année fiscale terminée le 31 mars 1938, est un élément important dans le commerce international du Canada.

D'une superficie boisée de 1,223,522 milles carrés, environ 29.5 p.c. est en bois commercial et 33.4 p.c. en jeune bois. Le reste, 37.1 p.c., est improductif dans les conditions présentes.



Pin blanc (*à gauche*) et pin rouge (*à droite*) en haute futaie, parc Algonquin, Ont.—Le pin blanc est le plus précieux des bois tendres.

*Photo de la branche provinciale des Forêts, Toronto.*

Le volume de bois accessible a été estimé à 170,144,000,000 de pieds cubes, dont 68 p.c. dans les provinces de l'est, 15 p.c. dans celles des Prairies et 18 p.c. en Colombie Britannique. De plus, le volume de bois en futaie et inaccessible dans les conditions actuelles est estimé à 103,512,000,000 de pieds cubes. Ces ressources globales de 273,656,000,000 de pieds cubes peuvent être converties en 425,250,000,000 de pieds (mesure

de planche) de bois scié et 1,746,639,000 cordes de bois de pulpe, traverses, poteaux et autres produits similaires.

Bien que la consommation annuelle moyenne (y compris les pertes par le feu, les insectes et autres causes) excède probablement la récupération moyenne, le taux d'épuisement sera sans doute ralenti quand l'approvisionnement sera devenu plus rare et quand on aura pris des mesures efficaces contre le feu, le gaspillage et autres dévastations contrôlables. Une croissance annuelle de 10 pieds cubes à l'acre, ce qui est très possible avec une bonne gestion forestière, pourrait suffire à perpétuité à tous les besoins d'une population de plus de vingt-six millions au taux annuel moyen de consommation, qui est d'environ 271 pieds cubes par tête.



Equarrissage d'une pièce de pin blanc dans les forêts de l'est du Canada.  
En haut: Un train de bois carré destiné à l'Amirauté.

*Photo des laboratoires des produits forestiers,  
ministère des Mines et Ressources.*

Dans les trois grandes divisions forestières du Canada on rencontre approximativement 160 plantes différentes atteignant la dimension d'arbre. Seulement 31 sont des conifères, mais ils forment 80 p.c. de tout notre bois en futaie et 95 p.c. de notre bois de sciage.

### Opérations dans la forêt

La valeur de la production forestière résultant des opérations dans la forêt canadienne, d'après les derniers chiffres connus (1936) dépasse \$135,000,000 par année, se composant de billes et billots pour les scieries, valant \$45,000,000; bois de pulpe pour l'industrie domestique et l'exportation, \$49,000,000; bois de chauffage, \$32,000,000; traverses de chemin de fer, \$3,200,000; poteaux, \$1,600,000; et divers autres articles de bois non ouvré, comme le bois équarri, les perches et pieux de clôture, le bois pour la distillation, etc. La valeur de chacun de ces principaux produits montre en 1936 une avance considérable sur 1937. (Voir tableau ci-dessous.) Il est estimé que cette production primaire de la forêt a exigé l'abatage d'environ 2,700,000,000 de pieds cubes de bois debout en 1936. L'abatage et l'apprêtage de 100 pieds cubes de bois debout (l'équivalent de 500 pieds de planche ou d'une corde de bois de pulpe) représentent une bonne journée d'homme, bûcheron ou charroyeur. Toutefois, l'abatage est une opération saisonnière à laquelle le bûcheron travaille en moyenne cent jours par année. Il est donc évident que la coupe de 2.7 billions de pieds cubes fournit du travail permanent à plus de 200,000 hommes. Il est même probable que deux fois ce nombre sont employés au moins temporairement dans la coupe du bois. Ce travail se poursuit généralement l'hiver quand l'emploi est à son plus bas dans les autres industries. Cet effet stabilisant de la coupe du bois sur la situation du travail et le fait qu'elle est aussi une source de revenu immédiat pour les colons et les fermiers devraient être mieux appréciés. Les opérations en forêt fournissent non seulement la matière première aux scieries, pulperies, distilleries, charbonneries et autres établissements transformant le bois, mais aussi les billes, le bois de pulpe et les poteaux pour exportation à l'état naturel, le bois de chauffage, les dormants de chemin de fer, les poteaux, les pieux et perches de clôture, les étais de mine, les pilotis et autres produits primaires qui sortent de la forêt à l'état complètement fini et prêts à être employés ou exportés. Il y a aussi bon nombre d'autres produits mineurs de la forêt, comme le sucre et sirop d'érable, la gomme du baumier, la résine, le cascara, la mousse, l'écorce de tannage, dont la valeur globale n'est pas à dédaigner.

Le tableau suivant donne la valeur de tous les produits de la forêt canadienne les années 1932 à 1936 inclusivement.

## Valeur des produits de la forêt, par produit, 1932-36

Produits	1932	1933	1934	1935	1936
	\$	\$	\$	\$	\$
Billots et billes.....	18.029.759	23.158.381	29.115.515	34.077.938	44.827.957
Bois de pulpe.....	36.750.910	31.141.104	38.302.807	41.195.871	48.080.200
Bois de chauffage.....	30.627.632	33.213.973	31.489.524	31.864.500	32.167.410
Traverses de chemin de fer taillées	1.353.664	1.370.750	1.541.901	3.188.651	3.190.062
Bois équarri.....	99.403	1	1	1	1
Poteaux.....	1.411.209	963.951	1.091.046	1.359.736	1.563.681
Etais de mine.....	809.700	841.982	954.059	997.357	1.102.255
Pieux de clôture.....	990.568	909.291	988.884	976.402	1.008.178
Bois à distillation.....	251.281	342.107	286.847	274.797	274.077
Perche de clôture.....	253.077	215.521	262.519	266.253	273.282
Produits divers.....	1.529.049	1.556.082	1.506.630	1.260.274	1.717.136
<b>Totaux.....</b>	<b>92,166,252</b>	<b>93,773,142,</b>	<b>105,539,732</b>	<b>115,461,779</b>	<b>134,804,228</b>

<sup>1</sup> Compris avec "Produits divers" en 1933, 1934, 1935 et 1936.

## Scieries

Excepté dans les Provinces Maritimes, 90 p.c. de la terre boisée est restée la propriété de la Couronne—les exploitants n'acquérant qu'un droit de coupe—et elle est administrée par les différents départements provinciaux.



Le sciage au Canada. — Plus de la moitié de la valeur de tous les produits du sciage écoulés au Canada vient des scieries de la Colombie Britannique. L'Ontario est au deuxième rang, avec un peu plus de 16 p.c. *En haut*: Vue intérieure d'un hangar d'assortissage avec convoyeur à chaîne sans fin pour les planches. *En bas*: Une scierie moderne.

*Photo de Gillies Bros. Limited, Braeside, Ont.*

En 1936 les scieries canadiennes ont scié 3,412,151 M pieds (mesure de planche) de bois valant \$61,965,540. La plus grande partie est du bois tendre de conifères, car les bois durs plus précieux, comme le châtaignier,

le chêne et le noyer (autrefois abondants dans le sud de l'Ontario et du Québec) sont maintenant presque épuisés. Les scieries ont aussi produit 3,019,031 milliers de bardeaux valant \$6,754,788; 286,323 milliers de lattes valant \$874,231 ainsi que de nombreux autres objets, portant la valeur globale de la production de cette industrie à \$80,343,291, augmentation de 21.9 p.c. sur celle de l'année précédente.

### Production de bois scié et tous produits de scierie, 1936

Province	Production de bois scié		Tous produits de scierie
	Mp. m.p.	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	5,347	88,904	118,138
Nouvelle-Ecosse.....	118,402	1,704,920	2,049,412
Nouveau-Brunswick.....	213,564	3,906,448	4,720,350
Québec.....	467,670	8,859,771	11,871,123
Ontario.....	411,526	10,289,514	13,068,688
Manitoba.....	56,975	976,408	1,049,480
Saskatchewan.....	28,290	489,524	515,224
Alberta.....	86,669	1,216,215	1,404,446
Colombie Britannique.....	2,023,708	34,433,836	45,546,430
<b>Totaux.....</b>	<b>3,412,451</b>	<b>61,965,540</b>	<b>80,343,291</b>

Le tableau ci-dessus donne la quantité de bois scié et de tous les produits des scieries, par province, en 1936. La Colombie Britannique a produit plus de 56 p.c. de la valeur globale; l'Ontario, 16 p.c.; le Québec, 15 p.c.; viennent ensuite, dans l'ordre de leur mention, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'Alberta, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Ile du Prince-Edouard.

Le bois de sciage canadien s'écoule maintenant sur les marchés de tous les pays importants. Il jouit d'une préférence sur le marché britannique et la valeur des exportations canadiennes de bois brut ou partiellement ouvré à la Grande-Bretagne a augmenté de \$4,848,157 en 1932 à \$27,320,105 en 1937. Les projets de construction entrepris récemment et les changements dans les types de construction ont augmenté la quantité de bois entrant dans les habitations. Le bois canadien est tenu en haute estime sur ce marché.

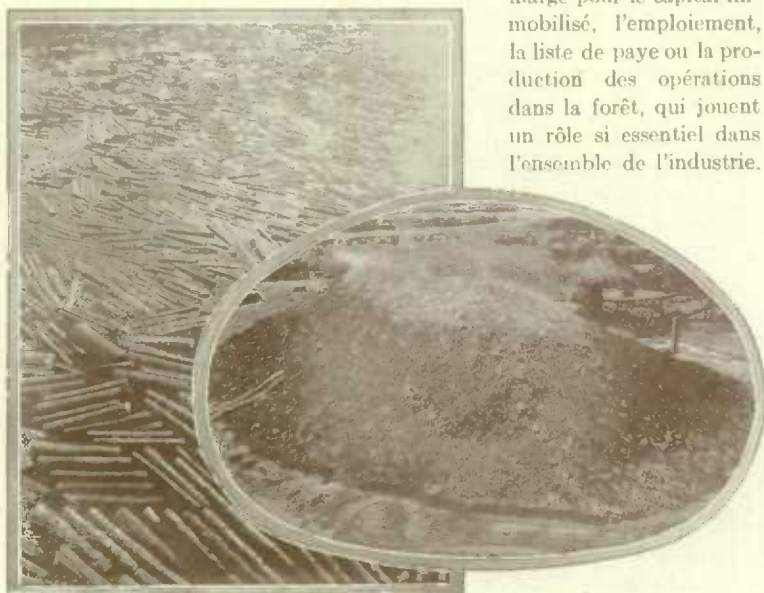
### Industrie de la pulpe et du papier

L'industrie de la pulpe et du papier occupe le premier rang parmi les industries manufacturières du Canada, en capital, en emploiement, en distribution des salaires et gages et en valeur nette de production. Elle vient immédiatement après l'affinage et la réduction des métaux en valeur brute de production. Elle s'est développée surtout depuis le commencement du siècle actuel et elle doit ses progrès principalement à l'existence au Canada d'abondantes forces hydrauliques adjacentes à d'immenses ressources en essences de bois propres à la fabrication de la pulpe.

L'industrie de la pulpe et du papier est à la tête de la liste par la valeur nette de production depuis 1920 et par les salaires et gages depuis 1922, remplaçant les scieries dans les deux cas. Elle est la première par la

valeur brute de production depuis 1925, alors qu'elle a déplacé les mino-  
teries, jusqu'en 1935, quand elle a été déplacée par le groupe des métaux  
non ferreux. Dans ces comparaisons il est tenu compte des différentes  
étapes de fabrication dans l'industrie de la pulpe et du papier, sans aucune

marge pour le capital im-  
mobilisé, l'emploiement,  
la liste de paye ou la pro-  
duction des opérations  
dans la forêt, qui jouent  
un rôle si essentiel dans  
l'ensemble de l'industrie.



Billas dans l'étang d'une pulperie. Dans l'ovale: 30,000 cordes de bois empilées  
pour la consommation de l'hiver (noter les prises d'air pour ventilation  
chaque côté de la pile).

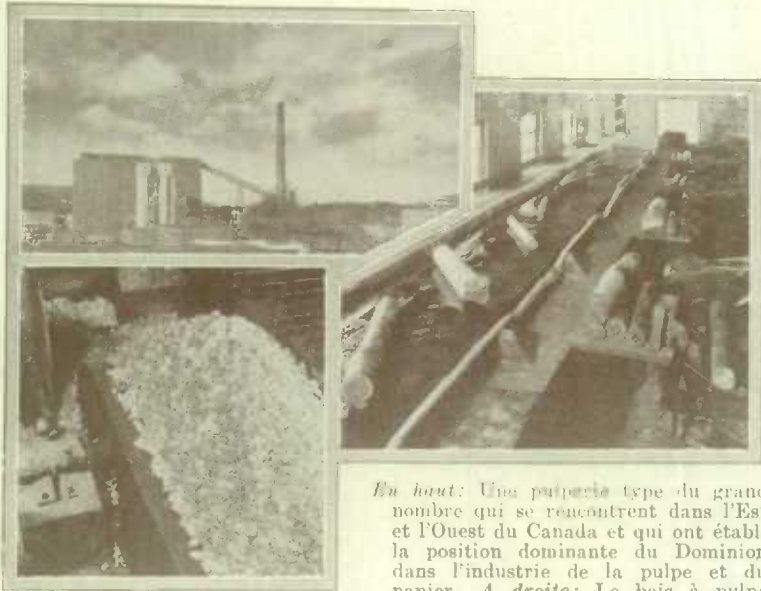
*Photo de Fraser Companies Limited, Edmundston, N.-B.*

La valeur brute de la production dans cette industrie a augmenté  
rapidement et continuellement jusqu'aux années de boom qui ont suivi la  
Grande Guerre alors qu'elle a atteint une cime de plus de \$232,000,000 en  
1920. Ceci a été suivi en 1921 par un creux qui a été commun au reste  
du domaine industriel. Depuis cette année-là, il y a eu un relèvement con-  
tinu qui en est arrivé, en 1929, à un total de \$243,970,761, suivi par d'autres  
affaissements qui ont atteint \$123,415,492 en 1933. Les fortes diminutions  
de ces quatre années sont dues tant à la baisse des prix qu'au recul de la  
production; toutefois, en 1933, la production était substantiellement plus  
grande que l'année précédente bien que sa valeur totale fût de 10 p.c.  
inférieure. En 1934, 1935, 1936 et 1937 il y a eu augmentation en quantité  
et en valeur. La valeur brute de production a augmenté de 22.2 p.c. en  
1937 alors qu'elle a atteint un total de \$226,255,915, comme l'indique l'état  
ci-dessous.

	Production brute	Production nette
1933.....	\$123,415,492	\$ 56,880,841
1934.....	152,647,756	77,253,752
1935.....	182,651,282	81,944,813
1936.....	185,144,603	87,150,666
1937.....	226,255,915	106,013,221

Il y a trois classes d'établissements dans cette industrie. Celles-ci, en 1937, se décomposaient comme suit: 27 pulperies, 47 moulins fabriquant et la pulpe et le papier, et 24 papeteries fabriquant le papier seulement.

En 1937 les 74 moulins fabriquant de la pulpe en ont produit 5,141,504 tonnes d'une valeur de \$116,729,228, représentant une augmentation de 14.6 p.e. en quantité et 26.4 p.e. en valeur sur 1936; plus de 79 p.e. en quantité a été fabriquée dans les établissements combinés et employée sur place pour la fabrication du papier. Environ 4 p.e. a été vendue au Canada et 17 p.e., exportée.



*En haut:* Une pulperie type du grand nombre qui se rencontrent dans l'Est et l'Ouest du Canada et qui ont établi la position dominante du Dominion dans l'industrie de la pulpe et du papier. *A droite:* Le bois à pulpe dans un convoyeur à chaîne sans fin

pendant qu'il est inspecté pour sa qualité. *En bas, à gauche:* Le bois réduit en copeaux et convoyé dans les digesteurs.

*Photo de Fraser Companies Limited, Edmundston, N.-B.*

De toute la fabrication de pulpe au Canada en 1937, 64 p.e. était de la pâte de bois, 18 p.e. de la pulpe au sulfite écorée, 9 p.e. de la pulpe au sulfite blanchie, 6 p.e. de la pulpe au sulfate et les autres 3 p.e., des sassesures, etc.

La production globale en 1937 est de 4,345,361 tonnes d'une valeur de \$175,885,423. Le papier à journal et autre papier de la même classe constituaient 3,673,886 tonnes, ou 84 p.e. du total, donnant une valeur de \$126,424,303; le carton-planche, 10 p.e.; le papier d'emballage, 2 p.e.; le papier à livre et à écrire, 2 p.e.; le papier de soie et les papiers divers ont contribué le reste.

Depuis quelques années les papeteries canadiennes s'efforcent de pousser plus loin la transformation de plusieurs de leurs papiers basiques en produits ouvrés finis, tels que serviettes, essuie-mains, papiers sanitaires, papier



couchés ou enduits, enveloppes, papeterie et autres objets en papier ou carton découpé. Les chiffres de ces transformations ne sont pas inclus ici.

**Production de papier à journal et d'autre papier au Canada,  
de 1929 à 1937**

Année	Papier à journal		Autre papier <sup>1</sup>		Total	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	Tonnes	\$	Tonnes	\$	Tonnes	\$
1929	2,725,331	150,800,157	471,818	42,189,095	3,197,149	192,989,252
1930	2,487,952	136,181,883	428,835	37,123,991	2,926,787	173,305,874
1931	2,227,052	114,419,637	384,173	32,210,252	2,611,225	140,629,889
1932	1,919,205	85,539,852	371,562	28,333,271	2,290,767	113,873,123
1933	2,021,965	66,959,501	397,455	29,730,374	2,419,420	96,689,875
1934	2,604,973	86,811,460	464,543	34,080,765	3,069,516	120,892,226
1935	2,765,444	91,762,201	515,452	37,316,185	3,280,896	129,078,385
1936	3,225,386	105,214,533	581,943	41,217,401	3,807,329	146,431,934
1937	3,673,886	126,424,303	671,475	49,461,120	4,345,361	175,885,423

<sup>1</sup> Comprend le papier à livre et à écrire, le papier d'emballage, les cartons et autres produits du papier.

La production canadienne de papier a quintuplé au cours de la période 1917 à 1937, malgré les reculs de 1921, 1930, 1931 et 1932. Pratiquement tous les papiers employés ou consommés au Canada actuellement peuvent être produits dans les moulins canadiens.

La production canadienne de papier à journal en 1937 est de près de quatre fois celle des Etats-Unis, qui avaient la plus grande production de l'univers il y a quelques années.

Les derniers chiffres de la production mensuelle de papier à journal canadien suivent :

1938—	tonnes	1938—	tonnes	1938—	tonnes
Janvier	222,500	Mai	207,678	Septembre	231,940
Février	202,601	Juin	201,694	Octobre	254,872
Mars	224,604	Juillet	202,546	Novembre	-
Avril	200,794	Août	220,303	Décembre	-

**Marché du papier à journal et autres produits forestiers.**— Les rapports du commerce extérieur du Canada montrent d'une manière frappante l'expansion de la production papetière de 1910 à 1937. Le commerce d'exportation du papier n'a pris de développement qu'au commencement du siècle dernier. Toutefois, en 1910 les exportations de papier à journal dépassaient \$2,000,000; en 1920 elles étaient évaluées à \$53,000,000, et même au cours de l'année fiscale subnormale 1933-34 le Canada a exporté 2,024,057 tonnes de papier à journal, d'une valeur de \$73,238,482. Les exportations de l'année fiscale 1937-38 ont été de 3,190,790 tonnes, d'une valeur de \$120,007,550. Ainsi, cet article à lui seul prend aujourd'hui le deuxième rang dans nos exportations, n'étant dépassé que par le blé. Le papier à journal du Canada est exporté à plus de trente pays et nos exportations totales sont plus grandes que celles de tout le reste de l'univers.

A l'époque de la Confédération, les exportations de produits forestiers consistaient en plus grande partie de bois à l'état brut, comme fûts et bois équarri, qui fournissaient plus de 41 p.c. de toutes nos exportations. Aujourd'hui, bien que le groupe du bois et papier forme une plus faible proportion du total (environ 23.7 p.c. l'année fiscale 1937-38), son caractère

a changé. Les marchandises complètement ou en plus grande partie ouvrées forment maintenant 69 p.c. et le bois non ouvré ou partiellement ouvré, 31 p.c. Les matières premières à l'état brut forment une très faible proportion du total.



Un cèdre rouge de la  
Colombie Britannique.



Bûches de cèdre  
rouge de la Colom-  
bie Britannique  
dans l'étang d'une  
usine à bardeaux.  
Ces billes et bouts  
d'arbres sont trans-  
formés en bardeaux  
de qualité supé-  
rieure.



*Photo de la division de publicité, ministère du Commerce, Ottawa.*

## Transformation de la pulpe de bois en cellophane

Les illustrations, en descendant de gauche et remontant à droite, montrent comment l'épinette canadienne est transformée par procédé chimique en pellicule de cellulose transparente qui ces derniers temps a tant contribué à l'étalage attrayant pour la vente de toutes sortes de marchandises.

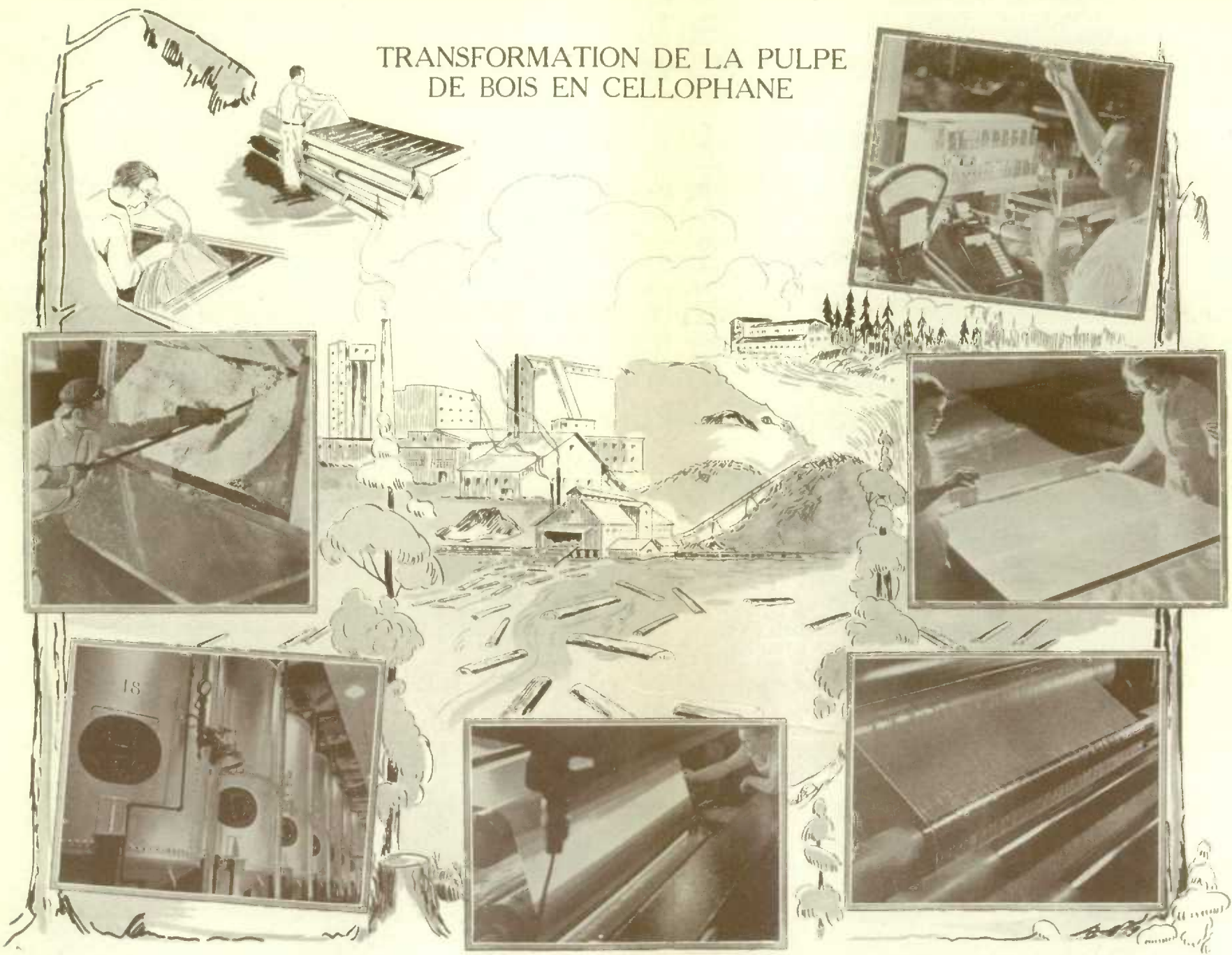
Dans la première phase de ce procédé, les feuilles de pulpe d'épinette sont plongées dans la soude caustique qui les transforme en alcalicellulose. Elles sont ensuite retirées du bain de soude caustique et passées sous le racloir.

Les opérations jusqu'à cette phase sont représentées par l'artiste dans le centre et dans le coin de gauche, en haut.

L'alcalicellulose hachée est maintenant blanche et duveteuse et ressemble à une masse de mie de pain (voir lère illustration). On ajoute du bisulfure de carbone et la masse blanche duveteuse est transformée en xanthate de cellulose orangé soluble. Le xanthate est ensuite dissous et la viscosité qui en résulte est mûrie dans des conditions soigneusement contrôlées à l'intérieur de grands réservoirs (voir illustration 2). Dans l'illustration 3, on voit la pellicule de cellulose sortant du bain de coagulation à l'acide où elle passe de l'état liquide à solide; le passage d'un bain à un autre rend la pellicule progressivement plus pure, plus transparente, plus résistante et plus flexible. La pellicule purifiée passe alors entre de lourds rouleaux lamineurs qui enlèvent l'excédent de liquide (voir illustration 4). Les illustrations 5 et 6 montrent respectivement des feuilles finies de cellophane en piles et en rouleaux coupées conformément aux spécifications des clients, qui subissent un examen très minutieux avant d'être expédiées.

*Photos des Canadian Industries Limited, Montréal.*

TRANSFORMATION DE LA PULPE DE BOIS EN CELLOPHANE



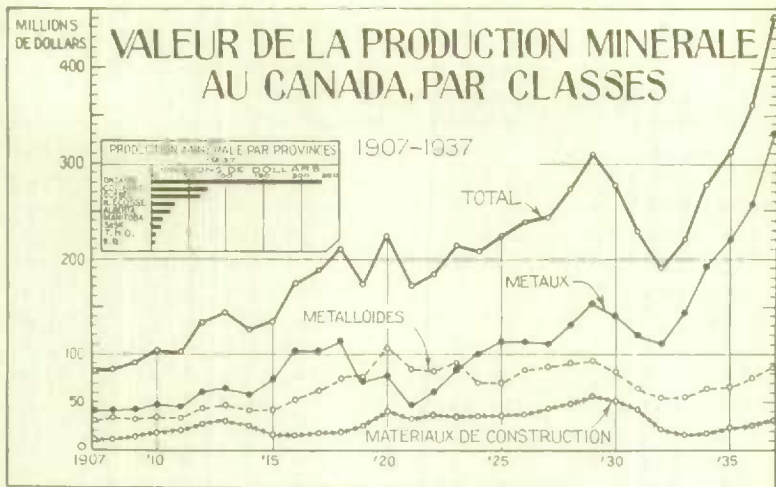
## CHAPITRE V

### MINES ET MINÉRAUX

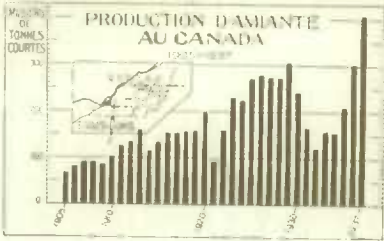
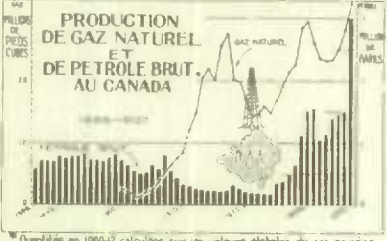
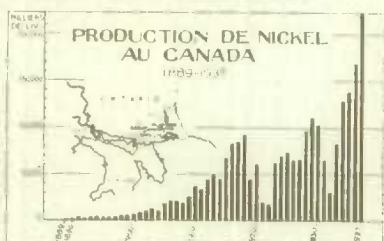
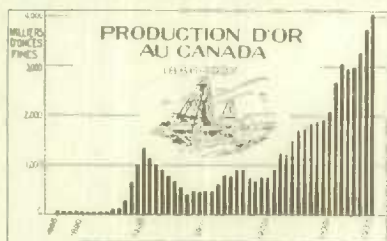
**Croissance de la production minérale au Canada.** — Les données complètes sur la production minérale au Canada sont connues depuis 1886. Cette année-là, la valeur globale de la production minérale dépassait \$10.000.000; au début du siècle, elle atteignait \$66.000.000, c'est-à-dire qu'elle avait presque septuplé, en plus grande partie à la suite de la découverte d'or dans le Yukon. Malgré des revers occasionnels, les explorations sur une grande échelle et le développement scientifique des gîtes minéraux combinés avec les progrès techniques dans l'extraction et la récupération des métaux ont eu pour résultat une augmentation presque continue de la production métallique jusqu'à 1929, alors qu'elle était évaluée à plus de \$310.000.000. Depuis le creux de la dépression de 1932, la croissance de l'industrie minière a été sans parallèle et, les quatre dernières années, elle a dépassé le chiffre de 1929, établissant de nouveaux records chaque année pour la plupart des métaux minés au Canada. La production de 1937 atteignait \$457.359.092; la production estimative du premier semestre de 1938 paraît à la page 57.

D'après les statistiques les plus récentes, le capital immobilisé dans les mines canadiennes est de \$860.000.000, répartis sur les métaux, le charbon, l'huile, le gaz, l'amiante, le gypse, le sel et divers autres métalloïdes et les matériaux de construction, tels que la brique, le ciment, la chaux, le sable et gravier et la pierre. Environ 91.000 employés reçoivent en salaires et gages \$117.000.000 par année et en même temps cette grande industrie basique fournit indirectement le gagne-pain à plusieurs autres milliers d'employés dans la fabrication d'explosifs, produits chimiques, machines, textiles aussi bien que dans l'agriculture et les transports.

**Métaux.** — La plus grande partie de la production métallique canadienne vient du Bouclier Précambrien et de la région des Cordillères, de la Colombie Britannique. Une proportion considérable des rochers de ces régions est couverte d'épaisses couches sédimentaires et n'a pas été explorée; cependant l'exploitation profitable des gisements minéraux canadiens découverts en plus grande partie au cours de la dernière décade a fermement placé le Canada dans une haute position dans la minéralogie mondiale; spécialement pour ce qui est de l'or, de l'argent et des métaux non ferreux industriels, qui sont tous produits en quantité relativement forte. Sur chaque cent dollars en valeur d'or arraché à la terre en 1937, le Canada a fourni une valeur de onze dollars. Le Canada a un monopole virtuel du nickel, ses mines fournissant 90 p.c. de toute la production mondiale; il fournit plus de la moitié de tous les platinides, 12 p.c. de tout le cuivre et tout le plomb, et 10 p.c. de tout le zinc. De tous les pays, le Canada est le premier dans la production de nickel et de platine; le deuxième en radium; le troisième en or, cuivre et zinc; et le quatrième en plomb.



### QUANTITE PRODUITE DES TROIS PRINCIPAUX METAUX ET DES TROIS PRINCIPAUX METALLOIDES



Quantités en 1909-12 calculées sur les valeurs globales de ces années en prenant comme base les prix de 1913

L'histoire de l'extraction de l'or au Canada, comme dans tous pays, est un roman. La première production venait généralement des dépôts alluvionnaires et la découverte de pépites vers 1860 dans les rivières de la Colombie Britannique éveilla l'attention mondiale aux potentialités minérales de cette province et influença à un degré considérable la décision de construire un chemin de fer transcontinental reliant la Colombie Britannique aux provinces sœurs de l'Est. La découverte de l'or en filon dans cette même province provoqua l'ouverture de ce pays le long de la frontière méridionale et la réduction de ces minerais fut suivie par la construction du chemin de fer de la Passe du Nid du Corbeau, en 1898, tronçon destiné à transporter le combustible nécessaire au smeltage.

L'événement suivant le plus important dans cette série de développements miniers fut la découverte et l'exploitation des placers du Klondike en 1896. Vers le même temps, il y avait déjà une activité considérable dans les régions précambriennes de l'Est. Cobalt, découvert quand le Temiskaming and Northern Ontario fut construit en 1903, fournit l'ambition et l'argent pour le développement de la région aurifère de Porcupine, découverte en 1909. Le développement du champ d'or de Kirkland Lake suivit peu après, en 1911, et les mines du nord-ouest du Québec et du Manitoba central, et, plus récemment, les filons aurifères dans le voisinage du Grand Lac des Esclaves, Territoires du Nord-Ouest, du lac Athabaska, en Saskatchewan, et Zeballos, sur la côte occidentale de l'Île de Vancouver, Colombie Britannique.

Sauf les années de guerre de 1917 et 1918 et plusieurs années plus tard (année de prix élevés), la production d'or a grandi constamment jusqu'en 1932 alors que sa valeur doublait presque celle de 1926. Entre 1931 et 1934, le prix de l'or a avancé de \$20.67 l'once fine à \$35; ceci a permis l'extraction de minerais à basse teneur, ce qui a été un encouragement à la prospection (au Canada le rendement a tombé de 0.42 once fine par tonne en 1932 à 0.29 en 1936). Pendant un an ou deux la production réelle en onces fines a été moindre; toutefois, et concurremment, de nouvelles mines ont été découvertes et l'outillage des anciennes mines a été augmenté. De ces facteurs a résulté une production dépassant tous les précédents en 1935 et, depuis, chaque année a dépassé la précédente. En 1937 la valeur de la production d'or dépassait 42 p.c. de la valeur totale de tous les autres métaux extraits et 31 p.c. de la valeur de tous les métaux et minéraux.

Les années 1930 à 1935 seront probablement considérées par les historiens comme une des périodes les plus intéressantes et les plus significatives dans l'histoire de l'or. Au cours de ces années la Grande-Bretagne, les États-Unis et plusieurs pays de l'Europe continentale ont abandonné l'étalon or. Comme nous l'avons vu, il y eut augmentation dans le prix du métal de l'ancienne valeur étalon de \$20.67 à \$35; et une expansion de près de 61 p.c. dans la production d'or. La valeur des stocks mondiaux d'or monétaire, exprimée en numéraire des États-Unis, a augmenté de \$9,277,662,000 à \$21,682,313,000 ou d'environ \$4 à \$10 per capita (univers) de 1925 à 1935. Tout paradoxal que la chose puisse paraître, l'indice mondial des prix de gros a diminué presque constamment d'environ 250 en

1925 à moins de 150 en 1933 — ceci en face d'une production d'or croissant très rapidement. Depuis 1933 cependant, l'indice a monté à plus de 200.

La production d'argent a atteint sa cime durant le boom de Cobalt — l'année de cime étant 1910, sept ans après la découverte du champ. Le Canada, toutefois, produit encore des quantités substantielles d'argent, la fameuse mine Sullivan, en Colombie Britannique, fournissant plus de six millions d'onces annuellement, et les minerais de nickel-cuivre de Sudbury, deux millions. La production de l'an dernier a atteint 23 millions d'onces, venant de diverses sources parce que l'argent est associé avec presque tous les minerais métalliques économiques minés au Canada — depuis les minerais d'or de la Nouvelle-Ecosse jusqu'au minéral de radium-uranium des Territoires du Nord-Ouest.

Le cuivre au Canada a aussi une histoire intéressante. En 1848 la Montreal Mining Company commençait ses opérations à la mine Bruce en Ontario pendant qu'en même temps, vers les 1860, on a commencé de l'extraction dans une mine du Québec, propriété qui est encore en production. Plus tard, l'intérêt s'est transporté aux régions sur la frontière de la Colombie Britannique et le Rossland (fermé depuis quelques années) et ensuite aux gisements de minéral de cuivre du district de Sudbury, en Ontario, dont les minerais étaient très difficiles à traiter dans le temps mais qui aujourd'hui fournissent près de 60 p.c. de tout le cuivre produit au Canada. Le champ d'Anyox, dans la région du chenal Portland, Colombie Britannique, a produit le métal rouge de 1912 à 1935; toutefois, la cessation des opérations à Anyox a été largement compensée par la réouverture de la mine Copper Mountain, à Allenby. La découverte des gisements de Horne (Noranda) a donné naissance à une mine de cuivre de forte teneur qui est devenue aussi la troisième plus grande productrice individuelle d'or au Canada et le plus grand facteur économique dans le développement minier dans le nord-ouest du Québec. L'ouverture des gisements de Flinflon, Manitoba, a donné à cette province un status important comme productrice de cuivre. Donnant de la stabilité à l'industrie sur la côte du Pacifique se trouve la mine Britannia, une propriété représentant l'extrême limite occidentale des vastes domaines miniers du Canada. Toutes ces mines donnent un appui direct aux centres urbains et le plus grand pouvoir d'achat qu'elles fournissent se répand par tout le pays et devient d'une plus grande valeur dans la vie économique de la nation. Il y a quelques années presque tout le cuivre du Canada était affiné en dehors du pays, aujourd'hui, non seulement une grande proportion du cuivre canadien est affiné au pays, mais une quantité considérable est même ouvrée avant de laisser nos rives.

Dans le cas du plomb et du zinc, la mine Sullivan, en Colombie Britannique, a placé le Canada dans une position enviable parmi les producteurs mondiaux de ces métaux alliés. En premier, le minéral était difficile à traiter mais la tenacité et la technique des recherches ont finalement triomphé et abouti à la création et au développement des grandes industries métallurgiques et chimiques actuelles de la Consolidated Mining and Smelting Company au Canada.

La production de nickel atteint de nouvelles cimes chaque année, en même temps que l'industrie trouve de nouveaux usages pour ce métal.



Incidemment, il faut mentionner que les platinides se rencontrent dans les minerais de nickel et c'est le développement de la production de nickel qui a permis de placer le Canada au premier rang parmi les producteurs mondiaux de platine. Le radium est un autre élément produit au Canada qu'il ne faut pas oublier. La pechblende a été trouvée par Gilbert Labine tout près du cercle arctique en 1930. L'affinage de ce minerai et l'extraction du radium sont maintenant une industrie établie au Canada et la production canadienne rend ce rare élément disponible aux hôpitaux à des prix substantiellement plus bas que ceux d'autrefois.

**Combustibles.** — *Charbon* — Il est probable que le Canada n'a pas de problème économique plus grave que celui du combustible. Pour deux causes—la disruption ou la limitation soudaine des approvisionnements venant d'autres pays et l'appréciation nationale croissante de la valeur et de l'étendue des propres ressources houillères du Canada.

La situation du Canada vis-à-vis du combustible est tant soit peu anormale malgré les ressources énormes de charbon au pays. Environ 50 p.c. de la consommation est importée. Les régions carbonifères du Canada se rencontrent dans les provinces de l'Est et de l'Ouest, tandis que l'Ontario et le Québec sont plus facilement et plus économiquement approvisionnés par le charbon des mines de la Pensylvanie et de l'Ohio. Le mouvement du charbon mou des Provinces Maritimes, toutefois, a été encouragé, grâce à l'aide généreuse du gouvernement fédéral sous forme de subventions; en 1937, 1,912,671 tonnes ont été expédiées au Québec et à l'est d'Ontario, à des taux assistés.

Le Nouveau-Brunswick prend son charbon bitumineux dans ses propres mines et celles de la Nouvelle-Ecosse. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis fournissent la plus grande partie de l'antracite consommé au Canada oriental bien qu'il en vienne aussi d'Allemagne, de Russie et de Belgique. En mai 1937 le Canada importait de l'antracite russe pour la première fois depuis 1930.

L'Alberta est la seule des Provinces des Prairies se suffisant à elle-même en matière de charbon. Les mines d'Alberta expédient aussi environ 2,000,000 de tonnes par année à la Saskatchewan et au Manitoba.

L'industrie charbonnière de la Colombie Britannique a souffert considérablement de la compétition de l'huile à brûler. Les mines de la province fournissent presque tout le charbon qui y est consommé. Seulement de faibles quantités sont importées d'autres pays, mais les quantités reçues de l'Alberta augmentent chaque année. La production de la province, en 1937, bien que plus élevée que l'année précédente, ne donne que 48 p.c. de celle de 1910.

*Pétrole et gaz naturel.* — L'industrie du pétrole au Canada date de 1858, date de la première découverte à Oil Springs, Ontario. La production canadienne se répartit maintenant entre le champ de Stoney Creek, Nouveau-Brunswick, et les champs du sud-ouest de l'Ontario, de Turner Valley, de Red Coulee et de Wainwright, Alberta, et celui de Fort Norman, Territoire du Nord-Ouest.

Le champ de Turner Valley, Alberta, est la source principale de la production canadienne et cette province en a donné 1,312,368 barils en 1936 et 2,749,085 barils en 1937, augmentation de 109 p.c. L'augmentation



Le puits McLeod n° 2, Turner Valley, Alberta.

*Photo du département du Commerce et de l'Industrie, Alta.*

de 1937 est due à des forages qui ont fait surgir de nouveaux puits sur le versant occidental, à l'extrémité sud de Turner Valley. Ces puits donnent du pétrole plus léger et bien qu'au début la poussée fût forte, elle a grandement augmenté après que les puits eurent été traités à l'acide. Dans l'ensemble, une région pétrolière de trois milles de longueur et de trois quarts de mille de largeur a été trouvée dans l'extrémité méridionale du versant ouest de ce champ. De plus, une autre région de pétrole brut existe

existe dans l'extrémité septentrionale de ce champ, à 14 milles plus loin. En 1937 des opérations de forage étaient en progrès dans 86 puits en Alberta et environ 288,000 pieds de sondage ont été faits. Vingt-huit puits étaient en production en 1937. Vu la forte augmentation dans cette production, les raffineries ont trouvé nécessaire de réduire leurs achats et le contingentement de la production est devenu nécessaire. Le champ de Turner Valley produit en plus de son pétrole brut léger de fortes quantités de gazoline de tête de puits. Des séparateurs et des usines d'absorption servent à récupérer ce combustible, du gaz naturel qu'il porte. Malgré une plus grande activité dans l'industrie primaire des pétroles au Canada, ce pays dépend encore grandement des sources extérieures — surtout des Etats-Unis, de la Colombie, du Pérou et du Venezuela — pour ses approvisionnements de pétrole brut.

La nature a doté certaines sections du Canada d'abondants approvisionnements de gaz naturel. Le champ de Stoney Creek, Nouveau-Brunswick, celui de la péninsule d'Essex, Ontario, de Lloydminster, Saskatchewan, de Turner Valley, Viking, Medicine Hat, Wainwright et les champs Border, Alberta, sont les principales régions productrices à l'heure actuelle. Le gaz du Nouveau-Brunswick approvisionne Moncton et Hillsborough. Le gaz de l'Ontario fournit plus de 119,000 usagers industriels et ménagers. Celui de la Saskatchewan est consommé dans la ville de Lloydminster. Le gaz humide de Turner Valley, après traitement, est

canalisé dans Calgary et le voisinage. Une partie de ce gaz est employée sur place même pour fins de forage et une partie est dirigée sur le champ de Bow Island, pour donner de la pression dans les vieux puits, et de grandes quantités pour lesquelles il n'y a aucun usage sont brûlées sur place. Le champ de Medicine Hat fournit le gaz à la ville du même nom. Le champ Viking approvisionne de gaz Edmonton et les environs. Le gaz des autres champs ne fournit que les usagers locaux.

**Autres métalloïdes.** — *Amiante.* — Le Canada produit plus d'amiante que tout autre pays et presque toute la production vient des Cantons de l'Est, dans le Québec. La fibre est de bonne qualité et se prête bien au filage. L'extraction se fait à ciel ouvert et par puits souterrain. La production de 1937 s'établit à 410,026 tonnes et a une valeur de \$14,505,791.

*Sel.* — Ce minéral occupait le deuxième rang parmi les "autres métalloïdes" ou minéraux industriels en 1937, avec une production de \$1,890,376. La plus grande partie de la production de sel au Canada vient des puits du sud-ouest ontarien, mais les dépôts de Malagash, Nouvelle-Ecosse, montrent une production croissante depuis quelques années. La première production d'importance commerciale au Manitoba a été celle de 1932 et, en Saskatchewan, celle de 1933. Quelques expéditions ont été faites des dépôts de McMurray, Alberta. Entre 40 et 50 p.c. du sel canadien est absorbé sous forme de saumure par des industries chimiques pour la fabrication de soude caustique, de chlore liquide et autres produits chimiques.

*Gypse.* — Ce minéral est le troisième en importance dans ce groupe, la production de 1937 étant évaluée à \$1,540,483. Il y a plusieurs gisements précieux de gypse au Canada, mais la majeure partie de la production vient surtout des comtés de Hants, Inverness et Victoria, Nouvelle-Ecosse; Hillsborough, Nouveau-Brunswick; Paris, Ontario; Gypsumville et Amaranth, Manitoba; et Falkland, Colombie Britannique. Les dépôts de Hillsborough, Nouveau-Brunswick, sont de très haute qualité. Près de 50 p.c. de la production canadienne est exportée à l'état brut des dépôts de Nouvelle-Ecosse, bien situés pour l'expédition maritime, et fournissent environ 75 p.c. de la production canadienne.

En plus de ces minéraux de première importance, il se produit chaque année de fortes quantités d'autres métalloïdes, comme l'indique le tableau de la page 57.

*Produits de l'argile et autres matériaux de construction.* — Ce groupe de produits, bien que d'une importance économique beaucoup moindre que les métaux et les autres métalloïdes, comprend toutefois beaucoup de produits d'importance fondamentale pour le commerce intérieur et pour les industries de la construction. La production globale de 1937 est évaluée à \$34,869,699, dont 50 p.c. environ (\$17,432,056) en pierre, sable et gravier et ardoise, et environ \$9,000,000 en ciment.

*Production minérale du premier semestre de 1938.* — La production minérale au Canada au cours du premier semestre de 1938 s'élève à \$209,654,610, contre \$215,382,814 la période correspondante de l'année précé-

dente. Il y a des gains dans la production de la plupart des métaux basiques mais la baisse des prix du cuivre, du plomb et du zinc, et une production moins considérable de plusieurs métalloïdes importants se sont combinées pour réduire de 2·7 p.c. la valeur globale. Les mines d'or, toutefois, ont continué leur expansion et l'augmentation de la production, avec l'avance remarquable de la production d'huile brute du champ de Turner Valley, Alberta, ont grandement contribué à contre-balancer le fléchissement en valeur de quelques autres produits.

*Métaux.*— Dans le groupe des métaux, il y a des gains dans la production de cuivre, d'or, de plomb, de platine, de sélénium, d'argent et de zinc, mais en valeur, l'or et l'argent seulement montrent une augmentation sur le premier semestre de 1937. L'industrie des mines d'or a continué son expansion; de nouveaux champs sont mis en exploitation et les propriétés fermées quand l'or se vendait \$20.67 l'once fine reprennent leur activité avec un succès remarquable. L'aéroplane a certes fait sa part dans le développement de nouvelles propriétés, particulièrement à Zeballos, sur la côte ouest de l'île de Vancouver, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans les régions les plus reculées de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Toutes les provinces montrent une plus grande production de cuivre et la découverte de nouveaux gisements à la mine Waite-Amulet, dans l'ouest du Québec, est un des principaux développements de la période. La production de nickel est un peu moindre; celle de plomb a augmenté de 3 p.c.; les mines de la Colombie Britannique figurant pour 99 p.c. du total. Celle du zinc est aussi plus élevée et les métaux du groupe du platine ont aussi augmenté.

*Métalloïdes.*— La production de charbon a diminué de 2 p.c. Celle des mines de la Nouvelle-Ecosse est un peu plus élevée pour la période sous revue mais les autres provinces montrent une baisse. Il y a une avance de 175 p.c. dans la production de pétrole brut et de gaz naturel. Elle est surtout attribuable à la production plus considérable du champ de Turner Valley, Alberta. Au cours de la première moitié de 1937, 18 nouveaux puits ont été terminés dans ce champ et le 30 juin les opérations de forage se faisaient dans 22 autres. La production de gaz naturel a augmenté de 16 p.c.

Les métalloïdes autres que les combustibles montrent une perte en valeur de production de 13 p.c. La production d'amiante a fléchi de 33 p.c.; celle de gypse, de 12 p.c.; mais celle de sel a augmenté de 2·39 p.c. La production de soufre a aussi augmenté mais celle de plusieurs autres métalloïdes a diminué. La valeur de production des matériaux de construction, y compris les produits de l'argile, le ciment, la chaux, la pierre, le sable et gravier, est estimée à \$10,744,088, diminution de 4 p.c. en comparaison avec la période correspondante de 1937.

**Production de principaux métaux au cours des neuf mois.**—La production d'or continue d'augmenter. Celle des neuf premiers mois s'établit à 3,460,693 onces fines, contre 3,021,340 la période correspondante de 1937. Les mines de l'Ontario en ont produit 61·8 p.c. du total de 1938; celles du Québec, 18·5 p.c.; de la Colombie Britannique, 12·8 p.c.; du

**Production minérale, année civile 1937, et estimation officielle  
de janvier à juin 1938**

Item	1937		Six mois, janvier à juin 1938	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
<b>MÉTAUX</b>				
Or fin..... onces	4,096,213	84,676,235	2,219,309	45,877,187
Estimation de la prime sur l'or produit.....	-	58,650,258	-	32,087,138
Argent fin..... onces	22,977,751	10,312,644	10,532,011	4,622,605
Nickel..... lb	224,905,046	59,507,176	109,286,472	28,559,696
Cuivre..... "	530,028,615	68,917,219	292,396,871	27,765,202
Plomb..... "	411,899,484	21,053,173	204,961,121	6,956,380
Zinc..... "	370,337,589	18,153,949	197,951,223	6,154,303
Platine..... onces	259,206	9,932,598	130,077	3,978,828
Autres métaux.....	-	2,961,991	-	1,123,425
<b>Total.....</b>	<b>-</b>	<b>334,165,243</b>	<b>-</b>	<b>157,124,784</b>
<b>MÉTALLOÏDES</b>				
<b>Combustibles</b>				
Charbon..... tonnes	15,835,954	48,752,048	6,907,209	21,088,912
Gaz naturel..... M.p.d.c.	32,380,891	11,674,802	17,985,532	6,469,546
Pétrole brut..... barils	2,943,750	5,399,353	2,919,425	5,285,332
Tourbe..... tonnes	478	2,676	-	-
<b>Total.....</b>	<b>-</b>	<b>65,828,879</b>	<b>-</b>	<b>32,843,790</b>
<b>Autres Métalloïdes</b>				
Amiante..... tonnes	410,026	14,505,791	132,291	5,757,453
Feldspath..... "	21,346	178,222	5,648	52,238
Gypse..... "	1,047,187	1,540,483	330,607	565,485
Dolomite magnésitique.....	-	677,207	-	261,905
Quartz <sup>2</sup> ..... "	1,377,448	1,129,011	710,254	420,988
Sel..... "	458,957	1,799,465	213,815	835,684
Sulfate de sodium..... "	79,884	618,028	28,460	211,375
Soufre <sup>3</sup> ..... "	130,913	1,154,992	58,930	577,011
Talc et stéatite.....	-	103,814	-	54,546
Autres métalloïdes.....	-	726,258	-	205,283
<b>Total.....</b>	<b>-</b>	<b>22,495,271</b>	<b>-</b>	<b>8,941,968</b>
<b>PRODUITS DE L'ARGILE ET AUTRES MATÉRI- RIAUX DE CONSTRUCTION</b>				
Produits de l'argile (brique, tuile, tuyaux d'égoût, poterie, etc.).....	-	4,516,859	-	1,504,088
Ciment..... barils	6,168,971	9,095,867	2,167,461	3,215,000
Chaux..... tonnes	549,353	3,824,917	224,763	1,565,000
Pierrres, sable et gravier et ardoise.....	-	17,432,056	-	4,400,000
<b>Total.....</b>	<b>-</b>	<b>34,869,699</b>	<b>-</b>	<b>10,744,088</b>
<b>Grand total<sup>1</sup>.....</b>	<b>-</b>	<b>457,359,092</b>	<b>-</b>	<b>209,654,610</b>

<sup>1</sup> La production de minerai à teneur de radium n'est pas comprise. Données non disponibles pour publication. <sup>2</sup> Y compris le sable siliceux employé comme fondant. <sup>3</sup> L'ans l'acide sulfurique fabriqué et les pyrites expédiées.

Manitoba et de la Saskatchewan, 5.0 p.c.; du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, 1.3 p.c.; le reste a été extrait des mines de Nouvelle-Ecosse et d'Alberta. La production des neuf mois de 1938, dans chaque province, est plus grande qu'au cours de la période correspondante de 1937 et reflète la croissance générale et l'activité de cette industrie primaire canadienne.

La production de cuivre, à 441,216,461 livres, montre une augmentation de 17 p.c. sur les neuf premiers mois de 1937. Les prix au cours du troisième trimestre de l'année sont légèrement plus élevés que la moyenne des six premiers mois. La production de nickel, à 159,863,075

## Production minérale du Canada, par province, 1935, 1936 et 1937

Province	1935		1936		1937	
	\$	p.c. du total	\$	p.c. du total	\$	p.c. du total
Nouvelle-Ecosse.....	23,183,128	7.4	26,672,278	7.4	30,314,188	6.6
Nouv.-Brunswick....	2,821,027	0.9	2,587,891	0.7	2,763,642	0.6
Québec.....	39,124,696	12.5	49,736,919	13.8	65,160,215	14.3
Ontario.....	158,934,269	50.9	184,532,892	51.0	230,042,517	50.3
Manitoba.....	12,052,417	3.9	11,315,527	3.1	15,751,645	3.4
Saskatchewan.....	3,816,943	1.2	6,970,397	1.9	10,271,463	2.2
Alberta.....	22,289,681	7.1	23,305,726	6.4	25,597,117	5.6
Col. Britannique....	48,692,050	15.6	54,407,036	15.0	73,555,798	16.1
Yukon.....	1,302,308	0.5	2,220,372	0.7	3,784,528	0.9
Territoires du Nord-Ouest.....	127,938		170,334		117,978	
<b>Totaux<sup>1</sup>.....</b>	<b>312,344,457</b>	<b>100.0</b>	<b>361,919,372</b>	<b>100.0</b>	<b>457,359,092</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La production de minéral à teneur de radium n'est pas comprise. Données non disponibles pour publication.

livres, au cours de la même période a fléchi d'environ 4 p.c. La production de plomb est de 3 p.c. plus grande, à 319,467,899 livres, et celle de zinc, à 285,217,930 livres, est aussi plus élevée qu'au cours des premiers neuf mois de 1937.



Train de wagonnets de minéral passant par la porte à feu au niveau de 800 pieds, mine d'or Hollinger, Timmins, Ont.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

La production d'argent est inférieure à la période correspondante 1937 et les totaux sont de 17,103,554 et 17,920,031 onces fines respectivement.

Les prix des métaux communs pour la période sous revue sont généralement moins élevés.

## CHAPITRE VI LES PÊCHERIES AU CANADA

La pêche est l'une des industries les plus anciennes dans l'histoire du Canada. En 1497, Cabot découvre les bancs morutiers de Terre-Neuve, lorsque pour la première fois il aperçoit le continent de l'Amérique du Nord, et Fernandez de Navarrete signale dans ses mémoires que les Français, les Espagnols et les Portugais fréquentaient les "Grands Bancs" avant 1502. Le Cap-Breton, l'un des premiers endroits en Amérique à recevoir un nom, tire son origine des premiers pêcheurs venus de France.



Partie de la flotte de pêche de Vancouver mouillée dans un havre emmuré de montagnes.

*Photo de l'Association des Touristes de l'île Vancouver.*

La pêche se fait alors à la petite ligne, par-dessus des barils cloués au passavant pour empêcher le frottement contre le flanc du navire; elle se fait tant que la température reste favorable puis les pêcheurs retournent en France avec leurs prises. Les voyages le long de la côte révèlent bientôt que la morue est aussi abondante dans les eaux abritées que sur les bancs du large et il est d'usage pour un équipage de s'ancre dans une baie, d'ériger une hutte sur la côte et de faire des excursions quotidiennes aux lieux de pêche, la prise étant ensuite salée et séchée à terre puis expédiée en France à la fin de la saison. Les pêcheurs s'installent bientôt pour tout l'hiver et c'est ainsi que se fondent les établissements

permanents de pêche. Jusqu'à l'arrivée des Loyalistes de l'Empire, la pêche est la seule industrie pratiquée systématiquement, et l'attention ne se porte que sur les pêcheries le long de la côte. Aucun bateau de pêche n'a laissé le port de Lunenburg, devenu depuis le grand centre de la pêche en haute mer, avant 1873.

Les pêcheries du Canada sont probablement les plus vastes de l'univers. Sur l'Atlantique, du Grand-Manan au Labrador, le littoral mesure plus de 5,000 milles, sans compter les petites baies et les échancrures. La baie de Fundy, d'une superficie de 8,000 milles carrés, le golfe Saint-Laurent, dix fois aussi grand, et les autres eaux océaniques ne comprennent pas moins de 200,000 milles carrés, soit plus des quatre cinquièmes des pêcheries de l'Atlantique septentrional. En outre, il y a 15,000 milles carrés d'eaux intérieures du bassin de l'Atlantique entièrement régies par le Dominion. Le littoral du Pacifique mesure 7,180 milles de longueur, et les lacs de l'intérieur renferment plus de la moitié de toute l'eau douce du globe. Au Canada, les Grands Lacs seuls ont une superficie de plus de 34,000 milles carrés.

La liste des poissons comestibles du Canada contient près de soixante variétés, dont les principales sont le saumon, le homard, la morue, le hareng, le corégone, le flétan, l'aiglefin, le doré et la truite.

### Le gouvernement et les pêcheries

Actuellement, le gouvernement fédéral régit les eaux de marée des Provinces Maritimes et de la Colombie Britannique, ainsi que les pêcheries des îles de la Madeleine, dans le Québec. Les autres pêcheries des Provinces Maritimes, de l'Ontario et des Provinces des Prairies, ainsi que les pêcheries d'eau salée et d'eau douce du Québec, sauf celles des îles de la Madeleine, sont régies par les provinces respectives, mais le droit de légiférer sur toutes les pêcheries provinciales appartient au gouvernement fédéral. Les pêcheries régies par le fédéral relèvent du ministère des Pêcheries, créé comme entité distincte en 1930. Un nombreux personnel d'inspecteurs, de fonctionnaires et de gardes est chargé d'appliquer les lois de la pêche et une flotte de vaisseaux patrouille constamment la côte et les eaux intérieures pour empêcher le braconnage et la violation des règlements. La législation a pour but principal de prévenir l'épuisement en appliquant des saisons de fermeture, en interdisant la pollution ou l'obstruction des cours d'eau et en réglementant les opérations de pêche en général. Des stations sous la direction de la Commission de Recherches sur les Pêcheries, ci-devant la Commission Biologique du Canada, ont été établies à Halifax, Nouvelle-Ecosse, St. Andrews, Nouveau-Brunswick, Nanaïmo et Prince-Rupert, Colombie Britannique, et dans le comté de Gaspé, Québec, pour poursuivre des recherches biologiques. Une station biologique marine, s'occupant principalement d'ostreiculture, existe à Ellerslie, Ile du Prince-Edouard, et une sous-station s'occupe de salmoniculture à Cultus Lake, Colombie Britannique. La Commission de Recherches sur les Pêcheries emploie un personnel régulier de savants. L'État aide encore autrement l'industrie de la pêche. La plupart des bateaux de pêche possèdent des postes récepteurs de radio-



phonie et il existe maintenant un système pour la radiodiffusion des pronostics de température, des approvisionnements de boîtes et de glace et de l'état des glaces le long de la côte. Des officiers permanents du ministère des Pêcheries renseignent les pêcheurs des différents endroits sur les meilleures manières de manutentionner et de préparer leurs prises, et apprennent au public la valeur du poisson dans l'alimentation. La loi de 1882 (45 Viet., c. 18) sur le développement des pêcheries maritimes et l'encouragement de la construction de bateaux répartissait parmi les pêcheurs et les propriétaires de bateaux de pêche une somme annuelle de \$150,000 en gratifications, représentant l'intérêt sur le montant de la "sentence arbitrale d'Halifax". Une loi de 1891 (54-55 Viet., c. 42) élevait cette somme à \$160,000, le mode de distribution étant établi chaque année par ordre ou conseil.



Échage du poisson sur la grève, Rivière-au-Renard, péninsule de Gaspé, Québec.

*Photo du Bureau cinématographique du gouvernement canadien.*

Le Parlement a voté la somme de \$300,000, qu'il a mise à la disposition du ministère des Pêcheries pour l'année fiscale 1937-38 afin d'aider, en coopération avec les provinces concernées, au rétablissement des pêcheurs nécessiteux. Quatre provinces—la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île du Prince-Edouard et le Québec—ont conclu des accords avec les autorités fédérales pour réaliser l'objet de cet article du budget. Dans chacune des quatre provinces le ministère des Pêcheries a dépensé deux dollars pour chaque dollar qu'a dépensé le gouvernement fédéral en aide directe aux pêcheurs nécessiteux, et les dépenses totales sur le crédit

alloué au ministère se sont élevées à \$218,004. Dans le Québec, 8,930 allocations ont été accordées aux pêcheurs. Dans les Provinces Maritimes et les îles de la Madeleine le plan adopté consistait à faire des prêts aux pêcheurs et aux associations de pêcheurs; le nombre total de prêts aux pêcheurs a été de 9,176 et aux associations, de 28.

Pour venir encore en aide aux pêcheurs—il s'agissait en l'occurrence d'accroître la demande de leurs produits—le ministère des Pêcheries a inauguré pendant l'année fiscale une vaste campagne de publicité. Cette dernière a surtout été faite dans le Dominion, mais \$15,000 ont été dépensés au Royaume-Uni dans le but d'augmenter principalement les ventes de homard et de saumon canadiens en boîte. Au Canada, des publications diverses ont été employées en grand nombre pendant la campagne, qui s'est étendue à toutes les parties du pays et qui attirait l'attention sur la valeur des produits canadiens de la pêche en général.

### Industrie moderne

L'industrie de la pêche commerciale au Canada a commencé à prendre de l'expansion dans la dernière moitié du XIXe siècle. En 1844, la valeur estimative des prises n'est que de \$125,000; elle double dans la décade suivante et dès 1860 elle dépasse \$1,000,000. Dix ans plus tard, elle atteint \$6,000,000, soit plus du double de 1878. En 1900, elle atteint un total de \$21,000,000 et l'augmentation se continue avec peu d'interruptions jusqu'en 1918 où elle touche la cime \$60,000,000. Depuis lors, il y a eu des reculs qui s'expliquent par la baisse des prix plutôt que par une réduction de prise. En 1937, la valeur est de \$38,976,294. Ces chiffres représentent la valeur globale du poisson vendu frais, séché, en conserve ou autrement. Le nombre d'employés a augmenté en même temps en proportion égale, dépassant 90,000 certaines années. Les capitaux engagés ont monté par ailleurs jusqu'à \$64,000,000. En 1937, les effectifs sont de 84,025 employés et les capitaux immobilisés, de \$44,926,764.

La pêche du saumon de la Colombie Britannique donne à cette province la première place en valeur de production poissonnière, position enlevée à la pêche de la morue dans la Nouvelle-Ecosse. Cette dernière province occupe aujourd'hui la deuxième place par la valeur de la pêche, suivie du Nouveau-Brunswick, puis de l'Ontario. La pêche du homard sur le littoral de l'Atlantique ne le cède en importance qu'à celle du saumon sur les côtes du Pacifique. En 1870, il n'existe que trois homarderies sur le littoral de l'Atlantique, et l'industrie a tellement progressé qu'elle est devenue la plus considérable du genre dans tout l'univers. Les 277 homarderies de 1937 employaient plus de 5,000 personnes. Une prise annuelle de 30,000,000 de homards est normale. Au Nouveau-Brunswick, les conserveries de sardines, jeunes harengs et non un type distinct de poisson, ont ces quatre dernières années dépassé en importance les homarderies. La province ne compte que 3 sardineries, mais elles sont très considérables et en 1937 elles employaient plus de 600 personnes. Les 37 saumoneries du Pacifique emploient près de 5,000 personnes. Les quelques saumoneries des côtes de l'Atlantique accusent une production minime. Les conserveries et saurisséries de poisson sont

exclusives aux pêcheries maritimes; les établissements jalonnent les côtes de façon à en faciliter l'accès aux pêcheurs.

### Production des pêcheries par province, 1914, 1936 et 1937

Province	Valeur de la production			Pourcentage de la valeur		
	1914	1936	1937	1914	1936	1937
	\$	\$	\$	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Edouard.....	1,261,666	953,029	870,299	4.1	2.4	2.2
Nouvelle-Ecosse.....	7,730,191	8,905,268	9,229,834	24.7	22.7	23.7
Nouveau-Brunswick.....	4,940,083	4,399,735	4,447,688	15.8	11.3	11.4
Québec.....	1,924,430	2,108,404	1,892,036	6.2	5.4	4.9
Ontario.....	2,755,291	3,209,422	3,615,666	8.8	8.2	9.3
Manitoba.....	849,422	1,667,371	1,796,012	2.7	4.3	4.6
Saskatchewan.....	132,017	367,025	527,199	0.4	0.9	1.4
Alberta.....	86,720	309,882	433,354	0.3	0.8	1.1
Colombie Britannique.....	11,515,056	17,231,534	16,155,439	36.8	44.0	41.4
Yukon.....	69,725	13,385	8,767	0.2	0.0	0.0
<b>Totaux.....</b>	<b>31,264,631</b>	<b>39,165,055</b>	<b>38,976,294</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

### Production des pêcheries par principale espèce, 1936 et 1937

(Espèces dont la production dépasse \$1,000,000 et disposées par ordre de valeur en 1937.)

Espèce	1936		1937	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	quintaux	\$	quintaux	\$
Saumon.....	2,029,704	13,867,513	1,724,213	12,370,219
Homard.....	283,273	4,383,428	309,950	4,633,429
Morue.....	1,699,974	3,331,750	1,523,626	3,140,230
Hareng.....	2,852,381	2,576,533	3,057,503	2,556,883
Corégone.....	138,468	1,525,700	173,675	1,887,889
Flétan.....	247,238	1,441,310	150,588	1,598,190
Sardine.....	144,603	1,598,562	159,481	1,526,505
Aiglefin.....	403,010	1,291,905	388,823	1,290,313
Doré.....	145,635	1,109,397	143,020	1,043,532

### Capitaux immobilisés et main-d'œuvre dans les pêcheries de 1935 à 1937

Item	1935	1936	1937
	\$	\$	\$
<b>CAPITAUX</b>			
Navires, bateaux, rêts, filets, etc.....	26,473,082	27,217,250	26,796,379
Conserveries et saurisseries.....	17,144,806	18,614,592	18,130,385
<b>Total en capitaux.....</b>	<b>43,617,888</b>	<b>45,831,842</b>	<b>44,926,764</b>
<b>EMPLOYÉS</b>	Nomb.	Nomb.	Nomb.
Sur navires et bateaux, pêcheurs sans bateaux.....	68,557	71,735	69,981
Dans les conserveries et autres établissements.....	14,361	15,238	14,044
<b>Total des employés.....</b>	<b>82,918</b>	<b>86,973</b>	<b>84,025</b>

**Commerce d'exportation du poisson.**—La consommation domestique de poisson est relativement faible au Canada et le commerce dépend largement des marchés étrangers. On peut estimer à 60 ou 70 p.c. des prises annuelles la portion exportée, dont les Etats-Unis absorbent environ le tiers et le Royaume-Uni, le quart. En 1937, les exportations globales s'élevèrent à \$28,902,152, dont \$14,004,575 aux Etats-Unis et \$6,721,764 au Royaume-Uni. Une autre analyse révèle que les pays de l'Empire Britannique en absorbent pour \$11,178,572 et les pays étrangers pour \$17,723,580. Le plus important des poissons exportés est le saumon en boîte (au Royaume-Uni et aux marchés européens), suivi par le homard frais, le homard en boîte, le corégone frais, le saumon frais (aux Etats-Unis) et la morue séchée (aux Antilles et en Amérique du Sud, etc.). Les Etats-Unis sont le principal débouché de notre poisson frais.

**Pêche sportive.**—Ce qui précède n'est qu'un aperçu industriel et commercial. En tant que sport, la pêche a cependant son côté économique dans un pays aussi fameux pour son saumon de la Restigouche et autres rivières des Provinces Maritimes, son achigan et sa truite mouche-tée des hautes terres du Québec et de l'Ontario, sa truite rouge de la Nipigon et son saumon et sa truite arc-en-ciel de la Colombie Britannique. La location de rivières et de lacs à des particuliers et à des clubs dans les régions peu peuplées est une source importante de revenus publics. Plusieurs centaines de guides y trouvent un emploi au cours des mois d'été.

## CHAPITRE VII COMMERCE DES FOURRURES

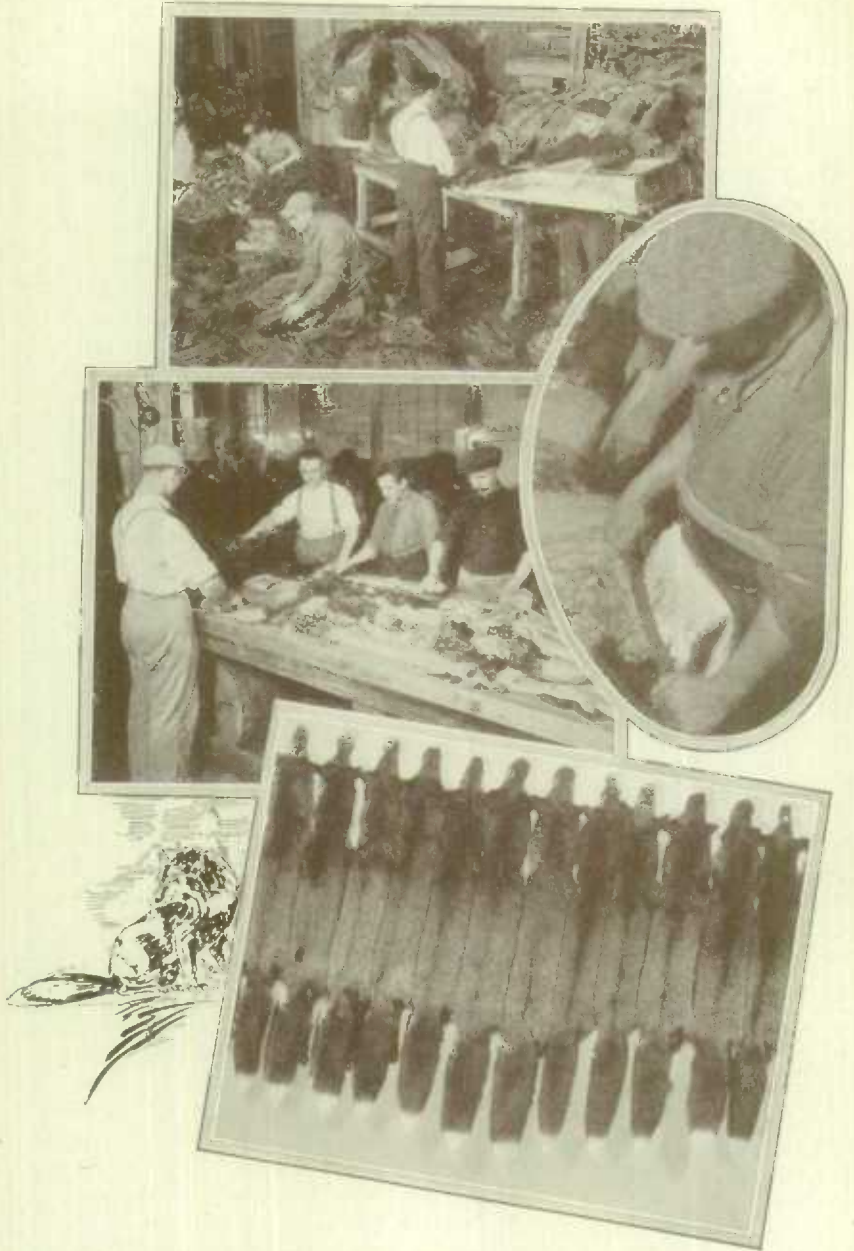


Chargement de balles de fourrures à un magasin du Canada septentrional.

*Photo de la Compagnie de la Baie d'Hudson.*

les autorités fédérales, ont inauguré un programme de conservation et édicté des lois pour l'établissement de saisons fermées, l'enregistrement des trappeurs et des traiteurs, la perception de droits sur les pelleteries et la réglementation du piégeage. La valeur annuelle de la production de fourrures brutes du Canada ne diminue pas; c'est dû à l'établissement des fermes à fourrure qui produisent chaque année un grand nombre de pelleteries, surtout de renard argenté et de vison.

A dater de 1881, les statistiques sur les fourrures brutes se limitaient aux données des recensements décennaux, mais depuis 1920 le Bureau Fédéral de la Statistique publie des rapports annuels basés d'abord sur des données fournies par les commerçants de fourrure, mais plus récemment dressés d'après les états des départements provinciaux de la Chasse et tirés des rapports relatifs aux droits régaliens, à la taxe d'exportations, etc. En 1881, la valeur des pelleteries de l'année était de \$987,555; en 1910, elle atteignait \$1,927,550; et en 1920-21, \$10,151,594.



En haut les fourrures brutes, telles que reçues par le préparateur, tournées à l'envers et ayant l'apparence d'un poisson séché; elles sont ensuite triées soigneusement et marquées. Dans le deuxième portrait, les peaux sont enduites de graisses et huiles pour les garder molles et souples et dans le médaillon, écharnage des peaux, opération qui enlève tous les résidus de tissu ou de graisse. En bas, une belle sélection de renards argentés finis.

*Photo Canadian Industries Limited.*

Suivant des chiffres préliminaires, la valeur de la production canadienne de fourrures brutes de 1936-37 (12 mois terminés le 30 juin 1937) est fixée à \$16,666,375 contre \$15,464,883 la saison précédente. Ces chiffres comprennent les produits du piéçage et ceux des fermes à fourrure; cette dernière catégorie représente environ 40 p.c. de l'ensemble. Le total de la saison sous revue est le maximum depuis 1928-29.

Les trois principales sortes de fourrure sont le renard argenté (\$5,986,410), le rat musqué (\$2,249,615) et le vison (\$2,240,375). La valeur combinée des trois sortes est de \$10,476,400, ou 63 p.c. du total de toutes les espèces. Le nombre de peaux de renard argenté est de 204,388, augmentation sur la saison précédente de 19,129, mais à cause d'une réduction de prix, la valeur totale baisse de \$121,784. Le nombre de peaux de vison, d'autre part, accuse une diminution de 16,666, mais la valeur augmente de \$538,798. Le nombre de peaux de rat musqué montre une légère diminution sur la saison précédente, mais la valeur augmente. Le prix moyen des peaux de vison est passé de \$11.03 en 1935-36 à \$16.28 en 1936-37, et la moyenne des peaux de rat musqué est montée de \$1.32 à \$1.40, tandis que la moyenne des peaux de renard argenté est baissée de \$32.97 à \$29.29. Presque toutes les peaux de renard argenté proviennent des fermes à fourrure, tandis que dans le cas des peaux de vison, cette proportion est d'un tiers. La fourrure la plus chère est le pékan (prix moyen de \$52.85 la peau en 1936-37), suivie du lynx (\$34.53). Ces deux prix sont en avant de ceux de la saison précédente.

Les principales provinces relativement à la valeur de la production de fourrures brutes sont l'Ontario (\$2,987,713), le Québec (\$2,516,012) et l'Alberta (\$2,161,507). La proportion en valeur de chaque province par rapport à la valeur globale du Canada paraît dans la série suivante de pourcentages: Ontario, 17.9; Québec, 15.1; Alberta, 13.0; Manitoba, 9.8; Colombie Britannique, 8.5; Ile du Prince-Edouard, 8.3; Saskatchewan, 8.0; Territoires du Nord-Ouest, 6.6; Nouvelle-Ecosse, 5.5; Nouveau-Brunswick, 5.2; et Yukon, 2.1.

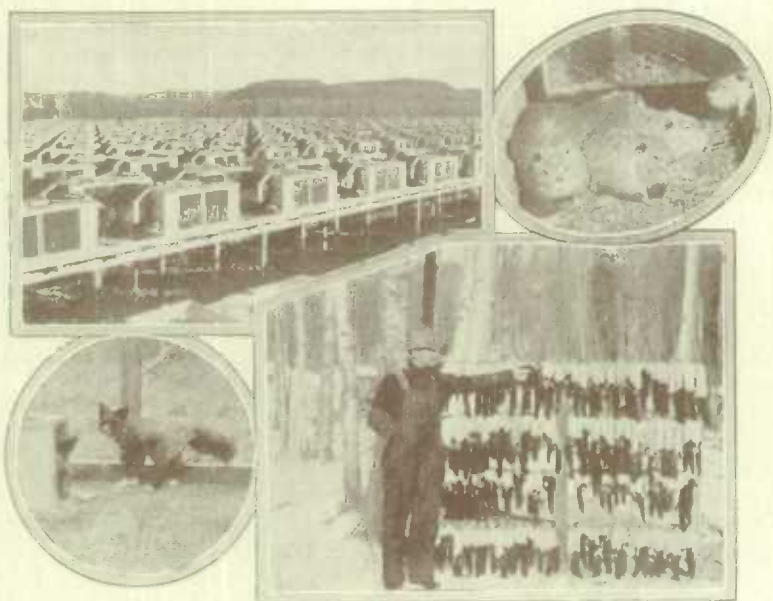
Nombre et valeur des peaux brutes, saisons 1921-22 et 1936-37

Saison	Nombre de peaux	Valeur totale	Saison	Nombre de peaux	Valeur totale
		\$			\$
1921-22.....	4,366,790	17,438,867	1929-30.....	3,798,444	12,158,376
1922-23.....	4,963,996	16,761,567	1930-31.....	4,060,356	11,803,217
1923-24.....	4,207,593	15,643,817	1931-32.....	4,449,289	10,189,481
1924-25.....	3,820,326	15,441,564	1932-33.....	4,503,558	10,305,154
1925-26.....	3,686,148	15,072,244	1933-34.....	6,076,197	12,349,328
1926-27.....	4,289,233	18,864,126	1934-35.....	4,926,413	12,843,341
1927-28.....	3,601,153	18,758,177	1935-36.....	4,596,713	15,464,883
1928-29.....	5,150,328	18,745,473	1936-37 <sup>1</sup> .....	6,204,379	16,666,375

<sup>1</sup> Données préliminaires.

L'apprêtage et le teinturage sont d'importantes branches du commerce des fourrures. Le travail se fait surtout sur une base à façon, c'est-à-dire que les fourrures sont traitées pour les propriétaires et les frais sont basés sur la somme de travail. Le nombre d'établissements

s'occupant de l'apprêtage des fourrures en 1936 est de 14; le nombre de peaux traitées est de 6,221,363 et le montant reçu pour ce travail s'élève à \$1,516,762. Il y a aussi l'industrie des articles en fourrure qui fournit presque toute la quantité d'articles en fourrure, manteaux, écharpes, manchons, casquettes, gants, etc., consommée au Canada. Cette industrie a fourni en 1936 du travail à 3,153 personnes, avec salaires et gages de \$3,371,366, et une production évaluée à \$14,474,935. Le nombre d'établissements, d'un littoral à l'autre, est de 331; toutefois, l'industrie est concentrée surtout dans le Québec et l'Ontario.



Une grande ferme à fourrure de l'Ontario: *En haut, à gauche*: Accommodation pour 1.000 visons; chaque cage contient une femelle avec un ou deux petits. *En bas, à droite*: Une collection de visons prêts pour le marché. *Dans le médaillon en haut*: Spécimens de myopotame, castor des marais de l'Amérique du Sud introduit avec succès dans les fermes à fourrure du Canada. *Dans le médaillon du bas*: Un des nouveaux types de renard, le collier argenté.

*Photo Model Mink Farm Limited, Fort William, Ont.*

**Fermes à fourrure.**—L'élevage des animaux à fourrure, commencé dans l'île du Prince-Edouard vers la fin du dernier siècle, s'est depuis répandue dans tout le Dominion et occupe aujourd'hui une position de grande importance, soit comme industrie distincte ou comme accessoire de l'agriculture. De l'ancienne habitude de garder vivants les renards capturés hors de saison jusqu'à ce qu'ils fussent dans leur plus beau pelage est née l'industrie moderne des fermes à fourrure. Un trappeur qui arrivait à un poste du nord avec sa charge de fourrures de la dernière saison avait bien parfois une très belle peau de renard noir, avec queue argentée à l'extrémité et quelques poils argentés ici et là; ceci donnait à



la peau un velouté d'argent, d'où est venu le nom de renard "argenté". Le pelage noir ou argenté est une phase de couleur du renard roux ordinaire; la beauté de son poil et le prix de vente conséquemment élevé encouragèrent des expériences d'élevage pour fixer cette couleur argentée. On a réussi en 1894, alors qu'une portée de renards argentés à été élevée jusqu'à maturité sur une ferme près d'Alberton, Ile du Prince-Edouard; cette province peut se réclamer d'être le berceau de l'industrie. D'autres réussites firent progresser l'industrie. En 1913, le recensement fait par le commissaire de l'agriculture pour l'Ile du Prince-Edouard donnait 277 renardières comportant 3,130 renards dont 650 argentés. Entre temps, dans les autres provinces on cherchait à élever des renards en captivité; les statistiques montrent que l'élevage a commencé à réussir dans le Québec en 1898; dans l'Ontario, en 1905; et en Nouvelle-Ecosse, en 1906. En 1912 et 1913, la commission fédérale de conservation a mené une enquête à fond sur l'historique et les possibilités de la ferme à fourrure au Canada; les résultats de cette enquête, publiés en 1913, ont stimulé l'industrie. Les pionniers de la vulpiculture élevaient le renard plutôt pour la pelletterie, une somme aussi élevée que \$2,600 ayant déjà été payée pour une peau de qualité exceptionnelle; mais ce n'est que depuis 1912 que se fait la vente générale du renard argenté. L'intérêt croissant dans la vulpiculture causa une grande demande de renards comme reproducteurs pour les renardières nouvellement établies. Des prix fabuleux étaient payés pour les bêtes et, en 1912, les ventes de reproducteurs qualifiés atteignaient de \$18,000 à \$35,000 le couple. Depuis lors, le nombre de renardières a augmenté rapidement, des compagnies tout aussi bien que des particuliers se livrant à cet élevage; les prix ont naturellement baissé à mesure que s'est accru le nombre de renards disponibles. En 1919, le Bureau Fédéral de la Statistique a commencé à recueillir annuellement des rapports de fermes à fourrure; les statistiques de l'année donnent 424 renardières et 5 autres sortes de fermes à fourrure. Le nombre de renards argentés sur les fermes la même année était de 7,181, dont 5,401 dans l'Ile du Prince-Edouard. Cependant, le prix moyen d'un couple de renards argentés était tombé à \$650, bien que l'on ait enregistré des prix aussi élevés que \$1,100 pour un seul renard. En 1936, dernière année de statistiques connues, le nombre de renardières était monté à 7,057, comprenant 155,320 renards dont 151,696 "argentés". La demande de renards vivants n'est pas aussi forte que dans les débuts de la vulpiculture, mais il y a un marché constant pour les fourrures et l'industrie s'occupe actuellement de répondre aux exigences de ce marché. En 1936, la valeur des peaux vendues représentait 87 p.c. du revenu global de l'année.

A Summerside, I. du P.-E., le ministère fédéral de l'Agriculture exploite une ferme vulpique expérimentale pour l'étude de ce qui touche à la santé des animaux à fourrure, spécialement le renard argenté, élevés en captivité; dans plusieurs provinces, les gouvernements maintiennent des branches à l'avantage de l'industrie des fermes à fourrure. Des rapports et des brochures sont publiés de temps à autre et l'éleveur peut toujours recourir aux conseils des experts qui se consacrent à ce travail.

*Statistiques des fermes à fourrures.*—Le nombre de fermes à fourrure en exploitation au Canada en 1936, d'après les rapports reçus par le Bureau

Fédéral de la Statistique, est de 8,142, augmentation de 647 sur l'année précédente. Le total de 1936 comprend 7,057 renardières, 912 visonnières et 173 fermes de diverses classifications comprenant le raton laveur, la martre, le pékan, etc. La valeur totale des exploitations est fixée à \$16,935,316, dont \$7,097,036 en terrains et bâtiments et \$9,838,280 en animaux à fourrure. Le nombre d'animaux de toutes espèces nés en captivité au cours de l'année (à l'exception des rats musqués et des castors dont les données sont inconnues) est de 296,480, augmentation de 50,952 sur l'année précédente. Les espèces principales sont le renard argenté (221,905) et le vison (65,892). Ces deux espèces ensemble comptent 97 p.c. de toutes les naissances. En regard de l'an dernier, le nombre de renards argentés nés sur les fermes accuse une augmentation de 36,917 ou de 20 p.c., et celui des visons, une augmentation de 16,931 ou de 35 p.c. La valeur des animaux à fourrure vendus vivants par les fermes en 1936 est de \$830,772, dont les renards argentés représentent \$542,888 ou 65 p.c. et les visons, \$272,560 ou 33 p.c. Il y a augmentation en valeur totale sur l'an dernier de \$181,340 ou de 28 p.c. Dans les débuts de l'industrie, les ventes d'animaux vivants composaient la grande partie du revenu de la vulpiculture, mais la situation a changé et la vente des peaux constitue maintenant le principal item. En 1936, la vente des peaux a rapporté aux éleveurs la somme de \$5,708,438, augmentation sur 1935 de \$837,443 ou de 17 p.c. Les prix moyens de toutes les espèces sont plus élevés qu'en 1935, ou stationnaires; il n'y a exception que pour le renard argenté (de \$34 la peau en 1935 à \$30 en 1936) et le myopotame (\$8 à \$2). Le nombre de peaux de renard argenté vendues est de 162,999. C'est le nombre le plus élevé de l'histoire de l'industrie et il dépasse le maximum de 1935 par 33,998 ou 26 p.c. Bien que le prix moyen par peau de renard argenté ne soit que de \$30, il y a eu des ventes à fort prix pour des peaux de qualité exceptionnellement bonne. Le prix le plus élevé mentionné dans le rapport des fermes en 1936 est \$185, payé à une renardière du Yukon. Le Nouveau-Brunswick a reçu le deuxième prix le plus élevé (\$175) tandis que l'Ontario a eu le troisième (\$155).

**Commerce d'exportation.**— Londres et New-York sont les principaux marchés des fourrures canadiennes; les tableaux du commerce des douze mois terminés le 30 juin 1936 montrent que des \$18,529,254 de peaux brutes exportées, le Royaume-Uni en a reçu pour \$10,384,268 et les États-Unis, \$7,217,087. A la fin de la Grande Guerre, Montréal est devenu un marché international de fourrures et la première vente à l'enchère au Canada eut lieu en 1920. Aux enchères tenues à Montréal en 1937, 922,615 peaux ont été achetées (\$5,666,991). Des enchères sont aussi tenues à Winnipeg, Edmonton et Vancouver.

En 1667, les fourrures à destination de la France et des Antilles valaient 550,000 francs. En 1850, première année pour laquelle le département des Douanes possède des statistiques, la valeur des exportations de peaux brutes était de £19,395 (\$93,872); l'année close le 30 juin 1920, elle était de \$20,417,329; en 1925, de \$17,131,172; en 1930, de \$17,187,399; et en 1935, de \$15,224,342. Les statistiques en 1936, données dans le paragraphe précédent, montrent que la valeur des fourrures brutes exportées cette année-là augmente de près de 6 p.c. sur 1935; la proportion expédiée au Royaume-Uni baisse de près de 5 p.c.

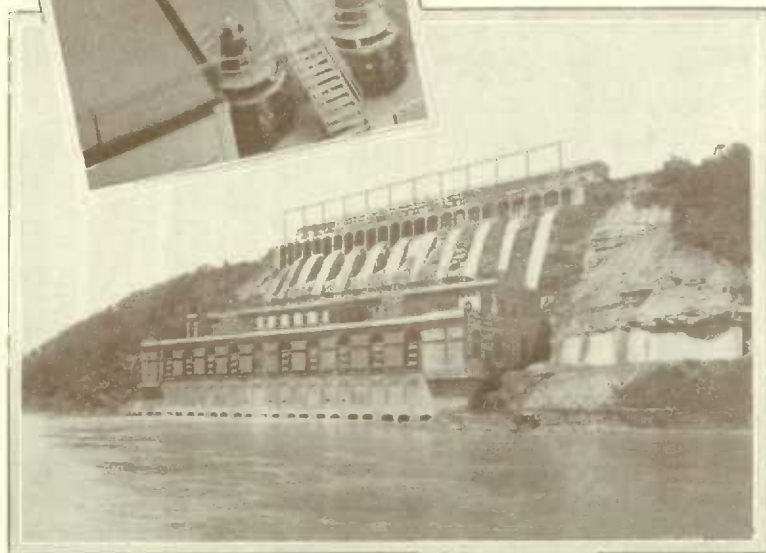
## CHAPITRE VIII

### FORCES HYDRAULIQUES

Les forces hydrauliques du Canada constituent l'une de ses plus grandes ressources naturelles. Leur développement a non seulement facilité l'industrie mais a donné de la valeur à des produits marginaux qui, sans l'énergie à bon marché fournie par les eaux, n'auraient pu venir sur le marché. Cette énergie à bon marché a aussi amené la création entière de



Intérieur d'une usine génératrice à Queenstown montrant les dix unités principales et deux unités de service (à l'avant-plan).



Le développement Queenstown-Chippawa, rivière Niagara.— Cette usine génératrice a une capacité de 500,000 h.p. Le gorge du Niagara à cet endroit a plus de 300 pieds de profondeur et la tête d'eau utilisée à pleine charge est de 294 pieds.

*Photo de la Commission Hydroélectrique d'Ontario.*

nouveaux centres de population pour la transformation de matières brutes importées d'outre-mer. Ces forces hydrauliques sont si généralement répandues que partout, sauf dans le plus petit hameau isolé, on peut jouir des avantages de l'éclairage électrique, de la radio, de la cuisson électrique et des appareils ménagers qui, dans plusieurs pays, ne sont disponibles que dans les grands centres urbains.

Les forces hydrauliques du Canada ont une capacité estimative de près de 34,000,000 de h.p. qui, dans des conditions normales d'utilisation, assurent des installations de turbines d'environ 43,700,000 h.p.; l'aménagement du 1er janvier 1939 n'en représente que 18.75 p.c. bien que ce soit 730 h.p. par 1,000 âmes. Ces forces hydrauliques, aménagées ou non, se rencontrent des Provinces Maritimes à la Colombie Britannique, à proximité de tous les centres industriels, des plus grands gisements minéraux et des forêts fournissant les matières premières aux pulperies. De vastes réseaux de transmission distribuent aux consommateurs l'énergie des installations dans des rayonnements de centaines de milles.

**Forces hydrauliques disponibles et exploitées au Canada, le 1er janvier 1939, par province**

Province ou territoire	Energie utilisable par 24 heures à 80 p.c. du rendement		Installation de turbines
	Au débit minimum	Au débit ordinaire de six mois	
	h.p.	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Edouard.....	3 000	5 300	2 617
Nouvelle-Ecosse.....	20 800	128 300	130 617
Nouveau-Brunswick.....	68 600	169 100	133 347
Québec.....	8 459 000	13 064 000	4 031 063
Ontario.....	5 330 000	6 940 000	2 582 959
Manitoba.....	3 309 000	5 344 500	420 925
Saskatchewan.....	542 000	1 082 000	61 035
Alberta.....	390 000	1 049 500	71 997
Colombie Britannique.....	1 931 000	5 103 500	738 013
Yukon et Territoires du N.-O.....	294 000	731 000	18 199
<b>Canada.....</b>	<b>20,347,400</b>	<b>33,617,200</b>	<b>8,190,772</b>

**Distribution des forces hydrauliques par provinces.** — Dans les *Provinces Maritimes* les exploitations hydrauliques sont faibles par rapport aux autres provinces mais elles constituent quand même une ressource économique précieuse qu'augmentent d'abondants gisements de charbon. Le Québec possède les ressources connues les plus considérables; ses installations actuelles représentent près de 50 p.c. du total du Canada. Plus de 89 p.c. de ses installations totales sont exploitées par des centrales qui distribuent l'électricité au public consommateur. L'Ontario, qui est sans gisements de charbon, comme le Québec, vient en second par ses ressources hydrauliques et ses installations électriques. La Commission Hydroélectrique de l'Ontario exploite des centrales qui comprennent plus de 65 p.c. de toutes les installations de la province; un autre 21 p.c. est exploité par d'autres centrales. Dans les *Provinces des Prairies*, c'est le Manitoba qui a les plus grandes ressources et les plus grandes installations; 75 p.c. de tout l'aménagement des trois provinces se trouve sur la rivière Winnipeg, pour

alimenter la cité de Winnipeg et les municipalités avoisinantes; le réseau de transmission de la commission hydroélectrique du Manitoba dessert 96 cités, villes et villages dans le sud de la province. Dans la section des Provinces des Prairies, où sont plus rares les forces hydrauliques, les parties sud de la Saskatchewan et de l'Alberta, les ressources en combustible sont abondantes. La *Colombie Britannique*, coupée par trois chaînes distinctes de montagnes, détient le quatrième rang par ses forces hydrauliques, et l'importance de ses aménagements ne le cède qu'aux deux provinces de Québec et Ontario. Au *Yukon* et dans les *Territoires du Nord-Ouest*, les ressources hydrauliques, bien que considérables, sont si éloignées que leur exploitation présente se limite à leur aménagement pour le service des entreprises minières locales.

La signification de cette distribution des forces hydrauliques du Canada est manifeste quand on sait que 60 p.c. de l'énergie disponible et 81 p.c. des aménagements se rencontrent dans les provinces hautement industrialisées d'Ontario et de Québec qui contiennent 61½ p.c. de la population totale et qui à cause de l'absence de gisements connus de combustible, dépendraient autrement des importations de charbon pour leur production d'énergie.



L'installation hydroélectrique d'Upper Bonnington Falls, sur la rivière Kootenay, C.B. Le long de la rivière Kootenay, entre sa jonction avec le fleuve Columbia et la rivière Nelson, il y a quatre de ces établissements d'une capacité globale de 286.000 h.p. Celle-ci a une capacité de 94.000 h.p., y compris les deux unités qu'on est à y ajouter. Le courant est distribué dans tout l'est de la Colombie Britannique pour force motrice, chauffage et éclairage. *Dans le médaillon*: Intérieur d'une des usines génératrices.

*Photo de West Kootenay Power and Light Company, Limited.*

**Construction hydroélectrique en 1938.**— En 1938, la construction s'étend d'un littoral à l'autre et ajoute 135,384 h.p. aux installations hydroélectriques du pays. En Colombie Britannique, la *Western Power Company of Canada*, subsidiaire de la *British Columbia Power Corporation*, a augmenté à 94,000 h.p. la capacité de son usine sur la rivière Stave, près de Ruskin, en terminant l'installation d'une seconde unité de 47,000 h.p.. La *West Kootenay Power and Light Company* est à ajouter deux unités de 30,000 h.p. à son usine d'Upper Bonnington Falls, sur la rivière Kootenay, ce qui accroît sa capacité à 94,000 h.p.

En Saskatchewan, la *Churchill River Power Company* a ajouté une unité de 19,000 h.p. à son usine sur la rivière Churchill, à Island Falls, 60 milles au nord-ouest de Flinflon. Cette nouvelle unité va augmenter l'installation de l'usine à 80,000 h.p. Le courant est transmis à 110,000 volts à la mine Flinflon, qui se trouve à 58 milles de distance, sur la frontière Manitoba-Saskatchewan, et à la mine Sherritt-Gordon, à 45 milles plus loin dans le Manitoba. Un autre développement hydroélectrique est la continuation des travaux de la *Consolidated Mining and Smelting Company* afin de s'alimenter d'énergie pour ses opérations près de Goldfields, sur le lac Athabaska. Ce projet peut atteindre une installation ultime de 6,600 h.p. au lac Wellington, par le détournement des eaux du lac Tazin.

Au Manitoba, la cité de Winnipeg a ajouté une quatrième unité de 12,500 h.p. à son usine sur la rivière Winnipeg, à Slave Falls, ce qui porte son rendement à 50,000 h.p. Le courant, ainsi que celui de l'usine municipale de Pointe-du-Bois, six milles plus haut, est transmis à 132,000 volts jusqu'à Winnipeg, à quelque 90 milles de distance.

En Ontario, la Commission Hydroélectrique de l'Ontario a terminé une usine produisant 10,400 h.p. sur la rivière Musquash, à Ragged Rapids, cinq milles plus bas que Bala, afin d'augmenter la puissance de son système de la baie Georgienne. La Commission a pris des mesures additionnelles pour le contrôle de ses approvisionnements d'eau en remplaçant une digue sur la rivière Wanapitei et en construisant une sur la rivière Frederickhouse. La Commission a construit environ 2,400 milles de ligne de plus pour la distribution rurale. Dans le district de Sault-Sainte-Marie, la *Great Lakes Power Company* a terminé une usine de 10,000 h.p. à Lower Falls, sur la rivière Montréal. L'usine est reliée aux autres usines de la compagnie à Upper Falls sur la même rivière, à Sault-Sainte-Marie et à Michipicoten Falls.

Dans le Québec, la *Gatineau Power Company* a ajouté une cinquième unité de 34,000 h.p. à son usine de Chelsea, sur la Gatineau, ce qui porte l'usine à sa capacité prévue de 170,000 h.p. Cette compagnie a deux autres grandes usines sur la même rivière: Pagan, de 238,000 h.p., et Farmers Rapids, de 96,000 h.p. La *Belleterre Mining Company* a terminé une installation de 1,400 h.p. dans le township de Devlin, sur la rivière Winneway, près du lac Expanse. La *St-Maurice Power Company* a continué des travaux préliminaires sur son usine projetée de 162,000 h.p. à La Tuque, sur le haut Saint-Maurice. La *Beauharnois Light, Heat and Power Company* est à ajouter une neuvième unité de 53,000 h.p. à son usine sur le fleuve Saint-Laurent, à vingt-cinq milles en amont de Montréal. Cette

unité doit commencer à produire en 1939 et va augmenter l'installation de l'usine à 477,000 h.p.

Dans les Provinces Maritimes, la construction comprend l'achèvement d'une installation de 10,200 h.p. à Crowie Falls, sur la rivière Mersey, pour augmenter l'énergie fournie au moulin Brooklyn de la *Mersey Paper Company*. Il y a aussi continuation des travaux de construction sur une installation de 3,750 h.p. sur le ruisseau Paradise par l'*Annapolis Basin Pulp and Paper Company*.

Une batterie de sept générateurs  
Canadian Westinghouse dans l'usine  
génératrice.



Usines électriques de Chelsea et Farmers, de la *Gatineau Power Co.*, sur la rivière Gatineau, à sept milles en haut de son embouchure et environ dix milles de la ville d'Ottawa. L'usine de Farmers est à l'avant-plan et celle de Chelsea à l'arrière. Ces deux usines ont une capacité ultime combinée de 290,000 h.p. et font partie d'un réseau d'usines reliées de la compagnie servant le district d'Ottawa et Hull et l'Ontario oriental.

*Photo du Bureau des Forces Hydrauliques du Dominion, Ottawa.*

### Usines centrales électriques

Plus de 88 p.c. de toute l'énergie électrique produite au Canada est générée par la force hydraulique et, bien que soient nombreuses les stations (250) qui obtiennent leur force motrice uniquement de combustible et que 40 usines hydrauliques possèdent également un outillage thermique auxiliaire, 98 p.c. de toute l'électricité destinée à la vente est produite par la force hydraulique.

La production d'électricité par les centrales était de 5,500,000,000 de kWh en 1919, première année sur laquelle de telles données sont connues. Six ans après elle avait presque doublé; en 1928, elle avait triplé et en 1930 elle était de 18,000,000,000 de kWh. Par suite de la persistance de la dépression dans les industries manufacturières, le rendement a commencé à décliner vers la fin de 1930 pour continuer ainsi jusqu'en 1933; depuis juin 1933 jusqu'à la fin de 1937, cependant, il y a des augmentations successives mensuelles, après ajustement pour variations ordinaires saisonnières. Une baisse en 1938 dans l'industrie de la pulpe et du papier, qui consomme environ 40 p.c. de toute l'énergie produite, a causé dans la production une réduction jusqu'au voisinage du niveau de 1936. La production de décembre 1937 (2,457,996,000 kWh) est la plus considérable dans l'histoire de l'industrie; l'estimation de la production de cette



Une fournaise électrique dans une aciérie de la Nouvelle-Ecosse.

*Photo de la Dominion Steel and Coal Corporation, Sydney, N.-E.*

année est de 25,000,000,000 de kWh en regard du maximum de 27,583,927,000 en 1937. Un seul pays, la Norvège, a une production supérieure per capita et un seul autre, les Etats-Unis, a une production globale supérieure, sans tenir compte de la grandeur du pays. La raison d'une si grande consommation d'électricité au Canada est l'absence de charbon dans les provinces centrales et l'abondance de forces hydrauliques dans le voisinage des principaux centres manufacturiers. L'industrie de la pulpe et du papier a joué un rôle important dans cette rapide augmentation. L'usage des bouilloires électriques grandit; elles consomment



environ 27 p.c. de la production globale des usines centrales électriques. De bas prix et un service fiable ont augmenté l'usage ménager pour éclairage, cuisson, chauffage et autres; la consommation ménagère s'élève à 1,308 kWh par année, par famille, soit environ deux fois autant qu'aux Etats-Unis où les standards de vie sont similaires. Le courant secondaire utilisé dans les bouilloires électriques, principalement dans les pulperies et papeteries, est passé d'une quantité minime en 1924 à plus de 7,000,000,000 de kWh en 1937, mais la consommation d'énergie ferme, ou le rendement global moins l'énergie secondaire pour les bouilloires électriques et les exportations aux Etats-Unis, a continué d'augmenter et a touché un maximum, en octobre 1937, de 1,655,879,000 kWh.

La capacité établie des moteurs électriques des industries manufacturières canadiennes représente, en 1936, 78.6 p.c. de la capacité globale de toutes les machines de ces industries, l'augmentation de 61.3 p.c. en 1923 étant presque continue. Dans les industries minières cette substitution de l'énergie électrique est presque aussi considérable, passant de 57.3 p.c. en 1923 à 76.3 p.c. en 1936. Près de 85 p.c. des moteurs électriques des industries manufacturières et près de 90 p.c. de ceux des industries minières en 1936 sont mus par l'énergie des centrales électriques.

Au cours de la dernière décade, l'usage de la force mécanique, particulièrement les moteurs électriques, a grandi dans l'industrie manufacturière beaucoup plus rapidement que le personnel. De 1923 à 1936, la force mécanique mesurée en h.p. a augmenté de 107.8 p.c., et le personnel, de 15.6 p.c. seulement. Sans doute, le personnel a décliné de 1929 à 1933, alors que la force mécanique ne cessait d'augmenter, mais même au maximum de l'emploiement, en 1929, l'augmentation sur 1923 était de 80.2 p.c. en force mécanique et de 31.9 p.c. en personnel. Ces augmentations proportionnelles sont influencées par la condition relative de chaque classe d'énergie au début de la période et aussi par la coutume plus ou moins générale d'installer un surplus de force mécanique dans les établissements où chaque machine a son propre moteur. Un h.p. équivaut à la force d'environ dix hommes. Conséquemment, à chaque employé correspondait un outillage mécanique d'une capacité de 42 hommes en 1923 et de 57 hommes en 1929. Le facteur charge, ou proportion de l'emploi de pouvoir mécanique et de pouvoir humain disponibles, n'est pas connu mais il est assez probable que la proportion entre l'emploi et la disponibilité de pouvoir a très peu changé durant ces six années.

L'électricité, principalement l'énergie hydroélectrique, remplace aussi le charbon et l'huile dans le chauffage des fournaies, des fours et des bouilloires; l'énergie électrique fournit une somme énorme de travail dans l'affinage électrolytique des métaux, la production des engrais, le placage des métaux, etc.

En 1936, les capitaux immobilisés dans les centrales électriques se chiffraient à \$1,483,116,649, somme plus forte que dans aucune autre industrie manufacturière; les revenus étaient de \$135,865,173 et le nombre d'usagers domestiques de 1,443,059. Ce chiffre représente environ 60 p.c. de toutes les familles du Canada, urbaines et rurales.

**Moyenne de production mensuelle des usines centrales électriques  
au Canada, 1926-1938**

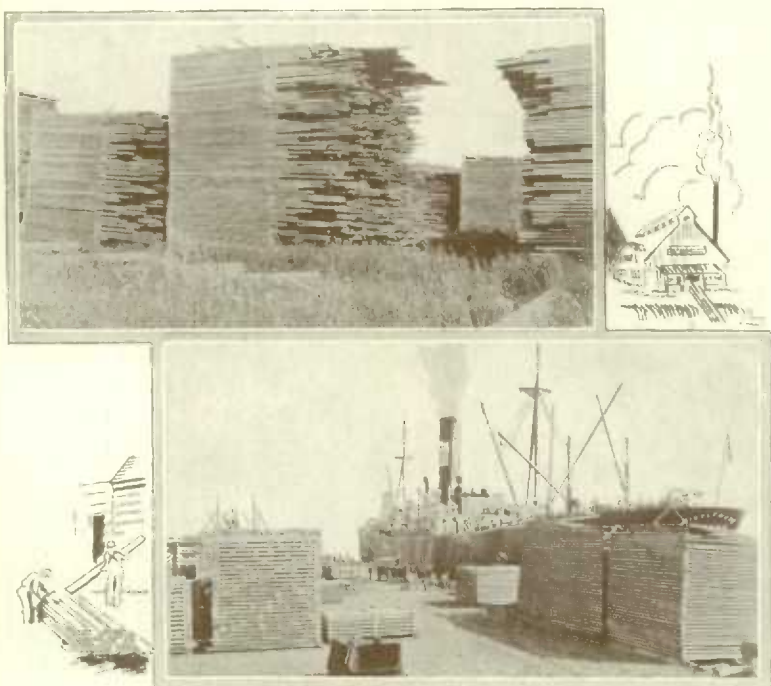
Année	Energie hydrau- lique	Energie thermique	Total
	'000 kWh	'000 kWh	'000 kWh
1926.....	991,041	16,746	1,007,787
1927.....	1,193,481	18,944	1,212,425
1928.....	1,340,292	21,192	1,361,484
1929.....	1,441,203	27,622	1,468,825
1930.....	1,463,330	25,230	1,488,560
1931.....	1,339,907	26,071	1,365,978
1932.....	1,296,360	25,845	1,322,205
1933.....	1,436,486	26,150	1,462,636
1934.....	1,733,810	29,484	1,763,294
1935.....	1,917,958	32,410	1,950,368
1936.....	2,078,739	37,452	2,116,191
1937.....	2,256,779	41,882	2,298,661
1938.....	2,065,468	34,934	2,100,402

<sup>1</sup> Moyenne de sept mois.

Les chiffres ci-dessus sont intéressants parce qu'ils montrent le progrès constant de l'industrie de 1926 à 1930 et, après deux ans d'inter-  
valle, la reprise de cette expansion. Même durant la pire année de la  
dépression (1932) la baisse de la production ne dépasse guère 11 p.c. en  
regard du maximum et, à partir de juin 1933, il y a eu une augmenta-  
tion très rapide et assez continue. Le nombre-indice, ajusté pour varia-  
tions saisonnières, a touché une cime pour tout mois à 239.83 en juin  
1937 (1926=100).

## CHAPITRE IX CONSTRUCTION

Le présent chapitre traite de l'industrie de la construction sous ses différents aspects et donne un aperçu de toutes les données connues sur les travaux de construction par les administrations publiques ou les entreprises privées.



Il est essentiel que le bois soit bien séché avant de servir dans la construction. L'illustration d'en haut montre un empilage défectueux pour la circulation de l'air et le séchage. Les fondations sont trop basses et entourées de végétation, les longueurs sont inégales, ce qui fait courber les bouts sans appui. En contraste, le portrait d'en bas montre une série de piles de planches bien ordonnées.

*Photo des Laboratoires des Produits Forestiers, Ottawa, et  
Gloucester Lumber and Trading Company, Bathurst, N.-B.*

Durant les quelques dernières années de dépression, la construction de travaux publics est d'une importance considérable, tant pour stabiliser que pour stimuler l'industrie. Néanmoins, depuis 1933, il y a des signes évidents de plus grande activité dans la construction privée et commerciale, et dans les entreprises municipales. La construction privée et commerciale, dans le domaine des habitations, a été fortement stimulée

les deux ou trois dernières années par la loi fédérale du logement (1935), la loi nationale sur le logement (1938), et la loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons (1937). La construction municipale va probablement recevoir un stimulant semblable cette année par suite de la loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938. Toutes ces lois sont administrées par le ministère fédéral des Finances.

**Loi sur le logement, 1938.**—Cette législation a une double fin : (1) aider à l'amélioration des conditions d'habitation; et (2) aider à l'absorption des sans-travail en stimulant les industries de la construction et des matériaux de construction. La loi comprend trois parties distinctes.

La partie I décrète de nouveau les principales caractéristiques de la loi fédérale sur le logement, 1935, avec d'importantes modifications destinées à encourager la construction de maisons à prix modique et à l'extension des facilités de prêt aux petites collectivités éloignées. Le ministre des Finances est autorisé à faire des avances jusqu'à \$20,000,000, moins les avances et les dépenses administratives déjà faites en vertu de la loi fédérale sur le logement, qui s'élèvent à environ \$5,500,000. La loi prévoit des prêts pour la construction de nouvelles demeures, y compris les habitations à famille unique, les duplex et les conciergeries, mais non pas les édifices employés à la fois pour fins de logement et de commerce. Les prêts sont faits par l'intermédiaire d'institutions de prêt approuvées, sur la garantie d'une première hypothèque donnée conjointement en faveur de l'institution de prêt approuvée et du Gouvernement. Les prêts peuvent être pour une somme d'au plus 80 p.c. de la valeur hypothécable de la propriété, c'est-à-dire du coût de construction ou de la valeur prise, suivant le chiffre le moins élevé ou d'au plus 90 p.c. lorsque la valeur hypothécable est de \$2,500 ou moins et que la maison est construite pour un propriétaire-tenant. Les autres 20 p.c. ou 10 p.c., respectivement, doivent être fournis par l'emprunteur. Il y a également une stipulation relative aux prêts s'échelonnant de 70 p.c. à 80 p.c. lorsque la valeur hypothécable surpasse \$2,500 et aux prêts s'échelonnant de 50 p.c. à 90 p.c. lorsque la valeur hypothécable ne dépasse pas \$2,500. Afin d'encourager l'extension de la loi aux petits centres éloignés et à des régions spéciales dans les grands centres, le ministre est autorisé à garantir les pertes subies par les institutions de prêt approuvées pour une somme d'au plus 25 p.c. du montant des prêts par chaque institution de prêt. Le taux d'intérêt payé par l'emprunteur sur tous les prêts en vertu de la partie I est de 5 p.c. Ceci est possible par le fait que le Gouvernement avance un quart de l'argent hypothécable sur une base d'intérêt à 3 p.c., le reste de cet argent hypothécable étant fourni par l'institution prêteuse. Les prêts sont consentis pour une période de dix ans, renouvelables pour dix autres années moyennant revalorisation des titres et conditions satisfaisantes à tous les partis intéressés. Les intérêts, le principal et les taxes sont payables par versements mensuels. L'amortissement du principal est calculé à un taux qui permet le remboursement de l'emprunt dans 20 ans, mais l'emprunteur peut amortir sa dette plus rapidement. La loi exige des standards solides de construction et pourvoit aussi à la protection de l'hypothèque.

La partie II est destinée à aider les autorités locales de logement, y compris les sociétés de logement à dividende limité, à fournir des habitations convenables, solides et salubres qui ne peuvent être louées qu'à des familles à revenu modique ne pouvant se permettre de "loyer économique", qui est fixé à 9½ p.c. du coût de construction plus les taxes foncières ordinaires de la municipalité. Le gouvernement fédéral est autorisé à faire aux autorités locales de logement un premier prêt hypothécaire n'excédant pas un maximum de \$30,000,000, mais les prêts à toute municipalité ne doivent pas excéder la proportion de \$30,000,000 que constitue la population de la municipalité par rapport à la population urbaine totale du Canada basée sur le recensement de 1931. Des prêts de 80 p.c. du coût de construction (y compris le coût du terrain, du bâtiment, des honoraires d'architecte, les frais juridiques et toutes autres dépenses nécessaires pour parachever le projet), mais n'excédant pas \$2,400 par logement familial, peuvent être faits à des sociétés de logement à dividende limité, organisées pour construire, détenir et administrer des maisons prévues par un projet d'habitations à loyer modique et dont les dividendes sur les titres sont limités à 5 p.c. annuellement. Des prêts de 90 p.c. du coût de construction et n'excédant pas \$2,700 par logement familial peuvent être consentis aux autres autorités locales de logement. L'intérêt est de 1¼ p.c. dans le cas des sociétés de logement à dividende limité et de 2 p.c. pour les autres autorités locales de logement. Les paiements sont effectués semestriellement et couvrent le principal et les intérêts afin d'amortir le prêt en 35 ans environ. La municipalité doit consentir à ne pas prélever des taxes excédant 1 p.c. du coût de construction. Dans le cas des prêts aux autorités locales de logement autres que les sociétés de logement à dividende limité, l'intérêt et le principal doivent être garantis par le gouvernement de la province concernée.

La partie III autorise le ministre des Finances à payer l'augmentation des taxes municipales (à l'exclusion des taxes spéciales et des taxes pour améliorations locales) prélevées sur une maison coûtant \$4,000 ou moins, dont la construction a commencé entre le 1er juin 1938 et le 31 décembre 1940, comme suit: 100 p.c. de telles taxes pour la première année de taxation, 50 p.c. pour la deuxième et 25 p.c. pour la troisième. Les principales conditions à satisfaire sont les suivantes: (1) La municipalité où la maison est érigée, si elle possède des lots propres à la construction d'habitations, doit faire une offre satisfaisante de vendre un nombre raisonnable desdits lots pour un prix d'au plus \$50 par lot ou, lorsque la municipalité n'est aucunement autorisée à vendre ces lots à ce prix, pour un prix qui ne soit pas supérieur au plus bas prix auquel la municipalité peut vendre lesdits lots, aux personnes qui conviennent de commencer, dans le délai d'un an à compter de la date respective d'achat, la construction de maisons pour leur occupation personnelle. Toute nouvelle maison se conformant aux autres conditions générales jouit du privilège d'assistance en matière de taxation, et non pas seulement les maisons qui peuvent être bâties sur les lots vendus par la municipalité. (2) Le coût de construction de la maison (y compris le

terrain, la construction, les honoraires d'architecte et les frais juridiques) ne doit pas excéder \$4,000. (3) La maison doit être construite pour une personne qui l'occupera.

Les résultats des opérations en vertu de la loi fédérale sur le logement et de la loi nationale sur le logement sont les suivants:

**Prêts en vertu de la loi fédérale sur le logement et de la loi nationale sur le logement au 30 septembre 1938**

Province	Prêts		Montant \$	Province	Prêts		Montant \$
	Nomb.	Unités familiales bénéficiaires			Nomb.	Unités familiales bénéficiaires	
I. du P.-E.....	11	11	59,634	Man.....	113	173	745,583
N.-E.....	387	395	1,698,563	Sask.....	5	5	18,100
N.-B.....	102	109	465,627	Alta.....	néant	néant	néant
Qué.....	699	1,308	5,993,281	C.B.....	885	1,066	3,371,795
Ont.....	1,658	2,844	11,073,676	<b>Totaux.....</b>	<b>3,960</b>	<b>5,911</b>	<b>23,426,259</b>

**Loi garantissant des emprunts pour réfection de maisons, 1937.—**

Cette loi prévoit une garantie limitée aux banques à charte et à certaines autres institutions de prêt approuvées relativement à des prêts consentis aux propriétaires d'habitations en vue de financer des réparations, changements et additions aux maisons urbaines et rurales (y compris les bâtiments de ferme). Les institutions de prêt sont protégées contre les pertes jusqu'à concurrence de 15 p.c. de la somme globale de tels prêts par chaque institution de prêt. Le montant global des prêts garantis est de \$50,000,000 et la responsabilité maximum du Gouvernement est, en conséquence, de \$7,500,000. Nul prêt ne doit excéder \$2,000 sur chaque propriété particulière, excepté que, dans le cas d'une habitation à familles multiples, le prêt ne doit pas excéder \$1,000 plus \$1,000 pour chaque famille logée. La durée des prêts de \$1,000 ou moins doit être d'au plus 3 ans; pour les prêts de plus de \$1,000 la durée est d'au plus 5 ans; dans les deux cas ils sont remboursables en versements périodiques commodes. Le taux maximum d'escompte est de 3½ p.c. pour un emprunt à un an remboursable en mensualités égales, avec des taux proportionnés pour d'autres périodes.

Voici les résultats obtenus en vertu du plan d'amélioration des logements:

**Prêts en vertu du plan d'amélioration des logements au 31 août 1938**

Province	Prêts		Province	Prêts	
	Nomb.	Montant \$		Nomb.	Montant \$
Ile du Prince-Edouard.....	548	146,288	Manitoba.....	3,181	1,221,652
Nouvelle-Ecosse.....	4,197	1,270,220	Saskatchewan.....	1,141	387,738
Nouveau-Brunswick.....	2,072	701,818	Alberta.....	3,852	1,670,207
Québec.....	7,976	3,094,225	Colombie Britannique.....	5,579	1,768,120
Ontario.....	23,024	9,455,471	<b>Totaux.....</b>	<b>51,570</b>	<b>20,615,739</b>

**Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938.**— Sous l'empire de cette législation, la somme de \$30,000,000 est mise en disponibilité afin de créer de l'emploi dans des entreprises productives en fournissant des fonds aux municipalités à un faible intérêt, à l'effet de les aider dans la construction, l'agrandissement, l'amélioration ou la réfection de projets rentables dont le besoin est urgent et qui aideront au soulagement du chômage. Un projet rentable est celui qui augmente les recettes nettes, soit par des réductions dans les charges annuelles d'exploitation et d'entretien que la municipalité est tenue de supporter, soit par une augmentation des revenus provenant de personnes qui utilisent les services résultant du projet ou en profitent autrement pour que lesdites recettes suffisent à acquitter les charges annuelles d'intérêt et d'amortissement. Une municipalité peut emprunter une somme égale à \$2.89 par tête de sa population. Il y a une autre stipulation en vertu de laquelle toute municipalité, quelque petite qu'elle soit, peut emprunter une somme n'excédant pas \$200,000. Tous les prêts portent intérêt au taux de 2 p.c. par année, payable semestriellement, et doivent être amortis par paiements semestriels suffisants pour acquitter le prêt durant une période n'excédant pas la durée utile du projet. A titre de garantie pour un tel emprunt, la municipalité doit remettre ses débiteures ou autres valeurs dont le principal égale le montant du prêt et peut aussi être tenue de consentir un premier mort-gage ou une première hypothèque ou toute autre charge sur le projet.

Chaque projet et chaque demande de prêt doivent être approuvés par le gouvernement de la province où se trouve la municipalité et le prêt lui-même, tant au point de vue de l'intérêt que du principal, doit être garanti par le gouvernement de la province concernée.

**Chemins de fer.**— Les dépenses des chemins de fer pour l'entretien de leurs voies, de leurs travaux d'art et de leur outillage ne sont pas comprises dans les chiffres du recensement des industries de la construction donnés ci-dessous et, en conséquence, sont résumées ici. En 1937 les dépenses des chemins de fer à ces fins s'élevèrent à \$131,475,672, à rapprocher de \$124,133,303 en 1936 et \$194,000,000 en 1929. Quant aux tramways électriques, les dépenses s'établissent à \$5,144,997 en 1937, contre \$5,834,426 en 1936 et \$9,000,000 en 1929. Les sommes affectées aux nouvelles lignes de chemin de fer sont de \$3,052,644 en 1937 comparativement à \$120,000 en 1936, tandis que les années 1928-31 elles donnaient une moyenne de \$30,000,000 par année.

**Recensement annuel des industries de la construction.**— Le recensement de la construction a été fait pour la première fois en 1934, par le Bureau Fédéral de la Statistique, mais la base de compilation n'a été standardisée qu'en 1935, de sorte qu'avec la compilation des chiffres de 1936 les données sont maintenant sur une base comparable pour les deux années paraissant dans le tableau ci-dessous. Il est à remarquer qu'il n'y a pas de relation entre ces chiffres et ceux de la valeur des contrats adjugés dont fait mention la p. 85. Dans le dernier cas toutes les valeurs sont comprises puisque les adjudications sont faites, que le contrat soit terminé

ou qu'il soit commencé cette année-là, tandis que les statistiques ci-dessous ne font voir que le travail exécuté les années spécifiées.

De la valeur du travail accompli en 1936, 66 p.c. représentent de la construction nouvelle comparativement à 65 p.c. l'année précédente, le reste étant affecté à des travaux de changement, de réparation, d'entretien, etc. Pour ce qui est des types de construction, les travaux de génie (comme rues, grandes routes, ports et entreprises fluviales, etc.) y sont pour 46.4 p.c. comparativement à 55.1 p.c. en 1935. Les édifices contribuent 38.8 p.c. contre 33.1 p.c. en 1935; de ce type de construction, les édifices gouvernementaux et municipaux sont les seuls à accuser une diminution.

**Statistiques de l'industrie de la construction, 1936,<sup>1</sup> avec totaux pour 1935**

Province ou groupe	Capitaux engagés	Employés	Salaires et gages	Coût des matériaux	Valeur du travail
	\$	Nombre	\$	\$	\$
<b>Totaux, 1935</b>	<b>158,471,961</b>	<b>144,768</b>	<b>105,186,623</b>	<b>94,733,584</b>	<b>215,548,873</b>
<b>Province, 1936</b>					
Ile du Prince-Edouard	231,053	496	370,082	325,684	816,141
Nouvelle-Ecosse	6,415,926	10,814	7,721,629	6,143,404	15,434,295
Nouveau-Brunswick	6,675,829	8,276	5,893,831	4,749,916	11,982,253
Québec	48,600,732	39,085	28,996,755	33,067,551	67,902,087
Ontario	73,490,073	54,661	46,692,679	52,872,338	108,266,433
Manitoba	8,466,861	6,366	5,750,223	6,144,095	12,929,022
Saskatchewan	3,768,962	6,317	3,840,407	3,221,387	8,314,668
Alberta	4,805,629	5,008	4,360,500	4,197,683	9,611,860
Colombie Britannique et Yukon	11,927,211	11,323	9,211,278	11,456,280	22,780,641
<b>Totaux, 1936</b>	<b>164,322,276</b>	<b>142,316</b>	<b>112,846,384</b>	<b>122,189,238</b>	<b>258,010,400</b>
<b>Groupe, 1936</b>					
Entrepreneurs, constructeurs, etc.	132,449,927	76,834	75,341,968	104,809,637	196,737,443
Municipalités	14,720,019	22,278	12,801,383	5,103,036	18,637,886
Commissions de port	3,029,340	1,131	1,194,788	395,758	1,983,044
Départements des gouvernements provinciaux	7,979,427	32,253	17,531,905	9,086,305	31,914,208
Départements du gouvernement fédéral	6,143,554	9,850	5,976,340	2,794,502	8,767,819

<sup>1</sup> A l'époque de l'impression, les principales statistiques de l'industrie en 1937 étaient les suivantes: capitaux engagés, \$176,971,223; employés, 151,652; salaires et gages, \$150,637,291; coût des matériaux, \$175,844,435; valeur du travail, \$351,874,114.

**Volume de la construction en 1938.** — La reprise de la construction dans son ensemble n'est pas parallèle à celle des autres industries, bien que les rapports récents soient plus favorables. D'après *MacLean Building Reports, Limited*, les données courantes sur les contrats de construction montrent que leur valeur a monté de \$162,588,000 en 1936 à \$224,056,700 en 1937, somme la plus élevée depuis 1931; le total des dix premiers mois de 1938 est de \$179,683,700, soit \$18,893,100 de moins que les mêmes mois de 1937. Le tableau suivant donne la valeur des diverses catégories de constructions pour lesquelles ont été adjugés des contrats au cours des dix premiers mois de 1937 et 1938.

Le Bureau Fédéral de la Statistique collige des statistiques mensuelles montrant le coût prévu de la construction représenté par les permis émis dans 58 cités, le relevé remontant à 1920. La valeur des travaux de construction autorisés en ces cités est estimée à \$55,844,999 en 1937, à rapprocher de \$41,325,693 en 1936; le total de 1937 surpasse celui de toute autre année depuis 1931, mais durant cette période les industries de la



construction ont fonctionné à plus bas niveau. Les dix premiers mois de 1938, la valeur des permis de bâtir est de \$52,696,759, soit à peu près 11 p.c. de plus que le chiffre des mois de janvier à octobre 1937; cette valeur

### Contrats de construction au Canada, du 1er jan. au 31 oct. 1937 et 1938

(MacLean Building Reports, Ltd.)

Type de construction	1937		1938	
	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur
		\$		\$
Conciergeries .....	283	5,169,000	223	7,513,400
Habitations .....	15,630	44,006,600	17,358	44,192,200
<i>Totauz, habitations</i> .....	<i>15,619</i>	<i>49,176,600</i>	<i>17,581</i>	<i>51,706,600</i>
Eglises .....	277	2,462,900	361	4,524,700
Garages publics .....	716	3,843,500	822	3,194,701
Hôpitaux .....	100	6,950,800	118	6,890,800
Hôtels et clubs .....	347	2,357,900	379	2,690,400
Edifices pour bureaux .....	413	5,176,100	462	4,655,900
Edifices publics .....	513	6,028,300	562	15,336,900
Écoles .....	423	5,740,600	534	10,531,300
Magasins .....	1,733	6,439,300	1,949	10,643,100
Théâtres .....	117	1,939,800	86	1,530,500
Entrepôts .....	566	7,348,600	555	4,162,600
<i>Totauz, commeres</i> .....	<i>5,205</i>	<i>48,287,800</i>	<i>5,828</i>	<i>64,160,900</i>
<i>Totauz, industrie</i> .....	<i>877</i>	<i>32,021,100</i>	<i>760</i>	<i>15,159,300</i>
Ponts .....	173	7,014,700	186	4,363,900
Barrages et quais .....	103	3,192,500	143	4,070,400
Egouts et aqueducs .....	121	2,301,100	179	3,052,900
Rues et routes .....	529	34,257,600	575	15,807,600
Autres travaux de génie .....	492	22,326,400	565	21,283,100
<i>Totauz, génie</i> .....	<i>1,418</i>	<i>69,092,800</i>	<i>1,649</i>	<i>48,677,900</i>
<b>Grands totaux</b> .....	<b>23,413</b>	<b>198,576,800</b>	<b>25,818</b>	<b>179,683,700</b>

### Permis de bâtir, par ville, dix mois, 1937 et 1938

Ville	1937	1938	Ville	1937	1938
	\$	\$		\$	\$
Charlottetown, I.P.-É	135,070	89,210	St. Thomas, Ont.	60,406	136,306
Halifax, N.-É.	1,264,856	1,026,187	Sarnia, Ont.	123,376	167,078
New-Glasgow, N.-É.	82,770	65,370	Sault-Ste-Marie, Ont.	288,954	275,430
Sydney, N.-É.	281,352	468,634	Toronto, Ont.	8,302,367	6,447,102
Fredericton, N.-B.	76,750	91,200	York et East York		
Moncton, N.-B.	148,539	254,282	Townships, Ont.	1,831,693	1,290,800
Saint-John, N.-B.	228,950	217,313	Welland, Ont.	186,219	131,274
Montréal-Mnissonneuve, Québec	6,534,015	8,178,782	Windsor, Ont.	3,422,917	931,826
Québec, Qué.	804,765	1,639,856	Riverside, Ont.	94,905	78,500
Shawinigan-Falls, Qué.	370,030	245,155	Woodstock, Ont.	185,071	109,531
Sherbrooke, Qué.	724,140	599,950	Brantford, Man.	54,745	49,535
Trois-Rivières, Qué.	285,382	707,840	St. Boniface, Man.	332,272	923,765
Westmount, Qué.	500,583	453,244	Winnipeg, Man.	1,977,750	1,728,300
Belleville, Ont.	140,395	108,440	Moose-Jaw, Sask.	104,222	40,907
Brantford, Ont.	216,427	233,115	Regina, Sask.	429,090	421,905
Chatham, Ont.	181,750	286,276	Saskatoon, Sask.	243,601	445,840
Fort-William, Ont.	454,680	517,840	Calgary, Alta.	637,539	865,896
Galt, Ont.	260,787	234,392	Edmonton, Alta.	799,975	2,749,770
Geolph, Ont.	126,757	115,556	Lethbridge, Alta.	219,663	193,937
Hamilton, Ont.	1,516,895	1,894,092	Medicine-Hnt, Alta.	25,710	6,510
Kingston, Ont.	319,101	355,521	Kamloops, C.B.	45,602	61,862
Kitchener, Ont.	828,663	544,165	Nanaimo, C.B.	205,657	101,235
London, Ont.	812,020	684,645	New-Westminster, C.B.		
Niagara-Falls, Ont.	240,686	307,634	C.B.	467,790	654,607
Oshawa, Ont.	193,075	71,250	Prince-Rupert, C.B.	26,824	270,734
Ottawa, Ont.	1,969,488	5,006,909	Vancouver, C.B.	6,037,250	7,755,430
Owen-Sound, Ont.	55,007	173,876	North-Vancouver, C.B.		
Peterborough, Ont.	220,118	375,629	C.B.	57,998	96,935
Port-Arthur, Ont.	684,373	733,203	Victoria, C.B.	474,755	667,395
Stratford, Ont.	138,437	74,437	<b>Totaux—58 villes</b> .....	<b>47,135,398</b>	<b>52,696,759</b>
St. Catharines, Ont.	713,087	325,316			

excède également le total des dix premiers mois de toute autre année depuis 1931. Il est intéressant de remarquer que la valeur de la construction autorisée les sept premiers mois de 1938 est plus faible que celle de la même période de 1937, l'amélioration des dix mois se produisant vers la dernière partie de la période.

Dans le tableau suivant paraissent les données des 58 cités pour la période de janvier à octobre 1937 et 1938; ces chiffres mensuels ne sont pas révisés.

La population de ces 58 centres constitue environ 36 p.c. de la population totale du Dominion, d'après le recensement de 1931; en 1937, leurs permis de bâtir s'élèvent à pas tout à fait 25 p.c. de la valeur totale des contrats de construction adjugés dans tout le Canada. Ce taux est décidément inférieur à la proportion moyenne de la période 1920-37 qui est de 39.7 p.c. Les dix premiers mois de 1938, la proportion est plus forte que celle de 1937, s'établissant à 29.3 p.c.

D'après les statistiques provenant de quelque 1,250 entrepreneurs employant 125,058 ouvriers, l'emploiement dans les industries de la construction fait voir un peu moins de fluctuation en 1938 qu'en 1937 et le nombre-indice est légèrement plus élevé, donnant une moyenne de 104.7 p.c. de la moyenne de 1926 comparativement à 99.1 la période du 1er janvier au 1er novembre 1937. La construction dans les cités est dans une large mesure limitée au travail classifié dans la division du bâtiment, où l'indice de l'emploiement donne une moyenne de 59.2 la même période de 1938 contre 58.7 la période du 1er janvier au 1er novembre 1937.

Les prix de gros des matériaux de construction en 1938 sont en général un peu plus bas qu'en 1937, mais ils sont plus élevés que les dix premiers mois de toute autre année depuis 1930. Sur une moyenne de 100 en 1926, l'indice des prix de gros de ces commodités donne une moyenne de 90.1 la période de janvier à octobre 1938, à rapprocher de 94.9 les dix premiers mois de 1937. L'indice préliminaire des gages, tel qu'établi par le ministère du Travail, s'établit à 169.4 p.c. de la moyenne de 1913 contre 165.3 en 1937.

## CHAPITRE X

### COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA—ÉCHANGES INVISIBLES

#### Office des Renseignements Commerciaux

L'Office des Renseignements Commerciaux du ministère du Commerce a pour objet de servir les intérêts du commerce canadien dans les autres parties de l'Empire et à l'étranger. A cette fin, des Commissaires du Commerce ont été postés par tout l'univers. Ils font des rapports périodiques sur les conditions commerciales et financières, signalant les besoins des différents marchés et les ouvertures possibles aux produits canadiens.



L'annonce des produits canadiens dans la région du Grand-Londres.

*Photo de l'Office des Renseignements Commerciaux, ministère du Commerce.*

**Organisation à Ottawa.**—L'Office des Renseignements Commerciaux est complété par un office central à Ottawa, à la tête duquel se trouve un directeur, qui concentre et unifie le travail assigné à chacun des Commissaires. Ce directeur est secondé par les divisions suivantes: Répertoires — Les demandes pour les produits canadiens, communiquées par les Commissaires, sont assorties pour la publication et la distribution. Le répertoire des exportateurs, donnant le nom de tous les exportateurs canadiens, avec leurs agents à l'étranger, leur commerce, leur solvabilité, les câbles et les codes qu'ils emploient et un répertoire des importateurs étran-

gers sont maintenus à date; Rédaction — Le rédacteur prépare le Bulletin des Renseignements Commerciaux; Archives — Toutes les informations sur les débouchés pour exportations canadiennes y sont indiquées; Economique — produits animaux et poissonniers; substances végétales; métaux et produits chimiques; produits forestiers et différents produits ouvrés. Ces cinq dernières sections s'occupent de la correspondance se rapportant aux classifications respectives.

De plus, afin de se tenir au courant de l'expansion industrielle canadienne, chaque Commissaire canadien fait une tournée périodique du Canada, donnant pendant son séjour au pays des informations directes sur les débouchés et les conditions du commerce dans son territoire.

**Organisation à l'étranger.** — Il y a trente-cinq Commissaires canadiens du Commerce ou officiers diplomatiques du commerce convenablement postés à l'étranger. Dans quelques pays ou territoires, comme le Royaume-Uni, l'Australie, les Antilles Britanniques, le Sud-Africain et le Japon, il y a plus d'un officier du commerce; dans d'autres cas, un seul officier couvre les pays adjacents. En outre des cinq pays susmentionnés, les pays où il y a des officiers sont les suivants: Argentine, Belgique, Brésil, Malaisie britannique, Chine, Cuba, Egypte, France, Allemagne, Hong-Kong, Inde et Ceylan, Eire et Irlande du Nord, Italie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Pérou et Etats-Unis.

En vertu d'une entente entre le ministre du Commerce et le Foreign Office de Londres, les manufacturiers et exportateurs canadiens et autres intéressés peuvent se prévaloir des bons offices des agents diplomatiques et des consuls britanniques dans tous les pays où le Canada n'a pas son propre bureau de renseignements commerciaux.

**Bulletin des Renseignements Commerciaux.** — Le Bulletin des Renseignements Commerciaux, contenant les rapports des Commissaires du Commerce et autres informations relatives au commerce d'exportation, est publié toutes les semaines en français et en anglais par le ministère du Commerce. L'abonnement est de \$1 par année au Canada et \$3.50 à l'étranger. De temps à autre, des études spéciales sur différentes phases du commerce d'exportation du Canada sont publiées à titre de supplément.

### Commerce extérieur\*

Le commerce du Canada, il va sans dire, résulte partiellement de la nécessité de se procurer à l'étranger les denrées qui manquent au Canada ou que l'industrie domestique ne fournit pas en quantité suffisante; mais il est probable qu'il provient dans une mesure encore plus grande des grandes richesses en ressources naturelles et de la capacité productive du Dominion, dont il peut être disposé d'une manière plus avantageuse par une vaste pénétration des marchés extérieurs.

\* Dans ce chapitre, les statistiques des importations, qui comprennent le droit d'accise inclus dans la valeur des spiritueux, principalement le whisky, importés au Canada des pays jouissant du tarif préférentiel britannique depuis l'année fiscale 1920-21, ne les comprennent plus depuis le 1er avril 1935. Ces importations provenant du Royaume-Uni, qui constituent la majeure partie de cet item, valent \$5,106,292 en 1937-38.

Dans la production de plusieurs denrées importantes le Canada occupe un rang élevé. Le Canada est le premier en production d'amiante, de nickel et de papier à journal; il fournit normalement plus de la moitié de l'amiante du monde entier, plus de 80 p.c. de la production mondiale de nickel et plus de papier à journal que le reste du monde. En 1937 le Canada occupe la troisième place dans la production d'or, de cuivre, de plomb et de zinc, et la quatrième dans la production d'automobiles. Pour la production de blé le Canada tient la sixième position.

Dans le commerce d'exportation, le Dominion est à la tête du monde en 1937 pour l'exportation du papier à journal, du nickel et de l'amiante; il est le deuxième pour les exportations de blé; il est troisième pour les exportations de farine de blé et de bandages de caoutchouc. Le Canada tient la quatrième place pour les exportations d'automobiles et de pulpe de bois; il occupe également un rang élevé parmi les pays exportateurs de plusieurs autres produits, tels que bois d'œuvre et bois en grume, poisson, cuivre, orge, fromage, fourrures brutes, whisky, viandes, instruments agricoles, bêtes à cornes, or, argent, seigle, avoine, chaussures en caoutchouc, cuirs et peaux.



Déchargement de bandages d'automobile canadiens à Auckland,  
Nouvelle-Zélande.

*Photo de l'Office des Renseignements Commerciaux, ministère du Commerce.*

L'année fiscale terminée le 31 mars 1938, le commerce extérieur du Canada accuse encore une augmentation sur la période précédente. Les déclinés des importations les trois derniers mois et des exportations de 1937-38, en regard de 1936-37, sont contre-balançés par les gains au début de l'année. Les douze mois entiers terminés le 31 mars 1938, les importations atteignent une valeur de \$799,070,000 et les exportations se chiffrent à \$1,084,821,000, augmentations respectives de 19 p.c. et de 1 p.c. sur 1936-37. Comparativement au creux de la dépression en 1932-33, les importations font un gain de 97 p.c., et les exportations, de 103 p.c., en 1937-38.

Les importations augmentent en quantité comme en valeur. En 1937-38 les exportations diminuent de 8.6 p.c. en volume en regard de l'année précédente, cette diminution étant plus que contre-balançée par une hausse des prix.

### Résumé des importations et exportations totales du Canada

Année fiscale	Importations totales	Exportations			Excédent: Importations - Exportations +
		Produits canadiens	Produits étrangers	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$
1913-14	619,163,968	431,588,439	23,848,785	455,437,224	-163,756,774
1919-20	1,064,538,133	1,239,492,098	47,166,611	1,286,658,709	+222,130,586
1924-25	796,932,537	1,069,067,333	12,294,290	1,081,361,643	+284,429,106
1929-30	1,248,273,581	1,120,258,302	24,679,768	1,144,938,070	-103,335,512
1932-33	406,383,744	528,064,278	6,913,842	534,978,120	+128,594,376
1933-34	433,768,625	665,954,071	6,311,324	672,265,395	+238,466,770
1934-35	522,431,153	756,625,925	7,858,963	764,484,888	+241,853,735
1935-36	582,719,063	849,080,417	13,441,659	862,472,076	+299,753,013
1936-37	671,875,566	1,061,181,906	13,062,314	1,074,244,220	+402,368,654
1937-38	799,069,918	1,070,228,609	14,592,595	1,084,821,204	+285,751,286

<sup>1</sup> Voir renvoi à la page 88.

Il est à remarquer d'après les statistiques du tableau ci-dessus que, malgré le brusque déclin des exportations les six derniers mois de 1937-38 comparativement à 1936-37, la balance commerciale reste favorable de \$285,751,000, bien qu'elle fasse voir une réduction par rapport au chiffre extraordinairement élevé de l'an dernier.

Coincidence avec l'expansion du commerce d'importation, la somme des droits perçus augmente de \$92,282,000 en 1936-37 à \$103,574,000 en 1937-38. Malgré cette augmentation des droits perçus, le taux moyen *ad valorem* (i.e. le revenu de la douane exprimé en pourcentage de la valeur des importations) sur toutes les importations tombe de 13.7 en 1936-37 à 13.0 en 1937-38. Sur les seules importations imposables, le taux est de 24.9 p.c. en 1936-37 et de 23.9 p.c. en 1937-38. La proportion des importations en franchise est à peu près la même les deux années.

**Comparaison entre le commerce canadien et le commerce mondial.**

— L'orientation modérée vers la hausse du commerce mondial, observée en 1936, s'est continuée en 1937, bien qu'un ralentissement ait été apparent la dernière moitié de l'année. D'après les calculs de la Société des Nations, la valeur-or du commerce mondial (1929 = 100) s'établit à 46·2 en 1937 comparativement à 37·4 en 1936. Sur la base volume, l'indice s'établit à 97·5 pour l'année entière de 1937, contre 85·9 en 1936. Le ralentissement de la dernière partie de 1937 est indiqué par le fait que l'indice du volume a baissé au niveau de 1929 (100) le deuxième trimestre. Les statistiques préliminaires indiquent que le gros de l'accroissement du commerce mondial est attribuable aux matières premières, d'origine minérale principalement. Le tableau général du commerce mondial en est un où les caractéristiques dominantes restent embrouillées et indistinctes. Les politiques commerciales européennes, en particulier, continuent d'être subordonnées à des facteurs politiques et non commerciaux. Bien qu'il y ait beaucoup de progrès dans l'enlèvement réel ou la réduction des restrictions en général, les barrières commerciales restent élevées.

Le facteur de l'instabilité monétaire a grandement diminué en importance, bien que l'incertitude relative au prix de l'or et la difficulté à stabiliser le franc français aient été des éléments perturbateurs. Les taux de fret océanique, qui exercent une influence considérable sur le commerce mondial, ont appréciablement monté.

**Commerce des principaux pays, 1937**

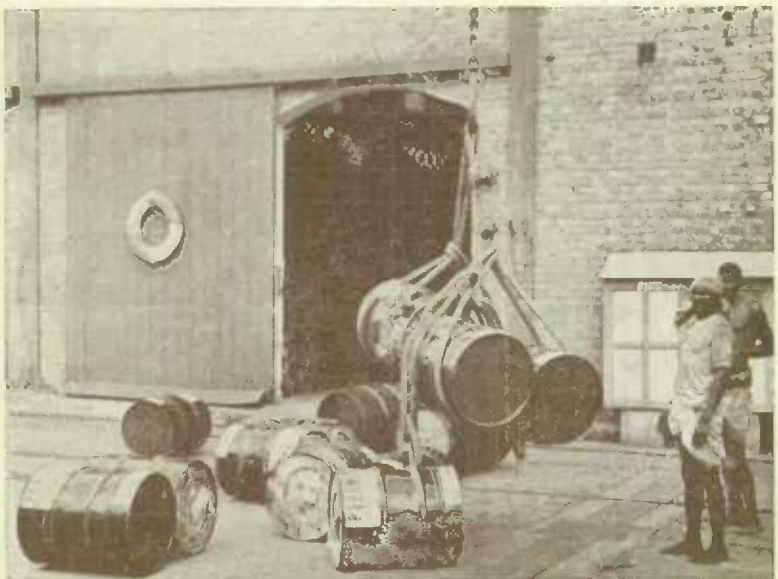
NOTA.—Les chiffres sont exprimés en monnaie canadienne et portent sur les années civiles; les chiffres entre parenthèses représentent les positions relatives en 1936.

Pays	Commerce total		Importations nettes		Exportations canadiennes	
	Rang	Montant	Rang	Montant	Rang	Montant
		\$000,000		\$ 000,000		\$000,000
Royaume-Uni.....	1 (1)	7,314	1 (1)	4,735	2 (2)	2,579
Etats-Unis.....	2 (2)	6,256	2 (2)	2,962	1 (1)	3,294
Allemagne.....	3 (3)	4,574	3 (4)	2,198	3 (3)	2,376
France.....	4 (4)	2,677	4 (3)	1,710	5 (5)	967
Japon.....	5 (6)	1,977	5 (5)	1,076	6 (6)	901
<b>Canada.....</b>	<b>6 (5)</b>	<b>1,904</b>	<b>8 (8)</b>	<b>794</b>	<b>4 (4)</b>	<b>1,110</b>
Belgique.....	7 (7)	1,777	6 (6)	920	7 (8)	857
Pays-Bas.....	8 (8)	1,486	7 (7)	854	10 (12)	632
Inde Britannique.....	9 (9)	1,338	10 (9)	584	9 (7)	754
Argentine.....	10 (12)	1,275	12 (15)	513	8 (10)	762
Italie.....	11 (14)	1,123	9 (11)	710	14 (15)	413
Union Sud-Africaine.....	12 (10)	1,102	13 (13)	497	11 (9)	605
Australie.....	13 (11)	1,080	14 (10)	496	12 (11)	584
Suède.....	14 (13)	1,046	11 (12)	538	13 (13)	508
Suisse.....	15 (15)	710	15 (14)	415	16 (16)	295
Brésil.....	16 (16)	679	16 (16)	331	15 (14)	348

**Principales importations et exportations du Canada.** — Voici les tableaux détaillés des importations et exportations des vingt-cinq principales denrées.

**Vingt-cinq principaux articles d'importation canadienne, année fiscale 1937-38 en regard de 1936-37**

Rang		Dénrées (par ordre de valeur, 1937-38)	Importations totales		Augmentation ou diminution de 1937-38 sur 1936-37	
1936-37	1937-38		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
				\$		\$
3	1	Machinerie.....	-	48,367,372	-	+17,280,553
1	2	Pétrole brut..... gal.	1,352,819,133	47,634,720	+105,927,077	+7,072,087
2	3	Charbon..... tonnes	14,629,899	38,907,709	+1,276,137	+4,052,983
5	4	Plaques et tôles (fer)..... cwt	8,316,611	31,487,270	+1,074,777	+8,841,424
4	5	Pièces d'automobile.....	-	29,725,252	-	+2,345,547
12	6	Instruments aratoires.....	-	19,245,768	-	+8,442,018
6	7	Coton brut..... lb	151,361,351	17,444,618	+3,524,767	-2,461,157
7	8	Sucre pour raffinage.cwt	9,118,570	17,340,403	-1,091,553	+86,798
8	9	Fruits frais.....	-	16,516,947	-	+665,082
9	10	Huiles végétales..... gal.	25,425,687	15,828,491	+4,694,179	+3,141,622
14	11	Automobiles..... nomb.	19,293	15,644,461	+5,980	+5,234,359
11	12	Appareils électriques.....	-	15,559,125	-	+3,559,087
10	13	Livres et imprimés.....	-	14,959,310	-	+2,628,998
15	14	Caoutchouc brut..... lb	78,791,841	14,729,016	+16,245,782	+4,418,348
17	15	Moteurs et bouilloires.....	-	10,872,390	-	+2,209,128
13	16	Mais..... boiss.	15,505,439	10,336,265	-3,127,000	-234,815
16	17	Thé..... lb	27,980,035	9,846,850	-2,640,839	+498,841
20	18	Argile et produits.....	-	9,174,600	-	+1,430,444
27	19	Pierre et produits.....	-	8,629,813	-	+2,947,262
23	20	Papier.....	-	7,984,806	-	+924,307
21	21	Verre et verrerie.....	-	7,792,695	-	+209,652
19	22	Vins et spiritueux.....	-	7,429,632	-	-664,901
24	23	Laine brute..... lb	21,358,266	7,379,315	-2,412,970	+902,610
22	24	Blouses, poignées et dé- chets de laine... lb	11,151,213	6,822,248	-2,855,870	-556,715
18	25	Fourrures.....	-	6,821,777	-	-1,386,963



Déchargement de barils de ciment réfractaire canadien, à Calcutta,  
Inde Britannique.

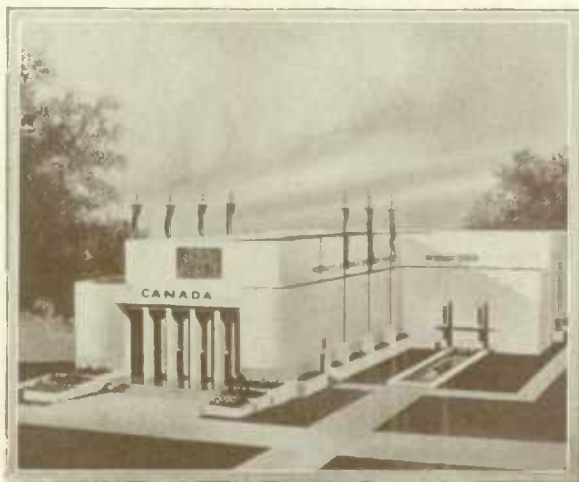
*Photo de l'Office des Renseignements Commerciaux, ministère du Commerce*



Vingt-cinq principaux articles d'exportation canadienne, année fiscale 1937-38 en regard de 1936-37

Rang		Denrées (par ordre de valeur, 1937-38)	Exportations totales		Augmentation ou diminution de 1937-38 sur 1936-37	
1936-37	1937-38		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
				\$		\$
2	1	Papier à journal... cwt	63,815,792	120,007,550	+916,083	+9,831,102
1	2	Blé..... boiss.	89,628,923	116,273,709	-138,367,590	-107,817,300
3	3	Or en lingots, non monétaire..... onces	2,472,116	86,203,736	+283,917	+9,536,467
4	4	Nickel..... cwt	2,270,879	61,918,600	+480,518	+16,036,416
7	5	Cuivres en barres. cwt	3,560,568	45,674,426	-23,414	+10,801,281
5	6	Madriers et planches..... M. p.	1,806,720	43,662,909	-61,085	+3,378,045
6	7	Viande.....	-	41,362,775	-	+5,248,278
8	8	Pulpe de bois..... cwt	15,739,081	39,960,178	-52,939	-6,749,941
9	9	Poisson..... cwt	3,052,524	26,283,313	-364,757	+1,165,711
12	10	Automobiles..... nomb.	68,850	25,299,363	+15,271	+5,873,633
11	11	Farine de blé..... barils	3,904,888	23,221,366	-866,119	+1,634,328
17	12	Aluminium en barres..... cwt	1,096,131	20,748,973	+415,774	+8,226,926
10	13	Whiskey..... gal. de p.	4,729,792	18,828,293	-556,231	-2,948,953
20	14	Zinc..... cwt	3,748,177	16,059,164	+598,093	+6,195,227
16	15	Plomb..... cwt	3,347,998	14,115,946	-195,069	+336,745
13	16	Fourrures brutes.....	-	13,998,235	-	-4,445,705
15	17	Bêtes à cornes..... nomb.	287,459	13,914,541	-27,812	-85,551
19	18	Aminante brut..... toanes	360,978	13,721,394	+39,991	+3,152,092
18	19	Fromage..... cwt	1,879,475	12,938,568	+72,084	+1,702,025
21	20	Bois de pulpe..... cordes	1,590,363	12,468,821	+407,002	+3,789,623
24	21	Machinerie (non agricole)	-	11,306,195	-	+3,697,723
29	22	Instruments et machines aratoires.....	-	10,705,957	-	+4,429,349
41	23	Minerai de cuivre, rosette..... cwt	1,089,854	10,317,959	+568,125	+6,354,307
25	24	Minerai d'argent et lingots..... onces	22,214,077	9,913,475	+6,026,485	+2,669,725
14	25	Orge..... boiss.	13,383,599	9,550,891	-5,366,263	-5,350,320

**Distribution du commerce canadien par pays.** — Le tableau suivant sur les importations provenant de vingt-cinq principaux pays montre la prédominance des deux grands pays de langue anglaise comme source d'approvisionnement des importations canadiennes. Les Etats-Unis fournissent environ 61 p.c. des importations du Dominion en 1937-38 et le Royaume-Uni, plus de 18 p.c. Les pays énumérés ici contribuent environ 97 p.c. des importations totales chaque année.



Pavillon canadien à l'Exposition mondiale de New-York, 1939.

Photo de la division de Publicité, ministère du Commerce.

**Importations canadiennes des vingt-cinq principaux pays, année fiscale 1937-38 comparativement à 1936-37 et 1935-36**

Rang			Pays (par ordre d'importance, 1937-38)	Importations totales			Augmentation ou diminution 1937-38 compa- rativement à	
1935-36	1936-37	1937-38		1935-36	1936-37	1935-36	1936-37	
-36	-37	-38		\$'000	\$'000	\$'000	p.c.	p.c.
1	1	1	Etats-Unis.....	319,479	393,721	487,307	+52.5	+23.8
2	2	2	Royaume-Uni.....	117,875	129,508	145,000	+23.0	+11.9
16	5	3	Straits Settlements britanniques.....	7,198	10,541	15,586	+116.5	+47.9
5	6	4	Australie.....	7,227	9,470	12,171	+67.3	+28.5
3	4	5	Allemagne.....	9,908	11,684	11,397	+15.0	-2.5
4	7	6	Inde Britannique.....	7,458	8,326	9,405	+26.1	+13.0
9	29	7	Sud-Africain britannique.....	4,769	1,459	8,394	+76.0	+475.3
8	8	8	Belgique.....	5,094	6,696	7,462	+46.5	+11.4
17	10	9	Nouvelle-Zélande.....	3,622	5,377	7,397	+104.2	+37.0
7	9	10	France.....	6,718	6,454	6,489	-3.4	+0.5
21	18	11	Ceylan.....	2,918	3,962	6,149	+110.7	+55.2
15	14	12	Japon.....	3,466	4,707	5,782	+66.8	+20.5
11	12	13	Jamaïque.....	4,313	5,173	5,668	+31.4	+9.6
10	13	14	Guinée britannique.....	4,758	5,051	5,557	+16.8	+10.0
15	3	15	Argentine.....	3,744	11,724	5,205	+39.0	-55.6
13	15	16	Colombie.....	4,202	4,529	4,617	+9.9	+1.9
14	11	17	Pérou.....	4,171	5,272	4,541	+8.9	-13.9
23	22	18	Suisse.....	2,573	2,701	3,802	+47.8	+40.8
12	17	19	Pays-Bas.....	4,258	5,252	3,647	-16.7	-16.6
26	28	20	Italie.....	1,944	1,722	3,356	+72.6	+94.9
18	16	21	Chine.....	3,717	4,275	3,341	-10.1	-21.8
20	20	22	Afrique orientale britannique.....	3,225	2,829	3,288	+2.0	+16.2
19	19	23	Barbade.....	3,430	3,711	3,141	-8.4	-15.4
25	24	24	Tchécoslovaquie.....	1,970	2,365	3,088	+66.8	+30.1
31	33	25	Venezuela.....	1,270	1,007	2,604	+105.0	+158.6



Pesage de l'avoine canadienne déchargée d'un vapeur à Bristol, Angleterre.  
Photo de l'Office des Renseignements Commerciaux, Ministère du Commerce.

Le tableau ci-dessous montre les exportations canadiennes aux vingt-cinq principaux pays, qui absorbent environ 97 p.c. de toutes nos exportations chaque année. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni se classent premier et deuxième respectivement comme pays acheteurs, les Etats-Unis étant premier les quatre dernières années fiscales, tandis que le Royaume-Uni était premier en 1933-34. Dans l'étude des exportations canadiennes, il faut se souvenir que les marchandises exportées dans certains pays peuvent bien ne pas y être consommées, tandis que, d'autre part, d'autres pays peuvent acheter et consommer une plus grande quantité de marchandises canadiennes que ne l'indiquent les statistiques des exportations canadiennes. Par exemple, on sait que les exportations au Royaume-Uni comprennent de grandes quantités de blé et autres céréales expédiées "sur ordre". La destination finale n'est pas connue au moment de l'exportation du Canada. De même, des quantités considérables de marchandises canadiennes sont dirigées vers l'un ou l'autre des ports libres d'Europe pour être ensuite réexpédiées dans le pays de consommation. Comme le pays de destination finale dans ces cas n'est pas connu au moment où les marchandises laissent le Canada, même des propriétaires, il s'ensuit que les exportations à des pays comme le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, etc., qui font un fort commerce d'entrepôt, sont plus considérables que si les exportations en question étaient attribuées aux pays où se fait la consommation. Les exportations aux autres pays, comme la Norvège, la Suisse, la Tchécoslovaquie, etc., qui reçoivent les marchandises canadiennes

**Exportations canadiennes aux vingt-cinq principaux pays, année fiscale 1937-38 comparativement à 1936-37 et 1935-36**

Rang			Pays (par ordre d'importance, 1937-38)	Exportations domestiques totales			Augmentation ou diminution 1937-38 comparativement à	
1935-36	1936-37	1937-38		1935-36	1936-37	1937-38	1935-36	1936-37
			\$'000	\$'000	\$'000	p.c.	p.c.	
1	1	1	Etats-Unis .....	360,302	435,015	423,131	+17.4	-2.7
2	2	2	Royaume-Uni .....	321,557	407,997	409,412	+27.3	+0.3
3	3	3	Australie .....	23,974	26,954	32,422	+35.2	+20.3
4	5	4	Japon .....	14,844	21,630	26,640	+79.5	+23.2
5	6	5	Sud-Africain britannique .....	13,502	15,574	16,169	+19.0	+3.8
7	8	6	Nouvelle-Zélande .....	10,221	11,187	16,031	+56.8	+43.3
6	4	7	Belgique .....	11,061	23,436	14,564	+31.7	-37.9
8	9	8	Pays-Bas .....	9,445	10,916	13,269	+40.5	+21.6
12	10	9	Allemagne .....	4,560	7,829	12,254	+168.7	+56.5
10	11	10	Torre-Neuve .....	6,903	7,728	9,389	+36.0	+21.5
9	7	11	France .....	7,648	11,718	7,609	-0.5	-35.1
14	17	12	Argentine .....	3,982	3,727	7,420	+86.3	+99.1
11	12	13	Norvège .....	4,577	6,907	6,672	+45.8	-3.4
18	16	14	Irlande (Eire) .....	3,039	3,800	5,153	+69.6	+35.6
15	15	15	Bésil .....	3,711	3,873	4,830	+30.2	+24.7
16	18	16	Jamaïque .....	3,342	3,327	4,388	+31.3	+31.9
17	20	17	Inde britannique .....	3,134	3,221	4,348	+38.7	+35.0
20	22	18	Trinidad et Tobago .....	2,314	3,054	3,806	+64.5	+24.6
22	23	19	Mexique .....	1,720	2,854	3,484	+102.6	+22.1
13	13	20	Chine .....	4,556	4,899	3,354	-26.4	-31.5
21	19	21	Suède .....	2,295	3,237	3,156	+37.5	-2.5
27	25	22	Straits Settlements britanniques .....	1,315	1,939	2,942	+123.7	+51.7
19	14	23	Italie .....	2,377	4,656	2,272	-4.4	-51.2
25	32	24	Hong-Kong .....	1,467	1,378	2,024	+37.9	+47.4
23	26	25	Afrique portugaise .....	1,715	1,770	1,983	+15.6	+12.0

indirectement, seraient également plus élevées que ne l'indiquent les statistiques des exportations canadiennes. Les chiffres de ce tableau montrent une expansion des exportations du Canada à tous les pays principaux au cours des deux années dernières.

### Résumé du commerce du Canada avec l'Empire Britannique et les pays étrangers

Année fiscale	Commerce du Canada avec—					
	Royaume-Uni	Etats-Unis	Autres pays de l'Empire Britannique	Autres pays étrangers	Empire Britannique, total	Pays étrangers, total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Importations—</b>						
1926-27	163,939,065	687,022,521	50,129,473	129,801,446	214,068,538	816,823,967
1927-28	186,435,824	718,896,270	63,124,733	140,499,630	249,560,557	859,395,900
1928-29	194,041,381	868,012,229	63,346,829	140,278,652	257,388,210	1,008,290,881
1929-30	189,179,738	847,442,037	63,494,864	148,156,943	252,674,602	995,598,980
1932-33	80,466,055	232,548,055	33,918,269	53,451,365	120,384,324	285,999,420
1933-34	105,100,764	238,187,681	35,308,122	55,207,068	140,403,886	293,394,739
1934-35	111,682,490	308,639,972	44,508,981	62,604,710	156,186,471	366,244,682
1935-36	117,874,822	319,479,594	59,846,488	65,518,159	177,721,310	384,997,763
1936-37	129,507,885	393,720,062	68,657,957	79,989,062	198,165,842	473,709,724
1937-38	144,999,689	487,307,784	88,194,545	78,567,900	233,194,234	565,875,684
<b>Exportations (canadiennes)—</b>						
1926-27	446,872,851	468,424,180	93,564,910	245,296,956	540,437,761	713,731,136
1927-28	410,691,392	483,700,034	88,284,515	251,228,053	498,975,907	734,928,087
1928-29	429,730,485	504,161,604	106,258,803	328,108,239	535,989,288	832,269,843
1929-30	281,745,965	515,049,763	97,825,173	225,637,401	379,571,138	740,687,164
1932-33	184,361,019	197,424,723	37,757,908	108,520,628	222,118,927	305,945,351
1933-34	288,582,666	220,072,810	50,423,723	106,874,872	339,006,389	326,947,682
1934-35	290,885,237	304,721,354	67,314,241	93,705,093	358,199,478	398,426,447
1935-36	321,556,798	360,302,426	77,754,681	89,416,512	399,311,479	449,718,938
1936-37	407,996,698	435,014,544	87,601,407	130,569,257	495,598,105	565,583,801
1937-38	409,411,681	423,131,091	108,027,338	129,658,498	517,439,020	552,789,589

**Revue du commerce du Canada, par mois.** — Les chiffres mensuels du commerce pour l'année civile 1938 comparativement aux années 1935, 1936 et 1937, au moment d'aller sous presse, sont les suivants :

### Importations et exportations par mois, janvier 1935 à octobre 1938

Mois	Importations				Exportations de produits canadiens			
	1935	1936	1937	1938	1935	1936	1937	1938
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000
Janvier	37,229	40,590	51,883	49,720	54,737	63,865	82,242	71,022
Février	47,044	41,597	48,681	46,952	53,480	62,074	74,792	60,155
Mars	48,191	52,681	70,990	65,065	67,420	73,445	88,327	74,219
Avril	36,637	42,217	56,886	48,895	47,314	57,424	65,517	51,248
Mai	54,540	59,121	76,707	67,123	65,498	83,820	99,497	67,769
Juin	46,732	57,598	75,669	58,947	58,505	79,181	107,478	66,662
Juillet	48,414	53,821	71,996	55,822	63,286	83,999	99,158	66,919
Août	49,560	50,258	69,966	57,026	75,672	92,559	101,471	83,408
Septembre	44,089	52,983	70,240	56,412	77,259	88,894	94,152	107,640
Octobre	52,751	65,159	82,113	63,009	90,526	118,999	102,747	101,634
Novembre	55,958	66,169	80,641	-	94,484	120,971	106,663	-
Décembre	38,569	52,996	53,125	-	77,099	98,074	77,682	-



Coal Harbour, Vancouver, C.B. — Vue aérienne de la flottille de Vancouver. On voit à gauche la pointe Brockton dans le parc Stanley avec l'entrée du parc à l'arrière-plan. Au centre se trouve l'île Deadman, profondément ancrée dans la légende indienne.

*Photo de l'Association touristique de l'Île Vancouver.*

### Échanges invisibles avec l'extérieur

Le commerce des denrées ne donne pas à lui seul une indication complète de la prospérité d'une nation, car il existe d'autres échanges, outre celui des marchandises, dont on doit tenir compte si l'on veut approfondir la question des transactions internationales.

#### Sommaire des dépenses des touristes

Année	Dépenses des touristes étrangers au Canada (1)	Dépenses des touristes canadiens à l'étranger (2)	Excédent de (1) sur (2)
	\$	\$	\$
1929	309,379,000	121,645,000	187,734,000
1931	250,776,000	76,452,000	174,324,000
1933	117,124,000 <sup>1</sup>	50,850,000	66,274,000
1934	145,974,000	63,658,000	82,316,000
1935	214,778,000	95,600,000	119,178,000
1936	251,299,000	110,400,000	140,899,000
1937	294,682,000	124,422,000	170,260,000

<sup>1</sup> Fonds canadiens. On n'a pas jugé nécessaire de tenir compte du change les années suivantes.

**Tourisme.**—Le tourisme est un de ces échanges invisibles qui mérite une mention particulière. En 1937, on calcule que le trafic touristique a rapporté au Canada une somme de \$294,682,000. Déduction faite des

\$124,422,000 que les touristes canadiens ont dépensé à l'étranger, la balance favorable estimative est de \$170,260,000. La circulation des automobiles entre le Canada et les Etats-Unis est de beaucoup le plus important facteur touristique, car il est estimé que les automobilistes américains ont dépensé au Canada \$181,332,000 en 1937, tandis que les automobilistes canadiens dépensaient aux Etats-Unis environ \$48,893,000. Une partie des sommes dépensées par les touristes forme le revenu que le Canada tire de ses sites pittoresques, de son poisson et de son gibier, de ses sports d'hiver, etc.

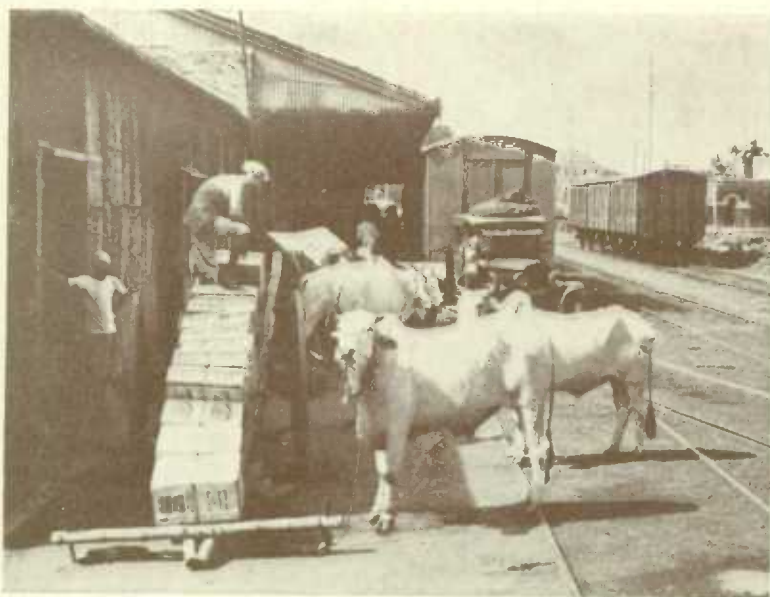
Outre le revenu que le Canada en tire directement, le tourisme a aussi d'autres résultats importants. L'étude sur place de notre pays, ses produits et ses ressources, sert à stimuler la demande de produits canadiens et attire chez nous de nouveaux capitaux. Le tourisme canado-américain a une valeur additionnelle qui ne peut s'exprimer en dollars et en cents; il fournit aux citoyens des deux pays l'occasion de se mieux connaître et conduit à un meilleur échange de vues. Une connaissance plus étendue de la culture, des aspirations et des problèmes des autres nations est avantageuse à tous au double point de vue social et intellectuel, et la compréhension mutuelle qui en résulte est un précieux élément de bonne entente internationale.

**Balance canadienne des paiements internationaux.** — Le commerce du Canada avec les autres pays ne se limite pas aux échanges de marchandises. Il y a également les échanges de nombreux services comme ceux qui dérivent du tourisme, de même que les mouvements des capitaux entre le Canada et les autres pays et les transactions pour le service des placements internationaux. C'est au moyen de l'investigation annuelle de la balance des paiements internationaux qu'il est possible de découvrir les principales caractéristiques de ces transactions entre le Canada et le reste du monde.

En 1937 le Canada a continué d'avoir une balance créditrice substantielle dans ses échanges de marchandises, d'or et de services avec les autres pays. C'est-à-dire que les recettes découlant des exportations de marchandises, de la vente de l'or et du tourisme ont été plus que suffisantes pour rencontrer les paiements des obligations courantes comme les intérêts et les dividendes aux prêteurs résidant en dehors du Canada. Ce surplus créditeur provenant des exportations de marchandises et des échanges de services a joué le rôle d'un transfert de capitaux hors du Canada, car c'est par le moyen d'échanges de marchandises, d'or et de services que les capitaux sont transférés d'une nation à une autre. L'écoulement considérable de capitaux hors du Canada en 1937 a servi à l'extinction de dettes à l'étranger et à l'achat de valeurs mobilières en cours; cet écoulement résulte également des opérations de compagnies d'assurances, d'établissements à filiales internationales, etc.

Les principaux changements dans les transactions internationales du Canada entre 1936 et 1937 sont survenus dans le commerce des marchandises et dans le retrait d'obligations canadiennes dues dans d'autres pays. Les crédits nets du commerce des marchandises montrent une baisse considérable, résultant d'une augmentation plus rapide dans la valeur des importations que des exportations. D'un autre côté, les crédits nets prove-

nant du tourisme et des ventes d'or sont plus élevés. Le déclin dans les retraits a été prononcé. En 1936, en plus du nombre d'émissions échues, un grand nombre d'émissions ont été rachetées par des corporations canadiennes qui ont pris avantage des conditions favorables pour réduire leurs charges en dehors du Canada. Les autres mouvements de capitaux en dehors du Canada ont cependant été plus considérables en 1937.



Conserves canadiennes chargées sur des chars à bœufs aux quais Kilderpore, Calcutta, Inde Britannique.

*Photo de l'Office des Renseignements Commerciaux, ministère du Commerce.*

Pour connaître la façon dont ces résultats ont été obtenus et pour en mieux apprécier l'importance il est nécessaire de considérer ces transactions plus en détail. Ceci peut se faire de façon assez claire en présentant les faits dans un état de la balance des paiements. Le compte courant montre la source des recettes ou crédits que le Canada tire du commerce des marchandises, de l'or ou des échanges de services, alors que le compte capital montre les principaux mouvements des capitaux entre le Canada et les autres pays en 1936 et 1937. Si les estimations dans le compte courant étaient tout à fait exactes et s'il n'y avait aucune omission, les crédits nets représenteraient exactement le mouvement des capitaux en dehors du Canada durant l'année. Mais, en pratique, une telle exactitude est impossible vu l'ampleur et la complexité des transactions.

## Balance estimative des paiements internationaux, 1936 et 1937

Détails	1936		1937	
	Valeur brute des transactions	Recettes nettes (+), paiements nets (-)	Valeur brute des transactions	Recettes nettes (+), paiements nets (-)
	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000
<b>Echanges de denrées, services et or</b>				
Marchandises vendues à d'autres pays.....	947.9	+322.2	1,009.7	+213.3
Marchandises achetées d'autres pays.....	625.7		796.4	
Or vendu à d'autres pays.....	132.0	+131.0	145.1	+145.0
Or reçu d'autres pays.....	1.0		0.1	
Dépenses des touristes étrangers au Canada.....	251.3	+140.9	294.7	+170.3
Dépenses des touristes canadiens à l'étranger.....	110.4		124.4	
Intérêts et dividendes perçus.....	76.2	-233.8	78.8	-246.2
Intérêts et dividendes payés.....	310.0		325.0	
Transport de marchandises perçu.....	80.2	-17.8	111.7	-25.2
Transport de marchandises payé.....	98.0		137.2	
Recettes pour autres transactions de commerce ou de services.....	21.7		25.2	
Paiements pour autres transactions de commerce ou de services.....	55.7	-34.0	63.9	-38.7
<b>Recettes nettes (Crédits).....</b>	-	<b>+208.5</b>	-	<b>+218.2</b>
<b>Mouvements des capitaux</b>				
Ventes à l'étranger de nouvelles émissions d'obligations canadiennes.....	106.1	+106.1	89.5	+89.5
Rachats d'obligations canadiennes détenues à l'étranger.....	270.0	-270.0	177.9	-177.9
Recettes provenant de la vente d'autres obligations à l'étranger.....	422.5		506.6	
Paiements pour l'achat d'obligations étrangères.....	414.7	+7.8	511.4	-4.8
Remises à des compagnies d'assurance au Canada.....	19.0		24.0	
Remises à l'étranger par des compagnies canadiennes d'assurance.....	45.0	-26.0	34.0	-10.0
Changement dans l'actif net estimatif des banques canadiennes à l'étranger.....	2.6	+2.6	13.0	-13.0
Autres mouvements des capitaux—paiements nets pour l'opération d'établissements à filiales internationales, etc.....	74.2	-74.2	82.6	-82.6
<b>Déplacement net des capitaux—(Paiements nets).....</b>	-	<b>-252.7</b>	-	<b>-198.8</b>



## CHAPITRE XI

### COMMERCE INTÉRIEUR—COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL—MOUVEMENT DES MARCHANDISES—VALEURS MOBILIÈRES—PRIX DES DENRÉES—CÔÛT DE LA VIE

Le commerce intérieur du Canada est de première importance. La consommation et l'utilisation domestique des denrées et des services par une population de 11,209,000 âmes exigent une activité économique beaucoup plus grande que le commerce extérieur, bien que le Canada se place sixième dans le commerce mondial. Le commerce intérieur comprend le transport et la distribution de marchandises dans le pays par chemins de fer, bateaux, entrepôts, magasins de gros et de détail et autres moyens. Il comprend aussi tous les services d'ordre professionnel, tels que ceux des médecins, théâtres, hôpitaux, écoles, banques, compagnies d'assurance et un grand nombre d'autres. Toutes ces initiatives, même si elles ne produisent aucune marchandise tangible, contribuent substantiellement au revenu national.

Historiquement, le commerce intérieur du Canada a débuté par la traite des fourrures, les pelleteries étant le premier article de commerce recherché au Canada par les Européens en échange de leurs produits. Ce commerce s'accrut jusqu'à couvrir toute l'étendue du Dominion, formant le cadre dans lequel devait grandir graduellement tout le système économique de la nation. Vint ensuite l'exploitation des ressources forestières, poissonnières, agricoles, minières et autres. A mesure que la population grandissait, les industries manufacturières du pays se mettaient à produire en abondance certaines denrées jusqu'alors obtenues presque uniquement à l'étranger. La présence de diverses ressources dans différentes parties du pays amena un vaste échange de produits et l'augmentation de la richesse fit naître une abondance de services.

Malheureusement, le commerce intérieur est tellement ramifié qu'il est très difficile de le soumettre à une mensuration statistique. Néanmoins, on peut juger de ses proportions par le fait qu'en 1936 le revenu national découlant des employés rémunérés au Canada est estimé à \$4,265,000,000, tandis que la valeur pécuniaire des exportations de produits canadiens est de \$1,015,000,000.

Les sections qui suivent traitent des différentes branches du commerce intérieur qui n'ont pas été examinées ailleurs dans le présent manuel.

#### Commerce de gros et de détail

**Commerce de gros.**—L'approvisionnement du commerce de détail exige une organisation complexe dans laquelle figurent plusieurs types d'établissements de gros. Le recensement de 1931 du commerce de gros montre qu'il y avait alors au Canada plus de 5,000 maisons de gros proprement dites, dont le chiffre global d'affaires dépassait quelque peu un milliard de dollars, et 8,000 marchands de gros d'autres catégories, dont les ventes et

commandes représentaient une valeur de deux milliards. Les capitaux placés dans les deux groupes d'établissements de gros se chiffraient à \$759,000,000; 90,000 personnes étaient employées dans les établissements de gros et leur gain se totalisait à \$146,000,000.

### Indices des ventes des établissements de gros et de détail, 1934-37

(1930=100)

Province	Magasins de détail					Établissements de gros <sup>1</sup>				
	1930	1934	1935	1936	1937	1930	1934	1935	1936	1937
Ile du Pr.-Edouard.	100.0	70.3	71.9	82.4	85.3	100.0	77.0	80.3	88.0	99.3
Nouvelle-Ecosse....	100.0	77.2	81.6	88.7	99.8					
Nouv.-Brunswick..	100.0	69.1	73.1	79.4	90.9					
Québec.....	100.0	69.0	71.3	76.5	86.9	100.0	74.7	77.7	84.7	100.2
Ontario.....	100.0	74.9	78.0	83.0	92.9	100.0	79.4	83.3	91.5	105.1
Manitoba.....	100.0	69.4	73.4	78.5	85.2	100.0	67.7	73.4	79.8	86.7
Saskatchewan.....	100.0	59.4	63.2	69.7	68.3					
Alberta.....	100.0	69.0	74.0	78.7	86.3					
Col. Britannique..	100.0	69.6	75.8	84.0	93.6	100.0	71.6	77.7	84.9	97.2
Yukon et Territoi- res du N.-O.....	100.0	64.9	68.3	61.2	75.2	-	-	-	-	-
<b>Canada.....</b>	<b>100.0</b>	<b>71.1</b>	<b>74.6</b>	<b>80.1</b>	<b>89.0</b>	<b>100.0</b>	<b>74.7</b>	<b>78.0</b>	<b>86.2</b>	<b>98.7</b>

<sup>1</sup> Maisons de gros proprement dites. Une description complète de l'indice paraît dans la publication "Commerce de gros au Canada, 1930-33" qu'on peut obtenir chez le Statisticien du Dominion.

**Commerce de détail.**— La distribution des denrées et des services aux consommateurs nécessite plusieurs catégories d'établissements qui emploient des centaines de milliers de personnes et immobilisent des capitaux de plusieurs millions. Le recensement des établissements de commerce et de service, pris en 1931, montre qu'en 1930 le Canada comptait 125,000 magasins de détail dont les ventes atteignaient un chiffre global de \$2,756,000,000. Le nombre de personnes inscrites sur les bordereaux de paie de ces magasins, y compris les propriétaires à salaire fixe, était d'environ 300,000 et les salaires et gages de l'année s'élevaient à environ \$300,000,000. Les capitaux placés dans ces magasins de détail s'établissaient à \$1,200,000,000.

**Tendance courante.**— Le tableau ci-dessus indique la tendance des ventes des magasins détaillants et des maisons de gros proprement dites, par province, les années 1930 et 1934 à 1937. Dans l'établissement de ces indices, on n'a pas tenu compte des fluctuations des prix pendant cette période. Bien que le commerce de détail, la période 1930 à 1933, ait subi un fléchissement de 35.2 p.c. (34.3 p.c. dans le commerce de gros) certains genres de commerce ont souffert beaucoup plus que d'autres. Il est impossible de déterminer dans quelle mesure respective le déclin est attribuable à la baisse des prix et à la diminution du volume physique du commerce. Les rapports sur le commerce de détail et de gros ces dernières années montrent que l'amélioration commencée en 1934 s'est continuée en 1935, 1936 et la première moitié de 1937, la valeur dollar des ventes au détail cette dernière année étant de 11 p.c. au-dessus de 1936, 37 p.c. au-dessus de 1933 et à 11 p.c. seulement du montant de 1930. Les indices

mensuels basés sur les déclarations des magasins en chaîne et à rayons révèlent un nivellement dans la tendance la dernière partie de 1937 et un léger recul en 1938. Les ventes les premiers huit mois de cette dernière année sont de 2 p.c. au-dessous de celles de la période correspondante de 1937.

*Chaînes de magasins.*— Depuis quelques années, la distribution des denrées a subi de fortes modifications. Les chaînes de magasins se sont assurées une part sans cesse plus importante du commerce de détail. Le relevé des chaînes de magasins, effectué à l'occasion du Recensement des Etablissements de Commerce, indique que les chaînes (autres que les magasins à rayons) s'attribuent environ 17 p.c. de toutes les ventes au détail dans le Dominion. Cette proportion est demeurée relativement constante depuis 1930, première année sur laquelle de telles données sont disponibles. La proportion de toutes les affaires par les chaînes varie largement suivant le commerce. Le bazar moderne est un développement typique du magasin de chaîne, presque tous ces établissements appartenant à des chaînes. Le genre de distribution par magasin à unités multiples joue un rôle important dans le commerce de détail des denrées alimentaires; les chaînes y font, en 1937, 29.3 p.c. de toutes les affaires combinées des épiceries et boucheries. L'évolution des affaires des magasins en chaîne au Canada de 1931 à 1935 apparaît ci-dessous.

#### Statistiques sommaires sur les chaînes de magasins, 1931-37

Année civile	Nombre de chaînes	Nombre de magasins en chaîne	Valeur des ventes	
			Montant	P.c. des ventes totales
			\$	
1931.....	506	8,557	434,199,700	18.7
1932.....	486	8,398	360,806,200	18.8
1933.....	461	8,230	328,902,000	18.5
1934.....	445	8,210	347,186,100	17.9
1935.....	445	8,024	364,589,800	17.9
1936.....	457	8,124	394,935,000	17.9
1937.....	447	7,815	414,133,300	16.9

*Services de détail.*— Plus de 40,000 établissements s'occupent de fournir des services de toutes sortes à la population canadienne. Les amusements et les services domestiques et personnels sont les plus importants. En 1930, le public a dépensé \$249,000,000 dans les établissements de cette catégorie, ce qui a donné de l'emploi à 64,000 personnes.

*Cinéma.*— Le cinéma continue d'être le mode d'amusement public le plus populaire au Canada. Les chiffres pour 1937 montrent 1,047 cinémas avec un total de 134,374,061 admissions payantes. Les recettes la même année (à l'exclusion des taxes d'amusement) sont de \$32,499,300, avance de 10 p.c. sur 1936. Elles excèdent de 26.1 p.c. le minimum de 1933, mais restent encore de 15 p.c. inférieures au montant de 1930.

## Mouvement intérieur des marchandises

Le sujet du commerce interprovincial est d'intérêt général, mais il est même plus difficile d'en établir des données complètes que pour le commerce international. Il n'existe à peu près pas de restrictions aux différents genres de mouvements à travers les frontières provinciales et par conséquent les données du mouvement des denrées, des personnes, de la monnaie, etc., sont très incomplètes.

Les chemins de fer sont tenus d'enregistrer, sous 76 classes de denrées, les tonnes de trafic payant chargé, déchargé, reçu et livré aux chemins de fer et lignes de paquebots étrangers pour chaque province. L'excédent des chargements de chaque province sur les déchargements indique un mouvement net hors de la province, mais ne révèle pas les endroits où un tel excédent a été expédié; de même, l'excédent des déchargements sur les chargements indique un volume net d'importation dans la province. Pour les Provinces des Prairies, où une faible proportion seulement du transport s'effectue par d'autres agences que les chemins de fer, le mouvement net de va-et-vient des provinces indique assez exactement les importations et les exportations nettes, mais dans les provinces de l'Est, où les vaisseaux et les véhicules à moteur jouent un plus grand rôle dans le transport, les données des chemins de fer ne font voir qu'une partie des conditions. On ne dispose pas encore de données sur le mouvement des denrées, personnes, etc., par vaisseau ou véhicule à moteur de province à province.

## Valeurs mobilières

Le Bureau de la Statistique publie plusieurs séries de nombres-indices ayant pour but de mesurer le mouvement des valeurs mobilières en général et d'importants groupes de titres en particulier; ces nombres-indices constituent un utile baromètre des conditions économiques. Le tableau suivant montre le mouvement du nombre-indice du portefeuille pour certains mois types de 1936 à 1938 inclusivement. Un tableau des nombres-indices mensuels des titres miniers est également donné pour les années 1935-38.

Le cours des actions ordinaires a suivi depuis 1914 une marche assez différente de celle du cours des denrées. Pendant et après la guerre, le niveau moyen du cours des denrées a plus que doublé celui de 1914, alors que le cours des actions ordinaires est descendu à moins des deux tiers de celui de 1914 pendant la même période. Plus tard, de 1927 à 1929, ces deux groupes de prix se sont comportés de façon très différente. Cette fois, le cours des titres a augmenté d'environ 100 p.c., tandis que le cours des denrées fléchissait lentement. A la fin de 1929, les cours des denrées et des titres ont commencé tous deux à décliner et, depuis le printemps de 1933, ils accusent tous deux un mouvement irrégulier à la hausse.

Depuis le sommet de 217.1 atteint en septembre 1929, l'indice général des actions ordinaires a fléchi brusquement d'abord, puis plus graduellement pour s'établir à 43.2 en juin 1932. Le relèvement passager a été suivi d'un nouveau déclin qui a duré jusqu'en mars 1933.

alors que l'indice a atteint 48.9. La reprise intermittente survenue dans la suite porte l'indice à 147.2 en mars 1937 avant qu'aucune régression majeure ne se fût produite. Ceci s'est continué jusqu'en avril 1938, alors que le bas niveau de 97.9 a été atteint. Une reprise hésitante a suivi pour s'arrêter devant la tension internationale de septembre en Europe, mais le mouvement à la hausse a repris en octobre.



Le parquet de la Bourse de Toronto. — Le téléphoniste que l'on voit à son bureau est en communication immédiate avec le "marché" et un fort volume de transactions peut se faire rapidement. Le nouvel édifice de la bourse, ouvert en 1937, est outillé des facilités les plus modernes — services de ruban activé par un œil électrique, tableau indicateur et systèmes de pointage les plus récents, et "comptoir d'échange" muni des dernières améliorations.

*Photo des Canadian Industries Limited.*

### Nombres-indices mensuels d'actions ordinaires pour le portefeuille, 1936-38

(1926=100)

Année et mois	Banques	Utilités	Industriels	Total
1935 (mois types)—				
Janvier.....	78.6	52.4	187.7	112.9
Mars.....	79.6	55.5	194.8	117.4
Juin.....	77.8	53.3	189.3	113.8
Septembre.....	79.7	54.8	200.6	119.5
Décembre.....	87.7	62.8	212.8	129.2
1936 (mois types)—				
Janvier.....	94.4	68.5	222.0	137.4
Mars.....	95.9	71.0	241.7	147.2
Juin.....	92.3	63.2	210.1	129.4
Septembre.....	84.9	57.4	193.3	118.9
Décembre.....	81.6	49.5	167.7	103.7
1937 (mois types)—				
Janvier.....	84.3	49.6	177.0	107.7
Mars.....	80.5	43.1	164.0	99.2
Juin.....	81.0	45.1	163.5	100.0
Septembre.....	83.4	42.7	162.2	98.6

Le cours des actions minières a touché son sommet d'après-guerre en octobre 1927, soit deux ans avant les plus hauts niveaux des titres industriels et d'utilités. A cette époque l'indice du cours des titres miniers, sur la base de 1926 à 100, touchait 143.8. Puis il déclina irrégulièrement au plus bas minimum jamais connu, soit 46.8 en 1932. Depuis cette date jusqu'en février 1937, la tendance générale des titres miniers a certainement été à la hausse, bien que l'avance ait été ininterrompue par une longue période de baisse graduelle commencée au cours du dernier trimestre de 1934 et se continuant la majeure partie de 1935. Au plus fort de la hausse en février 1937 l'indice des titres miniers était à 177.2. Survint ensuite une forte régression au printemps et au début de l'automne, mais après un nouveau bas de 121.6 en octobre, le cours des titres miniers a monté irrégulièrement pour atteindre 156.0 en août 1938. La situation internationale tendue de septembre a entraîné une nouvelle réaction, mais les prix ont de nouveau monté brusquement en octobre.

### Nombres-indices de vingt-quatre titres minières, par mois, 1935-38

Mois	1935	1936	1937	1938	Mois	1935	1936	1937	1938
Janvier.....	124.3	142.4	174.6	144.1	Juillet.....	117.9	157.6	141.8	151.1
Février.....	124.2	149.8	177.2	147.7	Août.....	115.6	158.1	146.2	156.0
Mars.....	128.2	144.2	172.5	134.9	Septembre.....	119.1	157.6	127.6	144.0
Avril.....	128.7	145.8	154.1	133.9	Octobre.....	118.6	158.2	121.6	157.4
Mai.....	128.3	150.3	142.1	139.5	Novembre.....	125.5	167.0	129.4	159.6
Juin.....	123.0	156.1	134.7	145.8	Décembre.....	133.6	167.7	134.3	159.0

### Prix des denrées

Il y a trois périodes distinctes dans l'histoire des prix depuis le commencement de la Grande Guerre. Au cours de la première, une hausse rapide suivie d'une réaction s'est produite quand l'indice canadien des prix de gros passa de 64.0 à 155.9 entre 1913 et 1920 et déclina ensuite à

97·3 en 1922. L'indice ne s'éloigna guère de ce niveau (environ 50 p.c. au-dessus des prix moyens de 1913) jusque vers la fin de 1929. Ces sept années de stabilité relative constituent la deuxième période. Au cours de la dernière période, un déclin a abaissé l'indice des prix de gros de 95·6 en 1929 à 66·7 en 1932; survint ensuite une reprise graduelle qui l'a remonté à 72·1 en 1935. Le niveau des prix manifestait alors une tendance à se stabiliser à environ 10 p.c. au-dessus du niveau d'avant-guerre, mais une avance plus accentuée que la première a élevé sensiblement le niveau des prix de gros le dernier semestre de 1936 et d'avantage en 1937. Cette avance ne s'est pas maintenue cependant et l'indice de 74·1 en octobre 1938 montre un déclin prononcé sur la moyenne de 84·6 en 1937.

**Nombres-indices des prix de gros, 1913-37<sup>1</sup>, et par mois, 1938**  
(1926=100)

1913.....	64·0	1926.....	100·0	1938—	
1914.....	65·5	1927.....	97·7	Janvier.....	83·8
1915.....	70·4	1928.....	96·4	Février.....	83·6
1916.....	84·3	1929.....	95·6	Mars.....	83·1
1917.....	114·3	1930.....	86·6	Avril.....	82·3
1918.....	127·4	1931.....	72·1	Mai.....	80·3
1919.....	134·0	1932.....	66·7	Juin.....	80·1
1920.....	155·9	1933.....	67·1	Juillet.....	78·6
1921.....	110·0	1934.....	71·6	Août.....	76·0
1922.....	97·3	1935.....	72·1	Septembre.....	75·5
1923.....	98·0	1936.....	74·6	Octobre.....	74·1
1924.....	99·4	1937.....	84·6	Novembre.....	73·5
1925.....	102·6			Décembre.....	73·3

<sup>1</sup> 236 articles jusqu'à 1926; 502 de 1926 à 1934; 567 depuis.

### Coût de la vie

Les données relatives au coût de la vie constituent une phase très importante de la statistique des prix. Les nombres-indices des prix de détail, des loyers et du coût des services, publiés par le Bureau de la Statistique, sont construits de façon à mesurer le mouvement général de ces prix et du coût de la vie dans l'ensemble du Dominion. Ils sont calculés de manière à rendre possibles les comparaisons avec d'autres nombres-indices généraux établis d'après les mêmes principes, comme par exemple, l'indice des prix de gros. Etant calculés d'après un principe d'ensemble, c'est-à-dire la consommation totale de chaque denrées, les nombres-indices du Bureau offrent une excellente mensuration des changements du coût moyen de la vie au Canada, indépendamment d'une classe ou d'un groupement particuliers.

Le mouvement général du coût de la vie depuis les jours antérieurs à la guerre a suivi à peu près la même marche que celle que nous venons d'esquisser pour les prix de gros. L'indice du coût de la vie du Bureau est passé de 65·4 en 1913 à 124·2 en 1920; puis il déclina ensuite sensiblement à 100·0 en 1922. Peu de changements importants ont eu lieu depuis cette année-là jusqu'en 1930, alors que l'indice s'établissait à 99·2. Cependant, au cours des trois années suivantes l'indice a suivi la marche des marchés primaires et a tombé à 77·5. La hausse subséquente a été plus

graduelle comme l'indiquent la moyenne de 1937 (83.1) et le chiffre de novembre 1938 (83.7).

**Nombres-indices des prix de détail, du loyer et du coût des services, 1930-37, et par mois, 1938<sup>1</sup>**

(Prix moyens de 1926=100)

Année	Indice total	Aliments	Combustible	Loyer	Vêtements	Divers
1930.....	99.2	98.6	95.7	105.9	93.9	99.4
1931.....	89.6	77.3	94.2	103.0	82.2	97.4
1932.....	81.3	64.3	91.4	94.7	72.3	94.6
1933.....	77.5	63.7	87.7	85.1	67.1	92.6
1934.....	78.6	69.4	87.7	80.1	60.7	92.1
1935.....	79.1	70.4	86.8	81.3	69.9	92.2
1936.....	80.8	73.4	86.4	83.7	70.5	92.9
1937.....	83.1	77.3	84.9	86.9	72.7	93.4
1938—						
Janvier.....	84.0	78.4	85.6	89.0	73.3	93.7
Février.....	83.9	77.9	85.4	89.0	73.3	93.7
Mars.....	84.2	78.6	85.7	89.0	73.7	93.7
Avril.....	84.2	78.8	85.7	89.0	73.7	93.7
Mai.....	84.1	77.7	85.3	90.3	73.7	93.7
Juin.....	84.0	78.1	84.5	90.3	73.0	93.6
Juillet.....	84.1	78.4	84.4	90.3	73.0	93.6
Août.....	84.8	80.7	84.6	90.3	73.0	93.6
Septembre.....	84.0	77.6	84.8	90.3	73.4	93.6
Octobre.....	83.8	77.1	85.1	90.1	73.4	93.6
Novembre.....	83.7	76.6	85.5	90.1	73.4	93.6
Décembre.....	83.5	76.2	85.7	90.1	72.8	93.6

<sup>1</sup> Chiffres préliminaires.



## CHAPITRE XII

### TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

**Chemins de fer.** — Il y a au Canada 36 réseaux ferroviaires disposant, au total, de 42,727 milles de voie ferrée principale. Le Canadien National en a 21,793 milles et le Pacifique Canadien, 16,719, soit à eux seuls, plus de 90 p.c. du total. Ces deux réseaux exploitent conjointement le *Northern Alberta*, qui dispose de 923 milles de voie, et le *Toronto Terminals* avec 3.19 milles. Le Canadien National exploite, au nom du gouvernement fédéral, le Chemin de fer de la Baie d'Hudson qui a une longueur de 510 milles. Il possède aussi le Central Vermont, avec 25 milles de voie, et le *Thousand Islands Railway*, 4.5 milles. Les compagnies américaines opérant au Canada disposent de 863 milles de voie ferrée, tandis que les réseaux provinciaux, comprenant le *Temiskaming and Northern Ontario* et le *Nipissing Central*, 574.43 milles en Ontario; le *Pacific Great Eastern*, 347.8 milles en Colombie Britannique, et le *Greater Winnipeg Water District*, propriété de la ville de Winnipeg, 92.0 milles, constituent plus de la moitié des 1,891 milles qui restent. Ainsi, 23,810 milles ou 56 p.c. du total de voies ferrées au Canada sont la propriété de l'Etat. Les réseaux constituant le Canadien National et le *Pacific Great Eastern* ont été absorbés et exploités par les gouvernements fédéral et provinciaux parce que les compagnies n'en pouvaient continuer elles-mêmes l'exploitation.



Le service rapide aux terminus est essentiel aux horaires modernes de transport. La remorqueuse à gazoline a tôt fait de placer les remorques le long des wagons d'express et de les ramener aussitôt chargés.

*Photo de l'International Harvester Company of Canada Limited.*

La Commission des Chemins de Fer, instituée en 1904 pour remplacer le Comité des Chemins de Fer du Conseil Privé, et maintenant (1938) la Commission des Transports, a juridiction complète sur les taux de transport des marchandises, des voyageurs et autres, excepté toutefois sur certains taux fixés par statut, pour le transport du grain dans les Provinces des Prairies. Elle exerce aussi sa juridiction sur la sécurité des opérations ferroviaires, le service des trains et l'abandon de certains services et voies ferrées et autres opérations connexes, de même que sur les taux d'une certaine partie du trafic par eau.

L'Australie a un peu plus de chemins de fer per capita que le Canada, dont la moyenne est toutefois plus élevée que dans tout autre pays, et deux fois celle des Etats-Unis. Par contre, le transport des marchandises et des voyageurs est beaucoup plus léger ici qu'aux Etats-Unis, la tonne-mille moyenne et le voyageur-mille par mille de voie ferrée étant moins de la moitié des moyennes respectives des Etats-Unis.

Le trafic-marchandises a touché son plus bas point en 1933, pour se relever ensuite et atteindre 82,220,374 tonnes et 26,926,000,000 tonnes-mille en 1937.

Le trafic-voyageurs diminue presque continuellement depuis 1920, alors qu'il atteignait 51,000,000 de voyageurs. En 1933 il s'établit à 19,000,000. Il se relève, mais très légèrement entre 1934 et 1937 pour n'atteindre que 22,038,709 cette dernière année.

Comme le trafic, les recettes ont diminué aussi et touché leur plus bas point en 1933. Depuis les quatre dernières années elles sont cependant à la hausse et, en 1937, alors qu'elles atteignent \$355,103,271, elles sont au-dessus de 1932 et d'environ 1 p.c. plus faibles qu'en 1931.

En 1929 les chemins de fer emploient 187,846 personnes et payent une somme de \$290,732,500 en salaires. En 1933, le nombre d'employés tombe de 35 p.c. et la somme des salaires de 46 p.c. L'augmentation du travail et des salaires relève en 1937 le nombre d'employés à 133,467 et la somme des salaires à \$193,355,584.

#### Statistiques des chemins de fer par mois, 1936-38

Mois	Recettes brutes d'exploitation des chemins de fer			Total des chargements commerciaux de wagons		
	1936	1937	1938	1936	1937	1938
	\$'000	\$'000	\$'000	Nombre 000	Nombre 000	Nombre 000
Janvier.....	22,234	25,140	24,362	173	192	187
Février.....	22,597	24,710	23,316	180	186	180
Mars.....	25,535	28,691	25,925	192	214	200
Avril.....	26,050	29,458	25,192	193	208	185
Mai.....	27,022	29,257	25,445	190	209	190
Juin.....	26,049	28,253	24,577	201	214	187
Juillet.....	27,301	29,405	25,773	203	219	183
Août.....	28,637	29,211	28,439	222	231	213
Septembre.....	33,103	32,882	34,504	251	262	250
Octobre.....	33,840	34,781	-	263	260	257
Novembre.....	29,034	30,585	-	220	235	219
Décembre.....	30,108	28,969	-	206	204	-

Le tableau suivant montre les recettes brutes et le trafic-marchandises, de mois en mois, depuis 1936 jusqu'au dernier mois de 1938 pour lequel des données sont disponibles. Les données indiquent la reprise de 1936 et 1937 et le déclin la première moitié de 1938 dû à la faible récolte et autres facteurs.

**Tramways électriques.** — Les premiers tramways au Canada étaient tirés par des chevaux. Ils circulaient à Montréal et à Toronto dès 1861. Plus tard, lors de l'invention du moteur électrique, on leur substitua des tramways électriques. Le premier réseau de tramways électriques du Canada fut établi à St. Catharines. Il avait sept milles de longueur et fut inauguré en 1887. Vinrent ensuite les réseaux de Vancouver en 1890, d'Ottawa en 1891 et de Toronto et de Montréal en 1892. Le tramway électrique fournit un moyen de transport économique dans les villes. De bonne heure au commencement du siècle on en étendait le service aux



Hâlage de fournitures vers les mines du nord d'Hudson, Ont.

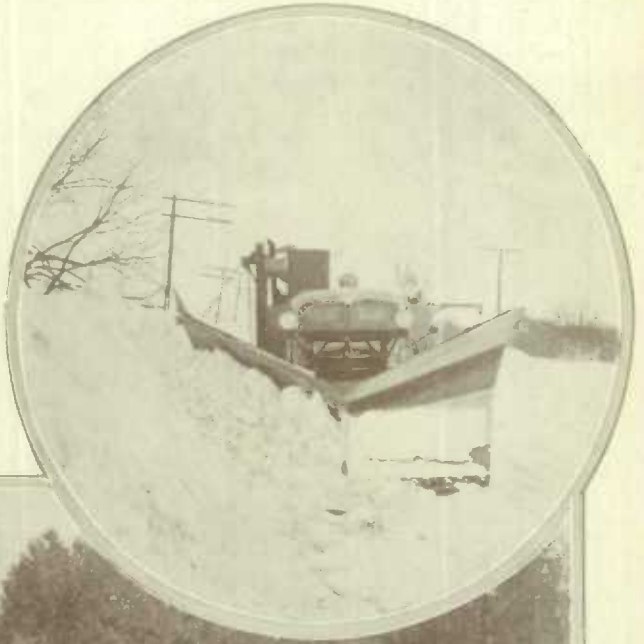
*Photo de l'International Harvester Company of Canada, Limited.*

villégiatures et aux cités et villes avoisinantes. Les coutumes nouvelles de la population et la vulgarisation de l'automobile ont fait disparaître presque toutes les lignes interurbaines et rurales. Depuis 1920, 26 réseaux électriques ont cessé leurs opérations et plusieurs autres ont réduit leurs services ruraux. L'autobus pourvoit maintenant aux services publics et les automobiles privés transportent un grand nombre de voyageurs. Malgré l'augmentation de la population urbaine, la circulation du tramway électrique, en majeure partie dans les villes, diminue de 1920 à 1925. Elle augmente ensuite de 1925 à 1929 pour diminuer de nouveau jusqu'en 1933. Toutefois, depuis 1933, le trafic s'accroît et le nombre de voyageurs passe de 585,385,094 en 1933 à 631,894,662 en 1937, plus de la moitié étant transportés par les tramways de Montréal et de Toronto. Des 37 réseaux

existant au Canada, neuf dans les plus grandes villes ont transporté plus de 87 p.c. de tous les voyageurs. En 1937, les immobilisations totales atteignent \$208,938,656; les recettes brutes, \$42,991,444; et la longueur de voies en exploitation, 1,771 milles.

**Messageries.** — Le service des messageries est le transport rapide des marchandises par les trains de voyageurs. Les services donnés par le Canadien National, le Pacifique Canadien et le *Northern Alberta* desser-

Ouverture des  
routes l'hiver.



Construction d'une route à travers une forêt dense.

*Photo de l'International Harvester Company of Canada Limited.*

vent 62,634 milles de chemins de fer, de lignes de navigation, d'autobus et de navigation aérienne. En plus du transport des marchandises, qui s'étend depuis le plus petit colis jusqu'aux wagons chargés de poisson, de fruits, de chevaux de course, etc., les messageries s'occupent de la vente et du rachat des mandats-circulaires. Leurs recettes totales en 1937 s'élèvent à \$17,937,567, le nombre de leurs employés à 4,611 et leurs bordereaux de paye, y compris les employés à temps partiel, à \$7,311,007.

**Voirie.** — Depuis l'avènement du véhicule-moteur et, plus spécialement depuis 1919, lorsque le gouvernement canadien avança une somme de \$20,000,000 aux provinces pour la construction de routes et pour remédier

#### Distances en milles, ouvertes au trafic, et dépenses de voirie, 1936

Classe de route	Milles	Dépenses <sup>1</sup>	\$
Terre sans surface.....	311,098	Construction.....	38,210,602
Gravier ou pierre concassée.....	88,229	Entretien <sup>2</sup> .....	19,321,316
Gravier traité à l'huile.....	889		
Macadam à l'eau.....	1,549		
Macadam bitumineux.....	3,219		
Béton bitumineux.....	2,321		
Béton de ciment.....	2,030		
Asphalte.....	713		
Autres.....	400		
<b>Total.....</b>	<b>410,448</b>	<b>Total.....</b>	<b>57,531,978</b>

<sup>1</sup> Comprend ponts et traverses.

<sup>2</sup> Sentiers et trottoirs (\$14,519) y compris.



Patrouille motorisée pour l'entretien des routes en gravier.

*Photo de l'International Harvester Company of Canada Limited.*

au chômage, le nombre de milles de routes pavées augmente rapidement chaque année. Au cours des sept années de 1929 à 1935 la moyenne des dépenses nécessitées par la construction des routes rurales est de \$73,000,000, sans compter certaines autres sommes affectées à la construction de routes locales par les municipalités rurales. Ces dépenses s'étendent de \$93,000,000 en 1930 à \$40,500,000 en 1933. Le nombre de milles de chaussée améliorée augmente de 19,000 milles au cours de ces années et s'établit à 99,350 milles en 1936. Ceci comprend 85,299 milles de route gravelée et 11,121 milles de route en ciment, en béton et macadam bitumineux, en macadam à l'eau et en gravier traité à l'huile.

**Véhicules-moteur.** — Le nombre de véhicules-moteur enregistrés au Canada augmente constamment et rapidement. En 1906 on n'en compte que 1,447; le nombre en atteint 128,328 en 1916, 832,268 en 1926 et 1,319,702 en 1937, ce qui fait une moyenne d'un véhicule-moteur par 8.4 personnes. Cet usage si répandu de l'automobile révolutionne la civilisation aussi bien au Canada que dans d'autres pays. Le trafic-voyageurs des chemins de fer fléchit rapidement bien que les déplacements se soient multipliés plusieurs fois depuis 20 ans. La consommation de gazoline en 1937 s'élève à plus de 718,620,000 gallons dont 84 p.c. environ par les véhicules-moteur. Le nombre de personnes qui ont perdu la vie dans des accidents d'automobile augmente en fonction de la vulgarisation de cette voiture; il s'établit en 1937 à 1,623, augmentation de 310 ou de 23.6 p.c. sur 1936 et de 671 ou 70 p.c. sur 1933, tandis que la consommation de gazoline par les véhicules-moteur, qui indique approximativement les distances parcourues, augmente de 13 p.c. sur 1936 et de 43 p.c. sur 1933.

Les taxes provinciales provenant de l'enregistrement des véhicules-moteur, des chauffeurs, etc., de la circulation des camions et des autobus dans le service public s'élèvent à \$25,993,905 en 1937, et la taxe sur la gazoline, à \$38,373,947, soit un total de \$64,367,852. Toutefois avant d'établir les recettes nettes provenant de la voirie il faut déduire de cette somme les frais d'administration.

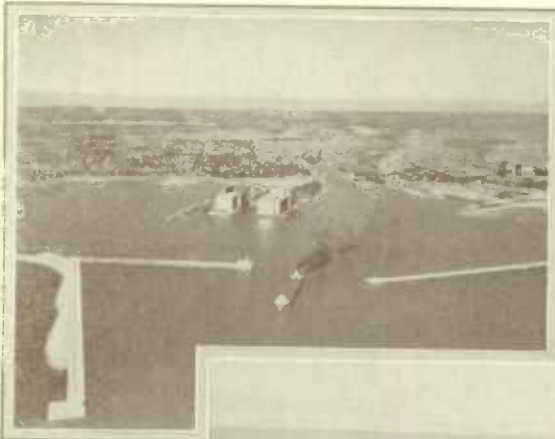
#### Automobiles enregistrés au Canada, ces dernières années civiles

Années	I.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.B.	Canada <sup>1</sup>
1920....	1,416	12,450	11,121	41,562	177,561	38,257	60,325	38,015	28,000	408,790
1925....	2,947	22,745	18,893	97,418	342,174	80,884	77,940	54,528	56,427	724,048
1930....	7,376	43,029	34,899	178,548	562,506	78,850	127,193	101,119	98,938	1,252,489
1931....	7,744	43,758	33,627	177,485	562,216	75,210	107,830	94,642	97,932	1,200,668
1932....	6,982	41,013	28,041	165,730	531,597	70,840	91,275	86,781	91,042	1,113,533
1933....	6,940	40,648	26,867	160,012	520,353	68,590	84,944	86,041	88,554	1,083,178
1934....	7,206	41,932	29,094	165,526	542,245	70,430	91,461	89,360	92,021	1,129,532
1935....	8,231	43,952	31,227	170,644	564,076	70,860	94,792	93,870	98,411	1,176,116
1936....	7,632	56,179	33,402	181,628	590,226	74,840	102,270	97,468	106,079	1,240,124
1937....	8,011	50,048	36,760	197,917	623,918	80,860	105,064	100,434	116,341	1,319,702

<sup>1</sup> Les chiffres comprennent les véhicules en usage au Yukon.

**Canaux.** — Les canaux ont été les premiers grands travaux de transport au Canada. La petite écluse construite au Sault-Sainte-Marie par la Compagnie de la Baie d'Hudson et détruite en 1814 par les troupes américaines est l'une des premières au pays. Une autre fut construite

en 1825 aux rapides de Lachine, sur le fleuve Saint-Laurent, en amont de Montréal. Vint ensuite, en 1829, le canal Welland, pour contourner les chutes Niagara. Le canal Rideau (qui était destiné à des fins militaires), le système des canaux du Saint-Laurent et le canal Chambly datent tous d'une époque plus récente. Il existe aujourd'hui six réseaux de canaux exploités par le ministère des Transports. Ce sont les canaux (1) entre Fort William et Montréal; (2) de Montréal à la frontière américaine, près



Port-Colborne  
vu du lac Erié.



Coup d'œil sur  
Port-Colborne  
et le lac Erié.

Vues aériennes du port de Port-Colborne et le terminus du canal Welland au lac Erié.

*Photo du ministère de la Défense Nationale.*

du Lac Champlain; (3) de Montréal à Ottawa; (4) d'Ottawa à Kingston; (5) de Trenton au lac Huron; et (6) de l'océan Atlantique au lac Bras-d'Or, île du Cap-Breton. Ces canaux ont ouvert à la navigation de l'Atlantique environ 1,890 milles de cours d'eau. L'on trouve sous le ministère des Travaux Publics ou autre autorité des écluses et canaux plus petits destinés à faciliter la navigation locale sur des cours d'eau isolés. Parmi les projets de canalisation les plus importants sont ceux qui ont trait à l'approfondissement de la route navigable du Saint-Laurent.

Les Grands Lacs et le Saint-Laurent constituent une route fluviale des plus achalandées du monde. Le trafic d'amont et d'aval sur la rivière Détroit est plus considérable que sur tout autre cours d'eau. Il atteint sur les canaux du Sault-Sainte-Marie en 1929 le tonnage maximum de 92,616,898, soit plus que le trafic des canaux de Panama et de Suez réunis. La majeure partie des cargaisons se compose, en remontant, de minéral de fer transplanté aux ports du lac Supérieur et des Etats-Unis sur le lac Érié et, en descendant, de charbon et de grain destinés aux ports du Saint-Laurent, à Buffalo, à Port-Colborne et à d'autres petits ports lacustres.

Le tirant maximum d'eau des vaisseaux qui font la navette entre les lacs dépend de la profondeur des chenaux des rivières Détroit et Sainte-Marie, qui les limite à quelque 21 pieds et, depuis l'ouverture du nouveau canal Welland, à 25 pieds dans les biefs entre les écluses (les écluses ont 30 pieds d'eau au-dessus du seuil), ce qui permet maintenant aux gros navires des lacs supérieurs de descendre jusqu'à Prescott. Les canaux du St-Laurent n'ont qu'une profondeur de 14 pieds, qui se trouve encore réduite dans les périodes d'eau basse, de sorte que les océaniques, sauf ceux d'un faible tonnage, ne peuvent encore remonter jusqu'aux Grands Lacs; un petit nombre de vaisseaux naviguent sur les Grands Lacs depuis plusieurs années, avec des cargaisons venant des ports européens. Le trafic utilisant les canaux du St-Laurent a atteint un chiffre sans précédent en 1937 avec 9,195,439 tonnes en dépit d'un mouvement relativement faible du blé. Le grain et autres produits agricoles constituent environ le tiers de tout le trafic des canaux du St-Laurent et de Welland.

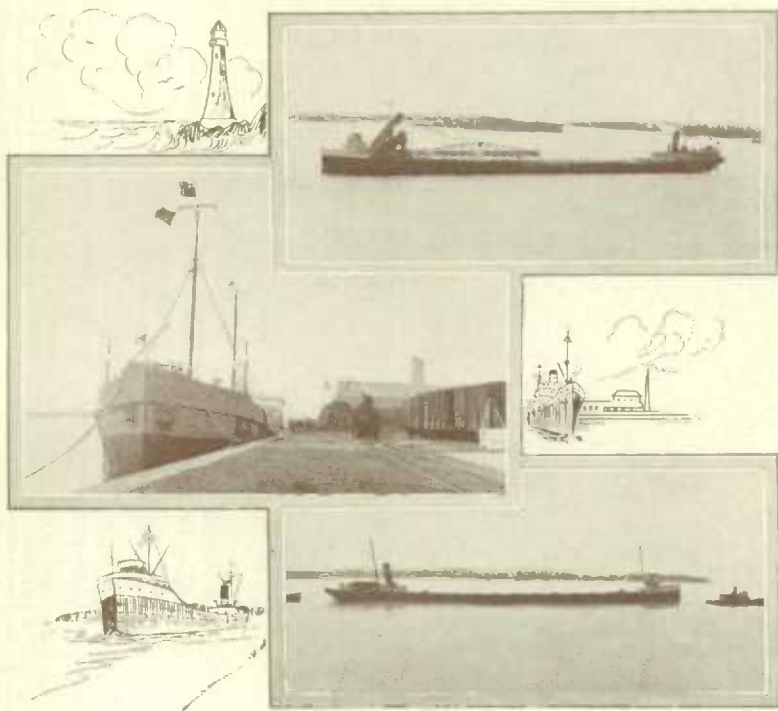
**Navigation.** — Le tonnage des océaniques et des vaisseaux internationaux de l'intérieur inscrits à l'entrée et à la sortie des ports canadiens a augmenté presque sans interruption jusqu'en 1914, de même que pendant les années fiscales finissant le 31 mars 1920 à 1929. Les effets de la crise économique se sont fait également sentir dans ce domaine mais chacune des années terminées le 31 mars 1934, 1935, 1936 et 1937 le tonnage accuse une augmentation sur l'année précédente, le chiffre de 1937 atteignant un nouveau haut à 94,586,746 tonnes. Le cabotage accuse aussi des augmentations depuis les quatre dernières années. Il s'établit à 91,421,172 tonnes nettes enregistrées en 1937.

Les vaisseaux enregistrés au Canada en 1920 étaient au nombre de 6,836 jaugeant 652,613 tonnes. Depuis lors l'augmentation a été assez constante, le nombre de navires s'étant accru jusqu'à 8,573 en 1919, pour redescendre à 7,482 en 1921; depuis cette dernière année, il y a eu augmentation à 8,910 jaugeant 1,338,723 tonnes en 1937.

Entre 1870 et 1880, la construction navale était une industrie importante au Canada, surtout dans les Provinces Maritimes; les vaisseaux que l'on construisait alors étaient pour la plupart des voiliers en bois. L'avènement du vapeur en fer eut une grande répercussion sur cette industrie au Canada et il y eut une diminution plus ou moins constante du nombre de vaisseaux construits et enregistrés chaque année, de 1885 à 1914. La guerre stimula la construction navale et il y eut un renouveau temporaire d'activité, grâce au programme de construction navale élaboré par le gouverne-



ment fédéral. D'après le ministère de la Marine, le nombre de vaisseaux construits et enregistrés au Canada en 1937 est de 442, jaugeant 15,024 grosses tonnes; sur ce nombre on compte 6 voiliers et 14 navires-moteur en acier, les autres étant des navires en bois des catégories suivantes: voiliers 33; à vapeur 3; et à moteur 386. La valeur de la production des chantiers de construction navale en 1936, telle que révélée par le recensement de l'industrie, est de \$6,241,054, dont \$209,029 seulement pour des vaisseaux construits ou en construction, \$4,956,960 pour des réparations et des travaux de réfection et \$1,075,065 pour d'autres produits tels qu'avions, chaudières et engins à vapeur, acier de charpente, etc.



Le splendide système de voies fluviales intérieures du Canada, reliant le St-Laurent aux Grands Lacs, permet un transport économique par eau jusqu'au cœur du continent. *En haut*: Le *Dow Chemical*, un charbonnier moderne avec déchargeur automatique, qui fait la navette entre Toronto et les ports du lac Érié. *Au centre*: L'*Elsa Esberger*, à son quai de Toronto, déchargeant directement dans les wagons-citernes une cargaison d'huile d'arachides venue de Hambourg, Allemagne. *En bas*: le *Laketon*, navire-grenier, qui fait la navette régulièrement entre Toronto et la tête des Lacs.

**Télégraphes.** — La première ligne télégraphique canadienne fut construite en 1846-47 entre Toronto, Hamilton, St. Catharines et Niagara. En 1847 également, la *Montreal Telegraph Co.* était organisée et une ligne construite entre Québec et Toronto. D'autres lignes suivirent bientôt,

pour être finalement absorbées par la *Great Northwestern Telegraph Co.*, qui fut la seule compagnie exploitante jusqu'à la construction du chemin de fer Canadien Pacifique et des lignes télégraphiques du gouvernement canadien. En 1937, il y a 364,411 milles de lignes télégraphiques au Canada qui servent à transmettre 13,456,330 messages et rapportent des recettes brutes de \$11,410,333. En outre, six câbles transocéaniques atterrissent au Canada, dont quatre sur le littoral de l'Atlantique et deux sur celui du Pacifique. Il y a aussi 18 autres câbles télégraphiques reliant les ports de l'Atlantique à Terre-Neuve, St-Pierre et Miquelon, les Bermudes et



Le port de West Saint  
John, N.-B.

Le port intérieur  
de Victoria, C.B.



qui transmettent annuellement plus d'un million de câblogrammes. Il y a aussi des stations radio-télégraphiques commerciales, appartenant pour la plupart au gouvernement, mais exploitées en partie par la *Marconi Wireless Telegraph Co.*, en outre des stations à l'usage de la navigation, ainsi que des stations particulières exploitées par des conserveries, des compagnies forestières, etc. Le nombre de messages transmis par sans-fil augmente sans cesse; il dépasse actuellement 300,000 par an.

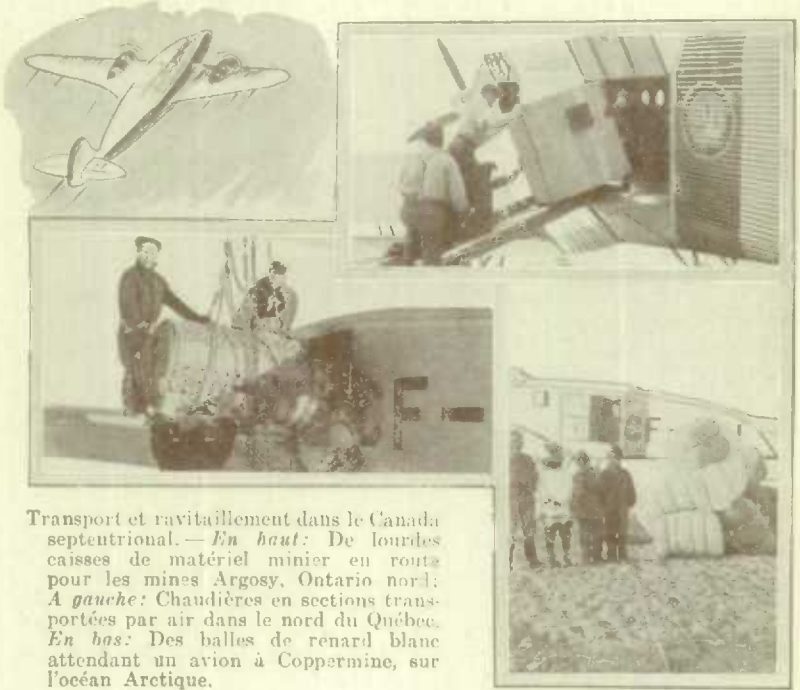
**Téléphones.** — Le téléphone, dans ses grandes lignes, fut inventé au Canada et la première transmission électrique de la voix humaine a eu lieu au Canada, bien que Alexander Graham Bell fût domicilié aux Etats-Unis à l'époque où son invention fut enregistrée. La première conversation interurbaine fut réalisée le 10 août 1876 par Alexander Graham, Bell, entre Brantford et Paris (Ontario), sur une distance de huit milles. Toutefois l'utilisation pratique du téléphone dans notre pays ne remonte qu'à 1880. En 1883, il n'y a que 4,400 abonnés et 44 stations principales,

utilisant 600 milles de fil pour les communications interurbaines. En 1936, l'on compte 1,266,228 téléphones et 5,197,042 milles de fil, représentant des capitaux de \$330,048,263. Dans les trois Provinces des Prairies, il y a des systèmes téléphoniques efficacement organisés et administrés par les gouvernements provinciaux. Les compagnies de téléphone ne le cèdent peut-être qu'aux chemins de fer au point de vue des sommes annuellement dépensées en construction et installation nouvelles dans tout le Dominion. Le Canada a plus de téléphones per capita que tout autre pays, à l'exception des Etats-Unis.

**Navigation aérienne.** — L'aéroplane est un moyen grandement amélioré de transport pour les étendues non développées du nord du Canada, où la seule alternative était autrefois le canot en été et les attelages de chien en hiver. Le voyage aérien n'a pas tardé à se montrer non seulement beaucoup plus rapide, mais beaucoup plus économique, et il s'est développé rapidement sans l'aide des subsides du gouvernement. La distance parcourue par avion passe de 185,000 milles en 1922 à 10,626,630 en 1937, alors que 160,517 voyageurs, 26,205,766 livres de marchandises et 1,411,213 livres de matières postales sont transportés. De plus, l'avion a énormément facilité au Canada administratif la mise en valeur et la conservation de ses vastes ressources naturelles. La protection des forêts contre l'incendie s'effectue maintenant par avion sur de vastes étendues dans presque toutes les provinces; la surveillance des pêcheries par avion a pour effet de protéger les eaux territoriales et de faire respecter les règlements de la pêche et, grâce à l'emploi d'appareils photographiques spéciaux, les levers préliminaires qui, par les anciennes méthodes, eussent nécessité des années de travail, s'accomplissent aujourd'hui avec rapidité dans de vastes régions accidentées et peu connues. C'est pourquoi le progrès de l'aviation au Canada diffère de celui des autres pays où le trafic aérien entre les principaux centres de la population a reçu la plus grande attention. La Ligne Aérienne Transcanada est destinée à faciliter ce progrès.

*Ligne aérienne Transcanada.* — Des envolées expérimentales entre Vancouver et Winnipeg ont été commencées le 1er janvier 1938, et le 4 mars le courrier a été expédié pour la première fois sur cette section de la route aérienne, tandis que le 1er octobre des facilités pour les envolées de nuit et tout un système moderne de balisage ont été installés et un service régulier de poste aérienne inauguré. Le 17 octobre, un service d'express a été prolongé jusqu'à Toronto et Montréal et le 1er décembre un service quotidien d'aéroposte entre Vancouver et Montréal a été établi. Le 1er octobre, un service a été inauguré entre Lethbridge et Edmonton et le 4 août un service quotidien a été établi sur une ligne ravitailleuse partant de Regina et desservant Moose-Jaw, Saskatoon, Prince-Albert et North-Battleford. Il y a maintenant trente stations de direction en opération à approximativement 100 milles d'intervalle, sauf dans la partie montagnaise où les intervalles sont moins longs. Contigus à la plupart de ces stations, il y a des aéroports tout éclairés pour faciliter les envolées de nuit. Les services météorologiques fournissent des cartes météorologiques quatre fois par jour et des pronostics de température pour le district

portant sur les six heures suivantes. Les travaux sur la section à l'est de Montréal avancent et l'on compte pouvoir prolonger le service jusqu'à Moncton au cours de l'automne 1939. Il se construit un nouvel aérodrome à Charlottetown, et on s'occupe actuellement d'agrandir et d'améliorer les aéroports municipaux de St. John et Halifax.



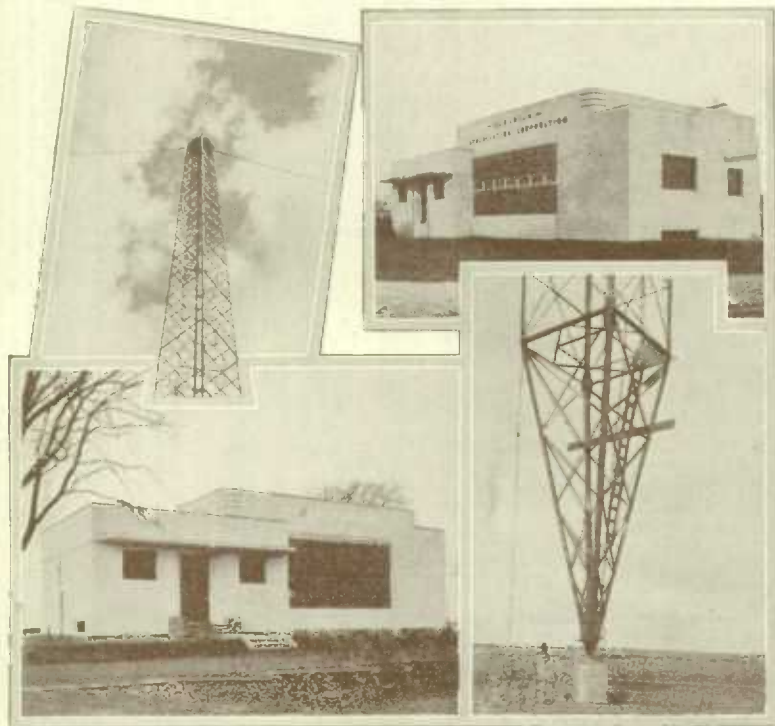
Transport et ravitaillement dans le Canada septentrional. — *En haut*: De lourdes caisses de matériel minier en route pour les mines Argosy, Ontario nord. *A gauche*: Chaudières en sections transportées par air dans le nord du Québec. *En bas*: Des balles de renard blanc attendant un avion à Coppermine, sur l'océan Arctique.

**Radio-Etat.** — Depuis que la Société Radio-Canada a remplacé la Commission Canadienne de la Radiodiffusion, le 2 novembre 1936, la radiodiffusion, et il est chargé de donner une directive à la Société. Il sur le même principe que la *British Broadcasting Corporation*, la nouvelle organisation est administrée par un bureau de neuf gouverneurs, un gérant général et son adjoint.

Le Bureau des Gouverneurs (dont les membres sont nommés pour trois ans en rotation) est le "fiduciaire de l'intérêt national dans la radiodiffusion", et il est chargé de donner une directive à la Société. Il constitue par conséquent une garantie pour le public que la radiodiffusion est administrée d'une façon impartiale et commerciale. Les membres de ce Bureau ne sont pas rétribués. La SRC est responsable au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports.

De grands progrès ont été faits dans l'amélioration des services du champ d'irradiation, de réception et des programmes. Les plus importants progrès techniques de l'année dernière ont été l'inauguration de deux postes émetteurs de 50,000 watts, CBL à Hornby, Ont., desservant la province d'Ontario, et CBF à Verchères, Qué., pour la province de Québec — les premiers

postes émetteurs à grande puissance au Canada. CBA, un autre poste émetteur de 50.000 watts, est maintenant en construction à Aulac, Cole's Island, N.-B., pour étendre le champ d'irradiation dans les Provinces Maritimes, tandis qu'à Watrous, Sask., une quatrième station de la même puissance, qui sera désignée CBK, aussi en construction, desservira les Provinces des Prairies. Un émetteur de 5.000 watts, CBR, a été installé à Vancouver, C.B., en 1937. Il appert donc qu'il s'est fait de grands progrès vers la réalisation du plan envisagé dans le rapport de la Commission Royale sur la Radiodiffusion, nommée en 1928 pour faire enquête sur tout le problème de la diffusion au Canada.



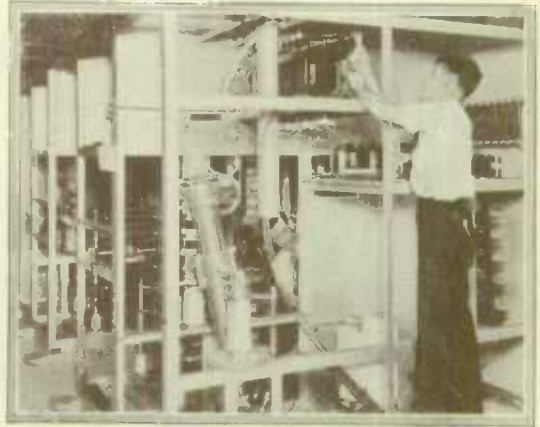
Transmetteur moderne, édifices et pylônes d'antennes récemment inaugurés par Radio-Canada. — *En haut*: l'édifice du transmetteur de Horuby, Ont. et la cime du pylône de 647 pieds se découpant sur le ciel. *En bas*: la station de Verchères, Qué., et la base du pylône de 600 pieds. Cette charpente pèse 70 tonnes et elle est supportée par une sphère sur emboîtement reposant sur un isolateur spécial en porcelaine. Des haubans d'acier tiennent la tour en place. Les édifices en béton et en brique de verre sont des plus modernes.

*Photo de la Radio-Canada.*

Outre les postes émetteurs très puissants déjà terminés ou en construction, la SRC complète graduellement son outillage technique. La première unité mobile complète au Canada, comprenant des appareils pour l'émission et la réception sur ondes courtes, deux machines à enregistrer et un

appareil portatif, qui peut être transporté par un commentateur dans des territoires inaccessibles à l'unité elle-même, a commencé à fonctionner en juin 1938.

Le 1er octobre 1937, un contrat a été exécuté pour des facilités de transmission permettant l'audition des programmes du réseau national seize heures par jour dans chacune des cinq zones horaires du Canada. Ce réseau national transmet à la fois les programmes commandités par la Société et un nombre restreint de programmes commerciaux soigneusement choisis. Outre les postes appartenant à la SRC, le réseau national comprend un grand nombre de transmetteurs appartenant à des particuliers.



Radiodiffusion. — Un des transmetteurs munis de 50,000 watts actuellement en construction pour les deux nouveaux postes à grande puissance de la Radio-Canada dans les Provinces Maritimes et l'Ouest canadien. La tension du courant passant par les câbles sera de 18,000 volts.

*Photo de la Radio-Canada.*

En 1938, la SRC a inauguré une série de radiodiffusions par les principaux orchestres symphoniques du Canada. Commençant en mai avec la *Toronto Promenade Symphony*, 24 concerts ont été radiodiffusés sur le réseau national et sur un vaste réseau de la NBC aux Etats-Unis. Les concerts en plein air exécutés à Stanley Park par la Symphonie de Vancouver ont été radiodiffusés de la Colombie Britannique dans tout le pays tous les deux dimanches après-midi. Cette ligne de conduite sera suivie au cours des saisons d'automne et d'hiver 1938-39 avec des radiodiffusions hebdomadaires par les Orchestres Symphoniques de Toronto et de Montréal. Plus tard, d'autres organisations musicales importantes du Canada seront engagées. La musique de chambre et de concert a été représentée par des groupes soigneusement choisis dans tout le Dominion.

Une grande variété de représentations dramatiques ont été offertes et, dans la sphère des radiodiffusions spéciales, les événements officiels importants d'une portée nationale et internationale, tels que : l'ouverture du pont des Mille-Iles, à Ivy-Lea, Ont., à laquelle ont participé le premier ministre du Canada et le président des Etats-Unis; les relais de l'Europe décrivant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne; la crise de la guerre en septembre; le congrès eucharistique, à Québec; le salut à l'Australie (27 janvier 1938); etc., ont été donnés. Les causeries et discussions hebdomadaires sur la citoyenneté, les questions générales d'actualité, les esquisses biogra-

phiques des grands hommes et les sujets d'aventure ont occupé des périodes importantes sur les réseaux national et régionaux, tandis que des causeries régionales ont traité de l'orientation professionnelle et de l'exploitation de la ferme.

En 1938, il y a eu échange de réalisateurs entre la BBC et la SRC. Un représentant de la SRC a passé six mois avec la BBC au début de 1938 et pendant cette période il a étudié la radiodiffusion en Angleterre. Simultanément, un représentant de la BBC était l'hôte de la SRC. Il y a maintenant un deuxième réalisateur canadien à Londres, tandis que l'un des réalisateurs les plus expérimentés de la BBC est arrivé au Canada. En outre, un réalisateur de la SRC passera l'hiver de 1938-39 en Australie en échange contre un réalisateur de ce Dominion.

Des relations intimes ont été établies avec les radiodiffuseurs des Etats-Unis et un échange de programmes avec les réseaux des Etats-Unis a obtenu un succès grandissant; il existe une demande croissante pour d'autres programmes de la SRC par les trois réseaux des Etats-Unis.

Les négociations relatives à l'échange de radiodiffusions internationales avec d'autres pays ont amené la conclusion d'un arrangement avec les autorités italiennes de la radiodiffusion au sujet d'extraits des opéras de Milan. Les programmes allemands continueront, sous réserve des conditions raisonnables de transmission, et des programmes spéciaux irradiés de France feront partie de la saison 1938-39.

**Administration des postes.** — Le service des postes forme un ministère distinct dans l'administration fédérale. Le nombre de bureaux de poste, qui n'était que de 3,470 en 1867, dépasse 12,000 en 1938, le revenu postal de l'année fiscale 1937-38 s'élevant à environ \$42,998,000, soit une augmentation nette de \$1,817,000 sur l'année précédente. La livraison rurale date de 1908. Le ministère a émis en 1937-38 pour une somme d'environ \$134,000,000 de mandats-poste payables au Canada et pour une somme d'environ \$10,000,000, payables à l'étranger, soit une augmentation nette d'environ \$11,000,000 sur l'année précédente. Il a en outre émis pour \$12,486,000 de bons de poste. Pendant la guerre, il y eut augmentation générale du tarif postal qui fut toutefois réduit graduellement entre 1926 et 1930. Il fut de nouveau augmenté le 1er juillet 1931 et depuis cette date le tarif postal pour les lettres à destination d'autres endroits du Canada, de la Grande-Bretagne, de l'Empire Britannique,\* de la France, des Etats-Unis et de tous les autres pays des Amériques du Nord et du Sud fut porté à 3 cents pour la première once et à 2 cents pour chaque once additionnelle.

Le Canada occupe un rang élevé parmi les pays dans l'emploi de la poste per capita. En 1868, année après la Confédération, la dépense totale moyenne de chaque habitant était inférieure à 27 cents, tandis qu'en 1938 chaque personne du Canada dépensait approximativement \$3.70. C'est là une hausse remarquable si l'on considère que le tarif postal a diminué au cours de cette période.

Le service officiel d'aéroposte a été inauguré en octobre 1927. Depuis cette date, il s'est fait beaucoup de progrès tant dans le nombre de services que dans le volume du courrier, comme l'indique la statistique suivante:—

	Milles de vol	Courrier transporté lb
1927-28 .....	9,538	38,484
1931-32 .....	1,229,021	443,501
1935-36 .....	852,108	1,189,982
1936-37 .....	977,864	1,200,831
1937-38 .....	1,474,041	1,367,972

\* Sauf les endroits de l'Empire compris dans le système d'aéroposte impérial et pour lesquels le tarif pour les lettres est de 6 cents la demi-once ou la fraction de demi-once et de 4 cents chacune pour les cartes postales.

L'institution de services aéropostaux à des régions lointaines autrement inaccessibles et trop nombreuses pour qu'elles soient énumérées a été de la plus haute importance dans le développement des ressources naturelles du Canada. Par exemple, les courriers de Vancouver atteignent maintenant White-Horse en moins de 24 heures et ceux d'Edmonton atteignent Aklavik sur l'océan Arctique en moins d'une semaine, une simple fraction du temps requis pour le transport par eau et par terre. L'extraction de l'or, en particulier, a grandement bénéficié de l'efficacité de l'aéroposte.

Au cours de l'hiver, l'île Pelée, dans le lac Erié, les établissements reculés de la rive nord du golfe St-Laurent, l'île Anticosti, les îles de la



Type d'avion moderne employé par le ministère des Transports pour éprouver la portée des rayons de direction.— Les avions de la Ligne Aérienne Transcanada sont semblables, tout en étant un peu plus gros et plus rapides.

*Photo de la branche de l'Aviation Civile, ministère des Transports.*



Madeleine et Telegraph Creek, dans le nord de la Colombie Britannique, qui devaient se fier autrefois aux attelages de chien ou qui étaient complètement isolés de la civilisation, ont maintenant un service postal régulier par air.

Pendant la saison de navigation un service aéropostal entre Montréal et Rimouski fait le raccordement avec les principaux transatlantiques.

Bien que la grande majorité des services aéropostaux canadiens desservent des régions reculées, plusieurs services interurbains et internationaux épargnent beaucoup de temps entre les centres postaux importants du Canada et des États-Unis. Ces services fonctionnent entre Montréal, Albany et New-York; Winnipeg et Fargo; Vancouver et Seattle; Moncton et Charlottetown. Comme il est indiqué aux pp. 108-109 les services aéropostaux sont prolongés à mesure que la Ligne Aérienne Transcanada fait du progrès.

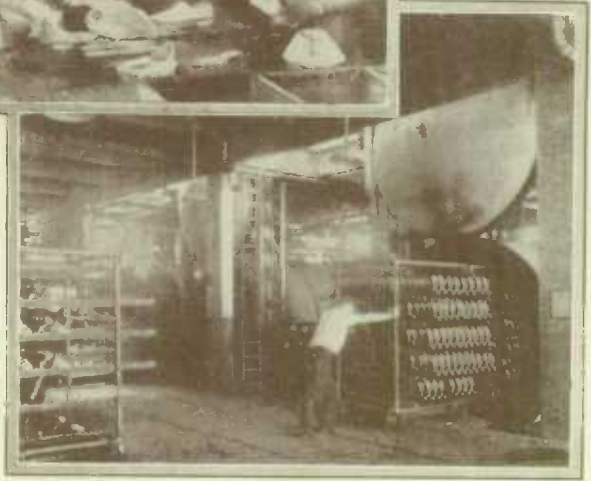
## CHAPITRE XIII

### MANUFACTURES DU CANADA

Le siècle actuel marque le grand essor des manufactures canadiennes; deux grandes influences y ont surtout concouru, (a) l'ouverture de l'Ouest, qui a considérablement augmenté la demande de produits ouvrés de toute sorte et spécialement de matériaux de construction, et (b) la guerre, qui a laissé son empreinte indélébile sur la variété et l'efficacité des établisse-



Préparation des empeignes de canevas pour semelles en caoutchouc.



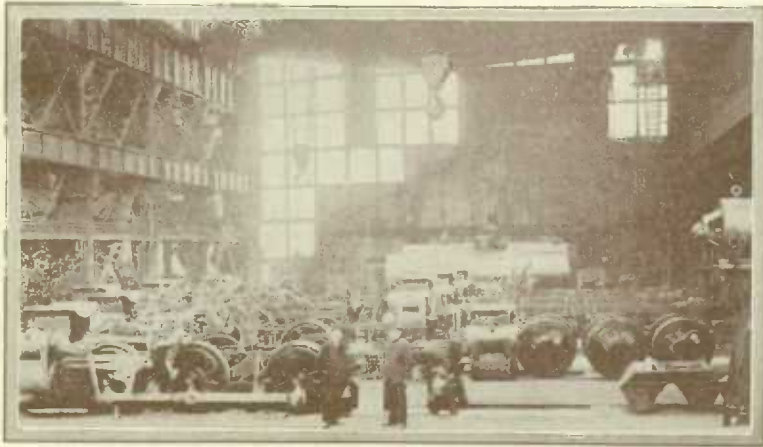
Chaussures en caoutchouc mises au four pour vulcanisation.

La fabrication des chaussures en caoutchouc au Canada.

*Photo de Goodyear Tire and Rubber Company of Canada, Limited, New-Toronto, Ont.*

ments du Canada. Vers 1920 les produits ouvrés représentaient une valeur brute d'au moins \$3,693,000,000; les capitaux immobilisés, un montant de \$2,915,000,000; et un effectif de 591,753 employés. Des capitaux étrangers importés par centaines de millions produisent ce splendide résultat. Après 1920 s'affirmait des déclin, suivis de gains qui relèvent le niveau de 1929 au-dessus de tous les précédents. Les exportations canadiennes d'articles ouvrés, qui ont augmenté de moins de \$3,000,000 par année en moyenne de

1871 à 1875 à \$614,000,000 l'année fiscale d'après-guerre terminée le 31 mars 1920, illustrent l'importance grandissante de l'industrie manufacturière canadienne pour le marché international. Les exportations de produits "complètement ou principalement ouvrés", l'année fiscale terminée le 31 mars 1937, s'élèvent à \$384,234,219 et les exportations d'articles "partiellement ouvrés", à \$296,421,415.



Une usine canadienne de locomotives. — Salle de montage montrant un certain nombre de locomotives de faibles dimensions en construction.

*Photo de Canadian Locomotive Company Limited, Kingston, Ont.*

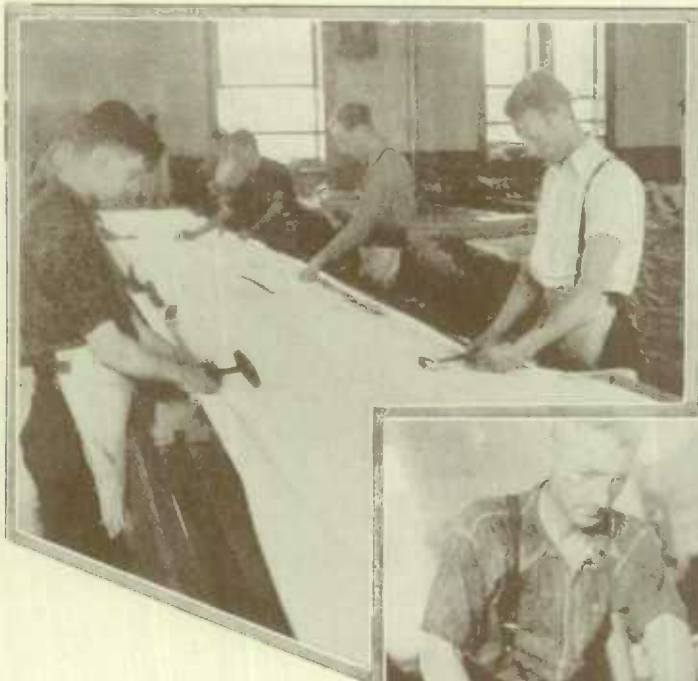
**Résumé historique des statistiques manufacturières, 1870 à 1936**

Année	Éta- blisse- ments	Capitaux	Per- son- nel	Salaire et gages	Coût des matières premières	Valeur nette du produit <sup>1</sup>	Valeur brute du produit
	nomb.	\$	nomb.	\$	\$	\$	\$
1870	41,259	77,964,020	187,942	40,851,099	124,907,846	96,709,927	221,617,773
1880	49,722	165,302,623	254,935	59,429,002	179,918,593	129,757,475	309,676,068
1890	75,964	353,213,000	369,595	109,415,350	250,759,292	219,088,594	469,847,886
1900 <sup>2</sup>	14,650	446,916,487	339,173	113,249,350	266,527,858	214,525,517	481,053,375
1910 <sup>2</sup>	19,218	1,247,583,609	515,203	241,008,416	601,509,018	564,466,621	1,165,975,639
1920 <sup>2</sup>	22,157	2,914,518,693	591,753	711,080,430	2,083,579,571	1,609,168,808	3,692,748,379
1929 <sup>2</sup>	22,216	4,004,892,009	666,531	777,291,217	2,029,670,813	1,755,386,937	3,883,446,116
1930 <sup>2</sup>	22,618	4,041,030,475	614,696	607,555,378	1,664,787,763	1,522,737,125	3,280,236,603
1931 <sup>2</sup>	23,083	3,705,701,893	528,640	587,566,990	1,221,911,982	1,262,017,248	2,555,126,448
1932 <sup>2</sup>	23,102	3,390,475,599	468,833	473,601,716	954,381,097	955,960,724	1,980,471,543
1933 <sup>2</sup>	23,780	3,279,259,636	468,658	436,247,824	967,788,928	919,671,181	1,954,075,785
1934 <sup>2</sup>	24,209	3,249,348,864	519,812	503,851,055	1,220,513,621	1,087,301,742	2,393,692,729
1935 <sup>2</sup>	24,034	3,216,403,127	556,664	559,467,777	1,419,146,217	1,153,485,104	2,653,911,209
1936 <sup>2</sup>	24,202	3,271,263,531	594,359	612,071,434	1,624,213,996	1,289,592,672	3,002,403,814

<sup>1</sup> Depuis 1929 inclusivement la valeur nette de la production comprend la valeur brute moins le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité. Avant 1929, seule la valeur des matières premières est déduite. <sup>2</sup> Comprend tout établissement employant au moins cinq personnes. <sup>3</sup> Comprend toute entreprise sans égard au nombre d'employés mais non pas la construction, le travail à façon et la réparation.

**Répercussion de la crise sur les industries manufacturières.** — Le ralentissement des exploitations manufacturières, commencé à l'automne de 1929, s'est maintenu avec progression jusque vers la mi-1933. En conséquence, la production d'articles ouvrés, évaluée à \$1,954,075,785 en 1933,

devient la moyenne annuelle la plus faible de la période, soit une diminution de 49·7 p.c., sur 1929, année record. En 1936, la production est évaluée à \$3,002,403,814, augmentation de 13·1 p.c., sur l'année précédente mais diminution de 22·7 p.c. sur le niveau de 1929. Le personnel est tombé de 666,531 en 1929 à 468,658 en 1933, diminution de 29·7 p.c.; en 1936 cependant il remonte à 594,359, augmentation de 6·8 p.c. sur les chiffres



La construction d'une moissonneuse-lieuse. — *En haut*: Clouage de la toile sur les lattes. Chaque année 90 milles de toile passent par cette opération dans l'usine canadienne illustrée ci-dessus. *A droite*: L'ajustage des couteaux de la moissonneuse est un travail de grande précision. Il faut à un homme de deux à trois mois de pratique avant d'atteindre la dextérité nécessaire.

*Photo de Massey-Harris Company, Limited.*

de 1935. En dépit de cette augmentation il reste encore, en 1936, de 10·8 p.c. inférieur au chiffre de 1929. Les salaires et gages baissent encore plus que les effectifs et la baisse, de 1929 à 1933, s'établit à \$431,043,393 ou 43·9 p.c.; en 1936 ils augmentent de \$52,603,657 sur 1935. La moyenne du gain

par employé s'établit à \$931 en 1933, diminution de 20.2 p.c., sur des gains moyens de \$1,166 en 1929. La moyenne des gains en 1936 a été de \$1,030.

### Industries, par province et groupe industriel

L'analyse des industries manufacturières canadiennes du point de vue de la classification d'après leur objet révèle que par la valeur brute de la production le groupe des producteurs de matières premières pour la fabrication et la construction arrive au premier rang en 1936 avec 32.0 p.c. de la valeur totale des produits ouvrés; le groupe des produits alimentaires occupe la deuxième (23.5 p.c.), suivi des groupes suivants: outillage industriel (14.8 p.c.); vêtements (8.2 p.c.); véhicules et vaisseaux (7.8 p.c.); boisson et tabac (4.6 p.c.)

### Recensement des manufactures par province et groupe industriel, 1936

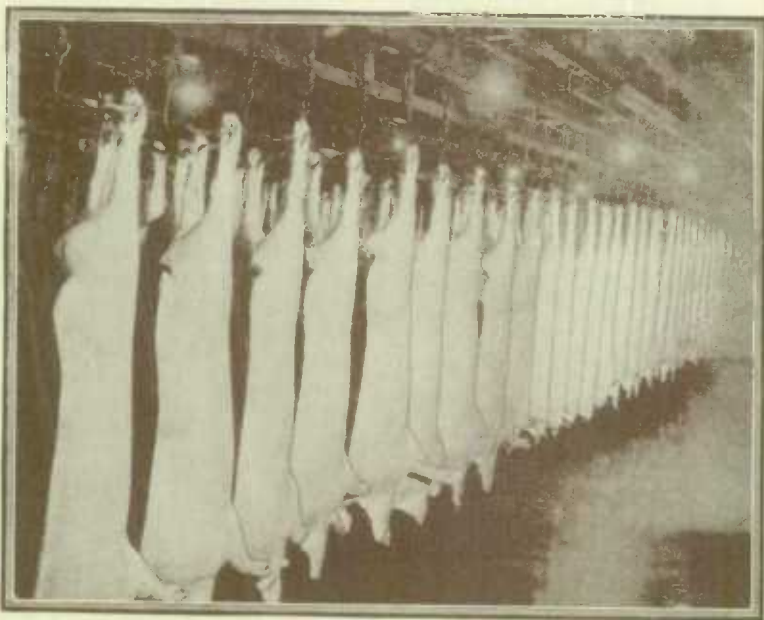
Province et groupe	Éta- blisse- ments	Capitaux	Per- son- nel	Rémuné- ration	Coût des matières premières	Valeur nette des produits <sup>1</sup>	Valeur brute des produits
	nomb.	\$	nomb.	\$	\$	\$	\$
<b>PROVINCE</b>							
Ile du P.-Ed.	253	2,394,532	996	553,008	2,200,028	1,055,201	3,311,223
Nouv.-Écosse	1,158	87,838,353	15,944	13,784,556	36,077,900	27,788,510	67,784,970
N.-Brunswick	784	81,468,098	13,710	11,855,051	29,292,851	23,781,487	56,225,201
Québec	7,969	1,029,546,039	194,876	182,319,454	455,027,759	377,514,998	863,687,389
Ontario	9,753	1,588,481,139	288,992	314,872,843	822,884,081	686,470,917	1,547,551,931
Manitoba	1,011	118,515,811	22,507	24,490,299	74,374,078	45,015,577	122,050,502
Saskatchewan	694	42,055,557	5,782	6,013,378	35,311,152	15,185,500	51,604,510
Alberta	905	70,224,578	11,756	12,328,471	47,684,029	25,000,136	74,052,010
Col. Brit. et Yukon	1,695	250,686,403	39,706	45,854,374	121,362,118	87,780,346	216,136,078
<b>Totaux</b>	<b>24,292</b>	<b>3,271,263,531</b>	<b>594,359</b>	<b>612,071,434</b>	<b>1,621,213,996</b>	<b>1,289,592,672</b>	<b>3,002,403,814</b>
<b>GROUPE INDUSTRIEL</b>							
Matériaux de production	6,637	1,400,194,926	186,191	191,294,293	497,944,281	410,944,005	961,155,247
Aliments	8,596	431,309,246	89,893	85,083,543	481,136,652	213,250,243	705,259,946
Équipement in- dustriel	1,920	583,841,518	83,299	96,950,642	219,247,904	212,247,150	445,102,028
Vêtement	2,073	165,053,967	80,460	71,629,227	134,693,738	110,786,602	247,386,145
Véhicules et vaisseaux	451	229,849,466	48,148	57,206,737	128,834,500	102,528,003	235,440,142
Liqueurs et ta- bac	651	179,038,633	19,742	21,481,951	57,637,978	78,052,853	137,265,390
Livres et pape- terie	2,321	132,739,983	38,143	49,586,742	37,049,911	86,819,977	125,513,235
Articles de mé- nage	768	84,064,261	23,928	22,580,127	32,795,275	38,599,093	72,887,652
Effets person- nels	625	38,951,436	11,137	11,227,801	23,011,381	23,244,929	46,932,602
Divers	160	26,320,065	4,418	5,030,368	11,862,316	13,119,827	25,461,427

<sup>1</sup> Valeur brute moins le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

### Industries alimentaires

Ce groupe, le deuxième par la valeur de sa production, revêt toutefois un intérêt de premier plan. La satisfaction des besoins alimentaires quotidiens du peuple canadien constitue une rude tâche qui requiert le concours de nombreuses gens et d'une organisation à ramifications internationales. Voici les principales industries du groupe, avec la valeur brute de la pro-

duction en 1936: abattoirs et salaisons, \$156,971,640; beurre et fromage, \$112,712,327; farine et provende, \$114,617,099; pain et autres produits de boulangerie, \$65,558,437; biscuiterie et confiserie, \$46,051,641; préparation des fruits et légumes, \$47,337,397; sucre, \$10,405,377; café, thé et épices, \$26,412,092; saurisserie et conserverie du poisson, \$26,684,801; aliments divers, \$16,245,521; aliments à déjeuner, \$10,766,633; lait condensé, \$8,507,-866; etc. Voici une brève revue des industries les plus importantes.



Carcasses de porc avant leur dépôtage en villosité à une salaison canadienne.  
*Photo du Bureau cinématographique du Gouvernement.*

**Abattoirs et salaisons.** — Les abattoirs et salaisons constituent l'industrie principale du groupe. En 1936 sa production atteint \$156,971,640 et l'effectif 11,776 employés, touchant \$13,921,410 en salaires et gages. Les saleurs ont acheté pour près de \$102,000,000 de bestiaux. L'industrie jouit donc d'une importance considérable dans l'économie agricole du Dominion. Les salaisons sont situées dans les centres les plus peuplés et dans toutes les provinces, mais sont plus importantes dans l'Ontario, le Québec, le Manitoba et l'Alberta. Le gros de l'industrie se fait dans des établissements d'une grande capacité. Des 142 établissements, 35 fournissent 91 p.c. de la production totale et six des plus considérables accusent une production moyenne de près de \$12,000,000. Il en est de même de l'emploi. Vingt-neuf établissements occupent 85 p.c. des effectifs et les six plus considérables ont une moyenne de plus de 800 employés chacun. L'industrie a sa bonne part du commerce extérieur du Canada. Les exportations atteignent \$44,415,026 en 1936, avec le "bacon et jambon, les épaules et les flancs" comme articles principaux. Les importations en 1936

portent surtout sur les cuirs et peaux, les boyaux à saucisse, la gélatine et la viande, et représentent en 1936 une valeur de \$10,299,914.

**Produits laitiers.** — La statistique manufacturière de l'industrie laitière paraît au chapitre sur l'agriculture (pp. 29-32).

**Minoterie.** — La minoterie est l'une des principales du groupe par la valeur brute de sa production, \$94,320,594 en 1936. L'une des plus anciennes du Dominion, elle alimente les besoins domestiques depuis plus de trois siècles, mais ce n'est que depuis peu qu'elle a pris tant d'expansion. La guerre et les besoins qu'elle a fait naître l'ont grandement stimulée. Les 363 meuneries, plusieurs des plus modernes et d'une très forte puissance, ont un débit bien supérieur à la demande canadienne. En 1928, la puissance de production atteignait environ 121.000 barils par jour. L'industrie a depuis beaucoup souffert des obstacles que rencontre le commerce du grain au Canada et du fléchissement prononcé des prix des céréales. Les exportations de farine de blé tombent de 10,737,266 barils en 1928 à 4,850,071 en 1936, mais le Canada reste quand même l'un des principaux exportateurs de farine de froment.



L'ensachement dans une grande minoterie canadienne.

*Photo de Ogilvie Flour Mills, Ltd.*

**Pain et autres produits de boulangerie.** — L'accroissement de la population urbaine et l'amélioration des moyens de transport, qui mettent de plus en plus le pain de boulangerie à la portée des populations rurales, ont fait rapidement progresser l'industrie depuis dix ans; les capitaux

engagés montent de 30 p.c. et la main-d'œuvre, de 54 p.c. La production est évaluée à \$65,558,437 en 1936, les capitaux immobilisés à \$46,108,482 et le personnel compte 19,598 touchant des salaires et gages s'élevant à \$17,703,572. L'industrie est la troisième du pays par son effectif et la septième par son bordereau de paye.

**Conserves alimentaires.**—Les conserves alimentaires ont pris avec le XX<sup>ème</sup> siècle une expansion remarquable. La valeur globale des produits, inférieure à \$8,250,000 en 1900, devient six fois et demie plus considérable (\$55,000,000) en 1930; elle tombe à \$33,000,000 en 1933 pour remonter à \$55,000,000 en 1936. Les principales conserves sont: poisson, fruits et légumes, lait et viandes. L'industrie constitue par contre une branche importante d'autres entreprises, comme celles de la boîte de fer-blanc, de la boîte de bois, du papier et de l'imprimerie. L'essor du commerce des produits alimentaires en conserve a beaucoup modifié le rapport des denrées avec les saisons. Des fruits et des légumes de plusieurs espèces, encore pleins de fraîcheur et de saveur, sont en disponibilité en tout temps de l'année. Les producteurs du pays jouissent d'un marché très étendu et le consommateur, tant de la ville que de la campagne, peut se procurer quantité d'aliments sains à bon marché. Le consommateur reçoit aussi, grâce à la loi de 1907 sur la viande et les denrées alimentaires et aux modifications qui ont suivi, la protection très attentive de la branche de l'Hygiène animale du ministère fédéral de l'Agriculture.

#### Quantité et valeur des principales conserves alimentaires, Canada, 1936

Produit		Quantité	Valeur
			\$
Poisson.....	caisses	2,568,161	15,564,501
Fruits.....	"	2,052,077	5,318,731
Légumes.....	"	7,410,145	13,963,401
Viandes.....	lb	5,036,186	1,101,014
Soupes.....	caisses	2,583,324	6,256,444
Produits concentrés du lait.....		1,098,143	7,434,896
Autres aliments.....	cwt	-	5,064,541
<b>Total.....</b>		-	<b>54,703,528</b>

**Conserveries de poisson.**—Les variétés principales de poisson des conserveries canadiennes sont, par ordre d'importance, les suivantes: saumon, homard, sardine, hareng, coque, pilchard, merluche, lingue et aiglefin.

Les conserveries de saumon existent presque exclusivement en Colombie Britannique et l'industrie remonte à 1876, alors que la production s'élevait à 9,847 caisses en provenance presque totalement de la région du fleuve Fraser. En 1926 la production atteint 2,065,190 caisses, deuxième record de l'industrie et, en 1930, 2,223,469 caisses, record sans précédent. En 1936 elle s'établit à 1,882,275 caisses évaluées à \$11,139,391. Il y a une faible production de saumon en conserve sur la côte de l'Atlantique, s'élevant à 1,249 caisses, valant \$10,755 en 1936.



Après l'industrie du saumon des côtes du Pacifique vient celle du homard de la nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince-Edouard et du Québec. Le homard se rencontre au Canada dans les eaux du littoral de l'Atlantique seulement. L'industrie remonte à 1870, alors que la Nouvelle-Ecosse en produisait 30,000 boîtes et le Nouveau-Brunswick 20,000 boîtes. L'année suivante, une homarderie ouvre ses portes dans l'île du Prince-Edouard, avec une production initiale de 6,711 caisses de 48 boîtes. La production des 301 homarderries canadiennes, 88,102 caisses de 48 livres en 1936, valant \$2,229,967, montre la croissance de l'industrie depuis plus de 65 ans. La Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France nous importent chaque année de fortes quantités de homard.

La sardinerie n'existe pour ainsi dire qu'au Nouveau-Brunswick. Le nom de sardine donné au poisson canadien est inexact, parce que le poisson utilisé est le petit hareng. La première mention de cette industrie au Canada en fait remonter les débuts à une soixantaine d'années. Bien qu'il n'y ait que trois établissements actifs, leur puissance est considérable. La mise en boîte de 1936 s'établit à 393,854 caisses (\$1,381,228). Les importations de sardines en boîtes s'établissent à \$368,628 en 1936, en provenance surtout de la Norvège; les exportations, principalement aux dominions et autres possessions britanniques, représentent une valeur de \$471,819.

*Conserves de fruits et légumes.*—L'industrie des conserves de fruits et légumes, qui comprend les conserves de fruits et de légumes, les marinades, le vinaigre, les confitures et autres articles, constitue l'une des grandes divisions du groupe. En 1936 elle produit pour \$47,337,397, immobilise des capitaux pour \$41,572,514, emploie 9,258 personnes et débourse \$6,066,761 en salaires et gages. Elle progresse rapidement depuis peu. De 1923 à 1936 les fruits et légumes préparés augmentent de 200 p.c. en volume, avance certes remarquable, puisqu'elle représente une augmentation proportionnelle dans la demande domestique; en effet, le commerce étranger est relativement faible, comparativement à la production domestique. Les importations de 1936 s'établissent à \$3,444,665 et les exportations, à \$5,406,824.

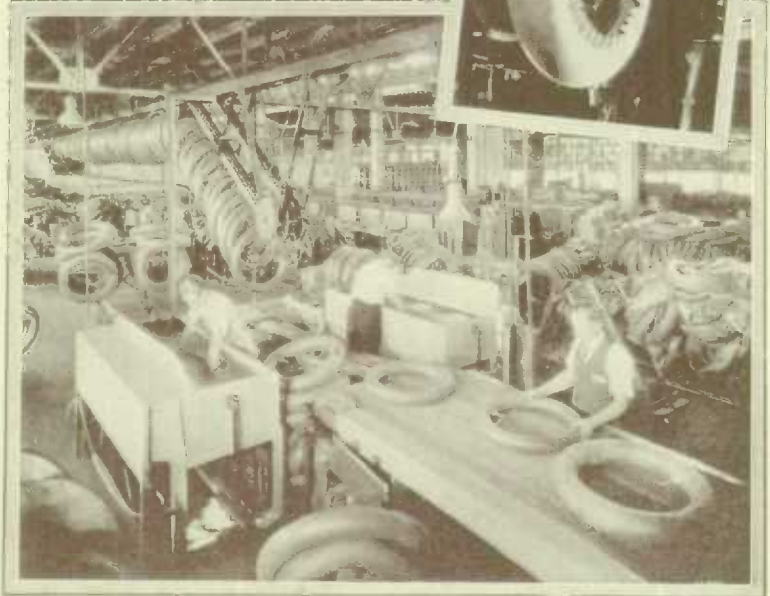
**Biscuits et confiseries.**—Les biscuits et bonbons produits au Canada représentent en 1936 une valeur de \$16,051,641, dont \$13,201,658 en biscuits, \$21,767,800 en bonbons de chocolat et de sucre, et \$11,082,183 en cacao, chocolat, noix et autres articles. La consommation canadienne de biscuits et bonbons est chaque année très considérable; elle s'établit en 1936 à 8.99 livres per capita pour les biscuits et à 11.63 livres pour les bonbons. La biscuiterie et confiserie est donc des plus importantes. En 1936, les établissements qui ont fourni des déclarations sont au nombre de 206, avec \$39,802,756 de capitaux immobilisés, 11,201 employés recevant \$10,101,275 en salaires et en gages. L'Ontario, où l'industrie s'est surtout concentrée, compte 85 établissements, 60 p.c. des capitaux engagés, 51 p.c. des effectifs et 57 p.c. de la production globale.

**Sucre.**—La production du sucre exige de grandes usines et d'énormes capitaux. En 1936, les dix établissements actifs comptent en moyenne chacun plus de \$3,000,000 de capitaux fixes et courants, et les provinces

se les partagent comme suit: Nouvelle-Ecosse, 1; Nouveau-Brunswick, 1; Québec, 2; Ontario, 3; Alberta, 2; et Colombie Britannique, 1. La production atteint une valeur commerciale à la fabrique de \$40,405,377. La forte demande canadienne requiert le travail de 2,559 personnes recevant \$3,413,698 en salaires et gages. La production s'élève, en volume, à 1,093,291,045 livres, soit plus de 99 livres par habitant du pays, et comprend le sucre de canne et le sucre de betterave. Le sucre de betterave, limité à l'Ontario et à l'Alberta, constitue en 1936 environ 14.3 p.c. de la production globale et depuis dix ans il augmente rapidement (de 70,388,105 livres en 1926 à 156,066,242 livres en 1936).

Le raffinage du sucre joue un rôle très important dans la vie industrielle canadienne. La demande créée par la guerre a beaucoup stimulé l'industrie. L'année 1919 constitue de toutes façons un record: les effectifs (3,491 employés), la valeur ajoutée par la fabrication (\$16,321,882), les exportations (\$22,953,135), sont autant de maximums, mais le volume de sucre manufacturé n'est inférieur que de 10 p.c. à 1925, année record (11,714,967 cwt). Depuis 1925 cependant les expor-

La fabrication des enveloppes et tubes de pneumatique.—Les tubes sont gonflés sous l'eau et soumis à une plus haute pression que celle qu'ils devront recevoir en service. *Dans le médaillon:* Un bandage de camion recevant un de ses nombreux arceaux de tissu.



*Photo de Goodyear Tires and Rubber Company of Canada, Limited, New-Toronto, Ont.*

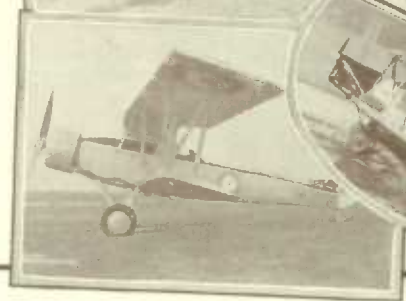
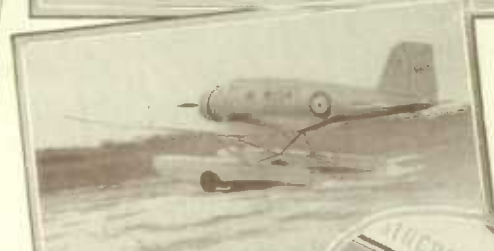
## La fabrication des avions au Canada

On voit de haut en bas: — *A gauche*: (1) Une fabrique moderne d'aéroplanes récemment construite à Fort-William, Ont.; (2) Construction de fuselages dans une fabrique de Toronto; (3) Une ligne d'assemblage; les moteurs sont installés et vérifiés. *Centre*: (1) Un "Lysander" Westland (aéroplane à deux places de coopération militaire) en vol au-dessus des nuages — il y a 28 de ces avions en construction à Malton, près de Toronto; (2) Un avion "Stranraer" supermarine en vol — 10 de ces avions, les plus gros jamais construits au Canada, sont actuellement en fabrication à Montréal pour la F.A.C.R.; (3) Intérieur du "Stranraer". A la proue est située la chambre de bombardement et de canonage; derrière se trouve le compartiment du pilote avec place pour deux personnes et doubles contrôles. A l'arrière de la carlingue il y a place pour l'observateur, le mécanicien et le sans-filiste. *A droite*: Un "Dragon Rapide" muni de flotteurs, type de machine fabriquée à Toronto; (2) Un aéroplane "Grumman" — des appareils de ce type ont été fabriqués au Canada pour des gouvernements étrangers; (3) Un appareil "Northrop Delta" muni de flotteurs et de roues; (4) Un Blackburn "Shark", avion de bombardement avec torpilles, à deux ou trois places ou biplan de reconnaissance avec ailes pliantes — 17 de ces appareils sont en assemblage à Vancouver pour la F.A.C.R.; (5) *En médaillon oval*: Petit mais puissant appareil du type "Moth".

La production d'avions au Canada a été grandement stimulée à la suite des constatations de la mission aérienne britannique qui a visité le Canada en août 1938 pour enquêter sur les possibilités de la fabrication des aéroplanes militaires au Canada. A la suite de cette enquête, de grands industriels canadiens ont formé une société pour l'organisation d'établissements à Toronto et Montréal où seront fabriqués des avions de bombardement pour le compte du gouvernement britannique.

*Photos: DeHaviland Aircraft of Canada, Limited; Canadian Vickers, Limited; Canadian Car and Foundry Company Limited et ministère de la Défense Nationale.*

# LA FABRICATION DES AVIONS AU CANADA



tations de sucre diminuent, avec des répercussions correspondantes sur la production et l'emploi. Les exportations de 1936 sont d'à peine 37,533 cwt.

### Principales industries

Les industries fondées sur les ressources minérales ont pris place parmi les principales industries manufacturières du Canada avec celles basées sur les richesses forestières, agricoles et animales.

L'industrie de la pulpe et du papier, relativement récente damait en 1933 le pion à la minoterie comme industrie manufacturière la plus importante du Canada, place qu'elle a conservée, malgré de récentes difficultés, jusqu'en 1935, pour la céder ensuite aux fonderies et affineries de métaux non ferreux. En emploiement et en salaires et gages elle reste cependant l'industrie dominante.

Les répercussions de la crise économique sur les industries en ont déplacé quelques-unes qui occupaient provisoirement un rang élevé. L'interruption des dépenses en capital, facteur sérieux de dépression, a beaucoup diminué la production d'importantes industries comme les scieries, l'outillage électrique, l'automobile, le matériel roulant de chemin de fer, la sidérurgie, la machinerie et autres; par contre, la demande d'articles de consommation immédiate a été plus stable, comprenant des

#### Statistiques des quinze principales industries en 1936

Industries	Eta-	Capitaux	Main-	Salaires	Coût des	Valeur
	blisse-					
	nomb.	\$	nomb.	\$	\$	\$
Fonte et affinage de métaux non ferreux .....	15	143,858,717	10,015	14,346,050	154,604,285	229,737,420
Pulpe et papier .....	93	539,350,001	30,054	40,063,852	72,202,983	185,144,603
Abattoirs et salaisons .....	142	61,806,675	11,776	13,921,410	126,630,086	156,971,640
Minoteries .....	1,118	61,867,287	5,685	5,542,945	99,614,236	114,617,099
Beurre et fromage .....	2,573	60,201,575	15,545	14,772,250	89,983,372	112,712,327
Automobiles .....	16	46,497,259	12,933	18,164,042	71,201,646	105,350,035
Dérivés du pétrole .....	63	61,883,926	5,019	7,309,955	66,555,885	85,802,366
Scieries .....	3,638	78,294,341	28,786	21,357,038	43,598,856	80,343,291
Appareils et fournitures électriques .....	186	79,794,524	17,037	19,501,882	30,484,468	72,288,548
Filés et tissus de coton .....	35	71,564,646	17,910	14,218,231	37,042,911	65,635,365
Pain et autres produits de boulangerie .....	3,101	46,108,482	19,598	17,703,572	32,124,708	65,558,437
Caoutchouc, chaussures com- prises .....	50	64,600,479	11,881	11,954,016	23,598,661	62,054,808
Impression et édition .....	789	53,273,296	17,377	24,035,719	11,967,553	58,275,911
Matériel roulant de chemin de fer .....	37	83,258,169	18,633	22,161,277	30,486,569	56,969,453
Confection pour femmes .....	583	25,114,251	18,924	15,255,725	32,706,792	56,118,773
<b>Totaux, 15 principales industries .....</b>	<b>12,439</b>	<b>1,477,473,628</b>	<b>241,173</b>	<b>260,307,964</b>	<b>904,863,011</b>	<b>1,567,550,073</b>
<b>Grands totaux, toutes industries .....</b>	<b>24,292</b>	<b>3,271,263,531</b>	<b>594,359</b>	<b>612,071,424</b>	<b>1,624,213,396</b>	<b>3,692,463,814</b>
Pour-cent des 15 principales industries en fonction de toutes les industries .....	51.4	45.2	40.6	42.5	55.7	50.2

<sup>1</sup> La valeur nette est obtenue en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières, du combustible et de l'électricité.

industries comme les dérivés du pétrole, les boulangeries, les filés et tissus de coton, l'impression et édition, le vêtement, le tabac, les boissons, et autres. Cependant, on le sait déjà, il y a retour évident à l'ordre d'avant la crise, et l'ordre de 1933, comparé à celui de 1936, indique que les automobiles montent du onzième au sixième rang, les scieries du quatorzième au huitième, et l'outillage électrique du seizième au neuvième. Les filés et tissus de coton et le pain et autres produits de boulangerie, qui occupaient les huitième et septième places respectivement en 1933, sont descendus à la dixième et la onzième.

### Manufactures dans les principales villes

La production de la municipalité de Montréal (\$427,270,916) dépasse un peu en 1936 celle de Toronto proprement dit (\$417,724,888). Viennent ensuite: Hamilton (\$130,578,232); Windsor (\$104,556,881); Vancouver (\$87,581,068); et Winnipeg (\$73,316,055). Les manufactures de quatorze autres grands centres accusent une production brute de plus de \$20,000,000 en 1936.

#### Cités manufacturières canadiennes avec production de plus de \$20,000,000 en 1936

Cités	Éta-	Capitau	Per-	Rémuné-	Coût des	Valeur brute
	blisse-		son-	ration	matières	
	nomb.	\$	nomb.	\$	\$	\$
Montréal.....	2,372	389,225,593	95,410	96,705,020	228,676,144	427,270,916
Toronto.....	2,762	396,257,096	89,056	102,217,057	209,320,347	417,724,888
Hamilton.....	466	176,519,530	28,625	32,288,022	61,676,060	130,578,232
Windsor.....	214	66,934,274	15,613	21,180,684	59,871,643	104,556,881
Vancouver.....	807	83,199,508	16,397	18,479,302	47,394,136	87,581,068
Winnipeg.....	594	71,757,177	16,673	18,060,555	40,822,725	73,316,055
Montréal-Est.....	10	37,969,589	1,725	2,240,594	39,929,718	51,398,777
Oshawa.....	45	22,987,758	5,914	7,422,043	28,909,333	46,169,879
London.....	237	38,301,180	8,978	9,683,251	18,494,187	43,304,208
Kitchener.....	158	33,818,427	8,577	8,466,965	18,911,441	39,371,555
Québec.....	286	46,761,131	8,905	7,711,422	12,944,100	27,481,000
Calgary.....	161	27,497,248	4,137	4,720,763	17,596,497	27,087,121
Peterborough.....	77	21,301,407	5,046	4,790,757	14,949,058	26,877,321
Ottawa.....	200	33,112,537	6,540	7,782,206	10,805,581	25,043,818
Trois-Rivières.....	58	59,233,078	5,338	5,530,911	10,140,744	24,911,465
Bramford.....	109	38,025,348	6,384	6,219,900	11,478,219	23,522,005
Edmonton.....	168	17,469,116	4,018	4,429,784	15,408,120	23,202,664
Sarnia.....	42	17,842,608	2,852	3,592,036	18,349,179	23,116,589
St-Bonifacio.....	44	11,201,802	1,613	1,974,092	16,036,517	22,404,098
New-Toronto.....	19	26,122,504	2,627	3,531,467	10,831,266	22,073,365

<sup>1</sup> La valeur nette est obtenue en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières du combustible et de l'électricité.

### Situation de 1929 à 1938

Les indices mensuels de l'emploiement, établis par le Bureau Fédéral de la Statistique sur les déclarations de tous les établissements manufacturiers dont le personnel est d'au moins 15, constituent peut-être le meilleur baromètre des conditions générales, puisqu'il porte sur la grande majorité des employés.

L'année 1929 marque, dans l'emploiement industriel comme dans celui des autres domaines du commerce, un niveau extraordinairement élevé. Cependant, la tendance est à la baisse durant le deuxième

semestre de la même année. La régression reste à peu près ininterrompue jusqu'au début de 1933, alors que l'indice est à son minimum (74.4 le 1er janvier). La reprise industrielle s'affirme ensuite, avec quelques arrêts, et l'indice touche le sommet de 121.7 le 1er octobre 1937, soit à peu près le maximum précédent, celui du 1er août 1929 (121.6). L'indice moyen des dix premiers mois de 1938 s'établit à 111.1 contre 114.3 pour la période correspondante de 1937.

## Indices de l'emploiement dans les manufactures

(1926=100)

Mois	1933	1934	1935	1936	1937	1938	Mois	1933	1934	1935	1936	1937	1938
1er janv.	74.4	80.0	87.4	96.8	102.4	108.6	1er juil.	83.0	93.8	98.5	104.7	119.0	111.8
1er fév.	75.0	84.2	90.1	98.5	105.3	110.3	1er août	85.2	94.2	99.8	104.9	118.1	110.0
1er mars	75.8	86.5	92.7	99.5	107.6	110.5	1er sept.	86.8	94.3	100.8	105.9	121.2	113.8
1er avr.	76.0	88.1	93.9	101.1	110.8	110.8	1er oct.	86.7	94.4	103.3	109.0	121.7	112.5
1er mai	76.8	90.2	95.6	102.7	113.8	110.6	1er nov.	86.5	92.8	103.5	107.7	119.0	110.9
1er juin	80.0	93.2	98.4	103.4	117.9	112.3	1er déc.	84.4	91.3	101.4	107.0	116.3	108.1

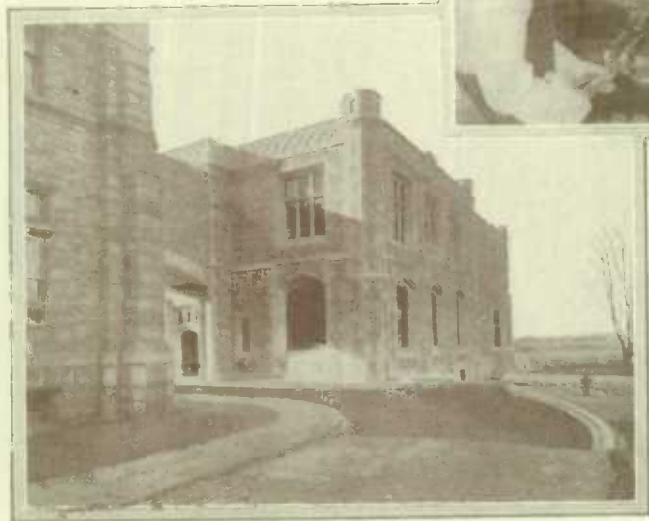
## CHAPITRE XIV

### FINANCES PUBLIQUES

#### Finances fédérales

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord confère au gouvernement du Dominion les pouvoirs suivants: gestion de la dette publique et des biens nationaux; droit de prélever des fonds par tout système quelconque de taxation (le droit des provinces se limite à la taxation directe); droit d'engager le crédit du Dominion. Le ministère des Finances, dont la création remonte à 1869, a "le contrôle et la gestion et direction de tout ce qui concerne les finances, les comptes publics, les revenus et les dépenses du Dominion".

Laminage des rubans d'argent à l'épaisseur voulue pour en obtenir des blancs pour monnayage.



La nouvelle affinerie de la Monnaie Royale Canadienne, Ottawa.

*Photo du Bureau cinématographique du Gouvernement.*

Le pacte fédératif prescrivait le transfert au Dominion de tous les impôts et contributions, notamment les douanes et l'accise, jusqu'alors perçus par les trésoreries provinciales, et le versement de ces recettes en



un fonds consolidé destiné à défrayer certaines dépenses telles que les frais de perception, les intérêts sur la dette publique et le traitement du gouverneur général. Le reliquat du fonds était affecté aux crédits budgétaires du parlement. Les travaux publics, l'actif liquide et les autres biens des provinces, sauf les terres, les mines, les minéraux et les droits régaliens, devinrent également propriété fédérale. En retour, le Dominion prenait à sa charge les dettes préexistantes des provinces.

Comme la source principale des recettes provinciales se trouvait désormais entre les mains du Dominion, celui-ci s'engagea à verser aux provinces des subventions annuelles pour défrayer leurs dépenses administratives. A mesure que le Dominion prit de l'expansion, le principe des subventions fut appliqué aux provinces de l'Ouest, et les sommes ainsi versées ont été ajustées de temps à autre.

Le tableau ci-dessous montre l'expansion des revenus, des dépenses et de la dette publique nette du Dominion :

### Finances du Dominion 1868-1938

NOTA.—Les chiffres des recettes au compte du revenu et des dépenses totales de 1930 à 1935 ont été révisés conformément au système de comptabilité des Comptes Publics adopté en l'année fiscale 1935-36. (Voir p. 140).

Année fiscale	Revenu	Revenu per capita <sup>1</sup>	Dépenses	Dépenses per capita <sup>1</sup>	Dette nette à la fin de l'année	Dette nette per capita <sup>1</sup>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1868.....	13,667,928	3-90	14,071,689	4-01	75,757,135	21-58
1871.....	19,375,037	5-25	19,203,378	5-23	77,706,518	21-06
1881.....	29,635,298	6-85	33,796,643	7-82	155,395,780	35-93
1891.....	38,579,311	7-98	40,793,208	8-44	257,809,031	49-21
1901.....	52,516,333	9-78	57,982,866	10-80	268,480,004	49-99
1911.....	117,884,328	16-36	122,861,250	17-05	340,042,052	47-18
1921.....	436,292,184	49-65	528,302,513 <sup>2</sup>	60-12	2,340,878,984	266-37
1926.....	382,893,009	40-51	355,186,423 <sup>2</sup>	37-58	2,389,731,099	252-85
1927.....	400,452,480	41-56	358,555,751 <sup>2</sup>	37-21	2,347,834,370	243-65
1928.....	429,642,577	43-69	378,658,440 <sup>2</sup>	38-60	2,290,850,233	233-54
1929.....	460,151,481	45-88	388,805,053 <sup>2</sup>	38-77	2,225,594,705	221-91
1930.....	453,007,129	44-38	405,266,383 <sup>2</sup>	39-70	2,177,763,959	213-34
1931.....	357,720,435	34-48	441,568,413 <sup>2</sup>	42-56	2,261,611,937	217-94
1932.....	334,508,081	31-84	448,742,316 <sup>2</sup>	42-71	2,378,846,172	226-14
1933.....	311,735,286	29-19	532,369,940 <sup>2</sup>	49-84	2,596,480,826	243-09
1934.....	324,660,590	30-00	458,157,905 <sup>2</sup>	42-33	2,729,978,140	252-22
1935.....	361,973,763	33-10	478,106,581 <sup>2</sup>	43-72	2,846,110,958	260-28
1936.....	372,595,996	33-79	532,585,555 <sup>2</sup>	48-20	3,006,100,517	272-56
1937.....	454,153,747	40-84	532,005,432 <sup>2</sup>	47-84	3,083,952,202	277-33
1938.....	516,692,749	46-10	534,408,117 <sup>2</sup>	47-68	3,101,667,570	276-71

<sup>1</sup> Les chiffres per capita se rapportant aux années du dénombrement sont basés sur le nombre de la population tel qu'établi à cette période et ceux qui se rapportent aux autres années, sur les estimations officielles.

<sup>2</sup> Comprend les avances aux chemins de fer et les transferts à l'actif à fonds improductif.

A l'époque de la formation du Dominion, les recettes perçues étaient relativement faibles, mais certaines obligations dont s'était chargé le gouvernement central comportaient l'achèvement du chemin de fer Intercolonial et, lors de l'entrée de la Colombie Britannique dans la Confédération, la construction du Canadien Pacifique; au commencement du siècle actuel, la construction du Transcontinental National fut entreprise. De fait, la rubrique "chemins de fer et canaux" représente à elle seule presque toute l'augmentation de la dette directe nette, qui passa de \$76,000,000 en 1868 à \$336,000,000 en 1914. Par conséquent,

jusqu'à la Grande Guerre, notre dette nationale représentait, dans une très large mesure, des dépenses pour fins productives, et le Dominion acquit un actif tangible en retour des sommes ainsi dépensées. De plus, les titres de cette dette étaient en majeure partie détenus à l'étranger. Au cours des dix années qui suivirent, la dette directe s'accrut dans des proportions énormes, passant de \$336,000,000 à un maximum de \$2,453,777,000 en 1923, soit une augmentation de plus de deux milliards de dollars, non représentés, dans l'ensemble, par un actif équivalent et sur lesquels les intérêts étaient relativement élevés. Ce qui rachète un peu la situation c'est que les titres de la majeure partie de cette dette sont détenus au pays même, car la prospérité anormale engendrée par la guerre a procuré aux Canadiens des fonds à convertir en titres de l'Etat; il faut ajouter que le désir du Gouvernement de puiser dans cette accumulation des ressources pécuniaires de la population a eu pour résultat de vulgariser parmi le peuple le placement en obligations. Après 1923, notre dette directe nette a diminué constamment, de sorte qu'elle se chiffrait à \$2,177,764,000 en 1930, mais la crise économique, entraînant des déficits ferroviaires et nécessitant de fortes dépenses en secours aux chômeurs, a fait de nouveau monter la dette qui, le 31 mars 1938, atteignait le total de \$3,101,668,000. Notre dette nette per capita s'établit à \$276.71.

**Année fiscale 1937-38.**—Dans son discours du budget, le 16 juin 1938, l'honorable Charles A. Dunning, ministre des Finances, a donné un aperçu de la situation financière du Canada ainsi qu'une estimation des recettes et des dépenses du Gouvernement pour 1938-39. Il estimait alors que le déficit global pour 1938-39 ne dépasserait pas \$23,000,000. Le changement le plus important à la taxation a été l'exemption de la taxe de vente, accordée aux principaux produits utilisés dans la construction des maisons. D'autres changements secondaires ont été faits dans les exemptions et les taux de la taxe sur les dons; l'exemption de l'impôt sur le revenu des corporations en ce qui concerne les dividendes reçus de compagnies subsidiaires non résidentes et dont elles sont les propriétaires exclusifs, pourvu qu'au moins 75 p.c. du capital combiné des compagnies mères et subsidiaires soient employés à l'étranger et que le pays où se trouve la subsidiaire accorde une exemption semblable aux compagnies mères en ce qui concerne les subsidiaires au Canada; exemption de la taxe de vente pour les aliments des animaux à fourrure, les harnais et les matériaux servant à la réparation des bateaux des pêcheurs; suppression de la taxe spéciale d'accise sur les premiers pneus et tubes mis sur les véhicules-moteur. Il n'y a pas eu de modifications au tarif douanier.

**Comptes publics.**—Dans les comptes publics, les recettes ordinaires se classent sous deux rubriques: (1) recettes provenant des taxes; et (2) revenu ne provenant pas de la taxe, mais résultant plutôt des services publics maintenus par le gouvernement. Les revenus spéciaux qui ne se répètent pas nécessairement sont classés sous une troisième rubrique. Les dépenses tombent sous quatre rubriques: (1) dépenses ordinaires, y compris les frais d'administration, les pensions, les subventions aux provinces, etc., (au cours de l'année fiscale terminée le 31 mars 1936, 1937 et 1938, certaines sommes comprises précédemment dans les dépenses spéciales ont

été considérées comme dépenses ordinaires, et pour fin de comparaison les corrections nécessaires ont été faites aux tableaux ci-dessous, donnant les chiffres des années antérieures; (2) immobilisations en chemins de fer, canaux et travaux publics; (3) déboursés extraordinaires, y compris les secours aux chômeurs et à l'agriculture, et (4) déboursés pour les services du gouvernement; ils représentent les pertes de ces entreprises du gouvernement exploitées comme corporations séparées ou les avances improductives qui leur sont faites. Avant l'année fiscale 1935-36, ce genre de déboursés paraissait dans les dépenses spéciales ou prêts et avances (improductifs).

Les recettes publiques de 1937-38 ont augmenté de \$62,539,000 comparativement à l'année précédente, des augmentations substantielles s'accusant dans les droits de douane, l'accise, l'impôt sur le revenu et la taxe des ventes.

Les recettes provenant des taxes s'élèvent à \$448,651,000 en 1937-38 comparativement à \$386,551,000 l'année précédente, \$317,312,000 en 1935-36 et \$304,444,000 en 1934-35. Le tableau suivant donne un résumé des recettes et dépenses.

#### Résumé des recettes totales, années fiscales 1935-38

Item	1934-35	1935-36	1936-37	1937-38
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000
Douanes.....	76,562	74,005	83,771	93,456
Accise.....	43,190	44,410	45,957	52,037
Taxe de guerre—				
Banques.....	1,368	1,281	1,210	1,107
Compagnies d'assurance.....	750	761	775	867
Impôt sur le revenu.....	66,808	82,710	102,365	120,365
Taxe des ventes.....	72,447	77,552	112,832	138,055
Taxe sur les chèques, taxes d'accise, etc....	39,745	35,181	39,641	42,764
Taxe sur l'or.....	3,574	1,412	-	-
Totaux, recettes des taxes.....	304,444	317,312	386,551	448,651
Revenus autres que les taxes.....	54,031	54,910	58,478	61,647
Total, recettes du fonds consolidé.....	358,475	372,222	445,029	510,298
Recettes spéciales et autres crédits.....	3,499	374	9,125	6,395
<b>Grands totaux.....</b>	<b>361,974</b>	<b>372,596</b>	<b>454,154</b>	<b>516,693</b>

#### Résumé des dépenses totales, années fiscales 1935-38

Item	1934-35	1935-36	1936-37	1937-38
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000
Dépenses ordinaires.....	359,701	372,539	387,112	414,891
Dépenses au compte capital.....	7,107	6,544	3,492	4,430
Dépenses spéciales.....	69,669	102,047	78,004	68,535
Services du gouvernement.....	50,137	50,941	44,218	44,833
Autres dépenses.....	502	515	19,179	1,719
<b>Grands totaux.....</b>	<b>478,107</b>	<b>532,586</b>	<b>532,005</b>	<b>534,408</b>

<sup>1</sup> Comprend \$51,987,000 pour secours aux chômeurs en 1934-35; \$49,836,000 en 1935-36; \$69,253,000 en subventions aux provinces et entreprises de secours et \$8,751,000 de secours spéciaux aux régions affectées par la sécheresse en 1936-37; et \$43,948,000 en subventions aux provinces et entreprises de secours et \$24,586,000 de secours spéciaux aux régions affectées par la sécheresse en 1937-38.

<sup>2</sup> Comprend le déficit net du Canadien National (y compris le déficit des lignes de l'Est) accumulé au cours des années civiles de 1934 à 1937 et ainsi réparti: \$48,408,000, \$47,421,000, \$43,303,000 et \$42,346,000 et absorbé dans les comptes du Dominion au cours de l'année fiscale après la fin de l'année civile.

On voit par les tableaux qui précèdent que, l'année fiscale terminée le 31 mars 1937, les recettes totales sont de \$516,693,000 comparativement à des dépenses totales de \$534,408,000, y compris un déficit net d'exploitation de \$42,346,000 du Canadien National, \$43,948,000 pour octrois et secours aux chômeurs et \$24,586,000 pour les régions affectées par la sécheresse. Ainsi, le déficit global de l'année se chiffre à \$17,715,000. Il est beaucoup moindre que celui de \$77,851,000 pour l'année précédente et que ceux de \$159,990,000 et \$116,132,000 respectivement pour les années 1935-36 et 1934-35.

## FINANCES PROVINCIALES ET MUNICIPALES

### Finances provinciales

Par l'article 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, (30 et 31 Vict., c. 3) et l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907 (7 Edouard VII, c. 11), les gouvernements provinciaux du Canada sont assurés d'un revenu considérable en subsides provenant du Trésor fédéral. En outre, jouissant de la propriété de leurs terres, minéraux et autres ressources naturelles, les provinces sont à même de se créer des revenus considérables par la vente de terres, les concessions forestières, les droits régaliens miniers, la location de forces hydrauliques, etc. De plus, les législatures provinciales peuvent, en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, imposer dans leur territoire des taxes directes pour des fins provinciales et lancer des emprunts sur leur propre crédit.

Parmi les impôts provinciaux les plus importants, il faut mentionner ceux dont sont grevées les corporations et successions. Les principales catégories de dépenses concernent l'instruction publique, les édifices publics, les travaux publics (principalement la voirie), la protection des ouvriers, l'assistance publique, les hôpitaux et les maisons de correction.

**Accroissement de la taxation provinciale.**—Alors qu'autrefois les subsides fédéraux, ajoutés aux recettes provenant des ressources naturelles des provinces et aux redevances perçues pour des services spécifiques, couvraient à peu près la totalité des frais administratifs, d'où l'inutilité d'une taxation pour des fins provinciales dans la plupart des provinces, le fort accroissement des attributions administratives depuis les débuts du siècle a fait cesser cet état de choses. La taxation provinciale ordinaire (comprenant les droits de succession, l'impôt sur le revenu, la taxe sur les corporations, les terres, les mines et les minéraux, et les amusements, etc.), est passée de \$12,575,159 en 1916 à \$42,593,417 en 1929, \$51,621,242 en 1930, \$48,738,796 en 1931, \$44,313,514 en 1932, \$48,383,044 en 1933, \$46,741,293 en 1934, \$36,947,706 en 1935 (les statistiques de la Nouvelle-Ecosse portent sur quatorze mois et celles de l'Ontario, sur cinq mois), et \$63,516,087 en 1936. A ces taxes ordinaires viennent s'ajouter les revenus provenant de la régie des spiritueux, de l'émission de licences et de permis d'automobiles et de l'imposition d'une taxe sur le débit de l'essence. Depuis quelques années, les recettes provenant de ces sources ont de beaucoup dépassé, à elles seules, celles qu'a produites la taxation

## Recettes et dépenses totales des provinces

Année fiscale	Recettes ordinaires	Dépenses ordinaires	Passif direct <sup>1</sup>
	\$	\$	\$
1873	6,960,922	6,868,884	•
1881	7,858,698	8,119,701	•
1891	10,693,815	11,028,353	•
1901	14,074,991	14,146,059	•
1911	40,706,948	38,144,511	138,662,442
1921	102,030,458	102,569,515	565,470,552
1926	146,450,994	144,183,178	893,499,812
1929	183,598,024	177,542,192	1,034,071,264
1930	188,154,910	184,804,203	1,140,953,696
1933	184,868,471	200,527,219	1,440,317,863 <sup>2</sup>
1934	175,867,349	220,483,726	1,558,901,836 <sup>3</sup>
1935	160,567,095 <sup>4</sup>	181,175,687 <sup>4</sup>	1,717,370,436
1936	232,616,182	248,141,808	1,839,322,142
1937 <sup>5</sup>	243,113,555	228,152,839	1,862,303,955
Ile du Prince-Edouard	1,821,268	1,942,041	8,199,660
Nouvelle-Ecosse	14,099,048	14,036,059	101,272,613
Nouveau-Brunswick	7,869,483	7,840,392	88,639,688
Québec	46,280,019	42,311,454	268,860,184
Ontario	94,877,218	85,563,280	665,373,364
Manitoba	15,215,176	14,934,794	138,719,525
Saskatchewan	16,526,393	17,654,559	210,905,512
Alberta	20,743,040	20,065,193	174,362,265
Colombie Britannique	27,881,027	25,413,590	205,971,164

<sup>1</sup> Fonds d'amortissement non déduit. <sup>2</sup> Inconnu. <sup>3</sup> Il y a en plus un passif fiduciaire s'élevant à \$41,946,386 en 1933 et \$47,920,235 en 1934. L'actif compensateur est de \$37,684,408 en 1933 et \$47,920,235 en 1934. <sup>4</sup> Les données pour la Nouvelle-Ecosse couvrent une période de quatorze mois et celles de l'Ontario, une période de cinq mois. <sup>5</sup> Les chiffres des recettes et dépenses ordinaires pour 1937 sont sujets à révision.

ordinaire, comme l'indiquent les chiffres suivants: régie des spiritueux: 1929, \$27,599,687; 1930, \$33,248,056; 1931, \$32,128,693; 1932, \$24,832,427; 1933, \$16,160,980; 1934, \$12,814,120; 1935, \$10,818,228; 1936, \$19,338,366. Automobiles (licences et permis): 1929, \$21,735,827; 1930, \$20,321,307; 1931, \$19,952,575; 1932, \$20,164,291; 1933, \$20,050,667; 1934, \$20,840,513; 1935, \$19,754,336; 1936, \$22,854,410. Taxes sur l'essence, 1929, \$17,237,017; 1930, \$20,956,590; 1931, \$23,859,067; 1932, \$24,987,273; 1933, \$25,931,480; 1934, \$26,812,275; 1935, \$20,474,977; 1936, \$32,310,353.

La vulgarisation de l'automobile, tant pour les transports commerciaux que pour le tourisme, se reflète clairement dans les statistiques qui viennent d'être données. Le fait que les recettes provenant de la taxe sur l'essence ont augmenté en 1931, alors que le produit des licences et permis d'automobiles accusait une régression comparativement à l'année précédente, n'est pas entièrement attribuable à l'augmentation de la distance moyenne parcourue par chaque véhicule, mais plutôt et dans une large mesure à l'usage plus courant de la taxe sur l'essence comme source de revenu. Le taux de la taxe sur l'essence a été augmenté dans toutes les provinces à diverses reprises depuis son inauguration et un grand nombre de ces augmentations ont été faites pendant la période de crise, de 1930 à 1934.

**Dette obligatoire des provinces.**—La dette obligatoire des provinces s'éleva à 77.5 p.c. de leur passif total direct. En ces dernières années, elle a constamment augmenté. Le total pour les neuf provinces atteignait \$704,225,134 en 1925, \$708,677,426 en 1926, \$742,388,684 en 1927, \$769,260,373 en 1928, \$817,940,202 en 1929, \$919,142,905 en 1930, \$1,016,647,165

en 1931, \$1,148,323,084 en 1932, \$1,224,372,822 en 1933, \$1,329,684,651 en 1934, \$1,373,321,604 en 1935, \$1,426,293,679 en 1936, et \$1,442,544,809 en 1937. En 1937, cette dette obligataire se répartit ainsi entre les provinces: Ile du Prince-Edouard, \$6,104,000; Nouvelle-Ecosse, \$95,219,247; Nouveau-Brunswick, \$76,613,920; Québec, \$195,170,199; Ontario, \$576,886,147; Manitoba, \$94,962,481; Saskatchewan, \$124,043,319; Alberta, \$127,999,260; Colombie Britannique, \$145,546,236. C'est surtout au développement du principe de l'étatisation des services publics qu'il faut attribuer la forte dette obligataire des provinces, particulièrement de l'Ontario, où le système hydroélectrique et le chemin de fer provincial Témiscamingue et Nord-Ontario représentent une grande partie de la dette obligataire de la province. Le système hydroélectrique, le plus important de ces services, paye toutefois, à même ses revenus, les intérêts de la dette encourue par sa construction.

### Finances municipales

D'après les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, les municipalités sont des corps politiques créés par les gouvernements provinciaux. Bien que leur organisation et leurs pouvoirs ne



Usine de purification de l'aqueduc d'Ottawa, Ontario.

*Photo du service municipal d'aqueduc, Ottawa.*

soient pas les mêmes dans toutes les provinces, elles jouissent toutes d'une forte mesure d'autonomie. Y compris les districts autonomes de la Saskatchewan et de l'Alberta, il y a 4,310 municipalités au Canada. Ces municipalités comprennent en tout une vingtaine de mille officiers municipaux désignés comme maires, préfets, commissaires, conseillers, etc., l'expérience qu'ils acquièrent dans ces fonctions les préparant à des charges plus importantes dans l'arène fédérale et provinciale. Quelques-unes des grandes municipalités ont des budgets même plus considérables que certaines provinces.

Le coût de l'administration municipale, tout comme celui des administrations fédérale et provinciales, a beaucoup augmenté depuis l'avant-guerre, surtout à cause de l'accroissement des services que la population

exige des municipalités. Les plus importants parmi ces derniers sont l'instruction publique, la voirie, l'hygiène, la police, la protection contre les incendies et les œuvres sociales. Les municipalités pouvoient presque entièrement au coût de ces services au moyen de la taxation locale. Dans l'Île du Prince-Edouard, il n'y a pas de système municipal en dehors de la cité de Charlottetown et de sept autres petites villes constituées en corporations. Le tableau suivant indique les taxes imposées et les taxes perçues par les municipalités dans chacune des autres provinces la première année pour laquelle la statistique est connue, avec les mêmes renseignements pour l'année 1936 en regard.

### Taxes municipales imposées et perçues, par province

Province	Taxes imposées			Taxes perçues		
	Première année connue		1936	Première année connue		1936
	Année	Montant		Année	Montant	
		\$	\$		\$	\$
Nouvelle-Ecosse..	1	1	1	1918	3,462,587	7,403,541
Nouv.-Brunswick..	1	1	5,315,283	1	1	5,053,039
Québec.....	1	1	1	1915	33,288,115	65,445,212 <sup>2</sup>
Ontario.....	1913	34,231,214	117,887,933	1924	94,526,271	121,825,930
Manitoba.....	1913	7,730,122	18,054,688	1932	17,200,889	18,342,869
Saskatchewan.....	1913	12,399,657	20,082,158	1921	22,278,621	16,672,335
Alberta.....	1914	9,791,846	13,940,991	1924	10,706,183	11,325,644
Col. Britannique..	1918	11,688,125	17,104,740	1917	9,382,099	17,070,680

<sup>1</sup> Statistiques inconnues.

<sup>2</sup> Revenu.

**Système municipal de taxation.**—Dans tout le Dominion, la base principale de la taxation municipale est constituée par les biens immeubles dans les limites des municipalités; toutefois dans certaines provinces on prélève, en outre des taxes sur les biens meubles, le revenu et le chiffre d'affaires. La taxe générale est normalement fixée à un tantième de l'évaluation des biens immobiliers bien que la base de l'évaluation varie largement entre les différentes provinces et entre les municipalités d'une même province. Dans quelques provinces les commissions de péréquation (*Equalization Boards*) ont établi une base uniforme pour l'évaluation des terres dans les diverses municipalités rurales.

La crise économique a entraîné à un degré très considérable le non-paiement des taxes; d'autre part, le fardeau des secours-chômage que les municipalités ont dû assumer depuis 1930, avec l'aide des gouvernements provinciaux et fédéral, devient de plus en plus lourd. Les fortes taxes imposées sur les immeubles a contribué à diminuer les nouvelles constructions pour fins commerciales, industrielles et résidentielles, et elles sont responsables dans une grande mesure du lent relèvement de l'industrie de la construction malgré l'encouragement donné à la construction des habitations par la loi nationale du logement.

**Dettes obligataires des municipalités.**—Tout comme les autres corps publics canadiens, la plupart des municipalités du Canada ont contracté des emprunts plutôt excessifs durant la période 1917-1930. Au tableau suivant figure la dette obligataire municipale de chaque province, années 1919 et 1936. Le fonds d'amortissement des municipalités de chaque province en 1936 y figure aussi.

**Dette obligataire municipale en 1919 et en 1936, et fonds d'amortissement en 1936 par province**

Province	Dette obligataire globale brute des municipalités		Fonds d'amortissement compensant la dette obligataire brute
	1919	1936	1936
	\$	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	970,100	2,510,675	549,051
Nouvelle-Ecosse.....	17,863,881	34,211,220	12,665,298
Nouveau-Brunswick.....	11,188,467	26,796,910	8,100,938
Québec.....	199,705,568	607,598,151	89,412,280
Ontario.....	243,226,877	431,546,483	58,294,088
Manitoba.....	55,562,788	95,863,699	43,750,179
Saskatchewan.....	39,585,388	55,582,491	17,833,448
Alberta.....	66,870,404	67,641,130	25,172,733
Colombie Britannique.....	94,741,615	125,838,619	32,864,156
<b>Totaux.....</b>	<b>729,715,148</b>	<b>1,447,609,378</b>	<b>288,642,171</b>

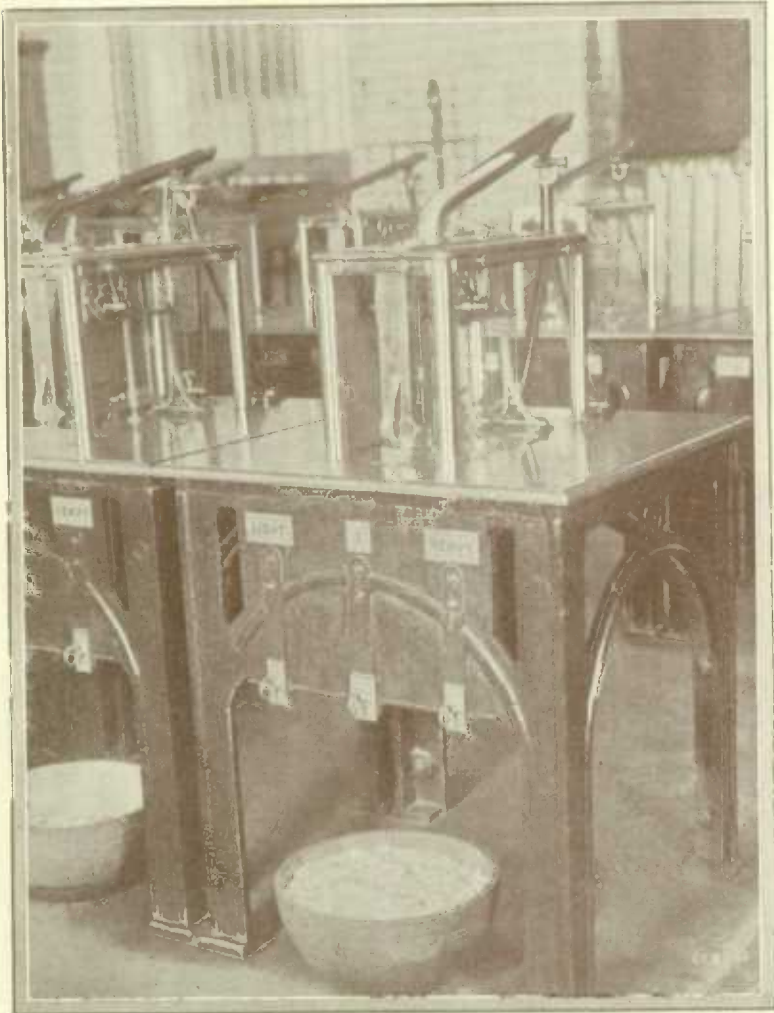


## CHAPITRE XV

# RÉGIME MONÉTAIRE—SYSTÈME BANCAIRE—ASSURANCES—COMPAGNIES DE PRÊT ET DE FIDUCIE—DIVERS

### Régime monétaire

Le troc, première forme de commerce du Canada, utilisait à diverses époques de notre histoire les articles de verre, les couvertes, les peaux de



Le pesage automatique.— Cette balance pèse à un centième de grain près. La moyenne des pièces rejetées par ces machines a la moitié d'un pour cent en trop ou en moins.

*Photo de la Monnaie Royale Canadienne, Ottawa.*

castor et autres, le tabac et le blé comme numéraire. Sous le régime français circulaient aussi des cartes à jouer portant valeur et remboursables chaque année sur réception de lettres de change sur Paris. Le régime anglais a introduit la piastre espagnole et le shilling britannique comme monnaies principales, mais le papier-monnaie émis par l'Etat avait également cours pour payer les fournitures militaires lors de la guerre de 1812. L'administration prescrivit en 1853 l'adoption d'une monnaie décimale dont l'unité, le dollar, équivalait au dollar des Etats-Unis. Depuis le 1er janvier 1858 les comptes publics de la Province du Canada sont établis en dollars. La loi de l'uniformité monétaire (1871) généralise l'unité dollar à tout le Dominion.

Le dollar-or canadien pèse 25·8 grains et titre neuf dixièmes; sa teneur s'établit donc à 23·22 grains d'or fin. Les émissions de pièces d'or ont toujours été des plus limitées. Les pièces d'or anglaises et américaines ont cours forcé au Canada; les pièces d'argent divisionnaires ont cours forcé jusqu'à \$10; les pièces de 5 cents (aujourd'hui en nickel), jusqu'à \$5; et les pièces de bronze (1 cent), jusqu'à 25 cents. Depuis 1931, l'Etat interdit l'exportation de l'or, sauf sur permission du ministère des Finances, restriction qui permet de conserver les réserves d'or dont le pays a besoin pour acquitter ses créances à l'étranger. Les mines canadiennes disposent maintenant de leur or par l'entremise de la Monnaie Royale Canadienne, selon des conditions d'achat définies.

**Billets de banque.**—Les Canadiens sont depuis longtemps habitués au papier-monnaie, sous forme de billets de banque à charte comme de billets du Trésor fédéral.

La loi des banques permet aux banques à charte d'émettre des billets en coupures de \$5 et en multiples de \$5 jusqu'à concurrence du capital versé, montant qui doit être réduit de 5 p.c. par an pendant les cinq ans qui suivent le 1er janvier 1936 et de 10 p.c. par an à partir du 1er janvier 1941. En cas d'insolvabilité les billets de banque constituent un premier droit sur l'actif, et depuis plus de quarante ans nul détenteur n'a perdu un seul sou.

### Billets en circulation, de 1900 à 1938

(Moyennes annuelles)

Année	Billets du Dominion ou de la Banque du Canada en circulation	Billets de banque en circulation	Année	Billets du Dominion ou de la Banque du Canada en circulation	Billets de banque en circulation
	\$	\$		\$	\$
1900.....	26,550,465	46,574,780	1933.....	179,217,446	130,362,488
1910.....	89,628,509	82,120,303	1934.....	190,261,981	135,537,793
1920.....	305,806,288	288,800,379	1935.....	127,335,340 <sup>1</sup>	125,644,102
1929.....	204,381,409	178,291,030	1936.....	105,275,223 <sup>1</sup>	119,507,306
1930.....	174,616,019	159,341,085	1937.....	141,053,457 <sup>1</sup>	110,259,134
1931.....	153,079,362	141,969,350	1938 <sup>2</sup> .....	158,766,152 <sup>1</sup>	100,683,222
1932.....	165,878,510	132,165,942			

<sup>1</sup> Depuis le 11 mars 1935 les chiffres représentent les billets de la Banque du Canada.

<sup>2</sup> Moyenne de dix mois.

La monnaie fiduciaire comprend encore, en plus des billets de banques à charte, des billets de la Banque du Canada pouvant être émis pour

une somme globale non déterminée pourvu que la Banque maintienne une réserve d'or égale à au moins 25 p.c. de son passif en billets et dépôts. Avant l'établissement de la Banque du Canada des lois autorisaient le gouvernement fédéral à émettre des billets partiellement garantis par de l'or et des titres. La Banque du Canada assumait le 11 mars 1935 la responsabilité du gouvernement fédéral à cet égard. Le tableau suivant montre la moyenne des billets des banques à charte et des billets du Dominion (ou de la Banque du Canada) en circulation au cours de diverses années.

### Système bancaire

Le système bancaire du Canada est le produit de l'évolution; il a grandi peu à peu, et a subi de temps à autres les modifications imposées par l'expérience. Il a pour caractéristique principale un mode de successales bien adapté aux exigences d'un pays vaste à population très disséminée.

Peu après la Confédération le système bancaire du Canada s'est mis à accuser quelques-unes des caractéristiques d'une banque centrale. Par ordre chronologique elles sont les suivantes:

(1) *L'émission centrale des billets*, établie définitivement lors de l'émission des Billets du Dominion en conformité de la loi de 1868.

(2) *L'Association des Banquiers du Canada*, établie en 1900 pour assurer une plus étroite coopération, en particulier dans l'émission des billets, la surveillance du crédit et de maintes autres façons.

(3) *Les réserves d'or centrales*, établies en 1913.

(4) *Les modes de réescompte*, incorporés définitivement dans le système bancaire en 1923 et qui fournissent aux banques le moyen d'augmenter à volonté leurs réserves d'espèces à cours forcé.

(5) *La Banque du Canada*, fondée en 1935.

**Banque du Canada.** — Une loi a été promulguée en 1934, établissant la Banque du Canada comme banque "centrale" ou banque "des banquiers". En 1936 le Parlement a approuvé un changement de capitalisation qui donnait la majorité des actions émises au ministre des Finances pour le compte du gouvernement du Canada. Au cours de la session de 1938 du parlement, une loi fut adoptée prescrivant l'achat par le gouvernement de toutes les actions que le public avait achetées de sorte que la Banque du Canada appartient maintenant complètement au peuple canadien tout entier. La Banque du Canada a pris à sa charge le passif des billets du Dominion en circulation au 11 mars 1935, lorsqu'elle a ouvert ses portes, en contre-partie pour l'or et l'argent détenus par le gouvernement en garantie pour les billets du Dominion et les obligations de cinq ans à 3 p.c. du Dominion du Canada. Les banques à charte ont aussi cédé à la Banque du Canada l'or qu'elles détenaient au Canada au prix monétaire (\$20.67 l'once fine). Un dédommagement a été accordé aux banques sur 40 p.c. de l'or qu'elles détenaient, proportion de leur or que l'on considérait comme étant détenue en garantie d'obligations étrangères; cet or a été payé au prix courant.

La Banque peut acheter et vendre des valeurs mobilières sur le marché libre, escompter les effets mobiliers et les effets de commerce, fixer un minimum pour les taux d'escompte, acheter et vendre des matières d'or ou d'argent et des valeurs étrangères. La Banque doit éventuellement devenir seule à émettre du papier-monnaie au Canada. Les banques à charte perdent graduellement le droit d'émettre des billets de banque. La Banque peut émettre des billets pour un montant indéterminé mais à condition de maintenir une réserve de pièces et matières d'or d'au moins 25 p.c. du passif de ses billets et créances au Canada. En plus des pièces et matières d'or la réserve peut comprendre des matières d'argent, des valeurs étrangères, des titres émis par le Royaume-Uni et les Etats-Unis et à échéance d'au plus trois mois, ainsi que des lettres de change à échéance d'au plus quatre-vingt-dix jours, remboursables au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou dans tout pays monométalliste-or.

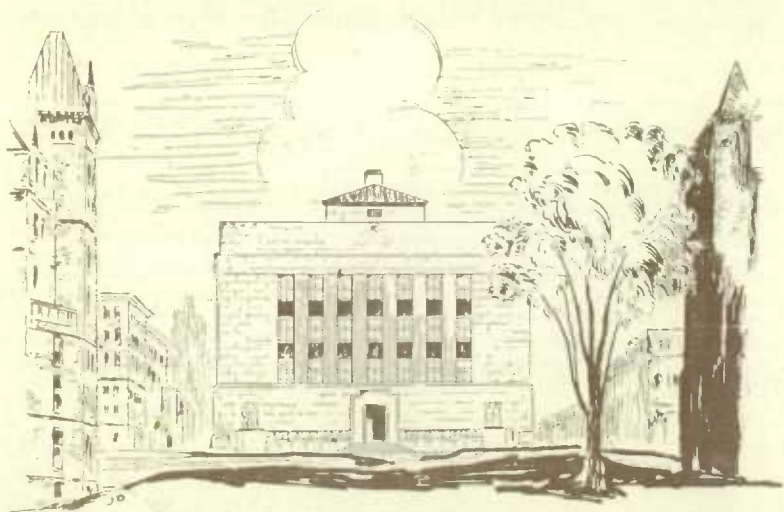


La rue St-Jacques, Montréal. — Le district financier de Montréal, montrant la Banque de Montréal à gauche.

*Photo du Bureau cinématographique du Gouvernement.*

Les banques à charte doivent maintenir une réserve, en dépôts à la Banque et billets de la Banque du Canada, pour au moins 5 p.c. de leurs passif-dépôts au Canada.

La Banque agit en qualité d'agent fiscal du Dominion du Canada et, après entente, en qualité de banquier ou agent fiscal de toute province. La Banque refuse les dépôts des particuliers et ainsi ne rivalise en rien avec les banques à charte dans le domaine du commerce bancaire.



### La Banque du Canada

Une banque centrale a très peu d'affaires directes avec le public. Ses rapports commerciaux sont presque en entier avec les banquiers commerciaux et autres, d'un nombre plutôt restreint, qui ont à traiter avec les membres de l'exécutif. Pour cette raison il ne faut pas grand espace à la chambre des banquiers qui ne sert qu'aux employés des banques à charte pour dépôt, retrait, livraison de valeurs, etc., ou aux gens qui désireraient enregistrer des obligations du gouvernement ou les réaliser à leur maturité.

Les deux plus grandes divisions sont celle du " Numéraire ", comprenant les voûtes, et celle de la " Dette publique ". Ces divisions manient les lingots, la monnaie, les billets de banque, les obligations et autres valeurs qui atteignent des chiffres forts élevés dans l'ensemble. Les employés de ces divisions sont enregistrés et identifiés à l'entrée et à la sortie et séparés de ceux des autres divisions. La division du Numéraire se trouve au rez-de-chaussée, au soubassement et au sous-sol où se trouvent les voûtes. La division de la Dette publique occupe le premier étage.

(Suite sur l'autre feuille)

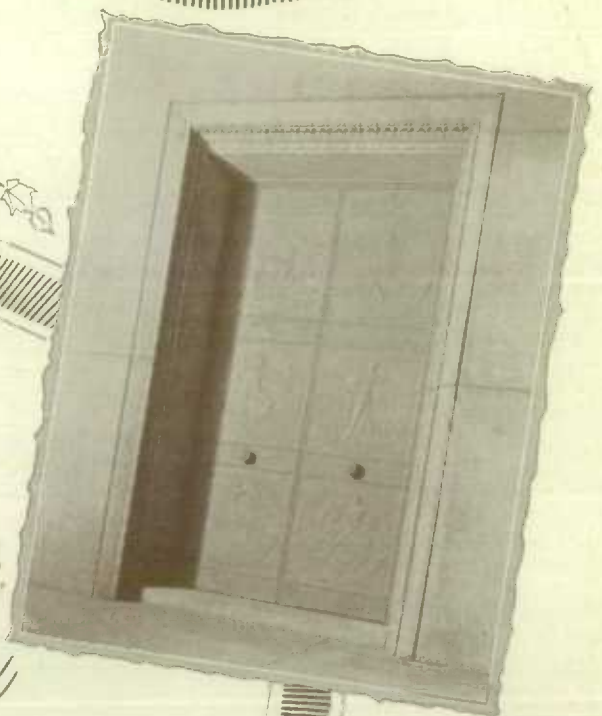
On voit de gauche à droite: —

*Rangée du haut:* (1) L'entrée de la Banque sur la rue Sparks — les plans de la façade du sud sont tracés de façon à permettre un prolongement de l'édifice de 40 pieds dans cette direction quand le besoin s'en fera sentir. (2) La façade de la rue Wellington; à chaque extrémité de la terrasse, qui a 15 pieds de profondeur, une énorme urne symbolise l'accumulation de la richesse; les tympanes entre les fenêtres sont en marbre vert-antique poli et ceux du bas portent des bas-reliefs en bronze vert. (3) Les portes de bronze de l'entrée sur la rue Wellington — le modelleur s'est inspiré des meilleures pièces de monnaie grecque de la période classique.

*Rangée du bas:* (1) La salle d'affaires avec les guichets par où les espèces et les valeurs sont déposées ou retirées. (2) L'entrée du personnel vue de la salle d'affaires — on a pourvu à une grille en coulisse que l'on peut faire glisser le long de la rainure que l'on voit derrière la grille semi-cylindrique; le passage est ainsi bien protégé quand l'or est transporté dans les voûtes. (3) L'antichambre de l'exécutif.

*Photos de la Banque du Canada.*

LA BANQUE DU CANADA



L'état suivant donne les principaux item du bilan de la Banque du Canada, le 31 octobre 1937 et le 31 octobre 1938:—

	1937	1938
Billets en circulation.....	\$160,356,048	\$178,080,328
Dépôts du gouvernement canadien.....	31,580,913	25,362,506
Dépôts des banques à charte.....	198,572,328	228,459,920
Monnaie et matières d'or.....	179,578,886	181,145,791
Placements.....	191,471,672	214,664,285
Total, actif et passif.....	465,029,452	443,142,810

**Commerce bancaire.**— Le nombre des banques à charte varie de 36 en 1881 à 34 en 1901, à 25 en 1913 et s'établit à 10 seulement aujourd'hui. A cette diminution dans le nombre des banques correspond une augmentation sensible dans le nombre de succursales, lequel passe de 123 en 1868 à 747 (sous-agences comprises) en 1902, à 3,198 en 1916 à 4,069 en 1929; il n'en restait plus de 3,336 au début de 1938. De 1867 à octobre 1938, l'actif global passe de \$78,000,000 à \$3,424,000,000.

Depuis quelques années le commerce bancaire canadien étend ses ramifications à l'étranger où, au début de 1938, il compte 143 succursales, sous-agences non comprises. Ces succursales se trouvent principalement à Terre-Neuve, aux Antilles, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, ainsi que dans les grands centres de la finance internationale, Londres, Paris et New-York.

Le tableau suivant montre les succursales, l'actif et le passif, les prêts et dépôts des banques à charte canadiennes le 31 octobre 1938, de même que les totaux (moyennes annuelles) pour certaines années.

#### Statistiques de chaque banque à charte le 31 octobre 1938

Banque	Succur- sales au Canada et à l'é- tranger <sup>1</sup>	Actif global	Passif envers les ac- tion- naires	Passif envers le pu- blic	Passif global	Prêts et es- com- ptes	Dépôts du public
	Nomb.	\$ '000,000	\$ '000,000	\$ '000,000	\$ '000,000	\$ '000,000	\$ '000,000
Banque de Montréal.....	494	874	75	798	873	255	751
Banque de la Nouvelle-Ecosse.....	302	311	36	274	310	120	254
Banque de Toronto.....	170	145	15	128	143	52	119
Banque provinciale du Canada.....	135	63	5	57	62	21	49
Banque du Commerce.....	535	665	50	614	664	247	564
Banque Royale du Canada.....	702	878	55	819	874	349	757
Banque Dominion.....	133	143	14	128	142	60	116
Banque Canadienne Nationale.....	227	154	12	141	153	71	132
Banque Impériale du Canada.....	190	168	15	152	167	78	142
Banque Barclay (Canada).....	2	23	2	21	23	2	15
<b>Totaux, oct. 1938.....</b>	—	<b>3,424</b>	<b>279</b>	<b>3,132</b>	<b>3,411</b>	<b>1,255</b>	<b>2,899</b>
<b>Totaux, 1937<sup>2</sup>.....</b>	<b>2,800</b>	<b>3,317</b>	<b>279</b>	<b>3,076</b>	<b>3,305</b>	<b>1,291</b>	<b>2,776</b>
<b>Totaux, 1936<sup>3</sup>.....</b>	<b>2,961</b>	<b>3,195</b>	<b>278</b>	<b>2,856</b>	<b>3,134</b>	<b>1,141</b>	<b>2,614</b>
<b>Totaux, 1935<sup>3</sup>.....</b>	<b>2,978</b>	<b>2,957</b>	<b>278</b>	<b>2,668</b>	<b>2,946</b>	<b>1,276</b>	<b>2,427</b>
<b>Totaux, 1934<sup>3</sup>.....</b>	<b>3,598</b>	<b>3,237</b>	<b>305</b>	<b>2,910</b>	<b>3,215</b>	<b>2,065</b>	<b>2,517</b>
<b>Totaux, 1926<sup>3</sup>.....</b>	<b>4,876</b>	<b>3,064</b>	<b>252</b>	<b>2,794</b>	<b>3,036</b>	<b>1,835</b>	<b>2,438</b>
<b>Totaux, 1916<sup>3</sup>.....</b>	<b>2,621<sup>3</sup></b>	<b>1,211</b>	<b>179</b>	<b>1,619</b>	<b>1,198</b>	<b>870</b>	<b>910</b>
<b>Totaux, 1906<sup>3</sup>.....</b>	<b>641</b>	<b>460</b>	<b>98</b>	<b>356</b>	<b>454</b>	<b>279</b>	<b>365</b>

<sup>1</sup> Au 31 décembre. Sous-agences non comprises.  
au Canada que depuis septembre 1929.

<sup>2</sup> La Banque Barclay (Canada) n'existe  
<sup>3</sup> 1911.

<sup>4</sup> Les totaux sont des moyennes tirées  
des états mensuels respectifs, sauf pour le nombre des succursales au Canada et à l'étranger au 31  
décembre.

**Compensation et débits bancaires.**— Les archives des chambres de compensation contiennent toutes les affaires interbancaires depuis 1889. C'est un tracé précieux de la marche des affaires mais il ne donne pas une

vue complète de la situation, puisque les compensations bancaires n'indiquent point les transactions entre clients d'une même banque. De plus, chaque amalgame diminue d'autant les compensations. Et les compensations des principaux bureaux s'effectuent depuis le 11 mars 1935 par l'entremise de la banque du Canada, ce qui tend à grossir le volume des échanges sur les années précédentes. En conséquence, l'inscription aux centres de compensation, inaugurée en 1924, des chèques débités à toutes les succursales paraît constituer un indice plus sûr des conditions économiques. De 1924 à 1929 le grand total des débits bancaires du Canada passe de \$27,157,000,000 à \$46,670,000,000. De 1929 à 1932 les totaux déclinent et s'établissent à \$25,844,000,000 pour montrer une nouvelle hausse en 1936 et atteindre \$35,929,000,000. Il y a eu recul à \$35,166,000,000 en 1937, diminution de 2.1 p.c. seulement.

**Débits bancaires aux centres de compensation, par région économique, années civiles de 1933 à 1937**

Région économique	1933	1934	1935	1936	1937
	\$	\$	\$	\$	\$
Provinces Maritimes...	481,003,532	534,251,057	574,052,860	630,402,014	738,359,446
Québec.....	8,567,070,260	9,449,709,866	8,977,529,023	10,938,647,731	11,568,421,542
Ontario.....	13,327,437,905	14,919,504,095	13,876,626,476	15,778,679,837	15,939,149,497
Provinces des Prairies	6,414,353,624	6,337,239,720	6,445,395,764	6,505,518,677	4,827,021,407
Colombie Britannique.	1,491,590,173	1,625,968,184	1,672,462,218	2,075,358,484	2,098,109,246
<b>Totaux.....</b>	<b>29,981,465,494</b>	<b>32,866,672,922</b>	<b>31,546,066,341</b>	<b>35,929,606,743</b>	<b>35,166,061,138</b>

### Assurance

**Assurance-vie.** — Les compagnies des Iles Britanniques et des Etats-Unis ont introduit l'assurance-vie au Canada, vers 1850. Au moins 26 compagnies en 1875 se faisaient concurrence dans ce domaine au Canada; en 1937, il y en a 41 à charte fédérale et quelques-unes à charte provinciale. De ce groupe on compte 28 compagnies canadiennes, 5 britanniques et 8 étrangères.

L'amélioration constante des services aux assurés marque l'évolution de l'assurance-vie au Canada comme dans les autres pays anglophones. Les avantages que procure maintenant la police d'assurance-vie sont comptés sur les besoins de l'assuré et de sa famille, tant pour la vieillesse que pour le décès ou l'invalidité. Une nouvelle forme d'assurance-vie, dite "collective", faisait son apparition en 1919; le patron peut ainsi, avec une seule police, assurer tous ses employés pour une prime uniforme ou fixée d'après certaines modalités; la police est généralement à terme, et le patron en acquitte toute la prime ou la majeure partie; d'ordinaire l'employé peut, au terme de son emploi, obtenir une police particulière au tarif ordinaire et sans examen médical.

L'adaptation de l'assurance-vie aux besoins du public et la richesse croissante de la population ont sensiblement augmenté le volume d'assurance en vigueur; ce volume, établi à \$35,680,000 seulement en 1869 pour les compagnies à charte fédérale du Canada, atteint à la fin de 1937 le montant de \$6,540,000,000 (\$583 par tête). Il faut compter aussi pour \$175,000,000 d'assurance fraternelle écrite par des sociétés à charte fédérale



et pour \$125,000,000, par des sociétés à charte provinciale. Ainsi, la valeur globale de l'assurance-vie en vigueur au Canada s'élève, au terme de 1937, à environ \$6,840,000,000. Le montant global perçu en primes au Canada par toutes les compagnies à charte fédérale (associations mutuelles non comprises) passe de \$90,000,000 en 1920 à \$221,000,000 en 1930, mais baisse à \$199,000,000 en 1937.

Le tableau suivant, sur les progrès mensuels de l'assurance-vie depuis quelques années, ne présente pas une statistique complète; il embrasse environ 85 p.c. de toutes les affaires dans ce domaine au Canada.

#### Ventes d'assurance-vie au Canada, par mois, de 1936 à 1938

NOTE.—Les chiffres sont puisés dans les publications du Hartford Research Bureau; ceux de Terre-Neuve ont été déduits.

Mois	1936			1937			1938		
	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	
Janvier.....	33,166	27,492	30,291	Juillet.....	31,148	32,043	29,775		
Février.....	28,673	30,402	31,605	Août.....	23,260	27,891	27,552		
Mars.....	30,404	31,741	34,484	Septembre.....	25,913	27,214	27,147		
Avril.....	28,601	32,577	29,624	Octobre.....	29,150	33,365	31,495		
Mai.....	28,189	31,559	29,902	Novembre.....	36,437	37,901	-		
Juin.....	30,903	37,316	34,767	Décembre.....	33,883	36,459	-		

**Assurance-feu.**—Au Canada, l'assurance-feu remonte à l'établissement, par des compagnies britanniques, d'agences installées d'ordinaire dans des ports de mer et dirigées par des marchands locaux. La plus ancienne du genre, établie à Montréal en 1804, existe encore, le *Phoenix Fire Office*, de Londres, devenu la *Phoenix Insurance Company, Limited*.

La *Halifax Fire Insurance Company* est la compagnie purement canadienne la plus ancienne connue. Fondée en 1809 sous le nom de *Nova Scotia Fire Association* elle obtint sa charte en 1819; ses opérations, d'abord limitées à la Nouvelle-Ecosse (jusqu'en 1919), s'étendent depuis à tout le Dominion.

Le rapport du Surintendant des Assurances, année terminée le 31 décembre 1937, porte à 274 le nombre des compagnies d'assurance-feu faisant affaires au Canada avec permis fédéral, dont 56 sont canadiennes, 68 britanniques et 150 étrangères; en 1875, première année statistique du département des Assurances, il n'y en avait que 27, dont 11 canadiennes, 13 britanniques et 3 américaines. L'accroissement proportionnel des compagnies britanniques et étrangères, de 59 à 79 p.c. du total, souligne la grande différence entre l'assurance-feu et l'assurance-vie au Canada, car cette dernière est presque exclusivement écrite par des compagnies canadiennes.

L'accroissement énorme depuis 1869 (première année de la statistique) dans la valeur des polices d'assurance-feu en vigueur est sans doute l'effet partiel de la vulgarisation de l'assurance; il fournit aussi un important indice de la valeur croissante des biens assurables du pays et souligne d'autant l'expansion de la richesse nationale. Les polices d'assurance-feu émises par les compagnies à permis fédéral représentent en 1880 une valeur de \$411,564,271; vingt ans plus tard elles atteignent le milliard et en 1930 elles représentent \$9,672,997,000. Au terme de 1937, il faut ajouter aux

\$9,768,324,476 des compagnies à permis fédéral les \$976,220,698 des compagnies avec permis provincial, soit un total d'environ \$10,744,545,174 en assurance-feu en vigueur dans les compagnies, associations ou syndicats d'assureurs autorisés à pratiquer l'assurance au Canada.

**Assurances diverses.** — Au Canada, les assurances diverses portent aujourd'hui sur les accidents (accidents à la personne, responsabilité des patrons et de la propriété, dommages accidentels à la propriété personnelle compris), la maladie, la chute d'avion, les automobiles, les séismes, l'aviation, le cambriolage, les explosions, les faux, la fraude, le crédit, le cautionnement, la grêle, les transports intérieurs, les bestiaux, les machines, la propriété personnelle, les bris de glaces, le coulage d'arroseuses automatiques, les chaudières à vapeur, les titres de propriété, les ouragans et la température, etc. En 1880, dix-huit compagnies seulement pouvaient pratiquer ces sortes d'assurances; en 1937, il y en a 245, dont 53 canadiennes, 65 britanniques et 127 étrangères.

Les recettes nettes en primes s'élèvent en 1937 à \$34,585,727; du point de vue du revenu des primes le groupe le plus important est celui des automobiles, en progression constante depuis une vingtaine d'années. S'il y a eu fléchissement un peu avant 1935, les années 1935, 1936 et 1937 montrent des augmentations. Sans remonter plus loin, l'on constate qu'en 1910, par exemple, les primes encaissées par les compagnies d'assurance-automobile ne représentent que \$80,466; en 1916, elles s'élèvent à \$909,503 et en 1937 à \$16,810,675. L'assurance-accident sur la personne occupe le deuxième rang, avec \$3,199,319; vient ensuite l'assurance-maladie-accident, avec \$2,319,214. Le revenu global des primes pour tous les genres d'assurances contre la maladie et les accidents s'élève à \$9,538,099.

### Compagnies de prêt et de fiducie

Les compagnies de prêt ont pour fonction principale d'avancer, sur première hypothèque, des fonds constitués surtout par le produit de la vente d'obligations et par les épargnes qui leur sont confiées. La plupart des compagnies à charte provinciale reçoivent des dépôts de fonds et prêtent sur hypothèque, et elles font généralement affaires dans les régions agricoles prospères.

Lors de la Confédération 19 sociétés actives de prêt et d'épargne soumettaient des déclarations au gouvernement, avec des capitaux versés de \$2,110,403 et des dépôts de \$577,299. La multiplication rapide de ces établissements et l'accroissement accéléré de leur chiffre d'affaires sont l'effet de lois promulguées depuis. En 1899, cent deux compagnies fournissaient des relevés avec les mentions suivantes: capitaux versés, \$47,337,544; fonds de réserve, \$9,923,728; dépôts, \$19,466,676. De 1867 à 1899, le passif global monte de \$3,233,985 à \$148,143,496. Les fusions du début du siècle diminuent un peu le nombre de ces compagnies, mais elles ne tardent guère à reprendre le dessus. La refonte des lois relatives aux compagnies de prêt et de fiducie, en 1914, met un terme aux données statistiques sur les sociétés à charte provinciale, lesquelles depuis peu, cependant, fournissent des déclarations bénévoles; ainsi les totaux pour tout le Canada riste de nouveau disponibles.

Les compagnies de prêt sur hypothèques foncières accusent, au terme de 1937, des capitaux versés de \$36,993,235 (\$19,352,276 pour les fédérales et \$17,640,959 pour les provinciales); des fonds de réserve de \$25,676,598 (\$15,054,878 pour les fédérales et \$10,621,720 pour les provinciales); un passif envers le public de \$128,639,358 (\$100,476,505 pour les fédérales et \$28,162,853 pour les provinciales); et un passif envers les actionnaires de \$64,776,713 (\$35,784,375 pour les fédérales et \$28,992,338 pour les provinciales).

Les compagnies de fiducie agissent en qualité d'exécuteurs testamentaires, de curateurs, d'administrateurs, nommés par testament ou autrement. Elles agissent également comme curateurs dans l'exécution des contrats de mariage ou autres; comme agents ou fondés de pouvoir dans la gestion des biens des personnes vivantes; comme tuteurs de mineurs ou autres incapables; comme agents financiers pour les municipalités et les compagnies; et comme syndics de faillite lorsque désignées à cette fin. Quelques compagnies acceptent des dépôts, mais la prestation des fonds détenus en fidéicommiss est strictement réglementée par la loi. A l'origine, les fonctions principales des sociétés de fiducie se rapportaient à l'homologation et à l'exécution des testaments, qui sont du ressort exclusif des provinces, de sorte que la plupart de ces institutions sont des institutions provinciales.

L'actif global des compagnies canadiennes de fiducie s'élève, au terme de 1937, à \$2,799,919,831, contre \$805,000,000 en 1922 (première année de la statistique). La plus grande partie de cet actif, \$2,558,857,368 en 1937, représente des successions ainsi que des fonds de fiducie et d'agences. L'actif des compagnies fédérales s'élève à \$281,290,893 en 1937 et celui des compagnies provinciales, à \$2,518,628,938.

### Compagnies de menu prêt

Le Parlement du Canada autorise depuis peu la constitution de compagnies de menu prêt, d'au plus \$500 d'ordinaire, contre des billets à ordre signés par l'emprunteur et garantis, dans la plupart des cas, par des endossements ou des droits sur le bien mobilier. Bien que les compagnies de menu prêt puissent d'après leur charte prêter sur des immeubles, elles n'ont jusqu'ici fait que très peu de ces prêts. Comme les affaires de ces compagnies ont augmenté considérablement, les données sont maintenant présentées séparément de celles des compagnies de prêt proprement dites. Les chiffres relatifs aux trois compagnies de cette catégorie qui ont commencé leurs opérations sont les suivants: capitaux versés par les compagnies fédérales de menu prêt à la fin de 1937, \$1,001,750; fonds de réserve, \$520,308; passif envers le public, \$3,378,049; passif envers les actionnaires, \$1,759,701.

### Divers

**Financements d'obligations.** — Les ventes d'obligations de chemin de fer et de compagnie, après un déclin prononcé en 1933, montrent des avances en 1934, 1935 et 1936 pour baisser de nouveau en 1937.

Les ventes de cette rubrique représentaient l'an dernier un montant de \$157,178,800. Comme les compagnies y figurent pour \$91,298,800, la

part des chemins de fer s'établit à \$65,880,000. Comme résultat de la baisse dans les affaires, les finances fédérales et provinciales montrent en 1937 une activité plus grande que les compagnies privées.

Les portefeuillistes canadiens ont acheté plus de 93 p.c. des offres totales, le reste étant vendu à la bourse de New-York. Londres a été un facteur très peu important dans les finances canadiennes depuis 1934.

#### Ventes d'obligations canadiennes, de 1929 à 1937

Année	Catégories d'obligations		Répartition des ventes			Total
	Etat et municipalités	Chemins de fer et compagnies	Canada	Etats-Unis	Grande-Bretagne	
	\$	\$	\$	\$	\$	
1929	218,628,309	442,530,600	378,395,909	263,654,000	19,109,000	661,158,909
1931	1,099,638,571	181,181,000	1,090,800,571	155,920,000	4,100,000	1,250,820,571
1932	450,067,632	23,050,000	377,752,632	81,015,000	14,350,000	473,117,632
1934	564,558,132	73,402,696	529,630,828	50,000,000	58,330,000	637,960,828
1935	907,500,200	109,005,700	853,940,900	162,065,000	500,000	1,016,505,900
1936	946,091,087	352,983,224	1,211,824,311	86,000,000	1,250,000	1,299,074,311
1937	1,109,999,475	157,178,800	1,178,928,275	88,250,000	Néant	1,267,178,275

**Loyer de l'argent.** — Il n'existe pas au Canada de marché monétaire comme ceux des grands centres de Londres et New-York. Depuis la guerre, cependant, l'importance croissante des finances fédérales sur le marché canadien rend possible la compilation d'un indice fédéral du rendement des obligations, de façon à représenter le loyer de l'argent. Le tableau suivant montre les fluctuations du rendement des obligations à longue échéance du Dominion du Canada depuis neuf ans.

#### Nombres-indices du rendement des obligations à long terme du Dominion du Canada, de 1930 à 1938

(1926 = 100)

Mois	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Janvier	102.1	93.9	112.7	96.3	93.2	70.9	72.4	64.6	66.3
Février	101.4	93.6	112.2	96.0	91.0	73.2	70.8	68.4	65.4
Mars	101.1	91.9	109.1	97.7	86.1	71.4	69.9	72.7	64.7
Avril	99.3	90.0	109.8	96.6	83.8	72.2	69.5	73.2	63.7
Mai	98.4	89.3	109.3	95.0	81.8	71.4	68.8	71.0	61.7
Juin	98.2	88.3	111.7	93.3	82.1	73.4	66.9	69.3	61.8
Juillet	98.0	88.3	107.5	93.5	80.1	72.1	65.1	69.0	62.7
Août	95.9	88.3	100.5	92.2	77.8	71.6	63.2	68.1	62.7
Septembre	93.9	85.5	98.7	92.4	77.2	79.8	63.1	68.3	65.3
Octobre	93.6	105.2	96.2	93.5	79.3	78.9	66.2	69.7	63.2
Novembre	93.6	107.7	98.5	94.3	77.2	74.5	65.1	68.8	61.5
Décembre	93.9	111.7	99.4	95.1	71.3	75.5	64.1	67.4	62

## CHAPITRE XVI

### PENSIONS DE VIEILLESSE—TRAVAIL—ALLÈGEMENT DU CHÔMAGE

**Ministère fédéral du Travail.** — L'essor constant de l'industrie et du syndicalisme ouvrier au Canada a été accompagné d'une plus grande attention du gouvernement aux problèmes ouvriers. Le ministère fédéral du Travail fut créé en 1900. Il a pour devoirs de prévenir et régler les conflits du travail, d'appliquer la loi des salaires équitables en ce qui concerne les gages et les heures de travail dans les entreprises à contrat du gouvernement et, en général, de s'occuper de tous les problèmes qui concernent les intérêts de la classe ouvrière. Dans le domaine de la première de ces fonctions, la loi des enquêtes en matière de différends



Un artisan polissant un moule de soc de charrue. Dans le médaillon: La dernière touche à un moule de soc de charrue.

*Photo de Massey-Harris Company, Limited.*

industriels de 1907, ayant pour objet de régler les différends dans les mines et dans les industries se rattachant aux services publics, a suscité des commentaires élogieux dans le monde entier. Jusqu'au 31 mars 1938, 564 conflits avaient été soumis à des bureaux de conciliation et d'enquête institués en vertu de cette loi et, sauf dans 39 cas, la grève a pu être évitée. Sous l'empire d'une loi particulière intitulée loi de la conciliation et du travail, des arbitres sont mis à la disposition des intéressés pour le règlement des conflits qui surgissent de temps à autre. Leurs services ont été réquisitionnés dans de nombreuses circonstances. L'application du principe des salaires équitables en matière d'entreprises de bâtiment et de construction du gouvernement se fait en vertu d'une loi du Parlement intitulée Loi sur les salaires équitables et les heures de travail, 1935. En ce qui concerne les contrats du gouvernement pour diverses classes de matériaux et d'outillage, il est appliqué par ordre en conseil. Depuis 1900, le ministère publie mensuellement la *Gazette du Travail*, qui donne un relevé détaillé de la situation ouvrière au Canada et qui est complété par diverses publications spéciales traitant des salaires et heures de travail, des syndicats ouvriers, de la législation du travail, etc. Il administre en outre la loi de coordination des bureaux de placement, la loi de l'enseignement technique, la loi des enquêtes sur les coalitions, la loi fédérale de secours, et accomplit certaines tâches résultant des relations qu'entretient le Canada avec l'Office du Travail de la Société des Nations.

**Offices provinciaux du Travail.** — La législation ouvrière au Canada dépend en grande partie des législatures provinciales. Dans toutes les provinces, excepté l'Alberta et l'Île du Prince-Edouard, il y a un département ou bureau chargé de l'administration des lois ouvrières. Dans l'Île du Prince-Edouard il n'y a pas ou peu de législation ouvrière, et dans l'Alberta c'est le département du Commerce et de l'Industrie qui voit surtout à cette législation, le Bureau des Relations Industrielles ayant charge des statuts réglant les gages et les heures de travail. La législation pour la protection des mineurs est administrée dans toutes les provinces par le département des mines. La législation manufacturière dans huit provinces, et la législation régissant les usines et boutiques dans plusieurs provinces, prohibent le travail des enfants, réglementant les heures de travail des femmes et des jeunes personnes et veillant à la sécurité et à la salubrité des endroits de travail. Toutes les provinces, excepté l'Île du Prince-Edouard et la Nouvelle-Ecosse, ont des lois de salaires minima tant pour les hommes que pour les femmes et ces lois sont administrées par des commissions spéciales attachées au, ou faisant partie du département du Travail dans chaque province. D'autres législations administrées par les départements provinciaux dans toutes les provinces pourvoient à l'établissement de bureaux publics de placement et à l'émission de permis pour certaines classes d'ouvriers; les lois des standards industriels de l'Alberta, de la Saskatchewan, de l'Ontario et de la Nouvelle-Ecosse voient à ce que toute entente sur les salaires et les heures de travail entre un nombre suffisamment élevé de patrons et d'employés puisse être appliquée à toute l'industrie dans le district concerné, et la loi des accords collectifs du travail du Québec permet des accords collectifs entre les employeurs et les

unions ouvrières liant tous et chacun dans l'industrie. Les lois de compensation ouvrière dans toutes les provinces, excepté l'île du Prince-Edouard, sont administrées par des commissions indépendantes.

### Employés rémunérés et employés à gages

**Employés rémunérés.** — Les statistiques des employés rémunérés par sexe et âge sont obtenues à chaque recensement décennal, mais pour les années entre les recensements les estimations sont obtenues par l'application du pourcentage d'employés rémunérés dans la population, comme en 1931, aux estimations de la population entre les recensements. L'expérience prouve que ce pourcentage varie peu d'un recensement à l'autre (particulièrement dans le total des employés rémunérés, bien que les nombres aux divers âges, surtout aux bas âges, demandent un certain ajustement). Le tableau ci-dessous donne les estimations des nombres qui sur la base ci-haut mentionnée ont été normalement employés avec rémunération en 1938.

#### Nombre et pourcentage estimatifs de la population normalement employée avec rémunération dans chaque groupe d'âges, 1938

Groupe d'âges	Hommes		Femmes	
	Nomb.	P.c. <sup>1</sup>	Nomb.	P.c. <sup>1</sup>
	'000		'000	
10-13.....	5	1.11	1	0.13
14.....	13	11.18	2	1.92
15.....	30	26.56	7	6.00
16-17.....	127	55.12	46	20.72
18-19.....	172	80.33	85	40.39
20-24.....	479	92.64	215	42.36
25-34.....	880	97.73	187	21.73
35-44.....	704	97.82	86	12.98
45-54.....	636	96.61	65	11.54
55-64.....	428	90.77	42	10.69
65-69.....	109	75.48	11	8.61
70 ou plus.....	91	42.00	10	4.59
<b>Totaux, 10 ans ou plus.....</b>	<b>3,674</b>	<b>-</b>	<b>757</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Estimé sur la base du nombre d'employés ayant normalement des occupations rémunérées, les proportions d'employés parmi les unions ouvrières et la portée de ces facteurs sur l'emploi général parmi les employés à gages dans le passé.

**Employés à gages.** — Le nombre d'employés à gages est moins considérable que le total d'employés rémunérés; en effet, ce dernier groupe comprend un grand nombre de personnes travaillant à leur compte comme les médecins, les fermiers, etc., et qui ne sont pas employés à gages. Le nombre d'employés à gages en tout temps dépend de l'activité industrielle. La corrélation des employés à gages au travail en juin 1931, comme colligés par la branche des statistiques de l'Emploiement du Bureau Fédéral de la Statistique, avec la distribution de tous employés à gages déclarés au travail en juin 1931, au recensement de 1931, montre que les statistiques de l'emploiement colligées mensuellement par le Bureau de la Statistique d'après les employeurs ayant 15 personnes ou plus sur leurs effectifs sont largement représentatives et qu'elles peuvent être employées avec succès dans l'estimation du nombre total d'employés à gages au travail les années entre les recensements. Sur cette base, l'estimation des employés à gages au travail la période de douze mois, de septembre 1937 à août 1938, montre

une moyenne de 2,356,000; cette proportion représente 86.4 p.c. de tous les employés à gages. Les données mensuelles pour 1938 comparativement à 1937 paraissent dans le tableau ci-dessous.

### Nombre estimatif des employés à gages réellement au travail

Mois et année	Employés à gages au travail	P.c. au travail <sup>1</sup>	Mois et année	Employés à gages au travail	P.c. au travail <sup>1</sup>
	'000			'000	
Sept. 1936.....	2,267	86.2	Sept. 1937.....	2,587	92.0
Oct. 1936.....	2,284	86.5	Oct. 1937.....	2,577	91.4
Nov. 1936.....	2,267	85.7	Nov. 1937.....	2,504	89.6
Déc. 1936.....	2,137	82.7	Déc. 1937.....	2,377	86.2
Janv. 1937.....	2,144	82.6	Janv. 1938.....	2,300	85.1
Fév. 1937.....	2,116	82.3	Fév. 1938.....	2,225	83.6
Mars 1937.....	2,120	82.5	Mars 1938.....	2,163	82.6
Avril 1937.....	2,188	84.3	Avril 1938.....	2,212	83.5
Mai 1937.....	2,353	87.8	Mai 1938.....	2,304	85.2
Juin 1937.....	2,463	89.3	Juin 1938.....	2,338	85.8
Juill. 1937.....	2,470	89.9	Juill. 1938.....	2,308	85.0
Août 1937.....	2,536	91.2	Août 1938.....	2,378	86.6
<b>Moyennes.....</b>	<b>2,277</b>	<b>85.9</b>	<b>Moyennes.....</b>	<b>2,356</b>	<b>86.4</b>

<sup>1</sup> Estimé sur la base du nombre d'employés ayant normalement des occupations rémunérées, les proportions d'employés parmi les unions ouvrières et la portée de ces facteurs sur l'emploiement général parmi les employés à gages dans le passé.

### Le syndicalisme ouvrier au Canada

Jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle on ne comptait au Canada qu'un petit nombre de syndicats ouvriers indépendants, dont la plupart se composaient d'ouvriers d'un même métier dans une localité. De 1850 à 1870 le syndicalisme au Canada manque encore d'unité d'action, bien qu'au cours de ces vingt années sa croissance, par groupes isolés, soit fortement stimulée par les progrès rapides du mouvement syndicaliste en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Les premières lois ouvrières, adoptées au Canada en 1872, sont basées en majeure partie sur des lois analogues en Angleterre. Simultanément les Etats-Unis fournissent au Canada son modèle de véritable organisation ouvrière et la plupart des unions locales canadiennes s'affilient aux unions centrales américaines de leurs métiers respectifs. Le Congrès des Métiers et du Travail, la plus ancienne organisation ouvrière fédérée du Canada, existe depuis plus de cinquante ans. Il groupe les ouvriers canadiens affiliés à des syndicats internationaux et agit comme leur représentant en matière de législation ouvrière.

En 1901, un certain nombre d'unions nationales connues plus tard sous le nom d'Unions Nationales Catholiques, sont organisées dans la province de Québec et en 1921 est institué un organisme central de ces unions sous le nom de Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada. La Fédération Canadienne du Travail, fondée en 1902, existe comme organisation indépendante pendant vingt-cinq ans. Elle a été récemment restaurée comme telle après avoir été affiliée pendant 10 ans au Congrès Pan-Canadien du Travail qui existe au Canada depuis 1927.

A la fin de 1937 le nombre total d'ouvriers syndiqués au Canada est de 384,619, comparativement à 322,473 à la fin de 1936. Les unions interna-



tionales ont 2,048 succursales au Canada avec un effectif global de 217,465. Les syndicats purement canadiens ont 1,210 locaux et un effectif global de 167,154.

### Différends industriels

Durant les onze mois (janvier à novembre inclusivement) de 1938 il y a eu 188 grèves et contre-grèves impliquant 24,929 ouvriers et causant une perte de 153,327 jours d'ouvrage. Il y a eu en 1937, 278 différends comprenant 71,905 ouvriers et entraînant une perte de temps de 886,393 jours de travail et, en 1936, 156 différends comprenant 34,812 ouvriers et causant une perte de temps de 276,997 jours de travail. La perte minimum en jours de travail, depuis l'inauguration de cette statistique en 1901, s'est produite en 1930, alors que 91,797 jours ont été perdus dans 67 différends intéressant 13,768 ouvriers. La perte maximum a été enregistrée en 1919, alors que 336 différends englobant 148,915 ouvriers causèrent la perte de 3,400,942 jours de travail.

### Mesures fédérales d'assistance au chômage, 1938

**Octrois d'assistance.** — D'après les stipulations de la loi d'assistance au chômage et à l'agriculture, 1938, dont l'administration est confiée au ministre du Travail, le Dominion continue de venir en aide à toutes les provinces excepté le Nouveau-Brunswick, dans l'accomplissement de leurs obligations relativement à l'octroi d'aide matérielle aux personnes nécessiteuses par voie d'octrois mensuels d'assistance. Comme le Nouveau-Brunswick ne distribue pas d'aide matérielle, le Dominion a convenu de contribuer un montant égal à celui qu'il aurait contribué par voie d'octrois mensuels d'assistance, si la chose avait été nécessaire, à ce qu'il en coûte à la province pour son vaste programme de travaux de secours.

Conformément aux recommandations de la commission nationale de placement, le paiement des octrois mensuels aux provinces est couvert par des ententes établissant les règles qui régissent l'octroi d'aide matérielle que contribue le gouvernement fédéral. Les ententes stipulent que pour la période d'avril à décembre 1938, inclusivement, le Dominion contribue aux dépenses en aide matérielle des provinces 35 p.c. dans le cas des Provinces des Prairies et 30 p.c. dans celui de la Colombie Britannique, de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard, ou un montant maximum par mois, celui qui sera le moindre. Les montants mensuels maximums stipulés par les accords sont les suivants: Île du Prince-Edouard, \$4,000; Nouvelle-Ecosse, \$17,500; Québec, \$400,000; Ontario, \$465,000; Manitoba, \$165,000; Saskatchewan, \$230,000; Alberta, \$125,000; Colombie Britannique, \$115,000. Les ententes stipulent qu'après le mois de septembre 1938 les montants maximums à fournir peuvent être sujets à révision de temps à autre, ces révisions devant être établies par ordre en conseil du gouvernement fédéral.

Pour les fins des ententes, le terme "aide matérielle" est défini comme signifiant soit nourriture, combustible, vêtement ou logement à des particuliers dans le besoin ou, sujet à l'approbation du ministre du Travail, le coût de la continuation de travaux ou de programmes de formation spéci-

fiquement désignés par les provinces ayant pour but de fournir auxdits particuliers lorsque y employés l'équivalent de nourriture, combustible, vêtement et logement qui autrement devraient être accordés à ces particuliers.

D'après les termes des ententes les provinces sont requises de maintenir des règlements de domicile tels que personne ne devienne inéligible à recevoir de l'aide matérielle pour avoir cessé d'habiter une municipalité ou sous une juridiction dans les limites de la province avant d'élire domicile dans une autre, et d'exiger de tous les postulants de secours matériels résidant dans des districts où il y a un bureau ou un représentant du Service de placement du Canada (à l'exception des fermiers et des gens engagés dans les travaux agricoles) une preuve de leur demande de travail audit service et de la détermination de leur employabilité par ledit service.

Il est de plus stipulé que la valeur maximum de l'aide matérielle, à laquelle le Dominion contribue, donnée à tout chef de famille ou autre individu, doit en elle-même, ou avec toute autre allocation pour fins d'aide matérielle accordée par la province ou une municipalité, être moindre que les gains normaux d'un ouvrier non spécialisé dans le district où réside le récipiendaire tels qu'établis en moyenne pour l'année précédant l'octroi de l'aide en question. A ce sujet, il est stipulé qu'en déterminant ledit maximum il faille tenir compte de la perte moyenne de temps et, pour ce qui est des chefs de famille, qu'ajustement soit fait pour les gains normaux des dépendants d'âge employable et d'employabilité déterminée.

Pour enlever aux récipiendaires d'aide matérielle la crainte qu'en acceptant de l'ouvrage éventuel ils aient à sacrifier la possibilité de recevoir de l'aide matérielle à l'avenir quand ils en auront encore besoin, et pour voir à ce que les ouvriers saisonniers fassent à même leurs gains raisonnables des économies suffisantes pour leur chômage saisonnier, les ententes stipulent que les provinces doivent exiger de certaines cités et villes désignées par les provinces de fournir pour chaque personne sous leur juridiction, qui cesse de recevoir de l'aide matérielle durant le terme de l'entente parce que cette personne entre dans la catégorie des travailleurs rémunérés, un état du taux de l'aide matérielle accordée avant ladite cessation et un budget raisonnable des dépenses d'un particulier ou d'une famille quand le chef a un travail rémunéré. Les provinces ont de plus convenu à cet égard d'exiger de toute personne demandant d'autre aide qu'elle fournisse un état bien certifié de ses gains à être rempli et signé par ses employeurs avant qu'il lui soit de nouveau permis de toucher une aide matérielle.

Il est stipulé que personne autre qu'un résidant du Canada ne peut être éligible à une aide matérielle et que personne, relativement à son éligibilité à une telle aide, ne soit désavantagé ou avantagé en raison de sa race, de ses croyances religieuses ou de ses affiliations politiques.

**Placement sur les fermes.** — Les ententes conclues avec les provinces de Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie Britannique en vertu de la loi sur le soulagement du chômage et l'assistance à l'agriculture, 1937, quant au placement sur les fermes de chômeurs qui autrement recevraient de l'aide, ont expiré le 31 mars 1938 de même que la législation qui en régissait l'exécution. Aux termes de la loi sur le soulagement du chômage

et l'assistance à l'agriculture, 1938, ces ententes à la demande des provinces ont été étendues jusqu'au 30 avril 1938. Au temps de cette rédaction, notamment le 1er octobre 1938, des ententes avec les quatre provinces de l'Ouest, en vigueur à partir du 1er octobre 1938 jusqu'au 31 mars 1939, étaient en cours de négociation, pourvoyant à la reprise du plan de placement sur les fermes, avec payement au particulier placé sur une ferme d'un taux égal à \$7.50 par mois à la fin de la période. Il est aussi pourvu à l'achat d'habits de travail convenables ne coûtant pas plus de \$3 par individu engagé, tandis que les frais nécessaires du transport des travailleurs jusque chez le fermier qui les emploie sont aussi payés en partie par le Dominion, aux termes de ces ententes. La base de la contribution du Dominion aux provinces en vertu des stipulations des ententes de placement sur les fermes doit être la même que celle des ententes de 1937, c'est-à-dire 50 p.c., la province payant toutes les dépenses d'administration. Le nombre le plus grand de placements en aucun mois en vertu des ententes de 1937 est celui de janvier 1938 (42,733 personnes). Ce nombre se décompose ainsi: Manitoba, 10,244; Saskatchewan, 26,772; Alberta, 5,439; et Colombie Britannique, 278.

**Plan de travaux supplémentaires.** — Il y a eu entente avec la Colombie Britannique, où les fermes n'ont pas assez d'étendue pour se prêter au plein développement du plan de placement sur les fermes, en vertu duquel le Dominion et la province participaient d'une part égale à fournir des travaux d'afforestation et de voirie à 4,640 personnes, du 1er novembre 1937 au 30 avril 1938.

**Etablissement de secours.** — Le Dominion continue de venir en aide au Québec, au Manitoba et à l'Alberta en établissant sur des terres, en vertu des accords d'établissement de secours en vigueur depuis 1932, des familles choisies qui autrement recevraient une aide matérielle. Un accord plus récent a été conclu entre le Dominion et la Saskatchewan pourvoyant à une contribution non recouvrable du tiers d'une somme ne dépassant pas \$1,000 par famille, pour l'établissement de familles choisies sur les terres en leur fournissant les moyens de se suffire à elles-mêmes. Cet accord, en vigueur depuis le 1er juin 1937, doit expirer le 31 mars 1941. Le nombre de familles et d'individus choisis et établis sur la terre en vertu des divers accords avec les provinces depuis 1932 s'établit comme suit: —

**Nombre de familles et de personnes établies sur la terre en vertu des ententes basées sur les lois de secours, jusqu'au 1er oct. 1938**

Province	Familles	Personnes	Province	Familles	Personnes
	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.
Nouvelle-Ecosse.....	343	2,154	Saskatchewan.....	939	4,604
Québec.....	2,767	16,849	Alberta.....	854	4,020
Ontario.....	606	2,990	Colomb. Britannique	52	255
Manitoba.....	1,387	6,823	<b>Totaux.....</b>	<b>6,948</b>	<b>37,725</b>

## Emploiment et chômage

**Chômage parmi les ouvriers syndiqués.** — La statistique mensuelle du chômage est compilée par le ministère du Travail; elle est basée sur les informations fournies par les unions ouvrières sur le nombre de chômeurs parmi leurs membres. Au cours des dix premiers mois de 1938, 1,886 syndicats déclarent un effectif global de 222,069 membres dont 28,203 sont à peu près sans travail, soit un pourcentage de chômage de 12·7 comparativement à 10·4, 13·2 et 15·7 pour les dix premiers mois des années 1937 1936 et 1935 respectivement.

**Demandes de travail, vacances et emplois procurés par le Service de Placement du Canada.** — Depuis l'adoption en 1918 de la loi de coordination des bureaux de placement le ministère fédéral du Travail, de concert avec les provinces, maintient des bureaux de placement locaux dans plusieurs endroits; le volume des affaires transignées par ces bureaux est interprété comme un indice des conditions actuelles du travail. Soixante-treize de ces bureaux avaient au 31 octobre 1938 reçu 636,266 demandes d'emploi, enregistré 318,376 vacances et procuré 301,442 emplois comparativement à 584,652 demandes d'emploi, 346,561 vacances et 321,318 emplois procurés au cours de la période correspondante de 1937.

**Commission nationale de Placement.** — La Commission nationale de Placement, constituée en 1936 à titre de corps consultatif pour le ministre du Travail, a présenté son dernier rapport le 26 janvier 1938 et sa dissolution a été annoncée bientôt après. Le rapport final de la Commission contenait entre autres les recommandations suivantes: continuation de l'enregistrement national mensuel et classification des chômeurs secourus; coordination des travaux des diverses agences gouvernementales et bénévoles qui administrent les secours aux chômeurs; corrélation des projets des travaux publics avec les autres formes d'assistance publique; institution de mesures tendant à la formation et à la réhabilitation des chômeurs nécessiteux; modernisation du Service de Placement du Canada.

**Enregistrement national.** — Lorsque la Commission nationale de Placement a suspendu ses activités le 1er février 1938, l'enregistrement national des personnes secourues, une initiative de la Commission, a été transféré à la branche d'enregistrement du ministère du Travail. Le premier enregistrement de toutes les personnes recevant des secours matériels (i.e., secours directs) des provinces et des municipalités où le Dominion contribue une part du coût de ces secours a été fait en septembre 1936 et les municipalités qui distribuent des secours ont envoyé depuis des rapports mensuels. De nouveaux enregistrements ont été faits en septembre 1937 et 1938.

En plus de fournir des données sur le nombre de secours, groupés en citadins et agriculteurs, l'enregistrement national a fourni des renseignements statistiques sur le degré d'aptitude au travail des adultes, l'état familial, l'âge, l'industrie, le métier et la date du dernier emploi, la durée des secours, etc.

L'enregistrement national a montré qu'en août 1938 il y avait 758,688 \* personnes secourus (i.e., particuliers sans soutien, chefs de famille et femmes et autres dépendants des chefs de famille), dont 471,099 étaient dans les villes et 287,589 à la campagne. Ces chiffres ne comprennent pas le nombre de personnes travaillant à gages à des travaux entrepris pour soulager le chômage. L'excédent de 744,234 \* représente l'augmentation comparativement à la même période de 1937; elle provient entièrement des campagnes de la Saskatchewan. Les secours aux citoyens accusent une diminution de 511,390 sur l'année dernière, tandis que les secours aux agriculteurs ont augmenté de 232,844; dans la Saskatchewan seule il y a eu augmentation de 184,380 à 249,817. Exception faite des agriculteurs, les secourus des villes âgés de 16 ans et plus déclarés pleinement employables sont en diminution dans tout le Canada, de 142,961 à 124,325. Les personnes pleinement employables se composent de chefs de famille, de particuliers sans personnes à charge et de personnes employables à charge des chefs de famille (autres que les femmes).

**Emploiement, 1937 et 1938.** — Le Bureau Fédéral de la Statistique publie une statistique mensuelle des effectifs des principaux employeurs du Dominion, et depuis 1920 le relevé porte sur les manufactures, l'abatage du bois, l'exploitation des mines, les transports, les communications, la construction et l'entretien, les services et le commerce. Ce relevé constitue un indice précieux de la situation commerciale. Au cours des onze premiers mois de 1938, une moyenne de 10,800 employeurs ayant, en moyenne, des personnels globaux de 1,067,400 ont fait rapport, comparativement à une moyenne de 10,200 établissements et à 1,079,100 employés pendant la même période de 1937. Il y a eu amélioration sur 1937 pendant les cinq premiers mois de 1938, mais la situation n'était pas aussi favorable pendant la dernière partie de l'année. Prenant la moyenne de 1926 comme 100, l'indice de l'emploiement pour la période allant du 1er janvier au 1er novembre 1938 a été de 111.6, soit un peu moins que celui de 113.4 l'année précédente; cependant, comparativement à 1936, il y a eu augmentation de 8.2 p.c. Le chiffre de 1938 est également plus élevé que celui des années 1931-36.

**Emploiement par région économique.** — Dans le Québec et les Provinces des Prairies, l'activité industrielle a été un peu plus grande pendant la période du 1er janvier au 1er novembre 1938 que pendant les mêmes mois de 1937, mais ailleurs elle a été moins grande. Dans les cinq régions économiques le volume de l'emploiement était plus considérable qu'en 1936 et les années qui précèdent immédiatement. Les indices mensuels pour les cinq régions économiques en 1938, avec les moyennes annuelles depuis 1929, sont consignés au tableau ci-dessous.

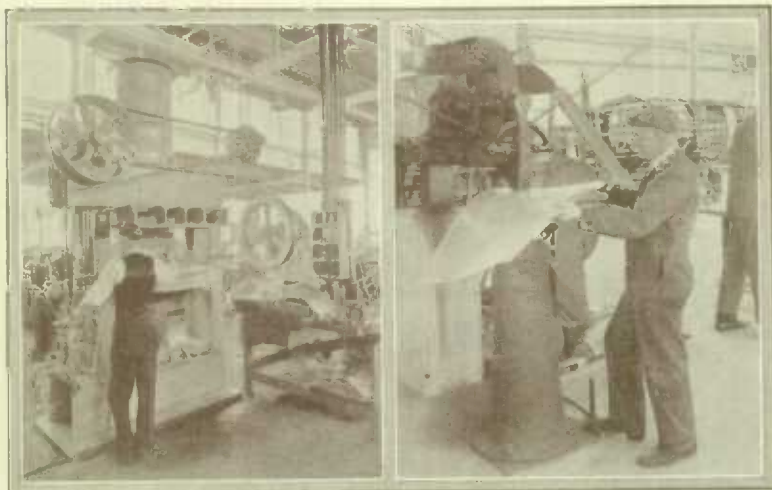
---

\* Non compris les chiffres du Nouveau-Brunswick, qui a substitué un programme de travaux à l'assistance matérielle.

### Nombres-indices de l'emploiement d'après les rapports des employeurs, par région économique, le 1er de chaque mois

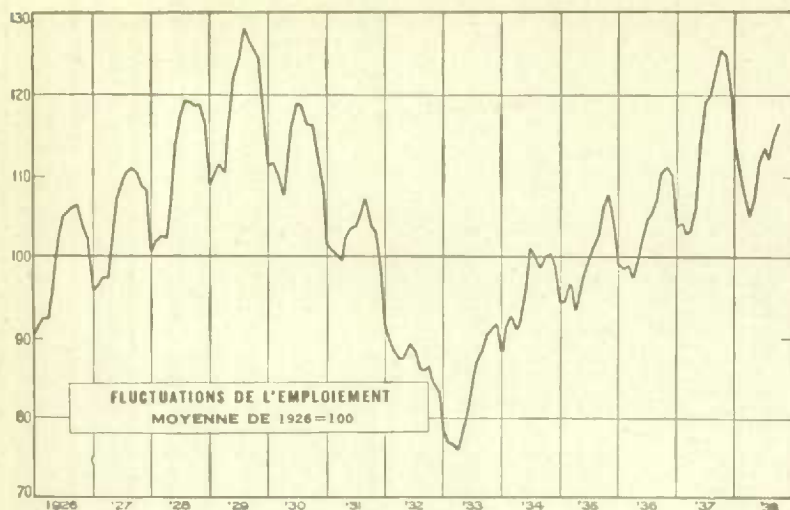
NOTA.—Ces indices sont calculés d'après la moyenne de l'année civile 1926=100. La pondération attribuée à chaque région est part d'employés occupés dans tout le Dominion le 1er novembre 1938 selon les rapports des employeurs.

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie Britannique	Canada
<b>Moyennes, 1929.....</b>	<b>111.8</b>	<b>113.4</b>	<b>123.1</b>	<b>126.3</b>	<b>111.5</b>	<b>119.0</b>
<b>Moyennes, 1930.....</b>	<b>118.3</b>	<b>110.3</b>	<b>114.6</b>	<b>117.1</b>	<b>107.9</b>	<b>113.4</b>
<b>Moyennes, 1931.....</b>	<b>108.1</b>	<b>109.9</b>	<b>101.9</b>	<b>111.5</b>	<b>95.5</b>	<b>102.5</b>
<b>Moyennes, 1932.....</b>	<b>92.2</b>	<b>85.5</b>	<b>88.7</b>	<b>90.0</b>	<b>80.5</b>	<b>87.5</b>
<b>Moyennes, 1933.....</b>	<b>85.3</b>	<b>82.0</b>	<b>84.2</b>	<b>86.2</b>	<b>78.0</b>	<b>83.4</b>
<b>Moyennes, 1934.....</b>	<b>101.0</b>	<b>91.7</b>	<b>101.3</b>	<b>90.0</b>	<b>90.4</b>	<b>96.0</b>
<b>Moyennes, 1935.....</b>	<b>103.7</b>	<b>95.4</b>	<b>103.3</b>	<b>95.2</b>	<b>97.7</b>	<b>99.4</b>
<b>Moyennes, 1936.....</b>	<b>109.4</b>	<b>100.7</b>	<b>106.7</b>	<b>99.3</b>	<b>101.1</b>	<b>103.7</b>
<b>1937—</b>						
1er novembre.....	127.3	130.5	130.4	106.2	111.5	125.2
1er décembre.....	122.5	129.6	125.8	100.5	107.5	121.6
<b>Moyennes, 12 mois.....</b>	<b>121.0</b>	<b>115.4</b>	<b>118.3</b>	<b>99.3</b>	<b>106.8</b>	<b>114.1</b>
<b>1938—</b>						
1er janvier.....	115.8	119.7	117.5	96.2	97.8	113.4
1er février.....	112.3	114.5	116.2	91.7	96.4	110.4
1er mars.....	108.3	110.1	113.7	92.2	96.2	107.8
1er avril.....	103.6	107.4	109.6	89.4	100.2	105.0
1er mai.....	107.3	112.6	109.9	91.5	102.8	107.4
1er juin.....	110.9	120.4	112.5	97.0	105.1	111.9
1er juillet.....	116.7	119.9	114.0	99.8	108.0	113.5
1er août.....	112.6	117.8	111.2	104.9	107.1	112.1
1er septembre.....	113.2	118.1	115.0	112.2	112.0	115.1
1er octobre.....	114.5	121.6	115.8	113.2	111.3	116.7
1er novembre.....	112.6	119.7	115.0	108.1	107.5	114.6
<b>Moyennes, 11 mois.....</b>	<b>111.6</b>	<b>116.5</b>	<b>113.7</b>	<b>99.7</b>	<b>104.0</b>	<b>111.6</b>
Pondération relative par région économique, le 1er novembre 1938.....	7.5	30.7	40.9	12.5	8.4	100.0



Le standard des conditions de travail dans les fabriques canadiennes est maintenu par la législation provinciale et une inspection soigneuse. L'illustration de gauche montre un artisan actionnant une presse hydraulique pour l'étampage des fuselages d'aéroplanes, etc.; à droite des dessous de flotteurs façonnés avec un marteau mécanique.

Photo de la Fairchild Aircraft Limited.



**Emploiement par ville.** — La situation signalée dans la plupart des principales villes industrielles n'est pas aussi favorable qu'en 1937: Montréal et Québec seulement ont accusé une amélioration. Par contre, à Toronto, Ottawa, Hamilton, Windsor, Winnipeg et Vancouver l'emploiement était plus calme que l'année précédente. En général, l'activité a été plus grande qu'en 1936.

**Emploiement par industrie.** — Pour les mois allant du 1er janvier au 1er novembre 1938, l'indice des manufactures en général, (1926 = 100), a été en moyenne de 111.1, soit un peu inférieure à celui de 114.3 pour la même période de 1937, lorsque la situation a été meilleure qu'en toute autre année depuis 1930. La plupart des divisions de l'industrie manufacturière ont déclaré qu'en 1938 l'emploiement était plutôt inférieur au niveau exceptionnellement élevé de 1937, mais l'indice était supérieur à celui de 1936 dans la plupart des branches de la manufacture, particulièrement dans les aliments, (produits végétaux et animaux), les métaux non ferreux, les métalloïdes, les produits en caoutchouc, les appareils électriques et les produits chimiques.

Parmi les industries non manufacturières, l'abatage du bois signale un ralentissement en 1938, après l'activité exceptionnelle de 1937; l'emploi dans l'industrie des transports et communications a un peu diminué par comparaison à 1937 mais il a augmenté par comparaison à 1936. La construction et les services ont déclaré une activité plus grande qu'en 1937 ou 1936, tandis que pour le commerce l'indice moyen des onze premiers mois de 1938 était presque le même que celui de la même période l'année précédente et supérieur à celui de 1936. En général, l'exploitation minière a été plutôt plus vive qu'en 1937 et a fourni beaucoup plus d'emploi qu'en toute année précédente de l'histoire.

**Nombres-indices de l'emploiement d'après des données des patrons,  
par industrie, le 1er de chaque mois**

Année et mois	Manu- factures	Coupe et flottage du bois	Mines	Com- muni- cations	Trans- ports	Con- struc- tion et entre- tien	Services	Com- merce	Toutes indus- tries
1929—Moyennes...	117.1	125.8	120.1	120.6	109.7	129.7	130.3	126.2	119.0
1930—Moyennes...	109.9	109.0	117.8	119.8	104.6	129.5	131.6	127.7	113.4
1931—Moyennes...	95.3	60.1	107.7	104.7	95.8	131.4	124.7	123.6	102.5
1932—Moyennes...	84.4	42.6	99.2	93.5	84.7	86.0	113.6	116.1	87.5
1933—Moyennes...	80.9	66.5	97.5	83.9	79.0	71.6	106.7	112.1	83.1
1934—Moyennes...	90.2	124.7	110.8	79.1	80.3	109.3	115.1	117.9	96.0
1935—Moyennes...	97.1	126.9	123.3	79.8	81.2	97.8	118.2	122.1	99.4
1936—Moyennes...	103.4	139.7	136.5	81.0	84.1	88.2	124.5	127.4	103.7
1937—									
1er novembre...	119.0	306.3	161.1	88.9	87.2	131.7	131.0	137.0	125.2
1er décembre...	116.3	355.4	162.3	85.9	84.1	104.2	130.6	139.6	121.6
Moyennes— 12 mois.....	114.4	189.3	153.2	85.4	85.2	99.5	130.2	132.1	114.1
1938—									
1er janvier.....	108.6	323.6	155.2	85.1	82.0	81.9	132.5	141.7	113.4
1er février.....	110.3	290.7	154.3	82.9	79.6	71.6	128.4	127.9	110.4
1er mars.....	110.5	212.7	153.9	82.2	79.0	71.4	127.1	126.0	107.8
1er avril.....	110.8	115.0	151.3	82.5	78.5	71.6	129.8	127.1	105.0
1er mai.....	110.6	97.5	149.7	82.5	83.9	88.2	131.9	131.3	107.4
1er juin.....	112.3	93.6	153.3	84.7	84.9	114.5	135.3	131.5	111.9
1er juillet.....	111.8	86.1	154.5	87.2	86.3	124.9	146.1	133.3	113.5
1er août.....	110.0	59.6	153.6	88.2	86.9	128.0	143.5	132.1	112.1
1er septembre...	113.8	58.6	157.4	88.3	88.7	133.8	146.7	131.0	115.1
1er octobre.....	112.5	78.8	160.8	87.2	90.1	143.5	136.1	134.5	116.7
1er novembre...	110.9	130.8	163.4	85.5	87.9	122.5	132.8	135.6	114.6
1er décembre...	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moyennes— 12 mois.....	111.1	149.6	155.2	85.1	84.3	104.7	135.5	132.0	111.6
Pondération rela- tive par indus- trie, le 1er dé- cembre 1938....	51.4	3.4	6.9	2.1	9.6	13.4	2.6	10.6	100.0

<sup>1</sup> Voir la note au haut du tableau de la p. 166.

## Pensions de vieillesse et pensions aux aveugles

**Loi des pensions de vieillesse, 1927.**— Cette loi pourvoit à l'établissement d'un système provincial non contributoire de pensions de vieillesse dans toute province ayant adopté une législation spéciale à cet effet. La tâche d'effectuer le paiement des pensions incombe aux provinces, le gouvernement fédéral remboursant trimestriellement chacune d'elles jusqu'à concurrence de 75 p.c.\* du coût net des pensions. Toutes les provinces procèdent maintenant d'après cette entente. Les pensions de vieillesse existent également dans les territoires du Nord-Ouest. Le Commissaire de l'Or du Yukon a été autorisé en 1927 à conclure une entente avec le gouvernement fédéral dans le but de faire bénéficier ce territoire des dispositions de la loi des pensions de vieillesse, mais la loi n'y a pas encore été appliquée.

\* La loi de 1927 stipulait que la proportion payée par le Dominion serait de la moitié, mais à la deuxième session du dix-septième parlement, la part du fédéral a été portée à 75 p.c.; cette majoration devint effective à partir du 1er novembre 1931.



## Relevé des pensions de vieillesse au Canada, le 30 juin 1938

Province	Date de la mise en vigueur	Nombre de pensionnaires	Moyennes mensuelles	Contributions du gouvernement fédéral du 1er avril au 30 juin 1938	Contributions du gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi
			\$	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	1er juill., 1933...	1,833	10-00	43,490	723,337
Nouvelle-Ecosse.....	1er mars, 1934...	13,846	14-69	461,085	7,272,977
Nouveau-Brunswick.....	1er juill., 1936...	11,261	13-79	350,417	2,552,398
Québec.....	1er août, 1936...	47,096	17-86	1,891,223	12,422,571
Ontario.....	1er nov., 1929...	57,884	18-50	2,359,602	61,208,963
Manitoba.....	1er sept., 1928...	11,850	18-65	491,166	13,192,773
Saskatchewan.....	1er mai, 1928...	11,789	16-47	448,800	11,890,458
Alberta.....	1er août, 1929...	9,869	18-35	402,789	8,457,931
Colombie Britannique.....	1er sept., 1927...	11,843	19-19	506,858	12,419,884
Territoire du Nord-Ouest.....	25 janv., 1929...	8	20-00	520	13,563
<b>Totaux.....</b>	-	<b>177,285</b>	-	<b>6,955,970</b>	<b>130,334,855</b>

**Pensions aux aveugles.** — En vertu d'une modification apportée à la loi des pensions de vieillesse, le 31 mars 1937, une pension est payable sous certaines conditions à toutes les personnes aveugles ayant atteint l'âge de 40 ans. Le maximum de pension payable à un aveugle est de \$240 par an. Pour les aveugles célibataires, veufs ou veuves sans enfants et qui touchent un revenu annuel de plus de \$200, cette pension est sujette à la réduction du montant dépassant \$200. Dans le cas d'aveugles mariés, veufs ou veuves avec un ou plusieurs enfants, la réduction ne comprend que l'excédent d'un revenu annuel de \$400. La loi pourvoit également au paiement d'une pension réduite à une personne aveugle qui épouse une autre personne aveugle après l'entrée en vigueur de la loi.

Les pensions aux aveugles sont administrées par les autorités provinciales en vertu d'accords intervenus entre les lieutenants-gouverneurs des provinces et le Gouverneur en conseil. Le gouvernement fédéral assume 75 p.c. du montant net payé par les provinces pour pensions aux aveugles. Les opérations jusqu'au 30 juin 1938 sont consignées au tableau ci-dessous.

## Relevé des pensions aux aveugles, le 30 juin 1938

Province	Date de la mise en vigueur	Nombre de pensionnaires	Moyennes mensuelles	Contributions du gouvernement fédéral du 1er avril au 30 juin 1938	Contributions du gouvernement fédéral depuis l'adoption de la loi
			\$	\$	\$
Ile du Prince-Edouard.....	1er déc., 1937.....	64	14-14	1,688	2,348
Nouvelle-Ecosse.....	1er oct., 1937.....	314	18-96	18,031	30,615
Nouveau-Brunswick.....	1er sept., 1937.....	298	19-53	21,859	30,853
Québec.....	1er oct., 1937.....	996	19-47	59,582	116,611
Ontario.....	1er sept., 1937.....	902	19-51	52,336	90,872
Manitoba.....	1er sept., 1937.....	153	18-94	8,104	14,516
Saskatchewan.....	1er nov., 1937.....	86	19-94	7,443	9,221
Alberta.....	7 mars, 1938.....	70	19-34	2,074	2,074
Colombie Britannique.....	1er déc., 1937.....	168	19-34	9,018	12,044
<b>Totaux.....</b>	-	<b>3,051</b>	-	<b>180,735</b>	<b>309,154</b>

## CHAPITRE XVII INSTRUCTION



L'entrée principale de Macdonald Hall, collège  
Macdonald, Ste-Anne-de-Bellevue, Québec.

En vertu de la constitution canadienne, l'instruction publique, à l'exception des écoles des Indiens, relève des gouvernements provinciaux. Chaque province a maintenant un système d'écoles élémentaires et secondaires, en majeure partie financé par des autorités scolaires locales (au nombre d'environ 23-500) et aidé par des octrois provinciaux. Depuis 1913 le gouvernement fédéral a accordé certains subsides aux provinces pour l'instruction, d'abord pour favoriser l'enseignement agricole et plus tard l'éducation technique, et, en 1937, pour l'in-

struction des jeunes sans-travail. Même en dépit de l'assistance provinciale et fédérale, plus de 80 p.c. du coût d'entretien des écoles est défrayé par les autorités scolaires locales, les revenus provenant presque entièrement de la taxe foncière.

Il y a des écoles privées dans toutes les provinces, c'est-à-dire, des écoles qui ne sont pas administrées par des commissions électives ou nommées par les pouvoirs publics, et qui ne sont pas soutenues à même les fonds publics, mais leur inscription ne s'élève qu'à environ 4 p.c. du total. Dans le domaine de l'instruction supérieure six provinces entretiennent chacune une université. Chacune des trois autres a un ou plusieurs collèges soutenus à même les fonds de la province. Mais dans la plupart des provinces il y a un nombre considérable d'étudiants dans les collèges privés, dotés ou confessionnels.

Comme les systèmes d'instruction sont différents dans les neuf provinces, elles ne manquent pas d'occasions de bénéficier de l'expérience des autres dans le domaine éducationnel. Il existe plusieurs associations éducationnelles qui ont des ramifications dans tout le Dominion et rendent possibles les échanges de vue en matière d'expérience: l'Association d'Education du Canada et Terre-Neuve, la Fédération Canadienne

de Professeurs, la Conférence nationale des universités canadiennes, The Canadian Federation of Home and School Associations, l'Association canadienne pour l'instruction des adultes, etc. Les discussions soutenues à leurs dernières assemblées font voir quelques-uns des problèmes qui généralement arrêtent leur attention dans le domaine de l'instruction canadienne.

Pendant plusieurs années il ne s'est pas tenu une seule assemblée importante où l'on n'a pas pris en considération l'inégalité des facilités de l'instruction dans les diverses régions et les larges variations locales dans le fardeau de l'entretien des écoles résultant de la situation de chaque agglomération rurale de quelques familles qui est, dans la plupart des provinces, responsable de la plus grande partie de ses frais scolaires. Il est même affirmé que quelques agglomérations sont incapables de trouver l'argent leur permettant de maintenir leurs écoles à un standard minimum, bien que leurs taxes scolaires représentent une plus forte proportion de leurs revenus que dans les centres pourvus de services scolaires idéaux. Pour y remédier il faudrait répartir les frais scolaires sur de plus vastes territoires, il est proposé le plus souvent que ces territoires soient régionaux ou provinciaux mais le bref que la Fédération Canadienne des Instituteurs a présenté à la commission royale sur les relations fédérales-provinciales proposait que le Gouvernement fédéral subventionnât les écoles. Il s'est fait des progrès notoires dans l'érection de plus vastes districts pour l'administration financière des écoles en Alberta et en Colombie Britannique, ces deux ou trois dernières années.

Un problème recevant beaucoup d'attention est la réorganisation de l'instruction post-élémentaire qui est devenue nécessaire, vu que la proportion des jeunes gens restant à l'école au delà des années de cours élémentaire a remarquablement augmenté. L'espace ne permet pas d'énumérer ici les changements qui se produisent, mais l'*Aperçu Annuel sur l'Éducation au Canada*, publié par le Bureau Fédéral de la Statistique,\* contient la bibliographie des ouvrages canadiens sur l'instruction et le répertoire des périodiques pédagogiques publiés au Canada, qui font mention des œuvres qu'il faut consulter pour étudier à fond ce problème et beaucoup d'autres.

Le nombre décroissant des jeunes enfants est un facteur qui a accentué le problème des ajustements entre l'enseignement élémentaire et l'enseignement secondaire. Le nombre d'enfants au pays a cessé d'augmenter pendant quelques années. Les enfants au-dessous de dix ans sont moins nombreux que ceux du groupe de 10 à 19 ans, et cette situation a contribué à la disproportion relative dans les écoles post-élémentaires. Elle a également concouru à une surabondance d'instituteurs et institutrices ces dernières années, mais elle n'en est nullement la cause totale.

Moins d'institutrices ont abandonné l'enseignement pour d'autres emplois ou se marier pendant les années de dépression et d'anciens instituteurs sont revenus à leur profession après s'être occupés à d'autres travaux pendant quelques temps. Ceci se reflète dans les proportions d'instituteurs et d'institutrices: depuis quatre ans le nombre d'institu-

\* S'adresser à l'Imprimeur du Roi, prix \$0.50.

teurs a augmenté d'environ 3,500, tandis que celui des institutrices a diminué de 800. Toutefois, moins de jeunes gens se préparent à l'enseignement depuis 1933 et le surplus est réduit graduellement.



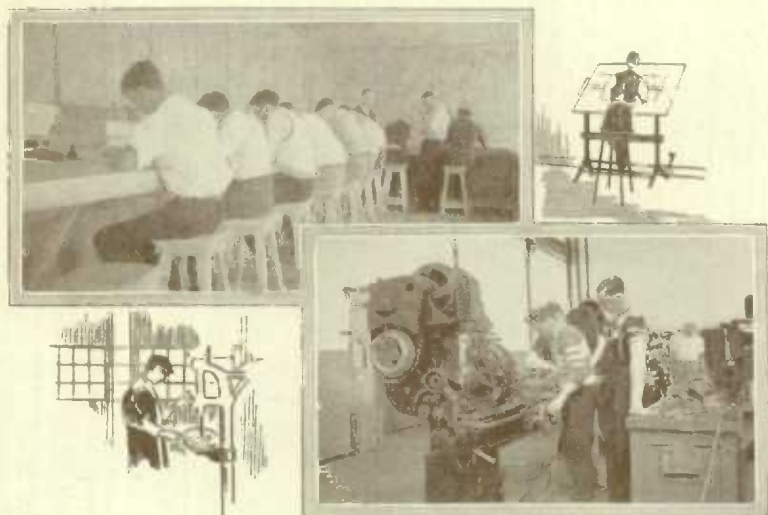
Une classe de lycée junior au travail dans la bibliothèque du lycée de Winnipeg.—À cette école chaque classe a chaque semaine 45 minutes de bibliothèque, pratique qui se répand dans les écoles intermédiaires et secondaires du Canada. Les écoles secondaires emploient continuellement un plus grand nombre de bibliothécaires qualifiés au nombre de leurs instituteurs. Dans quelques villes l'institutrice d'une école sans bibliothèque conduit sa classe à la bibliothèque publique, et dans d'autres écoles le spécialiste en littérature pour enfants est délégué par la bibliothèque publique pour donner des conférences à l'école sur le choix et l'usage des livres.

*Photo de la Robert H. Smith School, Winnipeg.*

Les cours par correspondance pour les enfants vivant dans les districts éloignés des écoles constituent un autre service spécial offert par les ministères de l'Éducation dans six des neuf provinces. Dans la Saskatchewan, les leçons par correspondance du ministère viennent en aide à plus de 6,000 enfants qui poursuivent leurs études secondaires dans de petites écoles rurales. L'Ontario dirige un genre d'école unique, dans ses wagons-écoles, pour les enfants dans les régions du nord. Dans plusieurs cas les cours par correspondance sont suivis par des enfants infirmes, incapables de fréquenter l'école. Les grandes cités de la plupart des provinces dirigent des classes spéciales dans les écoles ordinaires pour les enfants arriérés et, dans quelques cas, pour les enfants dont l'ouïe ou la vue sont défectueuses, ou qui sont affectés d'autres tares physiques. Cet aspect du système éducationnel est particulièrement bien développé

dans l'Ontario, où il s'étend aux agglomérations rurales. Dans toutes les provinces les enfants aveugles ou muets reçoivent leur instruction dans des pensionnats spéciaux aux frais de la province. Les provinces dirigent également des institutions pour les enfants faibles d'esprit et pour les incorrigibles.

Les enfants des indigènes reçoivent leur instruction dans des écoles spéciales administrées par le gouvernement fédéral; la fréquentation y est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. A peu près la moitié des 18,000 enfants indigènes sont inscrits dans les internats dirigés par les organisations ecclésiastiques, où l'assiduité peut être plus régulière et la formation plus complète que dans les petites écoles du jour. On attache une importance particulière à l'enseignement des métiers dans les plus grandes écoles.



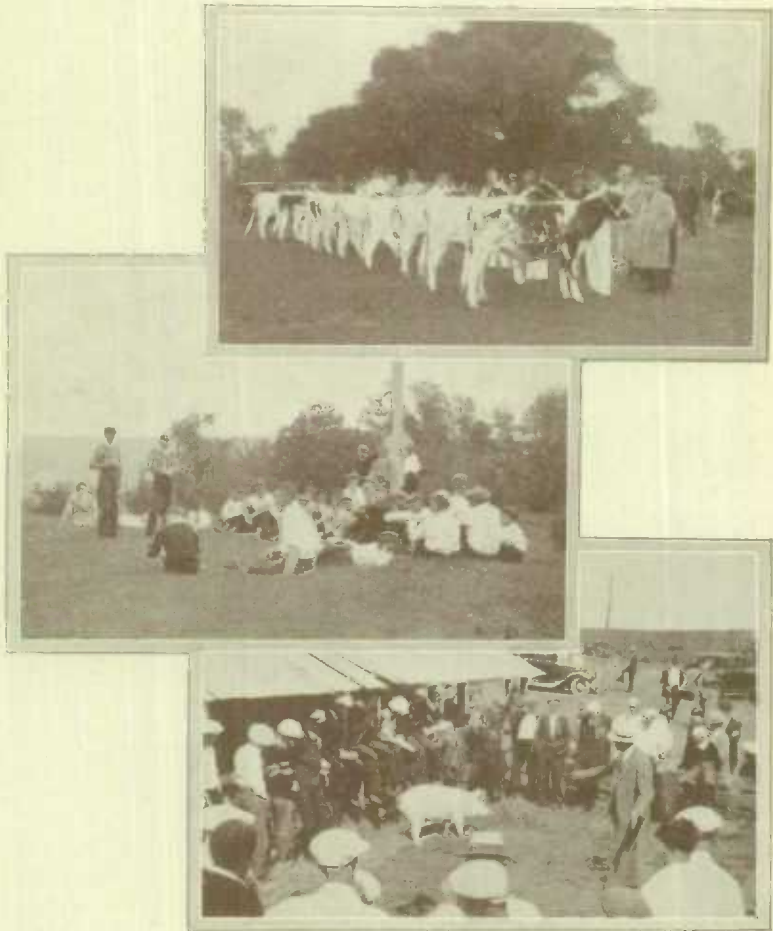
Enseignement des métiers.—Par une entente entre un lycée du Manitoba et une papeterie locale les élèves apprennent le dessin mécanique à l'école et se familiarisent avec les machines aux ateliers de la papeterie.

*Photo de J. Bruce Day, Pine-Falls, Manitoba.*

La formation technique et professionnelle continue de recevoir beaucoup d'attention dans la plupart des grandes villes, mais trois provinces—le Manitoba, la Nouvelle-Ecosse et l'Île du Prince-Édouard—ne possèdent pas encore d'écoles techniques de jour dans le domaine des études secondaires. Tout indique également que les éducateurs deviennent de plus en plus convaincus qu'il ne suffit pas de donner des cours techniques, mais qu'il devrait y avoir un lien plus étroit entre les écoles et l'industrie, avec l'orientation professionnelle pour les jeunes gens quand ils fréquentent l'école. Depuis quelque temps, l'orientation occupe une place bien nette dans les programmes d'études secondaires de la Colombie Britannique et de l'Alberta et fait l'objet de l'attention d'un nombre

grandissant d'instituteurs par l'entremise de l'Ontario Vocational Guidance Association.

L'enseignement agricole dans les internats n'est pas aussi répandu que dans certains pays. Au Danemark, par exemple, dont la population est à peu près la même que celle de l'Ontario, il y a 21 écoles de ce genre où vont de 2,500 à 3,000 élèves par année, en plus des 59 écoles



Les cercles de jeunes fermiers et fermières sont un type précieux d'enseignement agricole. Ce travail a été systématisé sur une échelle nationale depuis 1931 par le Conseil Canadien des Cercles de Jeunes Fermiers, avec quartiers généraux à Ottawa. Le nombre de cercles a doublé. Il est maintenant de 2,400 qui comptent plus 35,000 membres. Les clubs de jeunes éleveurs sont les plus nombreux, mais il y a aussi des cercles de jardinage et d'arts ménagers. (1) Génisses élevées par les jeunes membres d'un club laitier du Québec. (2) Assemblée en plein air d'un cercle. (3) Une démonstration sur les porcs à bacon donnée à un club de jeunes éleveurs de l'Alberta.

*Photos d'Alex. E. MacLaurin, Ottawa.*

secondaires pour adultes (également des internats) avec une fréquentation de 6,500 élèves recrutés principalement parmi la jeunesse agricole. L'inscription totale dans les internats agricoles de tout le Canada se chiffre à environ 800, y compris l'inscription au cours pour l'obtention d'un diplôme dans les collèges agricoles.

Naturellement, l'agriculture est enseignée dans les écoles ordinaires du jour, et il n'y a pas d'autre profession, sauf peut-être l'enseignement ménager, pour laquelle les gouvernements du Canada opèrent un aussi grand nombre de services extra-scolaires, que pour l'agriculture. Les cours abrégés des ministères provinciaux des mines pour les prospecteurs sont fréquentés chaque année par environ 5,000 hommes, mais les cours abrégés pour les cultivateurs, leurs femmes et leurs enfants, d'une durée variant de quelques semaines à plusieurs semaines, sont fréquentés par plusieurs fois ce nombre. Par ailleurs, ces cours ne forment en aucune façon le seul type de service pédagogique opéré par les branches d'extension des ministères de l'Agriculture et des collèges agricoles, comme on peut le voir par les illustrations ci-dessous représentant l'activité des cercles de jeunes cultivateurs.

Dans le domaine universitaire il n'y a presque pas eu de changements dans la fréquentation totale depuis plusieurs années, contraste frappant avec les premières années de l'après-guerre quand l'augmentation a été très rapide. De nos jours la proportion des jeunes gens qui reçoivent au Canada des degrés universitaires s'établit à près de 3 p.c.; elle est d'environ 4 p.c. chez la jeunesse masculine et de 1½ p.c. chez les jeunes filles. La proportion de ceux qui obtiennent des degrés dans les Arts ou dans les Sciences est presque le double d'il y a quinze ans, mais dans plusieurs des professions l'augmentation ne s'établit pas en raison directe de l'augmentation de la population, et dans quelques-unes le nombre des gradués par année est de beaucoup inférieur à ce qu'il était. La population est plus nombreuse par médecin et par ministre du culte qu'elle ne l'était la génération précédente, et dans quelques provinces elle est presque le double de ce qu'elle est dans d'autres. Le nombre des vétérinaires a diminué, alors que le nombre des bestiaux augmente toujours.

Quelques-unes des augmentations les plus rapides dans le monde professionnel sont constatées dans les nombreuses branches du génie. Les Canadiens de naissance fournissent à peine plus de la moitié des ingénieurs miniers, des ingénieurs mécaniciens ou des ingénieurs électriciens, des dessinateurs, des traceurs et des architectes, et environ les deux tiers seulement de la demande d'ingénieurs civils, d'arpenteurs, de chimistes, d'analystes et de métallurgistes. Les Iles Britanniques ont fourni le gros de l'apport des pays étrangers et les Etats-Unis, plus que toute l'Europe continentale. L'Europe a fourni surtout des ministres du culte, des artistes et des musiciens au contingent des professionnels canadiens, et c'est seulement dans ces domaines que son apport dépasse celui des Etats-Unis. Toutefois, sous le rapport de l'origine raciale, la musique et les arts sont les deux carrières les plus 'anglaises' de toutes les professions canadiennes, et celle de la théologie est par contre la plus 'fran-

gaise'. Le journalisme est l'une des professions les plus 'britanniques', c'est-à-dire que les personnes d'origine anglaise, irlandaise ou écossaise tiennent, comme groupe, dans la profession du journalisme une part de beaucoup plus importante que dans les autres professions. Si l'on considère l'ensemble des professions, les personnes nées dans les Iles Britanniques occupent plus que la part qui leur reviendrait dans les professions, c'est-à-dire que leur proportion, en fonction du total, est considérablement plus forte que dans les autres carrières, tandis que c'est le contraire chez les immigrés européens. Le Bureau Fédéral de la Statistique a publié en 1937 sous le titre de *Offre et Demande dans les Professions au Canada* un relevé général des carrières professionnelles auxquelles prépare la formation universitaire.

Dans le domaine de l'instruction des adultes, des progrès notables ont été faits en 1936 et 1937. L'Association canadienne pour l'instruction des adultes a engagé un directeur à temps entier, et les classes de la Workers' Educational Association, autrefois confinées à l'Ontario, ont été organisées dans toutes les autres provinces, excepté deux. L'assistance aux classes du soir dans les écoles techniques accuse des augmentations considérables après avoir baissé les premières années de la présente décade. Une ligue pour l'instruction des adultes a été formée dans l'Île du Prince-Edouard en relation étroite avec le système provincial de bibliothèques; ses méthodes d'opération ressemblent à celles du système maintenant bien établi des cercles d'études de la Nouvelle-Ecosse dont le centre se trouve à l'Université Saint-François-Xavier. Le Nouveau-Brunswick a fait des débuts substantiels dans le même genre d'instruction pour adultes. L'œuvre établie par les départements extra-muraux des universités s'est maintenue, et certains nouveaux services ont été mis à l'essai, tels que des cours d'été sur la vie rurale, en Alberta.

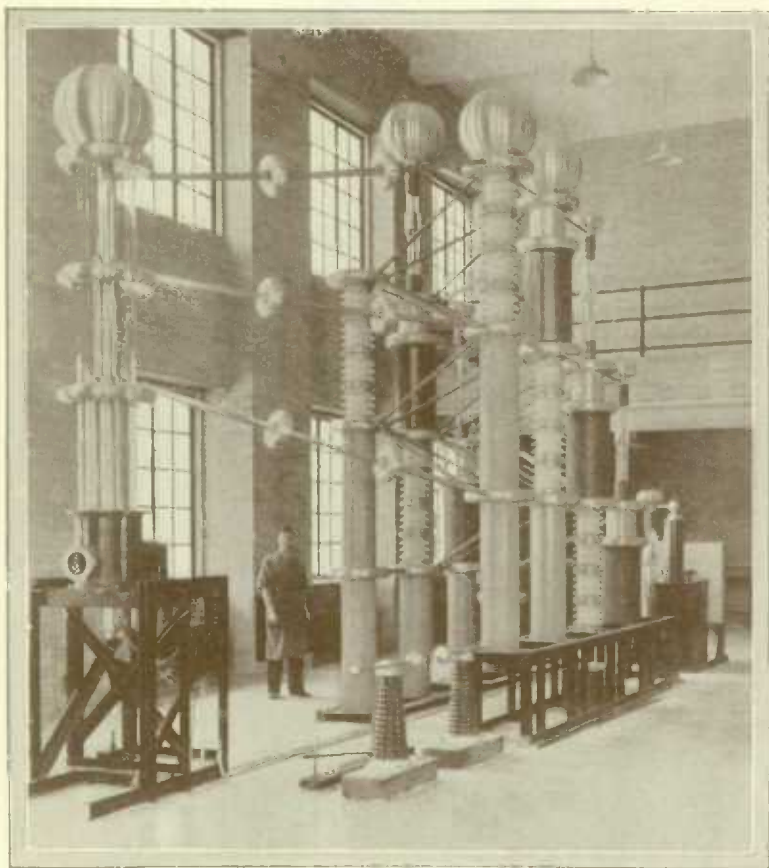


## CHAPITRE XIX

### STATISTIQUES DIVERSES

#### Le Conseil National de Recherches

Le Conseil National de Recherches se compose actuellement de 15 membres choisis pour des termes de trois ans parmi des hommes éminents dans les travaux scientifiques dans les universités ou l'industrie canadiennes. D'après la loi le Conseil est tenu de se réunir au moins quatre fois par année, à Ottawa. Un président, nommé par le gouverneur en conseil pour un certain nombre d'années, fait rapport directement au comité du Conseil privé sur les recherches scientifiques et industrielles,



Une installation de rayons X de 600,000 volts.—C'est une partie de l'outillage pour l'inspection des coulages et des soudages dans la construction des avions.

dont le ministre du Commerce est le président. Toutes les parties du Canada sont largement représentées parmi les membres du Conseil qui comprend des personnes faisant autorité en matières scientifiques, industrielles, commerciales et financières.

Sauf l'administration, qui a une organisation à peu près identique à celle d'un ministère du Gouvernement, le personnel du Conseil est réparti dans un certain nombre de divisions ayant chacune à leur tête un directeur. Les divisions de biologie et d'agriculture, de chimie, de physique et de génie électrique, de génie mécanique (y compris l'hydraulique et l'aéronautique) sont chargées des travaux techniques dans les domaines indiqués par leurs désignations. Les dispositions ont été prises pour qu'il y ait la plus intime collaboration entre toutes les branches intéressées à tout problème particulier et pour le recueil, la collection et la publication des renseignements scientifiques, de même que pour l'organisation générale des recherches de laboratoire et des enquêtes coopératives par l'intermédiaire de comités. Une bibliothèque nationale d'ouvrages scientifiques de références est en formation.

Afin de coordonner les travaux de tous les organismes canadiens de recherches intéressés à des problèmes spécifiques ou à des groupes spécifiques de problèmes, un certain nombre de comités associés ont été établis. Ces comités ont été organisés soit à cause du besoin d'efforts concertés sur un problème, soit pour étudier les besoins et les facilités de recherches dans un domaine particulier et l'établissement subséquent d'un programme pour satisfaire les besoins des facilités existantes de la façon la plus efficace. Grâce à cette directive des centaines d'hommes ayant une formation scientifique ou industrielle se sont associés au Conseil dans les travaux auxquels cette formation pouvait être le plus utile, et ont groupé leur savoir sans réserve. La réussite des comités associés est un monument à la bonne volonté et aux efforts généreux des techniciens canadiens.

Le Conseil a aussi développé un système de recherches assistées afin d'utiliser les facilités de recherche dont disposent un certain nombre d'universités canadiennes. Des projets importants qui ne pourraient autrement être entrepris se poursuivent de la sorte sous la direction compétente de membres des personnels enseignants d'université.

L'encouragement à la formation de post-gradués en recherches scientifiques est surtout donné aux écoles conduisant aux diplômés universitaires sous forme de bourses annuelles accordées par le Conseil.

Les détails des diverses recherches qui se poursuivent dans les différentes divisions des laboratoires à Ottawa et des projets assistés financièrement sont consignés au rapport annuel publié par le Conseil sur ses activités et dans des bulletins sur des sujets spéciaux. Le *Journal Canadien des Recherches*, une publication mensuelle subdivisée en quatre sections—physique, chimie, botanique et zoologie—fournit de l'espace dont profitent de plus en plus les chercheurs canadiens pour la publication de leurs travaux. On le trouve maintenant sur les rayons des bibliothèques scientifiques les plus importantes du monde.

Une des principales fonctions du Conseil National de Recherches est de constituer un mécanisme permettant la collaboration dans les recher-

ches scientifiques et industrielles. Quelques découvertes et progrès dus à la collaboration de nombreux organismes et individus avec les membres du personnel des laboratoires du Conseil, qui ont travaillé ensemble sous les auspices du Conseil, servent à indiquer la grande variété et l'importance économique des travaux de recherche entrepris. Voici des exemples: nouvelles variétés de plantes résistantes aux maladies et à la sécheresse; nouveaux essais de maltage; nouveaux renseignements sur les systèmes de racines des plantes cultivées et des mauvaises herbes de nature à mener à la production efficace des cultures; synthèse et utilisation des hormones des plantes; modes améliorés de réfrigération; recherches sur le fumage et le salage du bacon; chauffeuses améliorées pour wagons réfrigérés; nouveaux types de plantes résultant du traitement de la semence par la chaleur; nouveaux réfractaires fabriqués avec des matières premières canadiennes; féculs modifiés de pommes de terre pour usages ménagers et industriels; nouveaux appareils de distillation d'une haute efficacité; moulins à vent de ferme pour charger les batteries; flotteurs améliorés pour hydroplane et patins d'aéroplane; mode d'agglutination du caoutchouc et des métaux; appareils à haut voltage construits pour standardiser les appareils radiographiques et pour découvrir les pailles dans les moulages, etc.; générateurs puissants pour l'essai des isolateurs; appareils construits pour le calibrage précis des indicateurs standards; projets conçus pour l'organisation améliorée des recherches médicales; données sur les fumées des hauts fourneaux pour aider le tribunal conjoint international à déterminer la responsabilité des dégâts aux récoltes à Trail, C.B.

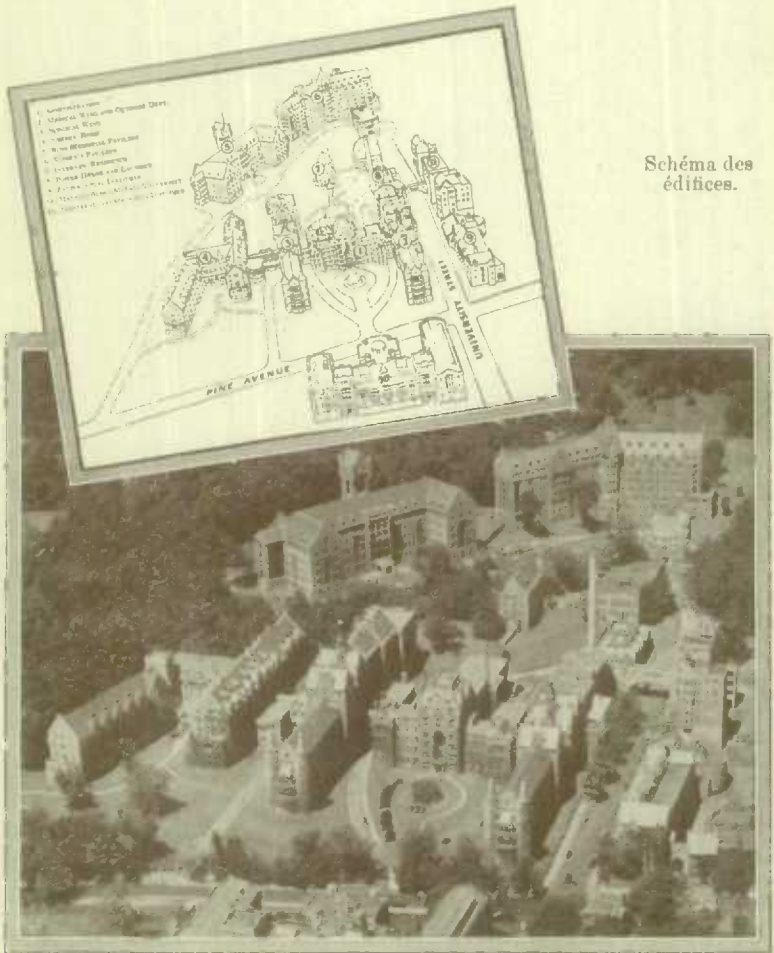
### **Santé publique, hôpitaux et institutions charitables**

L'expansion relativement soutenue de l'acceptation comme charge publique par les gouvernements fédéral et provinciaux du bien-être du peuple reflète l'intérêt rapidement croissant que reçoivent au Canada les domaines de l'hygiène publique et du bien-être public. Cette évolution semble conforme à la tendance universelle découlant des changements fondamentaux qui se sont opérés dans l'activité du peuple au sein du groupement et de la société, en ces dernières décades.

Au Canada, cette évolution a entraîné un accroissement rapide des dépenses publiques pour les services sociaux, particulièrement dans les domaines de la santé publique et du bien-être public, par les autorités municipales, provinciales et fédérales. Pendant la même période, les organisations bénévoles ont été extrêmement actives dans la plupart des groupements canadiens, particulièrement en ce qui concerne les hôpitaux, les institutions charitables et bénévoles et le bien-être de l'enfance.

Les changements sociaux déterminant cette évolution ont été accompagnés par des changements également significatifs dans la nature des services fournis. L'administration du bien-être public se limitait tout d'abord au soin des indigents et des miséreux par les municipalités, mais les tendances modernes ont grandement accru le champ d'action de l'activité de l'Etat en ce qui concerne le bien-être public. Les allocations aux mères appliquées dans sept des neuf provinces et l'entraide aux

mères nécessiteuses et à leurs enfants dans leurs propres demeures remplacent graduellement l'entretien dans les refuges, les orphelinats et les maisons de charité; les pensions de vieillesse, défrayées par le gouvernement fédéral et les provinces, sont maintenant appliquées dans toutes les provinces du Canada. Une modification à la loi de 1937 des pensions de vieillesse pourvoit au paiement d'une pension à toute personne aveugle qui a atteint l'âge de 40 ans. Les services de secours au chômage et les services auxiliaires pour pallier aux problèmes découlant du chômage sont charges publiques.



L'hôpital Royal Victoria, Montréal.

L'administration et la surveillance des services de santé et de bien-être publics sont confiées aux autorités provinciales. Chaque province a son propre ministère de la santé, dirigé par un ministre et un sous-

ministre. Le ministère est chargé de l'hygiène générale, de la lutte contre les maladies communicables, y compris la tuberculose et les maladies vénériennes, l'inspection médicale des écoles, du service d'infirmières publiques et du bien-être de l'enfance, des hôpitaux pour aliénés et, en général, des services d'hygiène générale dans la province.

**Nombre et capacité en lits des hôpitaux et institutions de charité au Canada, par province, 1937**

Genre d'institution	I.P.-E.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C. B.	Canada
Population (milliers d'âmes) .....	93	542	440	3,135	3,711	717	939	778	751	11,120
<b>HÔPITAUX</b>										
<b>Publics<sup>2</sup>—</b>										
Généraux..... Nomb.	4	23	16	54	110	35 <sup>1</sup>	73	77	68	469 <sup>1,3</sup>
Lits	252	1,536	1,331	8,647	11,786	2,775 <sup>1</sup>	3,296	3,607	4,863	38,373 <sup>1</sup>
Gynécologie seulement..... Nomb.	néant	2	1	3	3	néant	néant	1	1	11 <sup>1</sup>
Lits	"	64	20	295	246	"	"	33	70	728 <sup>1</sup>
Pédiatrie..... Nomb.	"	1	néant	3	2	1 <sup>1</sup>	1	1	2	11 <sup>1</sup>
Lits	"	80	"	467	475	135 <sup>1</sup>	28	50	103	1,338 <sup>1</sup>
Maladies contagieuses..... Nomb.	"	1	"	4	5	2 <sup>1</sup>	1	3	néant	16 <sup>1</sup>
Lits	"	54	"	639	638	336 <sup>1</sup>	5	102	"	1,774 <sup>1</sup>
Convalescence..... Nomb.	"	néant	"	3	5	1 <sup>1</sup>	néant	néant	"	9 <sup>1</sup>
Lits	"	"	"	279	168	50 <sup>1</sup>	"	"	"	497 <sup>1</sup>
Croix Rouge..... Nomb.	"	"	"	néant	28	néant	7	"	1	36 <sup>1</sup>
Lits	"	"	"	"	311	"	66	"	4	381 <sup>1</sup>
Incurables..... Nomb.	"	"	1	1	7	1 <sup>1</sup>	2	5	1	18 <sup>1</sup>
Lits	"	"	33	574	1,054	375 <sup>1</sup>	172	254	170	2,632 <sup>1</sup>
Autres..... Nomb.	"	"	néant	9	1	néant	3	1	néant	14 <sup>1</sup>
Lits	"	"	"	2,443	24	"	89	66	"	2,622 <sup>1</sup>
Totaux, publics <sup>2</sup> ..... Nomb.	4	27	18	77	161	40 <sup>1</sup>	87	88	73	584 <sup>1,3</sup>
Lits	252	1,734	1,384	13,344	14,702	3,671 <sup>1</sup>	3,656	4,112	5,210	48,245 <sup>1,3</sup>
Privés <sup>2</sup> ..... Nomb.	néant	6	6	39	54	5	59 <sup>1</sup>	43 <sup>1</sup>	29 <sup>1</sup>	241 <sup>1</sup>
Lits	"	264	98	757	711	47	347 <sup>1</sup>	216 <sup>1</sup>	371 <sup>1</sup>	2,811 <sup>1</sup>
Totaux, publics et privés <sup>2</sup> ..... Nomb.	4	33	24	116	215	45	146 <sup>1</sup>	131 <sup>1</sup>	102 <sup>1</sup>	825 <sup>1,3,4</sup>
Lits	252	1,998	1,482	14,101	15,413	3,718	4,003 <sup>1</sup>	4,328 <sup>1</sup>	5,581 <sup>1</sup>	51,156 <sup>1,3,4</sup>
<b>Spéciaux—</b>										
Fédéraux..... Nomb.	néant	4	3	5	7	4	1	5	4	33
Lits	"	388	148	333	756	322	56	253	242	2,498
Maladies mentales..... Nomb.	1	16	1	9	16	4	2	4	4	57
Lits	275	2,166	1,025	11,574	13,303	2,282	2,600	2,118	2,455	37,798
Tuberculose..... Nomb.	1	4	3	9	12	4	3	1	1	38
Lits	60	115	410	1,435	3,225	712	730	210	332	7,229
Totaux, tous hôpitaux..... Nomb.	6	57	31	139	250	57	152 <sup>1</sup>	141 <sup>1</sup>	111 <sup>1</sup>	953 <sup>1,3,4</sup>
Lits	587	4,667	3,065	27,413	32,697	7,934	7,389 <sup>1</sup>	6,999 <sup>1</sup>	6,610 <sup>1</sup>	98,681 <sup>1,3,4</sup>
<b>INSTITUTIONS DE CHARITÉ ET DE BIENFAISANCE.....</b>										
Nomb.	6	48	28	123	173	30	10	12	21	454 <sup>5</sup>
Lits	411	2,897	1,715	19,896	10,585	1,570	430	431	1,136	39,071 <sup>5</sup>

<sup>1</sup> Les données pour les hôpitaux publics du Manitoba sont pour 1936. <sup>2</sup> Autres que les hôpitaux pour maladies mentales et tuberculose. <sup>3</sup> Y compris 9 hôpitaux dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avec 280 lits, mais non compris 2 qui n'ont pas fait de rapport. <sup>4</sup> Non compris 1 hôpital privé dans la Saskatchewan, 3 dans l'Alberta et 1 en Colombie Britannique qui n'ont pas fait de rapport. <sup>5</sup> Non compris 5 institutions qui n'ont pas fait de rapport.

Le ministère fédéral ne s'occupe que des questions d'hygiène publique qui sont soit exclusivement nationales ou qui ne pourraient être résolues efficacement par la province. Ses fonctions principales sont de protéger

le pays contre l'entrée des maladies contagieuses; d'administrer les lois d'immigration; de soigner les marins malades ou blessés; d'établir des standards pour les aliments et les remèdes, les spécialités pharmaceutiques, etc., et d'en surveiller l'application; de prendre soin des lépreux et de collaborer avec les provinces dans les mesures visant à la protection et à l'amélioration de la santé.

Le mouvement des hôpitaux au Canada a grandi parallèlement à la répartition de la population générale, c'est-à-dire que les plus gros hôpitaux sont dans les grands centres urbains. Un nombre croissant de petits hôpitaux efficaces rendent des services considérables aux collectivités qu'elles desservent. Ces petits hôpitaux et avant-postes ont contribué dans une large mesure à sauver un grand nombre de vies et à améliorer l'état des malades. Dans les collectivités les plus isolées et les districts frontaliers, les hôpitaux d'avant-poste de la Croix Rouge sont toujours un facteur important non seulement parce qu'ils prennent soin des malades mais parce qu'ils encouragent la colonisation. Ces services sont complétés par le travail des infirmières de l'Ordre Victoria, une association nationale d'infirmières visiteuses ayant plus de 90 succursales au Canada. Dans les Provinces des Prairies, le régime municipal des hôpitaux s'est montré très satisfaisant pour les districts qui ne pourraient pas supporter par eux-mêmes un hôpital.

En 1937, il y avait au Canada 33 hôpitaux fédéraux et 825 autres hôpitaux pour les malades, à l'exclusion des hôpitaux pour maladies mentales (voir paragraphe suivant) et des sanatoria pour la tuberculose, dont 584 publiques et 241 privés. Les hôpitaux publics et privés déclarent un total de 51,156 lits montés et berceaux, dont 68.5 p.c. furent occupés au cours de l'année. Le personnel total de tous les hôpitaux publics et privés est de 35,988. En 1937, 801,246 adultes et enfants ont reçu 12,185,519 jours de soins, équivalant à un séjour moyen de 15.2 jours; il y eut 88,022 nouveau-nés qui reçurent 12,089,878 jours de soins équivalant à un séjour moyen de 12.3 jours. Trente-quatre hôpitaux possédant des départements pour patients externes ont reçu 219,084 patients à qui ils ont prodigué 630,174 traitements; 11 ont traité 125,352 patients, mais ne mentionnent pas le nombre de traitements; 17 ne déclarent que le nombre de traitements, soit 920,861.

Les établissements les plus importants après les hôpitaux généraux sont ceux pour maladies mentales. Les hôpitaux publics d'aliénés, de faibles d'esprit et d'épileptiques sont aidés dans le soin des indigents par des subventions provinciales et municipales. Il y a en outre des institutions de comté et de municipalité, des hôpitaux psychopathiques et quelques institutions fédérales et privées. Les 57 établissements pour maladies mentales ont une capacité normale de 37,798 lits. Le 31 décembre 1937, les établissements pour maladies mentales déclaraient 41,677 internés. Les recettes totales de 1937, y compris les subventions gouvernementales et les contributions des patients, se sont élevées à \$14,051,528 et les dépenses totales, à \$14,017,403.

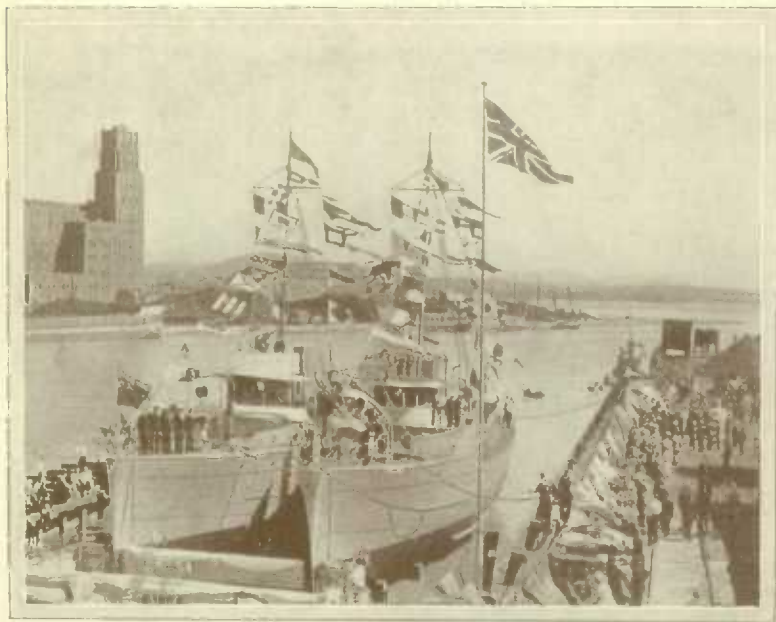
Les asiles ou hôpitaux d'incurables pourvoient à l'entretien et aux soins médicaux et chirurgicaux des personnes souffrant de maladies chroniques et incurables, et la nature des services rendus mérite une mention

spéciale. Plusieurs hôpitaux d'incurables ne prennent pas soin des incurables seulement, mais aussi des vieillards, des indigents, des faibles d'esprit et des épileptiques. On compte actuellement 18 de ces établissements. Le nombre moyen de patients par jour en 1937 fut de 2,306; le nombre de lits, de 2,632; et le nombre total de personnes traitées, de 3,629.

Le nombre d'institutions de charité et de bienfaisance au Canada le 1er juin 1937 était de 459 (454 ont fait rapport). Sur ces 459 institutions, il y avait 137 refuges pour adultes, 88 pour adultes et enfants, 118 orphelinats, 95 sociétés de l'aide à l'enfance, 6 sociétés d'immigration juvénile et 15 garderies. Ces institutions donnaient à cette date des soins à 14,681 adultes et 33,413 enfants. Les dépenses de ces institutions s'élèvent à \$9,224,205 et les recettes à \$8,860,547.

### Royale Gendarmerie à Cheval du Canada

La Royale Gendarmerie à Cheval est une police relevant du gouvernement fédéral. Elle fut organisée en 1873 sous le titre de Police Montée du Nord-Ouest. En 1904, cette désignation fut changée en celle de Royale Gendarmerie à Cheval du Nord-Ouest, et en 1920 le nom de la gendarmerie devint la Royale Gendarmerie à Cheval du Canada qui fut chargée de veiller à l'observance des lois fédérales dans tout le Dominion. L'ancienne police fédérale, dont les quartiers généraux étaient à Ottawa, a aussi été absorbée par la Royale Gendarmerie à Cheval du Canada.



Le lancement des croiseurs *MacDonald* et *Laurier*, à Québec. Ces deux vaisseaux, montés par la gendarmerie royale canadienne font la patrouille de la contrebande sur les côtes de l'Atlantique.

*Photo de la Royale Gendarmerie à Cheval du Canada.*

La Royale Gendarmerie a maintenant pour mission de faire respecter dans tout le Canada les lois relatives à la contrebande par terre, par mer et par air. Elle met en vigueur les dispositions de la loi de l'accise, voit à la suppression du trafic des stupéfiants fait observer la loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs, prête son concours aux branches des Affaires Indiennes et de l'Immigration du ministère des Mines et Ressources, au ministère des Pêcheries et à nombre d'autres départements fédéraux dans l'application des dispositions de leurs lois respectives et, dans certains cas, elle remplit des tâches administratives. La Gendarmerie est également chargée de la protection des édifices et arsenaux du gouvernement. Elle est la seule force policière du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

La section marine de la gendarmerie qui, avec le concours de la police sur terre, doit veiller à empêcher la contrebande, avait, le 31 mars 1937, un effectif de 230 officiers et hommes constituant les équipages de 23 croiseurs et patrouilleurs qui surveillent les côtes de l'Atlantique et du Pacifique et les eaux de l'intérieur.

La Gendarmerie relève d'un ministre de la Couronne (actuellement le ministre de la Justice) et peut être employée dans toutes les parties du pays. D'un effectif de 300 hommes dont elle se composait en 1873, elle est passée à 2,598 le 31 mars 1938. A cette dernière date, ses moyens de transport comprenaient 202 chevaux, 529 véhicules automoteurs, 434 chiens de trait et 4 aéroplanes.

En vertu des dispositions de la loi concernant la Gendarmerie Royale, toute province peut conclure un accord avec le gouvernement fédéral en vue d'obtenir, moyennant rétribution, le concours de la Gendarmerie fédérale pour mettre en vigueur les lois provinciales et le code pénal. Les provinces qui se sont jusqu'ici prévaluées de ces services sont l'Ile du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

La Gendarmerie se compose de quatorze divisions d'effectifs variés disséminées dans tout le Canada. L'engagement est de cinq ans, renouvelable pour des termes d'un ou trois ans. Les brevets d'officiers sont décernés par la Couronne. L'entraînement des recrues se fait à Regina, Sask. Il dure six mois et comprend l'exercice à pied et à cheval, ainsi que les exercices physiques, comme la lutte, la boxe et le jiu-jitsu. Les devoirs de police, tant fédéraux que provinciaux, sont l'objet d'une attention particulière, et des causeries sont données sur ces sujets ainsi que sur les procédures des cours de justice. On donne également des cours de promotion et, là où la chose est possible, des récapitulations annuelles.

En 1937, le parlement autorisa un effectif de "réserve" de 300 hommes et, au cours des mois de juillet et août 1937, 300 "réservistes" furent entraînés à Fredericton, N.-B., Ottawa, Ont., Regina, Sask., Vancouver, C.B., ainsi qu'à d'autres endroits; à l'avenir, ils constitueront la principale source d'où seront tirées les recrues de la gendarmerie.



## Défense Nationale

**Milice.** — Le Canada se divise en onze districts militaires ayant chacun un commandant et un état-major.

La milice canadienne comporte des cadres actifs et des cadres de réserve; les cadres actifs sont subdivisés en permanents et non permanents. Les cadres permanents sont composés de quatorze régiments et corps représentant tous les services avec un effectif global autorisé de 10.000 hommes; il n'est toutefois que de 4.000 actuellement. La milice comprend des régiments de cavalerie (chevaux et autos blindés), d'artillerie, de génie, de signaleurs, d'infanterie (fusils, mitrailleuses et tanks), des corps d'intendance, de santé, de magasins, de la trésorerie, postal, des vétérinaires et le service des chapelains. L'effectif global de la milice non permanente comprend 7.050 officiers et 79.440 hommes.

La milice de réserve se compose d'unités que le Gouverneur en Conseil peut juger à propos de nommer.

Tous les citoyens mâles du Canada de 18 ans et plus et de moins de 60 ans, non exemptés ou jugés inaptes par la loi et qui sont sujets britanniques, sont susceptibles de servir dans la milice.

La réserve de la milice active comprend: (1) dépôts régimentaires de réserve; (2) corps de réserve et listes des corps de réserve de la milice active non permanente; (3) officiers de réserve; (4) liste spéciale de réserve — officiers techniques.

Les crédits de la milice pour l'année finissant le 31 mars 1939 s'élèvent à \$16.727.020 contre \$18.703.636 en 1937-1938.

**Marine.** — La Marine Royale Canadienne fut fondée en 1910. Ses cadres autorisés comprennent: 137 officiers et 1.582 hommes de la force permanente (Marine Royale Canadienne); 70 officiers et 430 hommes de la réserve navale royale canadienne; 200 officiers et hommes de la Réserve des Pêcheurs de la R. C. N. R.; 123 officiers, 22 instructeurs brevetés et 1.322 brevetés de la Réserve de la Marine volontaire royale canadienne. Dix brevets d'officiers de cette réserve sont réservés aux diplômés du Collège Royal Militaire qui ont eu de l'entraînement durant leurs cours dans cette institution.

Les vaisseaux actuellement en service dans la Marine Royale Canadienne sont: les torpilleurs *Saguenay* et *Skeena*, la goélette-école *Venture*, ayant Halifax comme base; les torpilleurs *St. Laurent*, *Fraser*, *Ottawa* et *Restigouche*, le dragueur de mines *Armentières* et le patrouilleur à moteur *Skidegate*, ayant comme base Esquimalt, C.B. Il y a en outre quatre nouveaux dragueurs de mines en construction et qui seront en service avant la fin de 1938; voici leurs noms et leur base: *Fundy* et *Gaspé*, ayant Halifax comme base; et *Nootka* et *Comox*, ayant comme base Esquimalt.

Des arsenaux maritimes sont maintenus aux bases navales à Halifax et Esquimalt, où ont aussi été établis des dépôts navals pour les quartiers généraux d'entraînement de la Marine Royale Canadienne et des Forces navales de réserve du Canada.

Les crédits affectés aux services de la marine au cours de 1938-39 s'élèvent à \$6.667.232.



Batterie de canons, Casernes de la Marine royale Canadienne, Esquimaut, C.B., pour l'entraînement en artillerie. Dans le médaillon: H.M.S.C. *Fundy*, l'un des quatre nouveaux dragueurs de mines (bateaux du même genre) de la Marine Royale Canadienne.

*Photo du ministère de la Défense Nationale.*

**Force aérienne.**— La Force Aérienne Royale Canadienne se divise en force active et force de réserve. La force active se subdivise en force permanente et non permanente. Ce service a juridiction sur l'entraînement et les opérations aéronautiques et exécute certains travaux pour le compte d'autres départements du gouvernement.

Les effectifs de la Force Aérienne Royale Canadienne se composaient le 1er septembre 1938 de 222 officiers permanents, 84 non permanents et 154 de réserve; 1,765 aviateurs permanents, 753 non permanents; 212 avions.

Les crédits de la Force Aérienne Royale Canadienne, y compris ceux de l'aviation civile, au cours de l'année 1938-39, sont de \$11,686,517. Le nombre d'heures de vol en 1937-38 est de 19,582 heures et 50 minutes.

Les allocations pour les dépenses courantes pour les opérations aériennes civiles du gouvernement se sont élevées à \$356,000 au cours de l'année fiscale 1938-39. Ces dépenses portent surtout sur les levers photographiques qui comportaient durant 1937-38 la photographie oblique de 56,500 milles carrés et la photographie verticale de 23,500 milles carrés.



Un tank léger en action pendant les manœuvres.



Un nouveau type de canon antiaérien dont se sert la milice canadienne.

*Photo du ministère de la Défense Nationale.*

### Administration des aborigènes et des terres domaniales

**Indiens.** — La loi considère les Indiens comme des mineurs et leurs affaires sont maintenant administrées par la branche des Affaires Indiennes du ministère des Mines et Ressources selon les prescriptions de la loi des Indiens. Le système des réserves, en vertu duquel des étendues particulières de terre sont mises à part pour l'usage exclusif des Indiens, a été établi dès les débuts de la colonie. Il a pour but de protéger les Indiens contre les empiétements et de leur assurer une sorte de refuge où ils peuvent se développer en paix jusqu'à ce que leur civilisation soit assez avancée pour permettre leur absorption dans la société moderne. Des réserves ont été établies pour les différentes bandes d'Indiens par tout le Dominion et ceux qui y sont fixés sont sous la surveillance des agents locaux de la branche des Indiens. Les fonctions de cette branche comme gardienne des Indiens comprennent le contrôle de l'instruction, de la

santé, etc., le développement de l'agriculture et plusieurs autres choses comme l'administration de leurs fonds, la transaction de leurs affaires légales et la surveillance générale de leur bien-être. L'administration locale des bandes indiennes établies dans les réserves est dirigée par les agences de la branche, lesquelles sont au nombre de plus de cent.

La loi des Indiens pourvoit à leur affranchissement. Quand un Indien est affranchi, il cesse d'être un Indien de par la loi. Dans les plus vieilles provinces, où les Indiens ont été plus longtemps en contact avec la civilisation, beaucoup d'entre eux deviennent affranchis. Le Gouvernement n'aborde toutefois cette question qu'avec beaucoup de prudence, parce que les Indiens affranchis perdent la protection spéciale attachée à leur tutelle et qu'il faut en conséquence éviter leur affranchissement prématuré.

**Esquimaux.** — Les Esquimaux du Canada habitent surtout la lisière septentrionale du continent et les îles de l'archipel Arctique et de la baie d'Hudson bien que, dans la région du lac Baker et de la baie Chesterfield, à l'ouest de la baie d'Hudson, on en trouve des bandes qui vivent à l'intérieur des terres et tirent leur subsistance presque entièrement du caribou. Les Esquimaux du littoral se nourrissent surtout de mammifères marins et de poisson, et quelquefois de caribous venant de l'intérieur des terres à l'époque de leurs migrations saisonnières. Ils se font des vêtements d'hiver avec la peau de ces animaux.

L'administration des Esquimaux, en dehors des provinces organisées, relève de la branche des Terres, Parcs et Forêts du ministère des Mines et Ressources qui, par des mesures spéciales (y compris l'établissement de réserves de chasse où seuls les aborigènes ont accès), veille à la conservation des ressources naturelles nécessaires à leur subsistance. En vue d'augmenter ces ressources, la branche a importé en 1935 un troupeau considérable de rennes. Le contact avec les Esquimaux est maintenu au moyen de postes établis en permanence dans l'Arctique oriental, central et occidental où des médecins sont stationnés, et par des tournées annuelles effectuées par un navire dans l'Arctique oriental. La loi et l'ordre dans toutes les régions habitées par les Esquimaux sont maintenus par la Royale Gendarmerie à Cheval du Canada.

**Territoires du Nord-Ouest.** — La loi des Territoires du Nord-Ouest (c. 142 S.R.C., 1927) pourvoit à un gouvernement territorial composé du commissaire des Territoires du Nord-Ouest, du commissaire-adjoint et de cinq conseillers nommés par le Gouverneur Général en Conseil. Le commissaire en conseil a le pouvoir de faire des ordonnances pour le gouvernement des Territoires subordonnement aux instructions du Gouverneur Général en Conseil ou du ministre des Mines et des Ressources.

L'administration des lois, ordonnances et règlements concernant les Territoires du Nord-Ouest relève du directeur de la branche des Terres, Parcs et Forêts, ministère des Mines et Ressources. Un agent du ministère, qui est en même temps surveillant du parc national de Wood-Buffalo, agent des terres domaniales et registraire minier, est stationné à Fort-Smith. Des magistrats stipendiaires pour les Territoires du Nord-Ouest sont stationnés à Fort-Smith, T.N.-O., et à Morinville, Alta.

Un membre de la Royale Gendarmerie à Cheval à Port-Radium est agent des terres domaniales et registraire minier du district minier du grand lac de l'Ours. Des officiers médicaux sont établis à Fort-Smith, Résolution, Simpson, Good-Hope, Aklavik, Port-Radium (de temps à autre), Yellowknife (intermittent), Chesterfield et Pangnirtung (île de Baffin).

**Parcs nationaux.**— Parmi les principaux attraits touristiques du Canada figurent ses parcs nationaux, régions d'une exceptionnelle beauté de paysage réservées pour l'usage et l'agrément de la population. Le caractère et la fin de ces réserves nationales, qui couvrent une étendue d'environ 12.436 milles carrés, varient grandement. Elles conservent la faune du Canada dans des conditions naturelles, gardent à leur état primitif la grandeur de nos régions pittoresques et évoquent la mémoire de personnes et d'événements d'une très grande importance dans l'histoire de la nation. Elles se divisent en quatre groupes: les grands parcs touristiques et récréatifs des Rocheuses, des Selkirk et des Prairies; les étendues de moindre superficie établies pour fins récréatives dans l'Est canadien; les parcs-réserves d'animaux; les parcs historiques nationaux.

Le premier groupe comprend les parcs de Banff, de Jasper et des lacs Waterton, dans l'Alberta; les parcs de Kootenay, Yoho, Glacier et Mount-Revelstoke, en Colombie Britannique; le parc de Prince-Albert, en Saskatchewan; le parc de Riding-Mountain au Manitoba. En Ontario, il y a trois parcs récréatifs de moindre étendue; les parcs de la Pointe-Pelée, des îles de la baie Georgienne et des îles du Saint-Laurent. On a récemment ajouté au système des parcs récréatifs le Cape Breton Highlands Park en Nouvelle-Ecosse, ainsi qu'une région de parcs le long du littoral septentrional de l'île du Prince-Edouard.

Parmi les parcs-réserves d'animaux mentionnons les parcs Buffalo et Elk-Island en Alberta, renommés pour leurs troupeaux de bisons, et le parc de Nemiskam, également en Alberta, qui est un sanctuaire pour l'antilopine à cornes fourchues. Le parc de Fort-Anne, en Nouvelle-Ecosse, et de Fort-Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, sont les parcs historiques les plus pittoresques.

Pour de plus amples renseignements sur les parcs nationaux du Canada, s'adresser à la branche des Terres, Parcs et Forêts, ministère des Mines et Ressources, Ottawa, Canada.



Banff Springs Hotel, Banff, Alta



# INDEX

	PAGE		PAGE
Abattoirs et salaisons.....	27, 130, 135	Blé, production, exportations, impor- tations.....	22, 24, 93
Aborigènes, races.....	14	— farine de, exportations.....	93
— administration des.....	187	Bois, production, valeur.....	40, 43
Acceise, recettes de l'.....	141	— de pulpe et pulpe de, exportations.....	93
Accords commerciaux.....	ix	Bouilloires, importations.....	92
Accroissement naturel de la population.....	18	Boulangerie, pain et autres produits de la.....	131, 135
Actions ordinaires de portefeuille, nom- bres-indices.....	106	Brique.....	57
Agriculture, capital, production, valeur.....	5, 19-22	Bulletin des Renseignements Commer- ciaux.....	88
— assistance provinciale à l'.....	39	Bureau Fédéral de la Statistique (le) et l'Agriculture.....	39
— écoulement des produits de l'.....	34	Bureaux, construction de.....	85
— le gouvernement fédéral et l'.....	38	Canada, population, superficie.....	11
— ministère fédéral de l'.....	38	Canaux, trafic des, situation, fin de 1938.....	xii, 114
— prêt agricole.....	38	Capital agricole.....	20
— situation de l'.....	x	Capitiaux britanniques et étrangers au Canada.....	8
— valeur foncière et produits disponibles.....	2	— immobilisations de.....	1
Alberta—		— mouvement des.....	100
— capital agricole.....	21	Causes de décès.....	17
— forces hydrauliques.....	72	Centrales électriques, valeur.....	2
— mines, production des.....	58	Charbon, production.....	50, 53, 57
— mortalité infantile.....	18	— exportations.....	92
— pêcheries, valeur.....	63	Chauffage, bois, production, valeur.....	43
— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169	Chemins de fer, valeur, construction.....	2, 83
— population.....	11, 13, 15	— matériel roulant, statistiques indus- trielles.....	135
— production, valeur de la.....	6	— statistiques diverses.....	109, 110
— recettes et dépenses.....	144	— trafic, situation, fin de 1938.....	xii
— statistiques, manufacturières.....	129	Chômage.....	xv, 164
— vitales.....	17	— allégement du.....	157
Aliments, en conserve, production, va- leur.....	132	— mesures fédérales d'assistance au.....	101
— nombres-indices du prix des.....	107	Cinéma.....	103
— statistiques manufacturières.....	129	Cités, manufacturières.....	136
Allégement du chômage.....	157	— population des.....	13
Amélioration des logements, prêts en vertu du plan d'.....	82	Colombie Britannique:—	
Améliorations municipales, loi pour fa- voriser les.....	83	— agriculture, capital.....	21
Amiante, production, exporta- tions.....	50, 55, 57, 93	— emploiement.....	166
Animaux à fourrure, valeur, production.....	22	— forces hydrauliques.....	72
— de ferme, valeur.....	22	— mines, production des.....	58
Appareils électriques, importations.....	92	— mortalité infantile.....	18
— statistiques industrielles.....	135	— pêcheries, valeur.....	63
Aqueducs, construction.....	85	— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169
Ardoise.....	57	— population.....	11, 13
Argile, produits de l', production, va- leur, importations.....	55, 57, 92	— production, valeur.....	6
Articles de ménage, statistiques manu- facturières.....	129	— recettes et dépenses.....	144
Assistance-chômage, mesures fédérales, placement sur les terres et fermes.....	161-163	— statistiques, manufacturières.....	129
Assistance provinciale à l'agriculture.....	39	— vitales.....	17
Assurances, feu, vie, diverses, ven- tes.....	147, 152-54	Combustible, production de.....	53
Automobiles, importations, exporta- tions.....	92-93	— nombres-indices du coût du.....	107
— nombre (d') enregistrées au Canada.....	114	Commerce, accords de.....	ix
A veugles, pensions aux.....	168-69	— bancaire.....	151
Avoine, production.....	24	— canadien, avec l'Empire et les pays étrangers.....	96
Balance des paiements internationaux.....	98, 100	— en comparaison avec le commerce mondial.....	91
Banque du Canada.....	149, 151	— distribution du, par pays.....	93
Banques, à charte.....	151	— des principaux pays.....	91
— billets de.....	148	— du grain.....	34
Bâtiments agricoles, valeur.....	21	— échanges invisibles avec l'extérieur.....	97
Bâti, permis de.....	85	— extérieur.....	87, 88
Bestiaux, écoulement des.....	35	— exportations, importations.....	90
— valeur des.....	21	— situation, fin de 1938.....	xii
Bêtes à cornes, exportations.....	93	— intérieur.....	101
Betteraves fourragères et sucrières.....	24	— chaînes de magasins.....	103
Bétail.....	27	— coût de la vie.....	107
Beurre, production.....	31	— de gros et de détail.....	101-102
— et fromage, statistiques industrielles.....	135	— emploiement dans le.....	168
Biscuits et confiseries.....	133	— établissements etc, valeur des.....	2
Billots et billes, production, valeur.....	43	— mouvement intérieur des mar- chandises.....	104
		— prix des denrées.....	106
		— valeurs mobilières.....	104

	PAGE		PAGE
— ministère du, et l'agriculture.....	39	— commerce mondial.....	91
— revue du, par mois.....	96	Exportations.....	90, 93, 96
Commission nationale de placement.....	164	— aux 25 principaux pays.....	95
Communications, emploiement dans		— bétail.....	27
les.....	168	— poisson.....	64
Compagnies de prêt et de fiducie.....	147, 154, 155	Façonnage, valeur du.....	5
Compensations bancaires.....	151-52	Familles établies sur la terre (assis-	
Comptes publics.....	140	tance-chômage).....	163
Concessions tarifaires des Etats-Unis		Fermes à fourrure.....	08, 69
au Canada et vice versa.....	ix	Fermes, placement sur les.....	162
Conseil national des recherches.....	177	Feu, assurance, ventes.....	153
Conserves alimentaires.....	132	Fiducia, compagnies de.....	147, 154
Construction.....	79	Finances, publiques.....	138
— contrats de et permis de bâtir.....	85	— fédérales.....	138-39
— emploiement dans la.....	168	— municipales, taxation.....	144-45
— recensement annuel et statistiques		— dette obligatoire des municipalités.....	145
des industries de la.....	83, 84	— provinciales.....	140, 143
— situation, à la fin de 1938.....	xi	— dette obligatoire des provinces.....	143
Coopératives de ventes.....	38	— situation, fin de 1938.....	xiii
Coût de la vie.....	107	Financement d'obligations.....	155
Crise (la) et les industries manufactu-		Flottage du bois, emploiement dans le.....	168
rières.....	127	Force aérienne.....	186
Croissance de la population.....	11	Forces hydrauliques, distribution par	
Cultures spéciales.....	28	province.....	71, 72
Débits bancaires.....	151-152	— usines centrales électriques.....	75
Décès et causes de.....	9, 17	Forêts.....	x, 2, 5, 40-44
Défense nationale.....	185	Fournures, animaux, valeur, production	
Demandes de travail.....	164	— commerce des.....	65
Dénrées, échanges de.....	100	— exportations.....	70, 93
— prix des.....	106	— fermes à.....	68-69
Depenses du Dominion.....	141	— peaux, nombre et valeur.....	67
— des touristes.....	97	— situation des.....	81
— de voirie.....	113	Fromage, production, exportations.....	31, 93
Détail, commerce de.....	101-102	— statistiques industrielles.....	135
— chaînes de magasins.....	103	Fructiculture.....	32
— situation, fin de 1938.....	xii	Fruits, production, valeur.....	22
— prix et nombres-indices des.....	107	— écatement des.....	36
— services de.....	103	— en conserve, production, valeur.....	132
Dette obligatoire des provinces et des		— frais, importations.....	92
municipalités.....	143, 145	Gages, employés à.....	159
Différends industrielle.....	161	Gaz naturel, production, valeur.....	50, 53, 57
Distribution du commerce canadien par		Gouvernement (le) et l'agriculture.....	38
pays.....	93	— et les pêcheries.....	60
Dominion, finances du.....	139	Grain, le commerce du.....	34
Douanes, recettes des.....	141	Grains, production.....	24
Echanges invisibles, (commerce) avec		Grande Bretagne, superficie, population	
l'extérieur.....	87, 97	— capitaux engagés au Canada.....	8
— de denrées, services et or.....	100	Grandes cultures, valeur, production.....	22, 24
Ecoulement des produits agricoles.....	34	Gros, commerce de, situation, fin de	
Electricité, production, valeur.....	5	1938.....	38
— centrales électriques, production de s		— commerce.....	101-02
— situation, fin de 1938.....	xi	— prix de, nombres-indices des.....	107
Empire britannique, commerce cana-		Groupes industriels, statistiques mani-	
dien avec l'.....	96	facturières.....	129
— superficie et population de l'.....	11	Guerre, taxes de.....	141
Emploiement.....	164-65	Habitations, constructions d'.....	85
— fluctuations (graphique).....	167	Hareng, prise, valeur.....	63
— manufactures, dans les.....	137	Huricots, production.....	24
— nombres-indices de l'.....	164, 167	Homard, prise, valeur.....	63
— par industrie.....	167	Hôpitaux.....	179, 180-81
— par ville.....	167	Hydroélectricité, exploitation en 1938.....	74
— situation, fin de 1938.....	xiii	— forces hydrauliques, production.....	71-78
Emplois procurés par le service de place-		He du Prince-Edouard:—	
ment du Canada.....	164	— agriculture, capital.....	21
Employés rémunérés et à gages, nombre		— dette obligatoire municipale.....	146
estimatif.....	159-60	— forces hydrauliques.....	72
Emprunts, loi garantissant des, pour ré-		— manufactures, statistiques.....	129
fection de maisons.....	82	— mortalité infantile.....	18
Enregistrement national.....	164	— pêcheries, valeur.....	63
Erable, produits.....	22	— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169
Esquimaux et administration des.....	15, 188	— population.....	11, 13
Etablissements de commerce, valeur		— production, valeur.....	6
des.....	2	— recettes et dépenses.....	143
— de gros et de détail, indices des ven-		— statistiques vitales.....	17
tes.....	102	Importations.....	90-96
Etablissement de secours.....	163	— des 25 principaux pays.....	94
Etats-Unis, accord commercial avec		— , principales.....	91-92
les.....	ix	Immeubles urbains, valeur.....	2
— capitaux placés au Canada.....	8		
— commerce canadien avec.....	94, 95, 96		



	PAGE		PAGE
Immigration.....	16	— mensuels des actions ordinaires de portefeuille.....	106
Immobilisations de capitaux.....	1	— prix de gros et de détail.....	107
Impôt sur le revenu.....	7	— rendement des obligations à long terme.....	156
Indiens.....	14	— 24 titres minière.....	106
Industrie laitière.....	29	Nord-Ouest, territoires du.....	188
Industries, emploiement dans les.....	168	— forces hydrauliques.....	72
— par province.....	129	— mines.....	58
— principales.....	135	— pensions de vieillesse.....	169
Infantile, mortalité.....	17	— population.....	11, 13
Institutions de charité.....	179-83	Nouveau-Brunswick:—	
Instruction.....	170	— agriculture, capital.....	21
Jeunesse, le problème du chômage chez la	xv	— dette obligatoire municipale.....	146
Lait, production.....	21	— forces hydrauliques.....	72
Laitiers, produits.....	131, 132	— manufactures.....	129
Légumes, production, valeur.....	36, 37	— mines.....	58
— écoulement des.....	132	— mortalité infantile.....	18
— en conserve, production, valeur.....	14	— pêcheries.....	63
Lieux de naissance de la population.....	14	— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169
Logement, lois sur le, (fédérale et nationale).....	80-83	— population.....	11, 13
— prêts consentis en vertu de ces lois.....	82	— production, valeur.....	6
Loi pour favoriser les améliorations municipales.....	83	— recettes et dépenses.....	143
Loyer, nombres-indices du.....	107	— statistiques vitales.....	17
Maisons, loi garantissant des emprunts pour la réfection des maisons.....	82	— taxes municipales.....	145
Manitoba:—		Nouvelle-Ecosse:—	
— agriculture.....	21	— agriculture, capital.....	21
— assistance-chômage, établissement sur les terres.....	163	— assistance-chômage, établissement sur les terres.....	163
— dette obligatoire municipale.....	146	— dette obligatoire municipale.....	146
— forces hydrauliques.....	72	— forces hydrauliques.....	72
— manufactures.....	129	— manufactures.....	129
— mines, production.....	58	— mines.....	58
— mortalité infantile.....	18	— mortalité infantile.....	18
— pêcheries, valeur.....	63	— pêcheries.....	63
— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169	— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169
— population.....	11, 13, 15	— population.....	11, 13
— production, valeur.....	6	— production, valeur.....	6
— recettes et dépenses.....	143	— recettes et dépenses.....	143
— statistiques vitales.....	17	— statistiques vitales.....	17
— taxes municipales.....	145	— taxes municipales.....	145
Manufactures.....	126	Obligations, financement d'.....	155
— dans les principales villes.....	136	— nombres-indices du rendement des, et ventes.....	156
— emploiement dans les.....	137, 168	Ontario d'assistance-chômage.....	161
— par province et groupe.....	129	Office des Renseignements Commerciaux, organisation.....	87, 88
— résumé statistique, 1870-1936.....	127	— et l'agriculture.....	39
— situation, fin de 1938.....	xi	Offices provinciaux du Travail.....	158
Marchandises, mouvement intérieur des.....	104	Ontario:—	
Marché du papier à journal et autres produits forestiers.....	47	— agriculture, capital.....	21
Marines.....	9, 18	— assistance-chômage, établissement sur les terres.....	163
— Royale Canadienne, population de la.....	13	— dette obligatoire municipale.....	146
Menus prêts, compagnies de.....	155	— emploiement.....	166
Messageries.....	112	— forces hydrauliques.....	72
Métalloïdes.....	55-57	— manufactures.....	129
Métaux.....	49, 56	— mines.....	58
Miel, production.....	22	— mortalité infantile.....	18
Mirce.....	185	— pêcheries.....	63
Mines, situation, production, valeur.....	xi, 2, 5	— pensions aux aveugles et de vieillesse.....	169
— emploiement dans les.....	168	— population.....	11, 13
— et minéraux.....	49	— production, valeur de la.....	6
Minoterie.....	20, 131	— recettes et dépenses.....	143
— statistiques industrielles.....	135	— statistiques vitales.....	17
Mobilières, valeurs.....	104	— taxes municipales.....	145
Mortalité infantile.....	17	Opérations forestières.....	42
Mouvement des capitaux.....	100	Ouvriers syndiqués, chômage parmi les.....	164
Municipalités, finances et dette obligatoire.....	140, 145	Pain et autres produits de la boulangerie.....	131, 135
Naissances.....	9, 16	Papeterie, statistiques manufacturières.....	129
— lieux de, de la population.....	14	Papier, à journal, production, valeur, exportations.....	47, 93
Navigation.....	116	— et pulpe, production, statistiques industrielles.....	40, 44
— aérienne.....	119	— importations et statistiques industrielles.....	92, 135
Nombres-indices, emploiement.....	164, 168	Parcs nationaux.....	189
— coût des services.....	107	Paiements internationaux, balance des.....	98, 100
— loyer.....	107	Pêche sportive.....	64

	PAGE		PAGE
Pêcheries.....	5, 59	— population.....	11, 13
— gouvernement (le) et les.....	60	— production, valeur.....	6
— statistiques industrielles, production.....	62, 83	— recettes et dépenses.....	143
Pensions, aux aveugles.....	169-69	— statistiques vitales.....	17
— de vieillesse.....	157, 168	— taxes municipales.....	145
Permis de bâtir.....	85	<b>Radio-Etat.....</b>	<b>120</b>
Personnes établies sur la terre (assistance-chômage).....	163	Races aborigènes.....	14
Pétrole, production, importations, statistiques industrielles.....	50, 53, 57, 92, 135	Recensement, annuel des industries de la construction.....	83
Piégeage, production et valeur.....	5	— quinquennal des Provinces des Prairies.....	15
Placement, sur les fermes.....	162	Recettes, du Dominion.....	141
— commission nationale de, emplois procurés.....	164	— et dépenses des provinces.....	143
Plan de travaux supplémentaires (assistance-chômage).....	163	Recherches, Conseil national des.....	177
Poisson, situation, exportations.....	xi, 64, 93	Réfection de maisons, loi garantissant des emprunts pour.....	82
— conserveries, industrie des.....	132	Régime monétaire.....	147
Population du Canada.....	9, 16	Rémunération de la population employée.....	159
— aborigènes.....	14	Rendement des obligations, nombres-indices du.....	156
— croissance et accroissement naturel.....	11, 18	Renseignements Commerciaux, Office et Bulletin des.....	87, 88
— des cités et villes de plus de 25,000 âmes.....	13	Revenu.....	1
— distribution de la, par sexe.....	14	— impôt sur le.....	7
— employée et rémunération.....	150	Revue du Commerce du Canada.....	96
— Esquimaux.....	15	Richesse, nationale.....	1, 2
— Indiens.....	14	— forestière.....	40
— lieux de naissance de la.....	14	Routes, valeur, construction, longueur.....	2, 85, 113
— rurale et urbaine.....	14	Royale Gendarmerie à cheval du Canada.....	183
— statistiques vitales.....	10	Royume-Uni, accord commercial avec le.....	ix
Position économique du Canada.....	vii	— commerce, canadien avec le.....	94-96
Postes, administration des.....	123	— mondial.....	91
Prairies, Provinces des, emploiement dans les.....	166	Salaisons.....	27, 130, 135
— population de 10 cités, 1936, recensement quinquennal.....	15	Sans-travail, le problème chez les jeunes.....	xv
Prêt agricole.....	58	Santé publique.....	179
Prêt, compagnies de.....	147, 164	Saskatchewan:—	
Prêts en vertu du plan d'amélioration des logements.....	82	— agriculture.....	21
Primaire, production, valeur.....	5	— assistance-chômage, établissement sur les terres.....	163
Principaux pays, commerce des.....	91	— dette obligatoire municipale.....	146
Prix des denrées, gros et détail, nombres-indices.....	106-07	— forces hydrauliques.....	72
Problème des jeunes sans-travail.....	xv	— manufactures.....	129
Production au Canada, valeur.....	1, 3, 5	— mines.....	58
— agricole.....	20	— mortalité infantile.....	18
— écoulement de la.....	34	— pêcheries.....	62
— laitière.....	31	— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169
— matériaux de, statistiques manufacturières.....	129	— population.....	11, 13, 15
— minérale.....	50, 55-58	— production, valeur.....	6
Produits de l'argile.....	55, 57	— recettes et dépenses.....	144
— érable.....	22	— statistiques vitales.....	17
— forestiers.....	42	— taxes municipales.....	145
— laitiers.....	22, 131	Scieries.....	43, 44
— concentrés du lait.....	132	— statistiques industrielles.....	135
— écoulement des.....	35	Secours, (établissement de).....	163
Projets approuvés pour remédier au chômage chez les jeunes.....	xx	Sel, production.....	55, 57
Provinces, Maritimes, emploiement dans les.....	166	Service de placement, emplois procurés par le.....	164
— des Prairies (voir Prairies, Provinces des).....		Services, emploiement dans les.....	168
— dette obligatoire des.....	143	— de détail.....	103
— finances des.....	140, 143	— échanges de.....	100
Pulpe et papier, industrie de la.....	40, 43, 44, 93, 135	— nombres-indices du coût des.....	107
<b>Québec:—</b>		Sexe, distribution de la population par.....	14
— agriculture.....	21	Situation, mondiale.....	vii
— assistance-chômage, établissement sur les terres.....	163	— canadienne.....	x
— dette obligatoire municipale.....	146	— Statistiques, chemins de fer.....	110
— emploiement.....	166	— diverses.....	177
— forces hydrauliques.....	72	— industries de la construction.....	84
— manufactures.....	129, 136	— population.....	11
— mines.....	58	— vitales.....	16
— mortalité infantile.....	18	Sucre, production, valeur.....	133
— pêcheries, valeur.....	63	— pour raffinage, importations.....	92
— pensions de vieillesse et aux aveugles.....	169	Superficie et population, Canada, Empire Britannique.....	11
		Syndicalisme ouvrier (le) au Canada.....	160

	PAGE		PAGE
Système bancaire, Banque du Canada et banques à charte.....	147, 149, 151	— offices provinciaux du.....	158
— taxation (de) municipale.....	145	— syndicalisme ouvrier au Canada (le)	160
Tabac, production, écoulement, stat. manufacturières.....	22, 37, 129	Travaux de génie.....	85
Taxation, municipale.....	145	— supplémentaires, plan de (chômage)	163
— provinciale, accroissement de la.....	142	Urbaine, population.....	13
Taxes de guerre.....	141	Usines centrales électriques.....	75
Télégraphes.....	117	— production des.....	78
Téléphones.....	118	Vacances (travail).....	164
Tendance courante du commerce intérieure.....	102	Vaisseaux, statistiques manufacturières	129
Terres, agricoles, valeur des.....	21	Valeur courante du capital agricole.....	21
— domaniales.....	187	Valeurs mobilières.....	104
Territoires du Nord-Ouest.....	188	Véhicules.....	129
— forces hydrauliques.....	72	— moteur.....	114
— mines.....	58	Ventes, coopératives de.....	38
— pensions de vieillesse.....	169	— indices des (établissements de gros et de détail).....	102
— population.....	11, 13	— obligations, d'.....	156
Titres miniers (24) nombres-indices.....	106	Viandes en conserve, production valeur	132
Tourisme et touristes.....	97	Vie, assurance.....	153
Trafic des chemins de fer et canaux, fin 1938.....	xii	— coût de la.....	107
Tramways électriques.....	111	Vieillesse, pensions de et loi des.....	157, 168
Transports et communications.....	109	Villes, cités et, population des.....	13
— emploiement dans les.....	168	Vins et spiritueux, importations.....	92
Travail.....	157	Voirie.....	113
— demandes de.....	164	Volaille, valeur, production.....	22
— différends industriels.....	161	Yukon, forces hydrauliques.....	72
— employés rémunérés et employés à gages.....	159	— manufactures.....	129
		— mines.....	58
		— population.....	11, 13

ل. 2

STATISTICS CANADA LIBRARY  
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



1010316878

Ca 005

8

